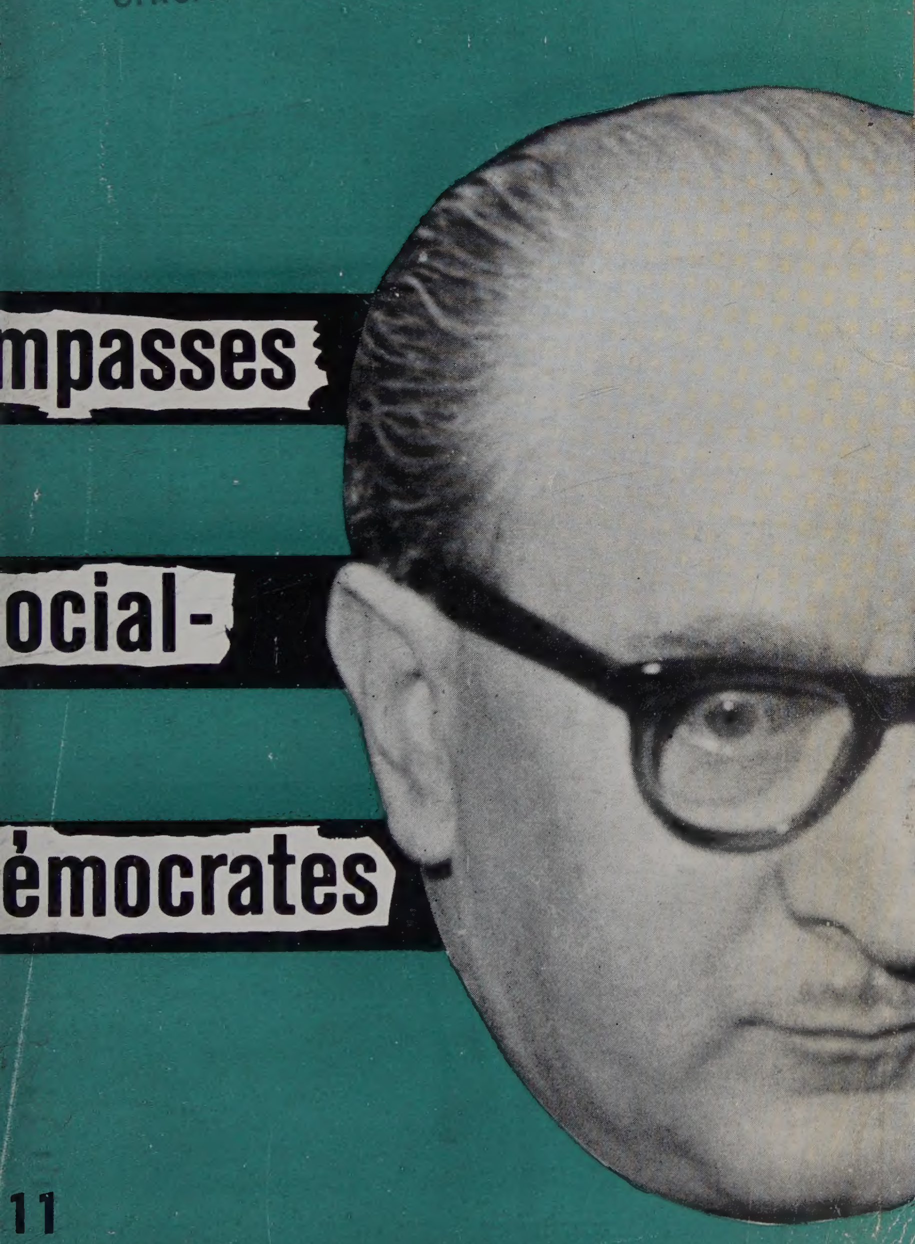
RECHERCHES INTERNATIONALES
à la lumière du marxisme
REVUE BIMESTRIELLE
JANVIER-FÉVRIER 1959



RECHERCHES INTERNATIONALES

à la lumière du marxisme

Rédaction du cahier n° 11 :

ANDRÉ GISSELBRECHT, VICTOR MICHAUT, DENISE ROUDOT.

IMPASSES SOCIAL-DÉMOCRATES

Cahier n° 11

AVERTISSEMENT

Les textes réunis dans ce cahier ont trait, pour l'essentiel, à idéologie du courant social-démocrate en Europe, aux justifica-ons théoriques qu'il propose. Ils font appel à l'expérience même ı mouvement ouvrier et la confrontent aux idées et aux prévisions s réformistes d'une part, des marxistes-léninistes de l'autre. C'est la lumière de cette même expérience que certains d'entre eux caminent les problèmes de l'unité d'action ouvrière et même, là ı la disparition du capitalisme a privé de ses causes la division, ux de l'unité organique du mouvement prolétarien.

Les idées et les faits ainsi produits, pour partiels qu'ils soient. ous semblent devoir être utilement versés au débat sur le socia-sme qui est une des questions majeures de notre temps.

Nous remercions ici F. Lager, G. Ardaiev, A. Veber et . Alexeiev, qui ont bien voulu mettre leurs textes au point pour présente publication, ainsi que Giorgio Amendola et György arosan, qui ont remanié leurs articles à cette occasion, et Victor ichaut, qui a écrit l'introduction.

RECHERCHES INTERNATIONALES.

INTRODUCTION

Il existe une grande variété de tendances particulières au sein de la tendance générale de la social-démocratie. L'attitude des différents partis socialistes réformistes, en face des problèmes brûlants de la lutte pour la paix, la démocratie et les revendications économiques et sociales des travailleurs, révèle toute une gamme de positions très diverses et parfois opposées.

Une même base idéologique et certains principes théoriques et politiques communs se retrouvent cependant chez les représentants de la social-démocratie. La plupart des études du présent recueil portent sur certains aspects de la théorie du social-démocratisme actuel et sur ses racines idéologiques et sociales.

Nombre de militants socialistes sont amenés à s'interroger sur les tâches et les perspectives de la social-démocratie contemporaine. Sans épuiser le sujet, ce numéro de *Recherches Internationales* apporte une solide contribution à l'étude des causes profondes de la crise actuelle des partis socialistes.

★

Les représentants officiels du mouvement socialiste se réclament volontiers d'une théorie du « socialisme démocratique » dont il importe de rechercher le véritable contenu.

Il apparaît que les catégories économiques précises et les rapports sociaux concrets sont éliminés de cette théorie au profit de notions de justice et de liberté prises abstraitement.

Les idéologues du « socialisme démocratique » présentent le apitalisme comme un système qui meurt tout doucement, où les ros actionnaires cèdent la place à des directeurs techniques, où 'Etat s'assure un contrôle de plus en plus étendu sur les branches ssentielles de l'économie et se met au service de l'intérêt général.

L'idéale harmonie de la vie sociale ne dépendrait plus alors que e l'aptitude des représentants du socialisme à conserver ou obtenir laces et fonctions aux divers échelons d'un appareil d'Etat que son xpansion rendrait toujours plus démocratique et plus proche du so-ialisme.

Déjà nous serions, dans quelques grands pays, en présence d'un éocapitalisme, voire d'un capitalisme populaire s'acheminant vers l'insensibles transformations de caractère socialiste.

Dans une telle optique, toute idée de révolution socialiste pour n changement radical du mode de production est donc proscrite et rend l'allure, ou d'une fantaisie de rêveurs attardés, ou d'une inad-nissible intervention de propagandistes étrangers.

La revendication du socialisme démocratique se réduirait finale-nent à une sorte de contrôle social mal défini qui garantirait le bon isage de la propriété capitaliste plutôt que son abolition. On aurait uelque peine à prendre cette conception du socialisme pour un rogramme du socialisme démocratique si l'on ne retrouvait la nême inspiration dans les projets ou déclarations de principes de lusieurs partis social-démocrates.

On lira à ce propos les articles de ce recueil consacrés à la cri-ique des éléments de programme des social-démocrates autrichiens, llemands et anglais.

Les commentaires apportés au document travailliste (présenté ous la séduisante apparence d'un « plan de progrès ») par certains le ses inspirateurs en dévoilent d'ailleurs assez crûment la vraie ature. Un publiciste du Labour, le travailliste de droite Crossland, a pu écrire, suite aux débats de la Conférence de Scarborough de 1958, que cette conférence marque une étape du travaillisme an-glais, celle de l'achèvement de son propre revisionnisme.

Révisant et dépassant l'ancien programme travailliste, le plan de Scarborough porte l'empreinte personnelle du leader droitier Gaitskell et atteste, selon Crossland, que « le socialisme anglais se préoccupe aujourd'hui moins que jamais de conceptions démodées, comme la nationalisation de l'industrie et le contrôle fondé sur l'im-mixtion dans la gestion des compagnies; son attention se tourne vers des problèmes comme le développement de l'économie en général,

la prospérité de la société, l'égalité sociale. De la sorte, la méthode semi-marxiste vieillie d'analyse de la société capitaliste a cédé la place à une théorie révisionniste plus raffinée, celle d'une société postcapitaliste ».

Mises à part quelques nuances de style ou des modalités d'application variables selon les pays, les mêmes conceptions se retrouvent dans les programmes des partis socialistes d'Europe occidentale à direction droitière.

★

Le parti socialiste S.F.I.O. ne se distingue pas sur ce point fondamental, malgré le mépris professé par ses dirigeants pour tout ce qui touche à la théorie.

Un ancien membre du Comité directeur de ce parti, André Philip, dans son livre *le Socialisme trahi,* assure que le noyau dirigeant constitué autour de Guy Mollet se caractérise « par une absence générale de doctrine et de préoccupations intellectuelles » tandis qu'une sorte de « marxisme vulgaire, mal digéré, est venu légitimer un conservatisme pratique, à peine voilé par la vague idéologie de la solidarité des petits contre les gros ».

Quant aux justifications théoriques de sa politique réelle, Guy Mollet n'a pas craint de les prendre si l'on peut dire *aux sources*... pas même dans les œuvres des notoires révisionnistes et dépasseurs du marxisme, de Bernstein à de Man, mais dans l'ouvrage d'un docte austro-américain professeur d'économie politique à l'Université de Harvard, M. J. Schumpeter. Auteur du livre *Capitalisme, socialisme et démocratie,* M. Schumpeter y exalte les beautés du règne des trusts.

Une brochure de Weil-Raynal, publiée en 1954 sous les auspices de la SFIO, résume l'œuvre de Schumpeter et la présente comme théorie de « l'évolution d'un capitalisme progressif : le capitalisme américain ». Préfacée par le secrétaire général du parti socialiste, cette brochure remplirait son rôle, estimait Guy Mollet, « si elle devenait livre de chevet pour les militants socialistes ».

La théorie du capitalisme populaire de M. J. Schumpeter serait la meilleure initiation à la doctrine socialiste, une *quintessence du socialisme* a même affirmé Guy Mollet. « La présente brochure

expose la pensée d'un homme qui, libéral de tempérament et de doctrine, et d'une complète honnêteté intellectuelle, est parvenu, en observant l'évolution du pays par excellence de la libre entreprise, les Etats-Unis d'Amérique, à la conclusion qu'ils s'acheminaient vers le socialisme... ».

Thèse reprise presque textuellement dans l'exposé de Guy Mollet, *Bilan et perspectives socialistes,* publié en janvier 1958 : « Les Américains sont d'ailleurs plus proches d'une transformation socialiste qu'ils ne le croient eux-mêmes... ».

Comment s'expliquer la séduction exercée, sur des leaders socialistes, par des théories d'économistes bourgeois ? L'engouement de Guy Mollet pour Schumpeter n'est pas en soi plus surprenant que certain « socialisme humaniste » de Léon Blum ou la préface que donna ce dernier à la théorie de la « révolution directoriale » d'un James Burnham.

A la vérité, les échafaudages des idéologues de l'impérialisme ne sont pas sans avantage pour les adeptes d'un « socialisme démocratique » qui doit masquer les contradictions et l'essence du capitalisme afin de justifier sa propre existence.

La théorie du capitalisme progressif recouvre et prolonge aisément le réformisme social-démocrate.

Parvenus à une véritable intégration de leur politique (et souvent de leur personne) à l'Etat des monopoles, nombre de dirigeants et de cadres du mouvement social-démocrate ne demandent qu'à croire à la longévité du capitalisme. Et toute théorie leur paraît bonne qui les rassure et justifie leur comportement.

A ce point, un risque sérieux apparaît : celui d'une telle identification du réformisme au capitalisme que l'existence même des partis social-démocrates perdrait ses raisons et ses bases.

L'évolution du parti socialiste en France, et la crise qu'il traverse depuis le ralliement de Guy Mollet au général de Gaulle, sont une préfiguration qui devrait mettre en garde les militants socialistes.

Les adeptes du « socialisme démocratique », s'ils veulent réellement avancer dans la voie de la démocratie et du socialisme, ne peuvent manquer de tenir pour un grave avertissement la situation où se débat un parti que le molletisme conduit à l'impasse.

Ce que des socialistes, anciens membres de la S.F.I.O., nomment désormais le « national-molletisme » apparaît comme étant au fond le social-démocratisme droitier poussé jusqu'au bout.

Le dirigeant du Parti Socialiste Italien, Pietro Nenni, a pu dire. lors de ses entretiens avec Bevan et Mendès-France sous l'égide

de *l'Express* (26 février 1959), que, selon lui, la politique S.F.I.O. du « moindre mal » est à l'origine des coups portés en France à la démocratie, car une telle ligne « implique une rupture avec les masses et *conduit les socialistes à faire la politique de leurs adversaires de classe* ».

La logique de la lutte des classes ne manque pas, en effet, de révéler la vanité et la malfaisance des tentatives de constituer une « troisième force » sous prétexte d'éviter le choc des extrêmes.

L'expérience faite en France devrait amener de nombreux socialistes à méditer sur les voies qui permettraient de répondre à leurs aspirations démocratiques et socialistes.

La rupture avec les illusions du réformisme social-démocrate ne se fera pas en un jour; mais d'ores et déjà se dégage l'impérieuse nécessité d'un effort de compréhension mutuelle et de coopération des socialistes et des communistes en vue de l'unité d'action du mouvement ouvrier international dans la lutte pour la paix, pour la démocratie et le progrès social.

Les contributions de *Recherches Internationales* à l'éclaircissement théorique de ces problèmes se placent, on le verra, dans cette perspective.

Victor MICHAUT.

RACINES HISTORIQUES ET SOCIALES DE L'IDEOLOGIE SOCIALISTE DE DROITE

Commencée dans le dernier tiers du siècle passé, la transforma-on du capitalisme prémonopoliste en impérialisme était, pour l'es-entiel, achevée à l'orée du XXe siècle. Ce nouveau stade est princi-alement caractérisé par le capitalisme de monopole. La libre con-urrence acharnée et sans scrupules qui oppose les entreprises capi-alistes favorise l'écrasement et l'absorption des plus faibles par les lus puissantes. Celles-ci se concentrent à leur tour pour donner aissance à de gigantesques ensembles, les monopoles, qui contrôlent oute la production et les débouchés de certains produits. Ces mo-opoles dominent actuellement toutes les branches de l'industrie, y ompris les petites et moyennes entreprises qui subsistent encore.

Chacun sait, par exemple, que, depuis plusieurs dizaines d'an-ées, la production d'acier est contrôlée en Allemagne par les Verei-igte Stahlwerke (200.000 ouvriers et employés), la production chi-nique par l'I.G. Farben (100.000 ouvriers et employés) et la pro-luction électro-technique par l'A.E.G. Cette formation en monopoles ermet à ces associations capitalistes de réaliser d'énormes profits.

La même concentration s'est opérée dans les banques, des mono-oles bancaires remplaçant les nombreuses petites banques auto-omes. Une liaison de plus en plus étroite de ces monopoles avec eux de l'industrie a conduit à la formation de l'oligarchie financière. Celle-ci, à son tour, grâce en particulier à des liaisons personnelles, 'est soumis l'appareil d'Etat bourgeois et l'a utilisé dans son intérêt our accroître la puissance et les profits des monopoles capitalistes.

Les monopoles commencèrent à déborder de plus en plus large-nent les frontières nationales. Grâce à l'exportation de capitaux, ils conquirent des terres étrangères et les soumirent au pillage. Au dé-out du XXe siècle, le partage économique et territorial du monde entre les pays impérialistes s'acheva. C'est alors que commença la

lutte entre Etats impérialistes pour un nouveau partage du monde, lutte favorisée par le développement inégal de ces Etats, le renforcement des uns, l'affaiblissement des autres. La première guerre mondiale fut l'expression caractérisée de cette lutte des forces impérialistes pour un repartage du monde.

Si, au cours de la formation des monopoles, de nombreuses petites et moyennes entreprises disparurent, il n'en fut pas de même de la concurrence ; elle prit au contraire une plus grande acuité, se présentant naturellement sous des formes nouvelles : lutte au sein même des monopoles pour de plus grandes participations à la production et aux débouchés, lutte des divers monopoles entre eux et contre les entreprises non encore monopolisées, lutte enfin entre les groupes de monopoles de différents Etats.

Cette lutte pour le profit mit toujours davantage la paix mondiale en danger, conduisit à l'étouffement des libertés bourgeoises et au renforcement de l'exploitation des travailleurs. Ainsi, les contradictions internes du capitalisme ne se trouvèrent pas résolues mais au contraire aggravées : contradiction entre le travail et le capital, entre les différents Etats capitalistes, entre les métropoles et les colonies soumises et pillées par elles. La situation des masses laborieuses des pays capitalistes devint de moins en moins supportable, et celle des impérialistes eux-mêmes plus difficile que jamais.

Ainsi, le développement historique lui-même mit le remplacement du capitalisme par le socialisme à l'ordre du jour. Les conditions objectives de la révolution socialiste avaient mûri au cours de ce développement. L'existence de forces puissantes et capables de mener à bien la révolution socialiste menaça très sérieusement les positions de la bourgeoisie allemande.

Le dernier tiers du siècle dernier fut caractérisé par la marche triomphale du mouvement ouvrier allemand. Par la loi antisocialiste de Bismarck, la bourgeoisie avait bien tenté, de l'extérieur et violemment, de s'opposer au développement du mouvement socialiste. Mais, malgré toutes les mesures réactionnaires de répression et d'exception prises à son encontre, le parti social-démocrate allemand, à la fin du siècle, se retrouva plus puissant que jamais. Ce ne fut pas le mouvement ouvrier qui disparut, mais Bismarck, et la loi antisocialiste dut être abrogée. Le mouvement ouvrier allemand atteignit alors un sommet de son développement. « Depuis environ un demi-siècle, le parti ouvrier social-démocrate allemand (S.P.D.) a su utiliser la légalité bourgeoise de façon exemplaire, créant les meilleures organisations prolétariennes, une presse excellente, et élevant au

plus haut degré (possible sous le capitalisme) la conscience de classe et la cohésion de l'avant-garde prolétarienne socialiste. Maintenant, le temps approche où ce demi-siècle d'histoire allemande *doit*, pour des raisons objectives, faire place à une autre phase. A l'époque d'utilisation de la légalité créée par la bourgeoisie doit *succéder* une époque de grandes batailles révolutionnaires »[1].

Face à cette situation, la bourgeoisie tenta, selon la règle bien connue : « Diviser pour régner », d'affaiblir du dedans le mouvement ouvrier socialiste. Des conditions objectives existaient déjà pour réaliser de telles aspirations, en particulier l'apparition d'une couche privilégiée de travailleurs appelée aristocratie ouvrière. Cette naissance fut, à l'origine, la conséquence objective et nécessaire d'un processus de transformation de la structure sociale du prolétariat qui ne peut être expliqué par le seul fait que certains ouvriers furent achetés et trahirent leur classe.

Le développement des forces productives, la spécialisation qui en découle, l'apparition de techniques complexes requérant une haute qualification, la puissante extension de la production et, parallèlement, la création d'un immense appareil de direction, amenèrent nécessairement la différenciation des ouvriers, créant une couche de travailleurs mieux rétribués. Celle-ci comprend tout d'abord ce qu'on appelle la maîtrise, contremaîtres, surveillants, dont la présence en assez grand nombre était devenue nécessaire pour assurer la production, et ensuite les travailleurs qui, du fait de leurs capacités, étaient devenus des spécialistes qualifiés. La bourgeoisie, utilisant alors ce processus objectif de différenciation, favorisa consciemment la formation de cette couche supérieure du prolétariat en améliorant ses conditions matérielles. Il s'agit de tentatives de corruption indubitables, entreprises dans le but d'attirer une partie de la classe ouvrière au côté de la bourgeoisie. L'histoire montre que celle-ci a, dans une certaine mesure, réussi à créer, dans la classe ouvrière, certains cercles qui considèrent leurs problèmes sociaux personnels comme résolus, se sont installés dans le monde capitaliste et ont fait la paix avec lui.

Ces tentatives de corruption à grande échelle furent rendues possibles par les hauts profits capitalistes de l'époque impérialiste. Lénine écrivait : « Les hauts profits que tirent du monopole les capitalistes d'une des nombreuses branches d'industrie, d'un des nom-

1. Lénine : « Deux mondes », *Œuvres*, 4e édition, tome XVI, pp. 283-284 (en russe).

breux pays, etc. leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et momentanément une minorité ouvrière assez importante, de les gagner à la bourgeoisie d'une industrie, d'une nation donnée contre toutes les autres... Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme »[2].

Lénine dit encore à un autre endroit : « Avant la guerre, les revenus des trois plus riches pays — l'Angleterre, la France et l'Allemagne — étaient évalués à 8-10 milliards de francs par an pour les seuls capitaux exportés, les autres revenus étant mis à part. Il est clair qu'on peut distraire de cette coquette somme : disons un demi-milliard en aumônes aux dirigeants ouvriers, à l'aristocratie ouvrière, ou pour tout autre corruption... Et ces milliards de surprofits constituent la base économique de l'opportunisme à l'intérieur du mouvement ouvrier »[3].

Ce phénomène se produisit en Angleterre dès le milieu du XIXe siècle, c'est-à-dire *avant* le passage général du capitalisme prémonopoliste à l'impérialisme, du fait que ce pays présentait quelques particularités qui devaient, plus tard, devenir les traits distinctifs de l'impérialisme : de vastes possessions coloniales et le monopole du marché mondial. Se référant à ces particularités du capitalisme anglais, Friedrich Engels pouvait écrire dès 1858 : « Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, *à côté* de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est, jusqu'à un certain point, logique »[4].

C'est cette catégorie privilégiée qui fournit « les véritables agents de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier ».

Selon des théoriciens du socialisme de droite contemporain, cette conception marxiste de la corruption de certaines catégories du mouvement ouvrier par la bourgeoisie et de leur rôle de soutien social de la bourgeoisie serait pure invention de Lénine. C'est ce que prétend par exemple Walter Theimer dans son *Histoire des idées politiques* (*Geschichte der politischen Ideen*) où il affirme en outre que les

---

2. Lénine : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », ch. X, dans *Œuvres choisies* en 2 volumes, tome I, p. 880. Editions en langues étrangères, Moscou 1946.

3. Lénine : Rapport sur la situation internationale au IIe Congrès de l'Internationale Communiste (19 juillet 1920). *Œuvres*, 4e édition russe, t. XXI, pp. 205-206.

4. *Correspondance Marx-Engels*, Dietz Verlag, Berlin 1949, tome II, p. 421. Cité dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine.

communistes enseignent « ... que la social-démocratie vivrait de corruptions venant de ces profits (il s'agit des surprofits — *G.S.*) ». On cherche en vain, chez Theimer, une analyse sérieuse de la conception marxiste des racines sociales de l'opportunisme. Theimer *affirme* simplement qu'il s'agit là d'une escroquerie communiste. Or, aucun marxiste n'a jamais prétendu que la social-démocratie tout entière vit de corruption, car cela ne correspond pas à la réalité.

Nous rappellerons à Theimer que, outre Lénine et Engels, Karl Kautsky lui-même — que l'on ne peut tout de même pas compter parmi les partisans du léninisme — défend cette « invention » de Lénine. C'est ainsi que Kautsky écrit à propos du capital anglais : « Il renonça à l'oppression violente des classes travailleuses et prit le parti de les diviser pacifiquement, en accordant à leurs couches les plus puissantes et les mieux organisées des privilèges politiques et en cherchant à corrompre leurs chefs par d'aimables prévenances, ce qui ne réussit que trop souvent » [5].

Au début de ce siècle, il était devenu évident que le puissant mouvement en faveur du socialisme ne pouvait plus être arrêté par la violence brutale ni par des mesures de répression ouverte. C'est pourquoi la bourgeoisie essaya — et, il faut bien le reconnaître, non sans succès — de gagner à elle certaines fractions de la classe ouvrière par la corruption.

Plus le mouvement ouvrier s'affermissait et plus le développement historique objectif poussait à un bouleversement révolutionnaire, plus devenait nécessaire et urgente pour la bourgeoisie la création d'un tel soutien social *à l'intérieur* de la classe ouvrière. La scission de la classe ouvrière signifiait la remise à une date ultérieure du renversement de la domination impérialiste. L'existence ou la non-existence d'une telle couche privilégiée à l'intérieur de la classe opprimée jouera un rôle décisif dans le cours du mouvement révolutionnaire. L'histoire a prouvé que l'existence d'une aristocratie ouvrière freinait le développement du mouvement révolutionnaire. Lénine, dans un rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du Peuple fait le 24 janvier 1918 au troisième Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie, formula cette idée que la faiblesse numérique de l'aristocratie ouvrière en Russie facilita la révolution : « Nous disons que le mouvement (la révolution socialiste — *G.S.*) commence plus facilement dans les pays qui n'appar-

5. K. Kautsky : *La révolution sociale*, Buchhandlung Vorwärts, Berlin 1902, p. 40.

tiennent pas au nombre des pays exploiteurs, pouvant piller avec plus de facilité et ayant les moyens de corrompre les couches supérieures de leurs ouvriers » [6].

L'exemple de la Chine montre également l'importance de cette question. Le mouvement ouvrier chinois s'est engagé, dès le début de son chemin vers la victoire, sous la bannière du marxisme-léninisme. Au cours de son histoire, il ne subit, ni dans son organisation, ni dans son idéologie, l'influence d'un fort courant socialiste de droite. Liu Chao-chi l'explique ainsi : « En Chine, au contraire de l'Europe, il n'y eut ni période de développement pacifique du capitalisme permettant à la classe ouvrière de prendre part à des luttes parlementaires pacifiques, ni aristocratie ouvrière comme ce fut le cas en Europe » [7].

Pourquoi l'opportunisme a-t-il ses racines dans l'aristocratie ouvrière? Parce qu'il se forme là une catégorie d'individus dont la nouvelle situation économique appelle en général de nouveaux intérêts, lesquels trouvent leur expression dans une manière de penser déterminée. Ces travailleurs se considèrent comme « quelque chose de mieux », ils se sont rapprochés d'un pas des possédants — cela est encore souvent plus marqué dans les petites entreprises du fait de l'attitude paternaliste du patron vis-à-vis de ces travailleurs —; ils se sentent intéressés à la conservation du statut capitaliste existant et abandonnent leur solidarité à l'égard du reste du prolétariat. Une fois engagés dans cette direction, ils essayent alors *en toute conscience* d'imiter la manière de penser, de se comporter de la bourgeoisie et plus généralement tous ses faits et gestes et ils voient dans cette imitation le but et la signification de leur existence. Ils se montrent pleins de soumission et de respect envers leur patron et, au nom de leurs avantages personnels, soutiennent théoriquement et pratiquement le capitalisme. Evidemment, ils deviennent aussi les porteurs de la morale bourgeoise égoïste, individualiste; ils se placent au-dessus de leur classe et refusent, en tant qu'individus, tout sentiment de responsabilité vis-à-vis de l'ensemble. Ainsi, une idéologie petite-bourgeoise, hostile au prolétariat et servant les intérêts de la bourgeoisie, trouve dans le prolétariat même un terrain favorable.

Naturellement, depuis le début du siècle, des transformations radicales se sont opérées. L'aristocratie ouvrière n'a plus à présent le

6. Lénine : *Œuvres*, tome XXVI, p. 493. Editions Sociales 1958.
7. Liu Chao-chi : *On Innerparty Struggle*, Foreign Language Press, Pékin 1950.

ême rôle qu'à l'origine. Elle a diminué en nombre du fait du déve-ppement des forces productives (surtout l'introduction des chaînes production et de l'automatisation). De plus la situation de la bour-eoisie ne lui permet plus — avec l'effondrement du système colo-aliste par exemple — de corrompre selon les vieilles méthodes rela-vement « coûteuses » de larges couches de la classe ouvrière. Elle recours à de nouvelles méthodes de corruption qui, d'une part, i occasionnent des dépenses matérielles bien moindres et, d'autre art, lui permettent d'intéresser au maintien du capitalisme des cer-es de l'aristocratie ouvrière bien plus importants qu'autrefois. La ouche relativement mince de l'ancienne aristocratie ouvrière serait ctuellement absolument impropre à servir d'instrument politique à bourgeoisie impérialiste pour se rendre maîtresse, au moins mo-entanément, de difficultés toujours croissantes. La bourgeoisie doit onc trouver d'autres méthodes, mieux adaptées aux conditions socia-s actuelles, pour perpétuer sa domination le plus longtemps pos-ible.

Ces méthodes apparaissent dans « la participation aux bénéfi-es », dans la « codirection de l'entreprise », dans les petits « por-eurs d'actions ». La méthode du « petit porteur d'action » est, du oint de vue de la bourgeoisie, une excellente chose : le prolétaire 'assume-t-il pas ainsi lui-même plus ouvertement que jamais — ussi paradoxal que cela puisse paraître — les frais de sa propre orruption en participant à l'entreprise capitaliste avec l'argent qu'il a bien gagné, en se liant comme « actionnaire » au capitalisme sans voir toutefois la moindre influence sur le capital du fait de l'insigni-iance de sa participation financière ?

A côté de cela, la distribution de postes dans l'entreprise, dans 'administration de l'Etat (surtout l'administration communale) ou utres emplois joue un grand rôle dans la corruption de certaines ractions de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'est créée de nos jours, our l'essentiel, la base sociale de l'idéologie petite-bourgoise à 'intérieur du mouvement ouvrier.

Mais l'opportunisme ne naît pas obligatoirement de l'amélioration des conditions matérielles. Appartenir à la couche des ouvriers pri-vilégiés — avoir un salaire plus élevé par exemple — ne signifie pas automatiquement abandonner sa position de classe idéologique et pra-ique pour passer aux côtés de la bourgeoisie. Méconnaître cet aspect du problème de l'aristocratie ouvrière signifierait ouvrir la porte toute grande au schématisme et au sectarisme. L'histoire du mouvement

ouvrier ne manque pas d'exemples montrant que bon nombre de tra-vailleurs économiquement avantagés ont combattu fidèlement aux côtés du prolétariat, alors que d'autres se trouvant dans une situa-tion matérielle difficile se sont faits les instruments dociles de la ré-action.

A côté de cette aristocratie ouvrière, la formation d'une bureau-cratie ouvrière (de parti, de syndicat, de coopérative) joue un grand rôle dans le développement de l'opportunisme. Son importance est certainement plus grande qu'elle ne l'a jamais été et elle est sans doute la source principale de l'idéologie socialiste de droite à notre époque.

La bureaucratie ouvrière est un aspect du mouvement ouvrier se développant dans les conditions capitalistes.

A leurs débuts, le travail qu'imposaient le parti ou le syndicat était en grande partie accompli par les membres de ces organisations en supplément de leur activité professionnelle. Mais cela changea lors-que le S.P.D., les syndicats et les coopératives devinrent, dans le dernier tiers du siècle passé, des organisations puissantes dont la croissance et les tâches réclamaient nécessairement un vaste « appa-reil ». C'est ainsi que se forma un groupe d'hommes numériquement important occupés exclusivement au travail d'organisation et d'admi-nistration. Au début de notre siècle, il y avait, en Allemagne, environ 15.000 permanents de syndicats, de coopératives et du parti (S.P.D.).

Pour assurer et réaliser sa domination, la bourgeoisie créa un Etat au mécanisme très ramifié. A l'intérieur de ce mécanisme, le pouvoir décisif fut attribué à l'exécutif car il s'agit là de la partie de l'appareil d'Etat qui doit réaliser directement la volonté de la classe dominante aux différents échelons de la société. Aussi longtemps que dure son règne, la bourgeoisie a besoin d'une bureaucratie pour réaliser les desseins des exploiteurs et éloigner le peuple de la direc-tion de la société.

Seule la démocratie socialiste permet de supprimer la bureau-cratie. Les hommes chargés de fonctions administratives n'y repré-sentent plus une caste privilégiée, planant au-dessus des masses, car ils sont issus eux-mêmes des masses populaires, ce sont elles qui les désignent, les contrôlent, et elles ont la possibilité de les révo-quer. Les manifestations bureaucratiques qui se font jour dans la période de transition du capitalisme au socialisme ne sont que les séquelles et les conséquences posthumes du capitalisme.

Sous l'influence démoralisante du milieu capitaliste, il existe

ussi un danger pour le mouvement ouvrier : la dégénérescence bu-eaucratique des employés de l'appareil administratif. Lénine écri-ait : « Nous ne nous passons pas de fonctionnaires *en régime capi-aliste*, sous la domination de la bourgeoisie... En régime capitaliste, a démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette mbiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des nasses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que ans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont orrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance apitaliste et manifestent une tendance à se transformer en bureau-rates, c'est-à-dire en personnages privilégiés, coupés des masses t placés *au-dessus* d'elles.

« Là est l'*essence* du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes 'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été enversée, *une certaine « bureaucratisation » des fonctionnaires du prolétariat eux-mêmes est inévitable* (souligné par moi — *G.S.*) »[8].

Sur cette base se forma effectivement, au début du XXe siècle, dans le S.P.D., dans les syndicats et dans les coopératives une bu-reaucratie du mouvement ouvrier, une véritable « couche sociale » de « fonctionnaires du prolétariat », comme le remarquait Lénine.

De cette figure typique du fonctionnaire de parti et de syndicat qui était apparue témoignent, entre autres, les larges discussions qui se déroulèrent au congrès du S.P.D. au début de ce siècle sur le mon-tant des salaires de ces « fonctionnaires ».

La dégénérescence de l'appareil en bureaucratie fut encore ac-centuée du fait que le choix de ces fonctionnaires se faisait bien moins du point de vue de la fidélité à la classe ouvrière ou de l'ap-titude au combat ou au sacrifice, que de la prédisposition à s'occu-per des affaires de bureau et à tenir la caisse. Cela eut et cela a encore de néfastes conséquences.

Autrefois, le permanent se considérait comme au service des masses, leur rendant compte régulièrement, conférant à leur volonté force et expression, apprenant à leur contact, *s'identifiant à elles.* Mais, peu à peu, une évolution se dessina dans le sens d'une cou-pure entre l'appareil et les masses. La faille s'élargit toujours plus. Celui qui était employé dans l'appareil ne considéra plus que son activité était au service des travailleurs, mais qu'elle était une fin en soi. Le côté formel, la tenue des livres de comptes, devint de plus

8. Lénine : *L'Etat et la révolution*, ch. VI, § 3, dans *Œuvres*, tome XXV, pp. 525-526, Editions Sociales, 1958.

en plus le centre de cette activité, de moyen devint fin, puis fin en soi. D'hommes politiques qu'ils étaient ils se transformèrent en artisans bureaucrates, en « boutiquiers de bureau ». « Leur visée ne s'attacha plus qu'à la régularité du paiement des cotisations » (Lénine).

Le résultat de cette évolution, c'est que l'appareil ne remplit plus la fonction qui lui est propre. Il tend même, — l'histoire récente de la social-démocratie et des syndicats de droite le montre — à se fixer un but exactement opposé. Au lieu de militants *au service* du prolétariat, s'installèrent en nombre des gens qui essayèrent de *dominer* le prolétariat. Les bureaucrates se mirent à exercer de plus en plus la contrainte à l'égard des masses. Chaque mouvement authentiquement prolétarien est réglementé; on essaye de l'endiguer. La démocratie est détruite peu à peu par cet appareil lorsqu'il ne rencontre pas de résistance décidée.

Un autre trait essentiel du permanent bureaucrate est sa méconnaissance de la vie. Il ne sait plus rien de la vie réelle des masses. Du fait de son activité devenue métier, de sa situation matérielle générale, de son commerce presque exclusif avec des cercles de la bureaucratie pensant et vivant comme lui, etc., il n'a plus de contacts avec les masses, ne connaît plus leurs besoins ni leurs soucis Il ne connaît tout au plus des masses que ce qu'il en apprend à travers des rapports. Au lieu d'étudier la réalité d'un point de vue critique, de la voir dans toute sa plénitude avec ses faces positives et négatives, le bureaucrate se grise de succès isolés du parti et des syndicats, il ne voit que les succès quotidiens et s'imagine qu'ils constituent la réalité tout entière. Cette conscience illusoire a pour conséquence à son tour l' « oubli » de l'irréductibilité de l'opposition entre la beourgeoisie et le prolétariat, et même la tendance à s'installer dans le monde existant, vu à travers les lunettes roses du fonctionnaire, et à demander aux autres de faire de même. Le bureaucrate a, en général, une bonne petite place; le souci de cette place passe avant la lutte contre le capitalisme, car le combat révolutionnaire lui apparaît alors comme un dérangement désagréable apporté à son existence assurée de bureaucrate.

Le socialiste de droite bien connu Klaus Peter Schulz rapporte que des circonstances précises ont été la cause de « l'embourgeoisement progressif de la social-démocratie ». Schulz raconte l'histoire d'un conseiller de la direction du S.P.D., qui, lui déclara-t-il, « avait là la place de sa vie, s'il ne se laissait pas entraîner à voler des cuil-

ers en argent » [9]. Schulz s'irrite contre ces fonctionnaires en dentelles « qui restent pour ainsi dire un pied dans l'appareil et répondent, la plupart du temps, aux vœux de transformation radicale de la situation par une défense instinctive et acharnée de l'état de choses existant » [10].

Dans un article sur les tâches actuelles des socialistes, un jeune socialiste de l'Allemagne de l'Ouest écrit : « Nos pères et nos grands-pères ont combattu assurément avec conscience. Leurs descendants, fonctionnarisés, se sont installés dans ce monde et ont dépensé bien de la peine pour avoir une position et être représentatifs » [11].

Cette condition générale du bureaucrate fait qu'il perd de vue le grand but, la société socialiste. Consciemment ou non, il se meut dans le domaine de la politique dite au jour le jour et y déploie même une étonnante activité, raison pour laquelle il est souvent si difficile à l'ouvrier organisé de discerner le vrai rôle de la bureaucratie de son organisation. Le bureaucrate affirme avec suffisance qu'il est pour une « politique réaliste » et traite avec dédain et mépris « d'utopistes » et d' « idéologues » ceux qui n'ont pas sombré dans l'opportunisme et n'ont pas renoncé aux buts fondamentaux du mouvement ouvrier. Sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement socialiste à des avantages momentanés et à des considérations bureaucratiques, c'est en cela que réside l'essence de l'opportunisme. A cela correspond l'hostilité à la théorie, celle-ci étant considérée comme un obstacle, une ombre obsédante du passé socialiste, une chose absolument superflue.

L'hostilité à la théorie est un trait typique, sinon même le plus typique, de la bureaucratie ouvrière moderne. Elle ne vit et ne pense que pour l'immédiat, le présent ; ni les données historiques d'ensemble ni les grandes lignes de développement ne l'intéressent. Elle ne sent donc pas le besoin d'une théorie de la société qui lui faciliterait la compréhension de l'histoire et du présent, qui lui montrerait un chemin vers l'avenir. La vie au jour le jour est son seul horizon.

Ainsi la bureaucratie ouvrière constitue la principale racine sociale de la déviation de la pensée prolétarienne et de la diffusion de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier.

Mais là comme pour l'aristocratie ouvrière, il n'est pas possible

---

9. K.P. Schulz : *Sorge um die deutsche Linke*, Verlag für Politik und Wirtschaft, Cologne 1954, p. 27.
10. *Ibidem*.
11. *Die Andere Zeitung* du 2 février 1956.

de considérer l'existence et le comportement de la bureaucratie ouvrière en général comme une trahison ; il faut établir des différenciations entre les bureaucrates. Bon nombre d'entre eux sont honnêtes et croient sincèrement faire de leur mieux pour le mouvement ouvrier. Beaucoup même se défendent contre la « bureaucratisation » et ses suites, mais, finalement vaincus, se résignent et « participent » moitié par attachement et dans l'espoir d'une amélioration, moitié pour des raisons de dépendance matérielle. La situation psychique et morale de ces socialistes est extrêmement douloureuse.

Mais, à côté de tels hommes, la bureaucratie ouvrière compte de véritables traîtres, par exemple ceux qui sont au service d'organisations d'espionnage de puissances impérialistes étrangères, ceux qui, pour de l'argent et pour faire carrière, travaillent la main dans la main avec la réaction internationale et font tout pour affaiblir le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il s'agit là bien sûr d'agents conscients, d'une cinquième colonne de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier. Ce groupe n'est heureusement pas très nombreux, mais il occupe souvent, en revanche, des positions influentes.

Si l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières sont les racines les plus importantes de l'idéologie socialiste de droite, elles ne sont nullement les seules.

Au cours du processus de développement capitaliste vers le capitalisme de monopole se déroule un processus de destruction des petits producteurs. Eliminés par la concurrence qui se livre autour des moyens de production, de nombreux industriels petits et moyens, artisans et même paysans, sont *économiquement* prolétarisés.

Avec eux pénètre dans la classe ouvrière l'idéologie petite-bourgeoise dont ils sont porteurs. Bien loin de vouloir lutter pour la disparition de la propriété privée des moyens de production, ils aspirent au contraire à reconquérir leur ancien état de producteur indépendant, considéré par eux comme le bonheur suprême et comme un état de choses éternel. Naturellement, *tous* les hommes venus des autres classes ne sont pas nécessairement un apport négatif pour le mouvement ouvrier. S'ils mettent leurs connaissances au service du mouvement révolutionnaire, ils peuvent lui être utile.

Friedrich Engels écrivait à ce propos : « Un phénomène inévitable apparaît dans le cours du développement : des gens appartenant jusqu'alors à la classe dominante se joignent au prolétariat militant et lui apporte des éléments d'éducation. Nous avons déjà exprimé cela clairement dans le *Manifeste*. Mais il nous faut ici faire remarquer deux choses :

« *Premièrement*, ces gens doivent, pour être utiles au mouvement prolétarien, apporter avec eux de véritables éléments d'éducation.

« *Deuxièmement*. Quand de tels gens, venus d'autres classes, se joignent au mouvement prolétarien, la première exigence est qu'ils n'apportent aucun vestige de préjugés bourgeois ou petit-bourgeois, mais s'approprient au contraire sans réserve les façons de voir du prolétariat »[12]. Tous les hommes venus d'autres classes se joindre au prolétariat ne doivent donc pas nécessairement devenir des piliers de l'opportunisme.

Mais, avec le passage à l'impérialisme, nombre d'hommes se sont ralliés au mouvement ouvrier sans s'approprier la manière de voir du prolétariat. Ils ont au contraire conservé leurs préjugés bourgeois qu'ils ont introduits, camouflés en socialisme, à l'intérieur du prolétariat. L'influence de ces forces dans le mouvement ouvrier a provoqué une baisse du niveau théorique et fourni un terrain favorable à la déviation des principes du marxisme.

Nous devons évoquer enfin l'action de facteurs tels que les succès parlementaires de la classe ouvrière ou la tactique des concessions provisoires employée par la bourgeoisie qui ont, eux aussi, favorisé une déviation du point de vue de classe révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Tous les faits rapidement esquissés ici ont constitué et constituent actuellement — compte tenu des transformations — la base sociale de l'idéologie socialiste de droite.

Günter SŒDER.

Extrait de l'ouvrage : *Studie zur rechtssozialistischen Ideologie* publié à la Veb deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin 1957, 12-25.

Traduit par Michel TRABUT.

---

12. Voir dans K. Marx : *Critique du programme de Gotha*, Dietz Verlag, Berlin 1955, pp. 112-113.

LE PARTI TRAVAILLISTE AUJOURD'HUI, SA POLITIQUE ET SON IDEOLOGIE

Se préparant depuis trois ans au moins aux élections générales qui auront vraisemblablement lieu en 1959, le Parti travailliste anglais travaille à l'élaboration d'une ligne politique. Les documents publiés à ce sujet confirment que ce parti renonce à ses anciennes ambitions d'instaurer le régime socialiste. Le seul but de toutes les dispositions de son programme est d'obtenir l'assentiment du plus grand nombre possible d'électeurs de la petite bourgeoisie et des couches retardataires de la classe ouvrière; quant aux ouvriers, on suppose qu'aux élections ils voteront en masse pour les travaillistes par fidélité envers leur Parti. La « nouvelle » ligne politique est destinée principalement aux couches intermédiaires d'électeurs qui, selon les circonstances, acordent leurs voix tantôt aux travaillistes, tantôt aux conservateurs.

Avant de parler de l'essence de ces documents-programme, quelques mots sur la structure du Parti travailliste. On ne peut juger du caractère de sa politique sans tenir compte de sa structure, et celle-ci est spécifique. A l'heure actuelle, les effectifs du Parti travailliste atteignent 6.796.000 membres, dont 1.090.000 environ ont adhéré sur une base individuelle, comme cela se passe dans tous les autres partis social-démocrates. Les femmes constituent un peu moins de la moitié des membres individuels. Mais les syndicats, eux, adhèrent au Parti travailliste sur la base de l'appartenance collective et en constituent l'écrasante majorité. Le Parti travailliste groupe également différentes organisations socialistes (la Société Fabienne, la Société des juristes socialistes, l'Association nationale des enseignants travaillistes, etc.), ainsi que certaines sociétés coopératives (en tout environ 40.000 membres) — la majorité des sociétés coopératives d'Angleterre constituant le Parti des coopératives qui, aux élections, fait bloc avec le Parti travailliste, mais n'y adhère pas.

Il existe trois types d'organisations locales du Parti travailliste : 1) sur la base des circonscriptions électorales : l'ensemble des sections syndicales, des groupes de membres individuels, filiales de sociétés socialistes, sections de femmes et de jeunesse, dans les limites de la circonscription ; 2) les organisations des grandes villes, qui comprennent plusieurs circonscriptions électorales ; 3) les organisations régionales (fédérations), qui coordonnent le travail des organisations de circonscription et de ville sur le territoire d'un comté ou d'une région. Toutes sont membres du Parti en tant que collectivités. Les organisations du premier type envoient à la Conférence nationale 1 délégué pour 5.000 membres individuels. Les organisations du deuxième et du troisième type ont droit à 1 délégué, quels que soient les effectifs du Parti dans le comté ou la ville.

Les organisations locales sont représentées au Comité exécutif du Parti travailliste par 7 membres élus au moment de la Conférence nationale par les seuls délégués de ces organisations. Les représentants de ces dernières au Comité exécutif sont en règle générale des gens qui se sont fait passer dans un passé récent pour des partisans de la gauche : par exemple, l'ex-président du Parti, Tom Driberg, et l'actuelle présidente, Barbara Castle.

Les syndicats, eux, sont représentés à la Conférence nationale par des délégations élues selon les règlements de chaque syndicat. Chacune de ces délégations dispose d'une quantité de voix égale au nombre des membres pour lesquels elle verse une cotisation au Parti travailliste [1]. Les représentants des syndicats au Comité éxécutif sont, à de rares exceptions près, plus à droite que les représentants des organisations locales. Peu de dirigeants des syndicats sont des personnalités politiques marquantes.

Les organisations socialistes (du type de la Société Fabienne) et les coopératives disposent au Comité exécutif national d'un représentant, les femmes de cinq. Chaque organisation peut avancer une candidature au poste de trésorier du Parti. Le trésorier est élu par tous les délégués de la Conférence. L'élection au Comité exécutif des représentantes des femmes travaillistes se fait selon un processus identique. Le leader du Parti au Parlement et son adjoint sont membres de droit [2] du Comité exécutif.

1. En général, le principal dirigeant du syndicat, le plus souvent le secrétaire général, essaie de se faire élire au Conseil général du Congrès des Trade-unions ; le dirigeant en second essaie de se faire élire au Comité exécutif du Parti travailliste.

2. C'est-à-dire automatiquement, de par leurs fonctions.

La structure du Parti travailliste donne l'impression qu'elle laisse une large place à la démocratie et à l'initiative personnelle. Cependant, la pratique d'un mécanisme aussi ramifié montre que l'activité des membres de la base, par l'intermédiaire de ce mécanisme, est concentrée sur les problèmes locaux courants et sur l'organisation des campagnes électorales. Quant aux questions politiques, c'est le Comité exécutif qui les soulève et qui en décide, c'est lui qui s'avère en fait l'organe essentiel du Parti et qui, au moyen d'une stricte politique des cadres et d'une non moins sévère réglementation de l'examen des questions de portée nationale, s'assure le soutien de la majorité.

Dans le passé, ce sont principalement les organisations locales qui ont mené la lutte pour une ligne progressiste à l'intérieur du Parti travailliste. C'est précisément dans ces organisations qu'on pouvait rencontrer des gens restés fidèles aux idéaux socialistes. Mais, après la deuxième guerre mondiale, des intellectuels issus des couches moyennes, sans prendre la peine de se faire passer pour des éléments de gauche, affluèrent dans ces organisations. Inversement, ces dernières années, on observe un glissement à gauche de certains syndicats, qui deviennent de plus en plus souvent la source des tendances progressistes dans le mouvement travailliste.

Le Parti communiste s'efforçant de soutenir et de développer par tous les moyens ces tendances progressistes dans les syndicats, de même que dans les organisations locales du Parti travailliste, les travaillistes de droite font tout leur possible pour s'opposer à ce que les travaillistes et les communistes de la base prennent des mesures en commun. A chaque conférence du Parti travailliste, se voit ratifiée une liste d'organisations « prohibées ». Si un travailliste est lié à l'une d'entre elles, il risque l'exclusion du Parti. A part le Parti communiste, on trouve sur cette liste des organisations telles que la Société des Amitiés anglo-soviétiques, l'Association des Amitiés anglo-chinoises, l'organisation « les Savants pour la paix », le Comité anglais de défense de la paix, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, etc. Malgré ces interdictions, les travaillistes de la basse collaborent pourtant avec les communistes dans les organisations syndicales, dans les comités de responsables d'atelier (shopstewards), dans les organisations de fermiers. De la sorte, les communistes exercent, par différents moyens, une influence sur les ouvriers travaillistes.

★

Depuis 1951, une lutte se déroule dans le Parti travailliste entre ceux qui exigent l'adoption d'un programme socialiste plus avancé (selon eux) et ceux qui exigent que l'on rejette du programme actuel même la phraséologie socialiste.

Entre 1951 et 1957, Aneurin Bevan rassembla autour de lui un groupe de gauche qui critiquait la direction travailliste pour sa timidité et exigeait d'elle des déclarations-programme traduisant un esprit socialiste plus appuyé. En 1952, un certain nombre de ceux qui s'étaient joints à ce groupe furent élus au Comité exécutif national par les organisations des circonscriptions. La première, la principale question sur laquelle elles attaquèrent la droite fut celle du réarmement de l'Allemagne occidentale. Avec l'appui de tous les éléments de gauche du Parti travailliste et le soutien puissant des syndicats où les communistes menaient campagne contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, elles réussirent presque à infliger une défaite à la politique de l'aile droite. Lors du vote sur la question de la fourniture d'armes à Adenauer, la droite bénéficia seulement de 3.270.000 voix contre 3.022.000. Ceci renforça la position des éléments de gauche. Et quand, à la Conférence de 1955, le Comité exécutif fit part de son intention de créer une série de commissions pour l'examen de tous les aspects de la politique, nombreux furent ceux qui estimèrent que cela ouvrait à la gauche des possibilités plus grandes d'activité dans le Parti.

Or, récemment, le Parti travailliste a publié des documents-programme (*Vers l'égalité, la Liberté individuelle, l'Aide aux colonies et aux pays sous-développés, l'Industrie et la société,* et encore sur des questions comme celles des pensions pour les vieux, du développement de l'agriculture, ainsi qu'un *Plan de progrès*) dont l'apparition signifie la victoire de l'aile droite et la capitulation des ex-leaders de gauche. Ces documents témoignent du fait que les gauches n'ont même pas réussi à contraindre la direction travailliste à s'en tenir aux conceptions traditionnelles du Parti, telles qu'elles étaient exposées dans le programme réformiste de 1918 (« propriété commune des moyens de production », etc.). Plus encore, les nouveaux documents révisent en fait l'ancien programme selon lequel (bien qu'on n'en ait guère tenu compte en pratique) le but final du mouvement restait quand même le socialisme. Sans doute, comme

leur élaboration ne s'est pas passée sans lutte et sans compromis, ils ne portent pas toujours un caractère de droite suivi. Dans la même page, on peut rencontrer des formulations de gauche aussi bien que de droite. Mais pour ce qui est des thèses fondamentales sur la politique du Parti — celles qui doivent être à la base de l'activité d'un gouvernement travailliste —, elles sont formulées par la droite.

La substance des documents-programme travaillistes, c'est au fond qu'on y répudie l'ancienne conception du socialisme comme système social fondé sur « la propriété sociale des moyens de production », donc foncièrement différent du système capitaliste. A la place, on avance une nouvelle conception où le socialisme se présente comme un ensemble de principes moraux, tels que l'égalité, la liberté individuelle, la collaboration et l'aide mutuelle substituée à la concurrence. Le Parti travailliste se propose d'appliquer ces principes au moyen de réformes sociales dans le cadre du régime capitaliste existant. Est considéré comme socialiste celui qui reconnaît ces principes moraux et soutient les réformes proposées par le Parti travailliste. La « nouvelle conception du socialisme » est énoncée de façon très précise dans les documents intitulés : *l'Industrie et la société* (adopté par la 56° Conférence du Parti travailliste) et *Plan de progrès* (approuvé à la Conférence de 1958). Dans ces documents, comme dans les documents similaires des social-démocrates de droite d'autres pays, en particulier d'Allemagne occidentale et d'Autriche, une large place est réservée aux changements intervenus dans le capitalisme moderne, comparé à ce qu'il était dans la période d'entre les deux guerres.

A la base de l'appréciation des travaillistes sur ces changements réside une affirmation complètement erronée: à cette époque, l'économie du capital monopoliste en Angleterre aurait été celle du « laissez faire » (économie de la libre entreprise) et l'Etat ne s'en serait pas mêlé. Ce disant, les auteurs des documents-programme du Parti travailliste voilent sciemment les liens étroits qui existèrent entre l'Etat bourgeois et les monopoles dans le passé pour que les changements survenus après guerre aient l'air, dans leur principe même, de quelque chose de nouveau dans le développement du capitalisme anglais.

En fait, depuis la deuxième guerre mondiale, les tendances monopolistes d'Etat se sont brusquement manifestées dans l'économie anglaise. Ce phénomène a différentes causes: l'accroissement de l'activité politique de la classe ouvrière, la détérioration des relations économiques internationales et l'état de crise de la balance

des paiements, la brusque disproportion entre le niveau du développement des industries de transformation et la base énergétique après la fin de la guerre et surtout l'affaiblissement sérieux des positions du capitalisme anglais en fonction de la désagrégation naissante du système colonial. Pour élever la capacité concurrentielle des marchandises, pour augmenter les profits, pour sauver le capitalisme lui-même, le capital monopoliste anglais a utilisé l'Etat comme un instrument pour accélérer la concentration de la production et la rationalisation dans une série de branches, et à plusieurs autres fins encore.

A la suite de quoi, le capitalisme britannique, longtemps en retard sur le niveau de concentration de la production et d'« organisation » monopoliste d'Etat déjà atteint en Allemagne et en Amérique, a surmonté son retard et a même, dans une certaine mesure, dépassé ces pays. Dans le document *l'Industrie et la société*, on cite les faits suivants : la moitié des profits des 11.000 compagnies privées d'Angleterre est concentrée entre les mains des 512 plus grosses d'entre elles et ce sont précisément celles-ci qui ont tendance à s'agrandir rapidement. Les auteurs du document découvrent, dans ce processus naturel de concentration des capitaux, un trait spécifique qui, selon eux, aiderait l'Etat « au-dessus des classes » à assurer son contrôle sur l'industrie, et cela non seulement à cause de la diminution du nombre des principales compagnies, mais surtout à cause de la « révolution des directeurs » qui accompagnerait soi-disant le processus indiqué. Les groupes financiers puissants, composés de gros actionnaires, perdent de plus en plus, nous dit-on, le contrôle des grosses firmes, en même temps que croît le rôle de « l'administration » (le conseil des directeurs) quant à l'orientation fondamentale à donner aux activités de la firme. Les groupes associés de gros actionnaires tendant à s'assurer des profits maxima sont remplacés aujourd'hui, selon les travaillistes, par les représentants de « l'élite des directeurs » qui, en règle générale, ne détiennent pas un grand nombre d'actions. Ils se soucient moins des profits maxima que de l'augmentation des investissements et de l'extension de la production. « Ils sont mus, non par le désir de faire fortune, mais par la perspective d'appointements, de pensions, de situations, du pouvoir, ainsi que par la volonté de s'imposer. » Etonnante découverte ! Et destinée, en tout cas, à ceux qui n'ont jamais entendu parler d'un phénomène appelé accumulation capitaliste, qui n'est pas sans établir un certain lien entre l'augmentation des investissements et celle des profits, des appointements, des pensions, etc.

Pour étayer ses conclusions, le Parti travailliste cite certaines données empruntées au livre de l'économiste anglais bien connu, le professeur Sargeant Florence. Or, dans cet ouvrage, le professeur Florence affirme une chose qui va complètement à l'encontre de ce qu'essaient de prouver les travaillistes. Il écrit: « On a toutes les raisons de supposer que la révolution des directeurs n'est pas allée aussi loin que certains le pensent (ou l'affirment sans le penser) et que, selon toute vraisemblance, les gros actionnaires capitalistes continuent à se réserver le dernier mot quant aux questions primordiales que pose l'activité de nombreuses compagnies et entreprises ». Il suffit en effet aux gros actionnaires de détenir un paquet d'actions relativement peu important pour s'assurer le contrôle effectif de telle ou telle compagnie. C'est ce que le professeur Florence appelle « le contrôle oligarchique de la part d'une minorité d'actionnaires » — ce qui constitue une réfutation brutale de la théorie de la « révolution des directeurs ».

Aussi bien, au moment même où le Parti travailliste déclarait que l'oligarchie financière n'exerçait plus de contrôle sur l'industrie anglaise, de nombreuses compagnies entraient-elles en lutte contre ce qu'on appelle les « accapareurs ». On désigne ainsi les groupes financiers qui raflent les actions des petits porteurs afin de constituer un paquet de « contrôle » et de s'emparer de la sorte des compagnies qui les intéressent. Si l'opération réussit, le nouveau patron peut remplacer à sa guise « l'élite des directeurs » elle-même. On trouverait difficilement une preuve plus éclatante de ce que le contrôle reste entre les mains d'un groupe organisé de gros actionnaires, la « révolution des directeurs » n'étant rien de plus qu'un mythe.

Mais ce mythe sert à justifier une autre idée du programme du Parti travailliste. « Le Parti travailliste reconnaît, est-il indiqué dans la brochure *l'Industrie et la société,* que les fonctions de l'administration passant de plus en plus dans les mains de directeurs professionnels, les grosses firmes dans leur ensemble servent bien la nation. En outre, nous estimons qu'aucune entreprise publique ou privée ne peut travailler efficacement s'il y a immixtion constante du gouvernement dans tous les détails de son activité. C'est pourquoi nous n'avons pas l'intention de nous mêler des affaires des firmes qui contribuent à la prospérité de la nation ». Ainsi donc, la direction travailliste renonce ouvertement aujourd'hui à nationaliser graduellement toute l'économie du pays, ce qu'attendaient d'elle en 1945 les membres de base du Parti et la classe ouvrière dans son ensemble. Que propose-t-elle en échange? De modifier la forme de

l'impôt sur la succession : on n'acquitterait plus cet impôt en espèces, mais en actions : « Ainsi, est-il dit plus loin dans le document, la société participerait-elle à l'extension de l'industrie en acquérant des actions — à leur valeur marchande exacte, cela va sans dire. Ces opérations devraient s'effectuer exclusivement dans le but d'investir des capitaux et non pas dans celui d'établir un contrôle (sur les entreprises capitalistes) ». Cela suffirait pour maintenir une « économie mixte »[3] Si, en outre, on met au point une étroite collaboration entre le (futur) gouvernement travailliste et les grosses firmes, le contrôle de l'Etat sur l'économie, nous dit-on, est assuré (à telle enseigne qu'il pourrait même permettre d'arrêter une récession)...

Il ne manque pas de partisans du régime bourgeois pour estimer que les traits positifs et négatifs du capitalisme sont liés organiquement les uns aux autres et que, quelles que soient les réformes qu'on entreprenne, il est impossible de se débarrasser du négatif sans détruire en même temps ce qui, à leur avis, est positif dans le capitalisme. Les travaillistes, quant à eux, essaient de convaincre tout le monde qu'ils sont capables de le faire. C'est à cela que se ramène la signification du dernier document-programme : le *Plan de progrès*.

Ce document part de la supposition que les cycles, avec leurs crises, dépressions, reprises et booms, constituent un phénomène qui a fait son temps, que l'on peut, grâce à un contrôle de l'Etat, assurer à la société capitaliste anglaise contemporaine une extension continue de la production avec augmentation régulière du salaire réel, stabilisation des prix et plein emploi, qu'on peut enfin planifier les investissements de telle sorte que leur niveau s'élève sans arrêt et que la balance des paiements reste stable. Bref, les travaillistes de droite déclarent possible un boom permanent débarrassé des maux qui lui étaient propres dans l'histoire passée du capitalisme. Ainsi, le *Plan de progrès* enterre pour toujours l'idée d'une transformation socialiste de la société. A quoi bon le socialisme, en effet, si les biens qu'il engendre sont accessibles dans le cadre du capitalisme?

A la lecture du *Plan de progrès*, une question surgit : pourquoi donc le Parti travailliste, au pouvoir de 1945 à 1951, n'a-t-il pas débarrassé l'Angleterre des vices de la société capitaliste? Pourtant les « prémisses » sur lesquelles on fonde aujourd'hui la possibilité d'un contrôle effectif de l'économie capitaliste existaient déjà alors.

---

3. Il s'agit d'une nationalisation partielle de l'économie, les principales branches d'industrie restant soumises au capital privé.

Tout le monde se souvient qu'il y avait presque plein emploi et que les investissements augmentaient. Seulement, les prix, eux, augmentaient également et tout le monde se souvient parfaitement aussi que le gouvernement travailliste fut en fin de compte emporté par une puissante vague inflationniste. Le *Plan de progrès* se livre sans doute à une étude circonstanciée et assez précise de la situation actuelle de l'économie anglaise; le défaut de l'analyse faite par ses auteurs est ailleurs : ils relient en effet l'instabilité et la détérioration de la situation économique de l'Angleterre uniquement à la politique des conservateurs qui (sous-entendu : à la différence des travaillistes) ne peuvent « assurer un contrôle » de façon adéquate.

Le *Plan de progrès* a occupé une place primordiale dans les travaux de la dernière Conférence du Parti travailliste. Harold Wilson (qui, selon l'opinion répandue, est le Chancelier de l'Echiquier du futur gouvernement travailliste) a fourni toute une argumentation sur ce document. Il a attaqué avec brio les conservateurs et obtenu, du coup, un certain succès, mais il a complètement éludé la question de savoir comment stopper la récession et assurer le plein emploi grâce au *Plan*.

Nombreux étaient ceux qui pensaient pourtant que deux des problèmes du *Plan* provoqueraient des discussions animées. Le *Plan* défend d'abord une thèse sur la nécessité d'augmenter la part du revenu national destinée à élargir le capital fixe. Cela laisse supposer qu'il faut limiter la croissance de la consommation pour consacrer des fonds plus importants au développement de la production des moyens de production. Mais quelle consommation convient-il de limiter ou même de réduire? Serait-ce celle des masses populaires qu'on doit restreindre, afin de libérer des moyens destinés à agrandir les entreprises privées, déjà énormes, dans les branches industrielles monopolisées? Les membres du Comité exécutif ont passé cette question sous silence. Deux membres du Parlement, Roy Jenkins et Desmond Donnely ont cependant expliqué ce que signifiait, à leur avis, ce point du *Plan*. D'après Jenkins, il conviendrait de dire ouvertement au peuple que le Parti travailliste a l'intention de s'opposer jusqu'à nouvel ordre à l'augmentation des dépenses pour la sécurité sociale, afin d'affecter plus de moyens à l'extension de la puissance productive de l'industrie britannique. Donnely, lui, a exprimé cette pensée d'une façon plus populaire : « S'il lui fallait, à lui Donnely, faire un choix entre la construction d'une usine de machines et celle d'un hôpital, il préférerait l'usine, parce qu'en fin de compte, cela donnerait la possibilité de construire un hôpital encore

meilleur ». Un fait mérite ici de retenir l'attention : bien qu'ils ne se soient pas solidarisés avec ces déclarations, les membres du Comité exécutif ne se sont pas prononcés contre, ce qu'ils auraient évidemment fait si les dites déclarations avaient interprété de façon erronée la pensée du *Plan*. C'est dire que le programme travailliste prévoit un développement ultérieur de l'industrie capitaliste anglaise au détriment de la consommation et du niveau de vie des masses populaires.

Autre problème délicat du *Plan de progrès* : empêcher l'augmentation des salaires. Les formulations du *Plan de progrès* à ce sujet sont si contradictoires que pratiquement on peut, en s'en réclamant, justifier n'importe quelle politique. D'une part, on affirme d'abord que l'accroissement des revenus des ouvriers et des employés doit être lié à celui de la productivité du travail. Mais d'un autre côté, il ne s'ensuit pas, dit-on, qu'il faut, pour exiger des augmentations de salaires, attendre que la productivité atteigne un niveau plus élevé : au contraire, cette revendication peut pousser les patrons à améliorer l'organisation de la production, à moderniser la technique, etc. ; elle peut ainsi contribuer à élever la productivité du travail. En troisième lieu, on indique que la dépendance du salaire à l'égard de la productivité (en tant que principe de la politique du Parti travailliste) ne doit pas être prise au sens étroit, sur le plan d'une firme ou d'une branche donnée ; on doit, dans l'application de ce principe, avoir en vue l'industrie dans son ensemble.

Or, il est clair que le deuxième aspect (que les syndicats ne peuvent qu'approuver) de cette conception, par exemple, n'est pas en accord avec la troisième exigence, pas plus qu'avec la première : les ouvriers des branches où la productivité croît plus rapidement ne pourraient pas compter sur une élévation proportionnelle de leur salaire si, dans d'autres branches, elle croît plus lentement ou si elle reste au même niveau. Et ce n'est pas « la société dans son ensemble » qui profite de cet état de choses, ainsi que l'affirment les travaillistes, mais les patrons, qui empochent tout bonnement la différence provenant de la disparité entre l'accroissement des profits (résultat de l'élévation de la productivité) et l'augmentation plus lente des salaires.

L'intervention de Gaitskell à la Conférence de Scarborough confirme cette appréciation des conséquences du *Plan de progrès* s'il se voyait appliqué dans la pratique gouvernementale des travaillistes. Le Comité exécutif du Parti, dit Gaitskell, s'oppose au blocage des salaires (c'est-à-dire à la décision du gouvernement conservateur

d'empêcher toute augmentation de salaires), mais il se prononce en même temps contre la « pression » des salaires (c'est-à-dire contre les pressions « exagérées » exercées par les syndicats sur les patrons dans le but de leur arracher une augmentation de salaires la plus forte possible). Autrement dit, la direction travailliste, en cas de conquête du pouvoir, attend manifestement des syndicats qu'ils ramènent leurs exigences, quant aux augmentations de salaires, à un taux très modeste. Il est parfaitement évident que c'est là précisément une politique de blocage des salaires. Frank Cousins, de l'Union des transports et des ouvriers non qualifiés, n'en a pas moins soutenu le *Plan de progrès* parce qu'on n'y prévoit soi-disant pas de blocage des salaires; et de nombreux délégués à la Conférence, soutenant le *Plan* pour préserver l'unité du Parti, n'ont tout simplement pas aperçu sa signification plus générale. Il faut d'ailleurs également tenir compte du fait que le *Plan de progrès* a été publié après que se fussent tenues les Conférences de la plupart des syndicats et que, par conséquent, les délégués élus par ces Conférences ne reçurent pas d'instructions reflétant l'attitude des travaillistes de la base sur ce document. Ceci explique qu'il ait été adopté pratiquement à l'unanimité.

L'adoption du *Plan de progrès* mit fin à la discussion sur les questions de programme dans le Parti travailliste. Le bilan de cette discussion, ce fut un travailliste de droite, le publiciste Crossland, qui le dressa : « Dans l'ensemble, écrit-il, on peut dire que la période de « révisionnisme » est passée; on a plus ou moins réussi à définir la ligne politique du Parti travailliste en fonction des particularités de la situation au milieu du XXe siècle. Sur le plan théorique, cette période est marquée par de nouvelles études des fabiens, par les ouvrages analytiques de Strachey, du groupe « Union Socialiste » et par mes propres travaux. Sur le plan pratique, elle s'est achevée avec une série de documents-programme du Parti travailliste, dont chacun porte la marque personnelle de Gaitskell. Le socialisme anglais se préoccupe aujourd'hui moins que jamais de conceptions démodées, comme la nationalisation de l'industrie et le contrôle fondé sur l'immixtion dans la gestion des compagnies; son attention se tourne vers des problèmes comme le développement de l'économie en général, la prospérité de la société, l'égalité sociale. De la sorte, la méthode semi-marxiste vieillie d'analyse de la société capitaliste a cédé la place à une théorie révisionniste plus raffinée, celle d'une société post-capitaliste ».

Il convient de remarquer que Crossland utilise le mot « révision-

nisme », non seulement par rapport au marxisme, mais également par rapport à l'ancien programme réformiste du Parti travailliste. Malgré les expressions réformistes ambiguës et contournées qu'il emploie, le sens de sa position est clair : définir « une ligne politique en fonction des particularités de la situation au milieu du XX[e] siècle » ne signifie en fait pas autre chose que mettre en œuvre une politique servant les intérêts du capital monopoliste anglais qu'on fait passer pour une « société post-capitaliste ». Le capitalisme en Angleterre a donc disparu... Il ne semble cependant pas que la chose ait causé de dommages aux capitalistes : ni leurs intérêts, ni leur pouvoir sur la plus grande partie de l'industrie anglaise, ni leur aptitude à mener contre la classe ouvrière une offensive qui atteint en ce moment une large envergure, n'ont en effet subi le moindre préjudice.

La Conférence de Scarborough, outre le *Plan de progrès*, a examiné également d'autres questions touchant la ligne politique du Parti, en particulier celle du système d'éducation — sur laquelle des délégués des organisations locales et de certains syndicats puissants n'ont pas soutenu le Comité exécutif. Celui-ci a cependant réussi à maintenir son point de vue malgré l'exigence de caractère progressiste qui était présentée d'abolir les écoles privilégiées (Eton, Winchester, Harrow, etc.) accessibles aux seuls enfants de riches et assurant à leurs élèves des avantages particuliers dans la société (possibilités d'accession aux Universités, avancement rapide dans l'armée, la flotte, l'appareil d'Etat).

La résolution soumise à la Conférence par le Comité exécutif sur les questions de politique extérieure contient une série de propositions relativement progressistes, soutenues par le Parti dès 1957 et dont on pouvait prévoir le succès. A côté de ces exigences progressistes, la résolution présente cependant des aspects qui constituent un soutien de l'O.T.A.N. On voit ainsi la dualité manifeste de la politique proposée. D'une part, elle est tournée vers le nouveau, elle est liée aux véritables intérêts du mouvement ouvrier et de tout le pays ; d'autre part, elle est encore dans le sillage de l'O.T.A.N., de la « guerre froide ». Au moment des débats, on n'a d'ailleurs pas utilisé le terme de « guerre froide ». Même Healey (député de la circonscription Est de Leeds), connu pour son antisoviétisme, n'a pas profité de l'occasion Quant à l'intervention de George Brown, membre de la direction du groupe parlementaire travailliste, en faveur de l'armement nucléaire tactique, elle se heurta à l'hostilité de la Conférence. On peut en conclure que la Conférence s'est prononcée en fait pour cette partie de la résolution qui reflète les tendances nou-

velles et progressistes qui se font jour au sein du mouvement travailliste. Ceci explique entre autres le caractère animé des débats qui se sont déroulés autour de la résolution de l'Union des pompiers sur l'arrêt de la production en Angleterre d'armes nucléaires de toutes sortes — ce qui n'empêcha d'ailleurs pas la Conférence de repousser cette résolution par 5.611.000 voix contre 890.000. La résolution du Comité exécutif recommandant au futur gouvernement travailliste de cesser les expériences sur la bombe à hydrogène, fut adoptée. Cependant, l'attitude dilatoire du Comité exécutif sur cette question se manifesta clairement dans le discours de clôture de Gaitskell. Celui-ci déclara qu'il ne donnerait son accord pour l'examen de l'interdiction des armes nucléaires qu'au cas où le Parti travailliste serait assuré que les autres Etats qui prévoient actuellement la production de telles armes suivraient l'exemple de l'Angleterre, car sinon, les U.S.A. et l'U.R.S.S. seraient les seuls possesseurs de l'arme nucléaire. Perspective qui, quelques minutes plus tôt, au cours de la même intervention, avait rencontré de façon non équivoque sa désapprobation, sous prétexte que l'Angleterre devrait alors se cacher derrière les bombes américaines.

Le double caractère de la résolution adoptée à Scarborough reflète la lutte menée ces dernières années au sein du mouvement travailliste sur les questions de politique extérieure. On sait que la précédente Conférence travailliste (1957) avait enregistré le recul, au sein de la direction travailliste, des principes de guerre froide ainsi qu'un pas en avant vers une politique de coexistence (sur des questions telles que la cessation des expériences et la destruction des stocks d'armes nucléaires, le désarmement, la réunification de l'Allemagne dans le cadre d'un système de sécurité européenne, l'admission de la Chine à l'O.N.U., etc.). Cependant, en 1958, les discussions ont pris à nouveau un caractère très aigu. La cause en fut, d'une part, la déclaration du général américain Power sur le survol de l'Angleterre par des bombardiers américains porteurs de bombes à hydrogène, de l'autre, l'ignorance dans laquelle le Premier ministre Mac Millan, dans une interview, a avoué se trouver des activités des forces aériennes américaines. La possibilité de voir déclencher accidentellement une guerre nucléaire hantait littéralement tout le monde. L'opinion publique anglaise s'alarma encore plus lorsque le Premier ministre accepta, lors des entretiens de Washington, la construction de rampes de lancement américaines sur le territoire de l'Angleterre. Des savants et différents intellectuels, lord Russel en tête, créèrent une organisation appelée « Campagne pour le désar-

ıement nucléaire » qui rassembla des auditoires sans précédent; le 'arti communiste engagea avec succès une campagne contre les rames de lancement américaines en Angleterre. A la suite de quoi, les ravaillistes de la base exigèrent de leur Comité exécutif qu'il organise une campagne au nom du Parti travailliste. Non sans atermoiements, le Comité exécutif publia deux déclarations. Selon ces documents, le gouvernement anglais devrait, sans attendre la conclusion l'un accord international, cesser les expériences d'armes à hydrogène, fermer les bases américaines sur le territoire anglais, interdire e survol de l'Angleterre par les bombardiers américains, entreprendre une action pour la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'Est et l'Ouest; il lui est fait en outre un devoir de prendre 'initiative de convoquer une conférence au sommet, de soutenir la proposition de retrait de toutes les troupes étrangères d'Allemagne occidentale et orientale, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie, de se prononcer pour la réunification de l'Allemagne sur la base d'élections libres et d'exiger le retrait de l'Allemagne occidentale de l'O.T.A.N. à condition que les Etats cités sortent du pacte de Varsovie.

Ces déclarations-programme, on le voit, contiennent des éléments positifs et négatifs. Par exemple, sur la question du désarmement nucléaire, le Comité exécutif du Parti travailliste occupe maintenant, c'est évident, une position plus conséquente. Sur les autres questions, on ressent encore l'influence manifeste de l'ancienne politique de guerre froide (réunification de l'Allemagne comme condition préalable à la conclusion d'un pacte de sécurité européenne, « élections libres » comme moyen de réunifier l'Allemagne en ignorant totalement la R.D.A., etc.).

La faiblesse principale du programme de politique extérieure du Parti travailliste, c'est sa position par rapport au Moyen et au Proche-Orient, l'une des régions les plus exposées au danger de guerre. Bien que le Parti travailliste se soit prononcé contre l'agression anglo-française de 1956 en Egypte, il n'a jamais adopté une position amicale conséquente à l'égard des Etats arabes. Lors de l'intervention des impérialistes au Liban et en Jordanie, la direction du Parti travailliste a, comme toujours, fait preuve d'indécision. Les travaillistes ont protesté au Parlement contre le débarquement de troupes américaines au Liban mais ils n'ont pas voté contre le soutien de cette intervention par le gouvernement anglais. Et c'est seulement lorsque le gouvernement anglais lui-même envoya des troupes en Jordanie qu'ils ouvrirent des débats au Parlement, votèrent contre

l'action engagée par le gouvernement et que les leaders du Parti travailliste exigèrent la convocation d'une conférence au sommet sur la question du Moyen et du Proche-Orient.

L'expérience des dernières années a montré que le caractère de la politique de la direction travailliste et, partant, du gouvernement travailliste dépendra pour beaucoup des forces et des pressions que les travailleurs d'Angleterre exerceront sur eux.

★

A la veille des élections au Parlement, une question se pose : quelle position les communistes doivent-ils adopter vis-à-vis du Parti travailliste étant donné ses dernières décisions? Depuis la publication des documents-programme dont nous avons parlé, le Parti communiste a expliqué inlassablement à la classe ouvrière leur caractère non socialiste, leur nature bourgeoise. Maintenant, ces documents constituent des recommandations au futur gouvernement travailliste. Cela modifie-t-il l'attitude des communistes devant la lutte entre les partis conservateur et travailliste aux prochaines élections? Non. Les communistes feront comme auparavant tout leur possible pour rapprocher le jour des élections et pour infliger une défaite aux conservateurs. Mais, en même temps, le Parti communiste expliquera aux travailleurs que la victoire du Parti travailliste à l'heure actuelle n'impliquerait pas encore la formation d'un gouvernement socialiste, capable de résoudre les problèmes fondamentaux du développement social du pays. De nos jours, en s'appuyant sur le *Plan de progrès* et autres documents semblables, le gouvernement travailliste a encore moins la possibilité de résoudre ces problèmes qu'en 1945, lorsqu'il faisait dépendre le succès du socialisme des nationalisations (encore que ce fût dans un esprit réformiste).

Les projets touchant la création d'un « Etat de prospérité » tout en laissant aux monopoles la propriété des moyens de production sont inévitablement voués à l'échec. Et la tâche des communistes est de ne pas tolérer que soit semée dans la classe ouvrière, dans le peuple anglais, la désillusion quant à la possibilité de réaliser un jour proche les idéaux socialistes en Angleterre parce qu'ils auraient été dupés par ces projets — c'est-à-dire de ne pas permettre une nouvelle victoire de la réaction impérialiste, comme cela s'est maintes fois produit dans le passé. C'est pourquoi les communistes lutteront pour la suppression des clauses réactionnaires du programme

ravailliste et en fin de compte pour un changement radical de tout e programme dans un esprit véritablement socialiste.

En Angleterre, il arrive qu'on rencontre encore l'opinion selon aquelle le moyen le plus efficace de réorienter le Parti travailliste ur une voie révolutionnaire serait que les communistes quittent leur ropre parti pour entrer dans le Parti travailliste où ils mèneraient eur travail d'éducation et d'agitation. Les communistes estiment que a transformation du Parti travailliste doit se faire d'une façon radialement différente. Plus le Parti communiste sera fort et uni, plus arge sera son influence dans les usines et les syndicats, plus élevée era son activité politique sur la base de son programme marxisteéniniste et plus les idées du socialisme se répandront dans les mases, plus les succès remportés par les éléments d'avant-garde des rganisations locales du Parti travailliste, des syndicats et du mouvenent coopératif dans leur action seront importants, plus l'aile gauche u Parti travailliste sera puissante et nombreuse, plus la perspective l'une défaite de son actuelle direction de droite deviendra réelle.

Seul le Parti communiste, armé de la théorie marxiste, de l'expérience de la lutte des classes, d'une profonde compréhension des articularités nationales de l'Angleterre et des traditions historiques le son peuple, peut le garantir.

Les communistes utiliseront largement la campagne électorale our expliquer leurs idées, leurs objectifs et le rôle du Parti communiste dans le mouvement ouvrier britannique. Ils estiment que le etour de députés communistes au Parlement aurait une signification nappréciable pour la classe ouvrière anglaise et pour les intérêts du ays dans son ensemble. Ils pensent également que l'heure est arrivée où chaque organisation locale du Parti communiste peut, par n travail de masse, assurer le soutien des candidats communistes ux élections municipales.

Le Parti communiste considère qu'il faut dès maintenant passer à a préparation de la campagne électorale, et marquer le départ de ette campagne par la création, dans les grosses entreprises, d'un arge front ouvrier contre le gouvernement conservateur. Il faut utter pour faire échouer les tentatives de la bureaucratie travailliste le briser l'unité d'action des ouvriers travaillistes et des ouvriers ommunistes, et cela avant tout dans les usines. Car c'est précisénent là, dans les entreprises, que l'unité de tous les ouvriers sur les roblèmes qui se posent à eux revêt une importance décisive.

A la question de l'unité d'action des travaillistes et des communistes à la base est directement liée la question des perspectives de

développement de l'aile gauche du mouvement travailliste. La faiblesse de celle-ci à l'heure actuelle vient du fait que les gauches ont succombé à l'influence de l'anticommunisme dans la vague de guerre froide. « L'anticommunisme a fait, dans les années d'après guerre, un mal considérable avant tout à l'aile gauche du mouvement, écrit le camarade Gollan dans l'un de ses derniers ouvrages. En butte aux attaques de la droite, de nombreux partisans et leaders de gauche décidèrent que le meilleur moyen de préserver leurs positions était de se désolidariser des communistes ou même de se rallier à la lutte contre eux. Mais, comme il arrive toujours dans ce cas, cette tactique a simplement fait le jeu de la droite. »

La Conférence de Scarborough a montré à quel point le regroupement des forces de gauche était indispensable à l'heure actuelle. Bien que les partisans de Bevan aient fait faillite, les forces de gauche sont en effet restées intactes dans les syndicats et les organisations de circonscription. De notre côté, nous ferons, comme toujours dans le passé, tout ce qui dépend de nous pour soutenir les forces de gauche. Mais la gauche doit également tirer la conclusion des derniers événements, qui lui rappellent une nouvelle fois ce qui lui est toujours advenu dans l'histoire du travaillisme : tant qu'elle prétendra ignorer le Parti communiste anglais, c'est-à-dire tant qu'elle adoptera une attitude favorisant la division des forces de gauche dans le mouvement ouvrier d'Angleterre, sa lutte contre la droite au sein du Parti travailliste ne pourra être couronnée de succès.

Les victoires remportées ces derniers temps par les réformistes sont lourdes de graves dangers pour le mouvement ouvrier anglais. A l'heure actuelle, celui-ci a un besoin particulier d'un Parti communiste plus fort, d'un parti de masse capable d'unir toutes les forces progressives de la nation dans la lutte pour une Angleterre socialiste. C'est pourquoi les communistes renouvellent au peuple anglais l'appel qu'ils ont formulé dans leur programme *La voie anglaise vers le socialisme* : que tous ceux à qui la cause du socialisme est chère et qui s'estiment capables de lutter pour donner un avenir de lumière à l'Angleterre soutiennent le Parti communiste et rejoignent ses rangs.

J.R. CAMPBELL.

La nouvelle revue internationale, 5, janvier 1959, 130-147.

LE NOUVEAU PROGRAMME DU PARTI SOCIALISTE D'AUTRICHE

Le programme en vigueur dans le Parti Socialiste d'Autriche (P.S.A.) jusqu'à maintenant était celui qu'avait adopté le congrès de Linz en novembre 1926 ; la direction du P.S.A. avait d'ailleurs renoncé depuis longtemps aux principes qu'il proclamait, considérant qu'ils ne correspondaient plus à l'esprit de l'époque. A ce programme s'ajoutait le « programme d'action » adopté en 1947. Les discussions duraient depuis plusieurs années au sein du P.S.A. pour l'élaboration d'un nouveau programme. Mais l'impulsion décisive fut donnée par une certaine perte de voix pour le parti aux élections législatives de 1956.

La commission de rédaction du nouveau programme comprenait : Benedikt Kautsky, fils du célèbre renégat du marxisme et l'un des principaux théoriciens du P.S.A. ; F. Klenner, membre du comité exécutif du parti et secrétaire général de l'Union des Syndicats Autrichiens ; Kreisky, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; A. Piperger, rédacteur à l'*Arbeiterzeitung,* organe central du parti. En novembre 1957, B. Kautsky présenta au congrès de Salzbourg du P.S.A. un rapport sur le projet de programme.

Ce projet de programme insiste sur l'idée que le marxisme, comme science des lois du développement de la société, a vieilli et qu'il doit, par conséquent, être remplacé par le « socialisme démocratique » qui, selon les auteurs, donnerait la solution de tous les problèmes du capitalisme actuel.

Toutes les fois que le développement du capitalisme a mis en avant tel ou tel problème, l'opportunisme s'est efforcé, sous le drapeau de la lutte contre les dogmes périmés, de réviser les positions de base du marxisme. Toutefois, pendant un certain temps, les révisionnistes se sont donnés comme les seuls continuateurs et les seuls interprètes créateurs de la théorie de Marx. Ce rôle a été, entre les deux guerres mondiales, celui des leaders de la social-

démocratie autrichienne, les « austro-marxistes ». Ne voulant pa abjurer ouvertement le marxisme, les auteurs du programme de Lin proclamaient que le parti social-démocrate autrichien s'appuyait su la théorie du socialisme scientifique [1]. Les austro-marxistes niaien la nécessité de la dictature du prolétariat lors du passage du capi talisme au socialisme, mais reconnaissaient, au moins en paroles l'inéluctabilité de la lutte des classes dans la société capitaliste. Ad mirateurs de la démocratie bourgeoise, ils n'en remarquaient pa moins ses limites. Les austro-marxistes comprenaient que les capi talistes ne renonceraient pas de bonne grâce au pouvoir et ad mettaient la possibilité de l'écrasement de la résistance bourgeois par des méthodes violentes. Le programme de Linz disait : « Mai si la bourgeoisie... réussissait à torpiller la démocratie, la class ouvrière ne pourrait conquérir le pouvoir d'Etat que par la guerr civile » [2].

Au cours des décades écoulées depuis ce temps-là, le réfor misme autrichien a fortement évolué à droite. Sur beaucoup de ques tions essentielles, les leaders du P.S.A. professent une idéologi typiquement bourgeoise.

Cela apparaît nettement dans le projet de nouveau programm du parti.



« La société contemporaine a évolué d'une façon très différent de celle que prévoyait Marx dans le *Manifeste Communiste* », affir ment les auteurs du nouveau programme [3]. On constate qu'« au lieu de la division de la société en prolétaires et capitalistes, il s'est for mé un grand nombre de classes et de groupements de population et que, de même, au lieu de l'antagonisme implacable entre ces deux classes, il s'est constitué tout un complexe d'intérêts divers qui peuvent donner lieu à des combinaisons variées ».

Le programme affirme ensuite que de nouveaux groupes so ciaux se sont formés, qui « ne peuvent en aucune façon trouver leur place dans le vieux système des classes », comme, par exemple, les

1. *Protokoll des sozialdemokratischen Parteitages 1926*, Vienne, 1926, p. 168.
2. *Ibidem*, p. 176.
3. Ici et dans les pages suivantes, les citations du projet de programme du P.S.A. sont empruntées au texte publié dans l'*Arbeiterzeitung* du 22 novembre 1957.

nployés d'Etat, les couches moyennes et inférieures de techniciens, s personnes exerçant des professions libérales, etc. Ces groupes oissent si rapidement en nombre que « l'idée des premiers sociatstes selon laquelle l'industrialisation ferait de la classe ouvrière masse prédominante de la population s'est révélée depuis longmps fausse ». Ainsi, le prolétariat en tant que classe et sa situation ans la société se seraient radicalement transformés par suite de élévation du bien-être et du niveau culturel.

Selon les auteurs du projet, la classe des capitalistes, elle aussi, est transformée. « Une évolution ultérieure a évincé aussi de la oduction sociale le capitaliste isolé et a converti son activité en e activité sociale. Les fonctions de direction de ses entreprises nt maintenant souvent remplies par des employés appointés ».

Faisant le bilan de ce genre de raisonnements, l'un des auteurs u programme, F. Klenner, en arrive à la conclusion que « les préctions du *Manifeste Communiste* selon lesquelles la puissance du pital se concentrera de plus en plus, tandis qu'augmentera le nome des exploités et que leur pauvreté grandira, s'avèrent fausses » [4].

La théorie marxiste selon laquelle les contradictions internes qui inent le capitalisme aboutiront inéluctablement à la ruine de ce stème semble erronée aux auteurs du programme. Ils affirment e le capitalisme se trouve, depuis la fin de la deuxième guerre ondiale, dans une situation de « stabilité relative ».

Ainsi la conception des socialistes de droite autrichiens conduit ceci : premièrement, la structure de classe de la société capitaste a changé radicalement, les travailleurs ont cessé d'être des olétaires et les capitalistes des exploiteurs; deuxièmement, les tagonismes de classe ont fait place à un enchevêtrement d'intérêts classe débouchant sur une collaboration pacifique des classes ou, our parler comme les socialistes de droite, un « partnership soal »; troisièmement le capitalisme, à la suite de ces transformaons, est devenu un système stable.

On voit sans peine que nous avons affaire là à l'une de ces tuces pseudo-scientifiques dont fourmille la littérature bourgeoise ontemporaine.

Le socialisme scientifique, on le sait, n'a jamais avancé la thèse l'immuabilité du capitalisme, thèse que ses adversaires bourgeois, même que les révisionnistes, ne cessent pas, cependant, d'attriuer au marxisme. Au contraire, c'est à Marx et à Engels que nous

4. *Die Zukunft*, 1957, 4, p. 98.

devons l'analyse profonde des changements historiques du capita lisme depuis ses prémices jusqu'à l'époque de son épanouissemen et de son déclin commençant. C'est Lénine qui a mis en lumièr le passage du capitalisme à sa phase suprême et ultime : l'impéria lisme, décrivant ainsi des traits nouveaux, des particularités nou velles du capitalisme. Mais, au contraire des opportunistes et de idéologues bourgeois qui soutiennent qu'en évoluant, le capitalism a radicalement changé d'essence, les marxistes montrent clairemen que le capitalisme a été et demeure un système d'exploitation, e que le remplacement de ce système social périmé par le socialism est une nécessité historique vitale.

La vente de sa force de travail est-elle toujours le seul moye d'existence de la classe ouvrière ? Les capitalistes continuent-il à tirer une plus-value de l'exploitation des salariés ? La bourgeoisi conserve-t-elle la propriété privée des moyens de production ? Le capitalistes et leurs représentants occupent-ils comme auparavan les postes de commande de l'économie et de l'Etat ?

« Oui », répondent les marxistes à toutes ces questions. Ce traits qui définissaient le capitalisme à l'époque du *Manifeste Com muniste*, caractérisent, aujourd'hui encore, sa nature.

Comment les auteurs du nouveau programme du P.S.A. décri vent-ils la structure de la société capitaliste actuelle ?

Arrêtons-nous avant tout au mythe de l'apparition des préten dues « nouvelles classes moyennes », qui est la thèse préférée de antimarxistes contemporains. Les défenseurs de ce mythe utilisen le fait que le nombre des employés, des techniciens et des personne exerçant des professions libérales a progressé, au cours des derniè res décades, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Les sta tistiques autrichiennes montrent que, de 1937 à 1956, le poids spé cifique des employés dans la masse des salariés s'est accru (en tenan compte des chômeurs) dans une proportion allant de 25 % à 30,2 % alors que le poids spécifique des ouvriers passait de 75 % à 69,8 %

Or, les employés, techniciens et membres des professions libé rales constituent-ils une « nouvelle classe », comme le prétenden les socialistes de droite d'aujourd'hui, ou non ? Voilà la question. L marxisme définit les classes avant tout dans leur rapport avec le moyens de production. De ce point de vue, qui est le seul scientifique

5. *Statistische Uebersichten zu den Monatsberichten des Oesterre chischen Institutes fur Wirtschaftsforschung*, année 1953, 7.2, 7.9; anne 1956, 7.2, 7.10.

masse principale des employés occupe dans la structure sociale e la société capitaliste une place semblable à celle de la classe uvrière. Les employés, comme les ouvriers, n'ont pas la propriété es moyens de production; leur moyen d'existence est la vente de ur force de travail. Le chronométreur et le technicien sont exploiés tout aussi bien que l'ouvrier d'usine et créent de la plus-value our le capitaliste.

La parenté sociale des ouvriers et des employés apparaît non eulement dans l'origine mais dans le niveau de leurs revenus. La ifférence entre le salaire moyen de l'ouvrier et celui de l'employé 'est, en Autriche, que de 14 % [6].

Le progrès technique de la production industrielle de même que automatisation du travail de bureau ont des effets semblables sur sort des ouvriers et des employés : beaucoup d'entre eux sont enacés par le chômage. Le travail physique de l'ouvrier comme travail intellectuel de l'employé, dans les conditions actuelles de technique et de l'organisation de la production, tendent à se réuire à la surveillance et à l'entretien des machines.

En ce qui concerne les personnes exerçant des professions libéales, un nombre écrasant d'entre elles sont également des esclaves alariés du capital. Dès le *Manifeste Communiste,* Marx et Engels crivaient que la bourgeoisie a transformé le médecin, le juriste, le oète, le savant, en salariés à ses gages [7]. De même, la plupart des onctionnaires sont, dans les pays capitalistes, des salariés. Bien ûr, tous les gens que les statistiques bourgeoises classent dans la atégorie des employés ne tirent pas leurs ressources de la vente e leur force de travail. Ainsi, par exemple, les statistiques autriiennes considèrent comme employés les directeurs, les membres es conseils d'administration de sociétés, les hauts fonctionnaires de Etat, qui sont, en réalité, des capitalistes. Incontestablement, il xiste une petite couche intermédiaire, entre les prolétaires et les apitalistes, largement payée et corrompue par ces derniers. Mais ela ne modifie pas la tendance essentielle qui veut que dans la société apitaliste « le travail se transforme en travail salarié et les moyens e production en capital » [8].

---

6. *Lohneinkommen und Lohnstruktur in Oesterreich. Monatsberichten es Oesterreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung*, Annexe N° 50, ovembre 1957, p. 13.
7. Voir K. Marx et F. Engels : *Manifeste du Parti communiste*, Editons Sociales, 1957, p. 17.
8. K. Marx : *Le Capital*, livre troisième, 2e partie, 7e section, ch. 52 : *es classes*. (Edition Costes, 1930, p. 220.)

Le domaine de l'exploitation capitaliste s'amoindrit-il ou se dé-veloppe-t-il en Autriche ? Le programme du P.S.A. répond « non » ; la vie répond « oui ».

En 1937, le chiffre de population de l'Autriche était de 6 755 000 habitants. Les ouvriers et employés, compte tenu des chômeurs, étaient au nombre de 1 699 000. En 1956, la population a attei 6 983 000 habitants et le nombre des ouvriers et employé 2 188 000[9]. Le poids spécifique des salariés est passé de 25,1 à 31,3 %. Si l'on compte les membres de leurs familles, il app rait que la plus grande partie de la population autrichienne est sou mise à l'exploitation capitaliste. Les éléments donnés par les stati tiques officielles ne sont évidemment pas absolument précis, ma ils reflètent la tendance existante.

Donc, ce sont les auteurs du *Manifeste Communiste* qui avaie raison, en notant cette tendance il y a plus de cent ans, et non l réformistes autrichiens. Même l'ancien programme du P.S.A. r pudié par les leaders du parti, où il était dit que « la grande entr prise capitaliste transforme une partie toujours plus grande de population en ouvriers et employés à ses gages »[10], rend mieu compte des phénomènes économiques actuels que le nouveau pr gramme du P.S.A.

La vie a pleinement confirmé les thèses marxistes sur le so de la paysannerie, des artisans et des petits patrons. Ils se prolét risent progressivement et seule une minorité insignifiante réussit s'élever. Mais le processus est complexe, douloureux et lent. A cun marxiste n'a jamais prétendu que les groupes sociaux interm diaires devaient complètement disparaître en régime capitaliste. A contraire, les marxistes disent toujours que seule la classe ouvriè et la révolution prolétarienne libèreront les couches moyennes de menace de ruine, et que ces couches sociales sont des auxiliair possibles, nécessaires même, de la classe ouvrière dans son comb libérateur.

Aux Etats-Unis, par exemple, le poids spécifique des chefs d'e treprises « indépendantes » (non monopolisées) dans l'industrie l'agriculture est passé de 40,4 % en 1870 à 13,3 % en 1954. L

9. *Statistisches Handbuch für die Republik Oesterreich*, Vienne, 19 p. 14 ; *Statistische Uebersichten zu den Monatsberichten des Oesterreic schen Institutes für Wirtschaftsforschung*, année 1953, 7.2, 7.9 ; année 19 7.2, 7.10.

10. *Protokoll des sozialdemokratischen Parteitages 1926*, Vienne, 19 p. 169.

tatistiques autrichiennes ne donnent pas d'éléments de ce genre. Cependant, si l'on s'en réfère aux indices donnés plus haut de l'accroissement du nombre des ouvriers et employés en Autriche, il pparaît clairement que l'augmentation du nombre des salariés s'est aite principalement aux dépens de la paysannerie et de la petite ourgeoisie, et partiellement seulement en raison de l'accroissement e la population et de l'entrée dans la production des membres des amilles des travailleurs. D'après les statistiques des impôts, le nomre des contribuables dits « indépendants », payant l'impôt sur le evenu, est passé, rien que pour la période allant de 1952 à 1954, e 346 000 à 281 000, ce qui équivaut à peu près à 20 % de oins [11].

Le processus de concentration et de centralisation du capital iarche à pas de géant dans tous les pays capitalistes. Ainsi, aux tats-Unis, les plus importantes sociétés de l'industrie de transforation (ayant un actif de 100 millions de dollars et plus) ont notaement renforcé leur potentiel économique. En 1947 elles concenaient 43 % des actifs globaux de toutes les sociétés de l'industrie e transformation et 50 % de leur capital de base, et en 1957 59,1 % es actifs et 2/3 du capital de base [12].

Une place particulière est occupée dans l'industrie américaine ar les sociétés « milliardaires », qui ne représentent que 0,01 % u nombre total des sociétés, mais concentrent presque 1/3 de la talité de leurs actifs [13]. De 1937 à 1956 la richesse des du Pont été multipliée par 8,1, celle des Mellon par 9,6, celle des Rockeller par 8,9 [14]. Aux Etats-Unis, six financiers contrôlent à eux seuls n capital dépassant 220 milliards de dollars [15]. De plus on constate u'en douze ans, de 1941 à 1952, même en s'en tenant aux statistiues bourgeoises, les profits des groupements monopolistes aux tats-Unis ont été multipliés par 7,6, alors que ceux des entreprises on monopolisées l'étaient par 3,5, et le salaire des ouvriers et emoyés par 2,9 seulement [16].

Ainsi les faits montrent que la richesse des monopoles améri-

---

11. *Statistische Nachrichten*, 1956, 12, p. 474; *Statistisches Handbuch...*, 57, p. 223.
12. Voir *Mirovaïa ékonomika i mejdounarodnyié otnochénia*, 1958, 1. . 90-91.
13. *Ibidem*, p. 93.
14. V. Perlo : *The Empire of High Finance*, New York, 1957, p. 45.
15. *Pravda*, 15 janvier 1958.
16. V. Perlo : *The Income « Revolution »*, New York, 1954, p. 51.

cains augmentent et que l'hégémonie économique du grand capit sur des millions de salariés s'accroît.

Actuellement, en Autriche, les positions-clés de l'économie s trouvent aux mains d'une poignée de magnats. Les statistiques d l'impôt établissent que le pays comptait, en 1954, 12 098 personn ayant des revenus annuels supérieurs à 100 000 schillings [17]; 3 50 d'entre elles entraient dans la catégorie des gros industriels [18]. L millionnaires étaient en nombre encore plus restreint : 381 e 1954 [19].

Mais c'est un cercle encore plus étroit qui domine l'économie d pays. Il suffit de dire que six très gros financiers occupent 80 post dans les conseils d'administration des 63 sociétés les plus puissante Peut-on parler après cela de « retrait des capitalistes du process social », comme le fait le nouveau programme du P.S.A. ? Qu que puissent imaginer ses auteurs, les faits restent les faits : l ouvriers et employés continuent, comme par le passé, à vivre excl sivement de la vente de leur force de travail, et les capitalistes con nuent à tirer une plus-value de l'exploitation des salariés. L'antag nisme radical entre les deux classes essentielles de la socié capitaliste ne saurait être dissimulé par les propos des théoriciens « socialisme démocratique » autrichien sur les transformations soci listes à l'intérieur du régime bourgeois.

Les socialistes de droite autrichiens voudraient présenter l choses de manière à faire croire que le capitalisme s'est déjà tran formé en un nouveau système social où ses contradictions essentiell sont liquidées, et qui constitue une transition vers le socialisme. L réformistes appellent ce système social « l'Etat du bien-être po tous ». Ce genre de théorie a un grand succès non seulement par les opportunistes autrichiens, mais aussi chez leurs pareils angla suédois et autres. Tous, comme les auteurs du programme du P.S. présentent « l'Etat du bien-être » comme le triomphe de la démocr tie politique.

Le programme du P.S.A. est parsemé de formules à la glo de la démocratie bourgeoise et particulièrement de sa variété aut chienne. Il est indiscutable que la démocratie bourgeoise revêt u importance non négligeable dans le combat des travailleurs po leurs droits. Mais il ne faut pas oublier que ces droits n'ont pas é

17. *Statistisches Handbuch...*, 1957, p. 223.
18. *Weg und Ziel*, 1957, 7-8, p. 637.
19. *Statistisches Handbuch...*, 1957, p. 223.

btenus par les travailleurs grâce à on ne sait quelles mythiques transformations sociales », comme l'affirment dans leur projet de ogramme les socialistes de droite autrichiens. La classe ouvrière conquis la possibilité d'utiliser les droits de la démocratie bour- eoise dans une âpre lutte des classes, menée pendant des dizaines 'années à l'échelle nationale et internationale. Les travailleurs d'Au- iche ont assuré leurs droits politiques en utilisant la faiblesse de bourgeoisie dans les premières années de l'après-guerre. Mais ela signifie-t-il que, dans les conditions de l'Autriche capitaliste, classe ouvrière peut jouir pleinement et se contenter des droits olitiques qu'elle a conquis ? Non, bien sûr.

Les auteurs du programme du P.S.A. cherchent à éluder cette uestion délicate. Ils parlent de démocratie « politique » et de dé- ocratie « économique ». Si la première peut être tenue comme agnée, il reste encore, disent-ils, à conquérir la seconde. Cette stinction artificielle n'éclaire rien, elle embrouille au contraire les roblèmes de la classe ouvrière.

Prenons quelques exemples. Chacun des 200.000 chômeurs au- ichiens a le droit de trouver du travail. Mais chaque chef d'entre- rise n'en a pas moins le droit de refuser du travail à un chômeur ormellement, cela est démocratique. Il ne nous reste qu'à demander ux leaders socialistes autrichiens s'il s'agit là de démocratie poli- que ou de démocratie économique.

Certes, tous les travailleurs autrichiens ne sont pas des chô- eurs. Mais s'il est vrai que l'ouvrier hautement qualifié a le droit gagner 1 800 schillings par mois, soit un peu plus de 20 000 r an, le millionnaire a le droit « égal » de faire 2 500 000 schil- ngs de bénéfice annuel. Voilà la démocratie tant vantée par les teurs du programme.

Prenons un autre exemple. Les travailleurs autrichiens ont obtenu ue deux places soient réservées dans les conseils d'administration s sociétés anonymes à des « conseillers de la production ». C'est une conquête de la classe ouvrière, mais peut-on dire qu'elle a mocratisé les sociétés anonymes? Certes non. Que peuvent faire ux représentants des ouvriers et employés (si encore ils sont réel- ment prêts à défendre leurs intérêts) contre les dizaines de repré- ntants de la haute finance qui siègent au conseil ? Cependant, les s et les autres ont, légalement, des droits égaux.

Examinons l'aspect purement politique de la question. En appa- nce, toutes les lois émanent du parlement. Mais elles sont préala- ement convenues entre les leaders du P.S.A. et du Parti Popu-

laire (parti bourgeois) qui constituent la coalition gouvernementale. Quand un projet de loi a été adopté en coulisses, les débats du parlement, quelque polémique que puisse être leur caractère, ont une signification purement formelle. La discipline de parti oblige les députés à voter comme le veulent les leaders des partis.

Posons-nous la question de savoir si le travailleur électeur peut exercer une grande influence sur l'activité du parlement. Peut-il s'opposer ou aider à l'adoption de telle ou telle loi ? Les travailleurs électeurs peuvent-ils rappeler un député si celui-ci a trahi ses promesses électorales ? Non, bien sûr. « En fait, écrit même l'hebdomadaire catholique *die Furche*, le parlement ne joue qu'un rôle subalterne »[20].

Ainsi, quelque aspect de la démocratie bourgeoise autrichienne que nous considérions, nous voyons toujours que celui qui règne sur l'économique assume aussi la direction politique de la société. Pour celui qui possède les usines, les manufactures, le capital, la démocratie bourgeoise est liberté. Mais elle est le contraire de la liberté pour les exploités dont la subsistance dépend du bon vouloir du capital. Aucun raisonnement des auteurs du programme du P.S.A. sur l'égalité des droits des travailleurs et des capitalistes en Autriche, sur la démocratie « politique » et « économique » ne pourra masquer ce fait.

Le programme du P.S.A. affirme que la nationalisation de plusieurs branches de l'industrie, l'impôt sur les bénéfices des chefs d'entreprises et quelques autres mesures de ce genre diminueront la puissance des capitalistes; l'Etat apparaît dans ces théories comme le garant du bien-être de toutes les classes. Les auteurs du programme déclarent tout uniment : « Nous entrons dans l'époque de la réalisation du socialisme ». Mais les faits, une fois de plus, s'inscrivent en faux contre cette affirmation.

Les entreprises nationalisées jouent un rôle très important dans l'économie de l'Autriche : manufactures, usines, centrales électriques, banques, moyens de transport et de communication, monopoles d'Etat sur le sel, le tabac, etc., ou entreprises appartenant à des communautés, elles réunissent ensemble de 75 à 80 % de tout capital-actions[21]. Les banques nationalisées participent à 163 sociétés et contrôlent de 40 à 75 % du capital-actions des diverses branches de l'industrie[22].

20. *Die Furche*, 15 février 1958.
21. *Berichte und Informationen*, 13 juillet 1956.
22. *Weg und Ziel*, 1955, 1, p. 57; 4, p. 301.

Mais qui contrôle ces banques ? Le grand capital, aujourd'hui omme hier. L'effectif des conseils de gestion est constitué par des rigeants de l'industrie et de la finance et leurs hommes de confiance ui font partie de la direction du Parti Populaire Autrichien (P.P.A.), principal parti bourgeois du pays, constituant avec le P.S.A. la oalition gouvernementale. Une partie des sièges de ces conseils st également occupée par des leaders du P.S.A, ce qui n'est rien utre qu'une des formes de la corruption des dirigeants socialistes e droite par la bourgeoisie. Le contrôle de l'industrie nationalisée st, lui aussi, entre les mains de la grande bourgeoisie. La forme de ociété anonyme des entreprises nationalisées est restée intacte. Tou- s sont réunies dans le holding *Oesterreichische Industrie- und Berg- auverwaltungsgesellschaft*, dont la direction comprend une majo- té de représentants du grand capital.

Quant à savoir quels intérêts servent les entreprises nationali- ées, les faits sont éloquents. Le charbon et les métaux ferreux sont ffectés de prix sensiblement moins élevés que sur le marché mondial. omme cette production est utilisée par l'industrie de transformation ui est presque en totalité aux mains du capital privé, ce dernier it un bénéfice global d'environ 250 millions de schillings par an [23]. uant aux anciens propriétaires d'entreprises nationalisées, ils re- oivent de grosses indemnités compensatrices.

Le programme du P.S.A. reconnaît, bien qu'avec quelques ré- erves, que les positions déterminantes de l'économie autrichienne ont occupées par la classe capitaliste « qui est prête à courir, dans ertaines conditions, le risque d'une crise économique dans l'espoir 'affaiblir la classe ouvrière ». Conclusion imprévue : « Ainsi, en aison de son imperfection, la politique économique actuelle dépas- era ses propres cadres et se transformera en une économie défini- vement collectivisée où l'influence déterminante ne sera pas celle es intérêts de la propriété et du profit, mais celle des intérêts so- iaux ».

Voilà à quel équilibrisme en arrivent les socialistes de droite au- ichiens pour présenter le capitalisme monopoliste d'Etat en Autri- he comme une transition du capitalisme au socialisme.

Les auteurs du programme osent prétendre que les besoins de a classe ouvrière en matière sociale sont « pour la plupart non seu- ement satisfaits, mais dépassés ».

Au cours des dernières années, les travailleurs d'Autriche ont

23. *Neue Technik und Wirtschaft*, 1956, 3, p. 123.

réussi, par leur âpre combat, à obtenir certaines améliorations de leurs conditions de vie. Il ne faut pas oublier cependant le niveau de départ de ce progrès. Les premières années de l'après-guerre avaient été exceptionnellement pénibles pour les masses populaires qui avaient éprouvé une pénurie aiguë de produits alimentaires, de vêtements, de logements. Il y avait un chômage massif. En comparaison avec ces années-là, il y a un mieux incontestable. Mais comparativement à l'avant-guerre, le niveau de vie des travailleurs autrichiens s'est élevé de façon tout à fait insuffisante, en dépit d'une lutte acharnée. Si l'on prend pour base 100 l'indice des salaires hebdomadaires en août 1938 d'une part, et l'indice du coût de la vie en avril 1938 d'autre part, les chiffres correspondants pour 1957 sont respectivement de 780,9 et 742,4 [24]. Ainsi le salaire réel ne s'est élevé que de 5 %. Le salaire réel des travailleurs chargés de famille, qui reçoivent une allocation familiale, s'est élevé un peu plus. Un rédacteur du journal du P.P.A., *Das kleine Volksblatt,* reconnaît que sur un peu plus de deux millions de travailleurs, 1 750 000 vivent sur un salaire qui, réparti entre les membres de la famille, est inférieur au minimum vital actuel. Mais ce qui est l'évidence, même pour un journaliste bourgeois, ne saurait être admis par des socialistes de droite.

Dans sa publicité pour l'« Etat du bien-être », le nouveau programme du P.S.A. affirme que la journée de travail a diminué. Mais cette affirmation est, elle aussi, infirmée par les faits. Les estimations de la Chambre du Travail de Vienne font apparaître que la semaine de travail effective des hommes en 1956 a été de 50,3 heures contre 47,6 heures en 1946 et celle des femmes de 47,1 heures contre 43,8 heures [25].

Les socialistes de droite font une publicité particulièrement tapageuse aux bienfaits sociaux que les travailleurs d'Autriche auraient, selon eux, obtenus grâce à la participation des leaders du P.S.A. au gouvernement. Nous avons déjà montré que les ouvriers ont effectivement obtenu certaines améliorations grâce surtout à leur union et à leur lutte active pour leurs intérêts vitaux. Mais, ces dernières années, la bourgeoisie autrichienne a essayé de remettre en cause ces conquêtes des travailleurs, et la position des leaders socialistes de droite leur est pour cela une aide appréciable.

24. *Statistische Uebersichten zu den Monatsberichten des Oesterreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung*, Heft 12, 1957, 2.2, 2.7.
25. *Jahrbuch der Arbeiterkammer für Wien 1956*, Vienne, 1957, p. 812.

Ainsi, en 1953, 2,8 milliards de schillings, c'est-à-dire 13 % du budget, ont été consacrés à des dépenses sociales, mais 2,2 milliards seulement en 1956, c'est-à-dire 7 % du budget[26]. En même temps, l'imposition des travailleurs augmentait. En 1950, l'impôt sur les salaires était de 952 millions de schillings, c'est-à-dire 37,8 % du montant des impôts directs, mais on prévoyait pour 1957 une augmentation allant jusqu'à 2,3 milliards, ce qui correspond à 50 % des impôts directs [27].

Le programme du P.S.A. définit l'Autriche comme le pays du plein emploi. En fait, bien que le chômage y soit actuellement plus faible qu'avant la guerre, il n'en a pas moins affecté, en 1957, 113 000 personnes en moyenne par mois. Et le poids spécifique des chômeurs dans la masse globale des salariés est plus élevée en Autriche que dans la plupart des pays capitalistes de l'Europe occidentale.

Quel besoin les auteurs du programme du P.S.A. avaient-ils donc d'affirmations qui s'écroulent devant les faits comme des châteaux de cartes ?

La démarche des socialistes de droite est la suivante : dans l'« Etat du bien-être » autrichien, la base de la prospérité matérielle des travailleurs existe, la démocratie politique règne, toutes les classes sont égales. Il n'y a plus d'antagonisme essentiel entre les travailleurs et les capitalistes, et les contradictions insignifiantes qui subsistent peuvent être résolues sans lutte de classes. La lutte des classes est remplacée par le « partnership social », c'est-à-dire la paix sociale entre les capitalistes et les ouvriers. La dictature du prolétariat comme moyen d'écraser la bourgeoisie est périmée, puisque la bourgeoisie a changé de nature et qu'il n'y a plus personne à écraser. Tout cela est présenté comme un résultat inéluctable du développement harmonieux du mode capitaliste de production.

« Les contradictions entre le capitalisme et le socialisme dans le secteur industrialisé de l'économie mondiale (c'est-à-dire les pays capitalistes d'Occident. — G.A.) ont connu des transformations si importantes qu'il leur est devenu possible de glisser progressivement dans le cadre des principes démocratiques sans que la violence soit nécessaire », dit le nouveau programme du P.S.A. C'est pourquoi

26. *Volksstimme*, 5 juillet 1957.
27. *Ibidem*, 3 juillet 1957.

le programme considère l'« Etat du bien-être » comme une transition vers le socialisme.

Un article de F. Kreuzer dans la revue centrale du P.S.A. *die Zukunft* contient une astucieuse argumentation à l'appui de cette déduction. Kreuzer écrit qu'en raison de la révolution technique que nous vivons, les possibilités du capitalisme dans le domaine du développement des forces productives ne sont pas épuisées. Il s'ensuit, selon lui, que le mouvement ouvrier socialiste ne doit pas empêcher les capitalistes d'accomplir leur rôle historique. « L'achèvement de la révolution industrielle est la tâche du capitalisme et, en cela, nous devons le soutenir ». Si la classe ouvrière, pour construire le socialisme, veut prendre en mains l'appareil de production capitaliste, elle devra utiliser la contrainte, ce qui contredit aux principes du « socialisme démocratique ». « Même si le socialisme remportait une victoire à l'échelle mondiale, il ne devrait pas ruiner l'évolution capitaliste... »[28]. Ainsi le progrès technique se substitue à la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme et c'est pourquoi la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société est périmée. Voilà où en arrivent les penseurs du « socialisme démocratique ».

Mais puisque le capitalisme évolue pacifiquement vers le socialisme, il ne reste plus en partage au mouvement socialiste que « le perfectionnement moral de la société », autrement dit, comme l'écrivait dans *die Zukunft* un des leaders du P.S.A., K. Czernetz, « le socialisme démocratique met l'éthique sociale au premier plan de ses préoccupations... »[29]. « Promouvoir la révolution culturelle voilà notre seule tâche ! »[30] s'écrie Kreuzer.

De là les formulations nouvelles des buts et de la nature du socialisme, mises en avant par les auteurs du programme du P.S.A. Si le « socialisme démocratique » exprime les intérêts de toutes les classes et couches sociales progressivement confondues, qui habitent l'« Etat du bien-être », « le but et l'essence du socialisme consistent dans le développement de la personnalité libre », dit B. Kautsky[31]. La seule voie permettant d'atteindre ce but est la démocratie bourgeoise occidentale, considérée comme « la forme d'Etat et de société la plus rationnelle et la plus juste, où les contradictions po-

28. *Die Zukunft*, 1957, 10, p. 263.
29. *Ibidem*, 4, p. 103.
30. *Ibidem*, 10, p. 263.
31. *Arbeiterzeitung*, 24 novembre 1957.

litiques et économiques peuvent être surmontées le moins douloureusement ».

Il ne reste plus jusqu'à la réalisation définitive du socialisme qu'un pas à faire; ce pas, c'est « le transfert de la démocratie du domaine de la politique et du droit à celui de l'économie et de la vie ». Il n'est pas étonnant qu'aussitôt après sa publication le projet de programme ait suscité des critiques de la part des membres du P.S.A. C'est ce dont témoigne, en particulier, l'éditorial paru dans l'*Arbeiterzeitung* une semaine après le congrès de Salzbourg [32], et où les critiques de gauche du programme se montrent mécontents de l'abandon de la lutte des classes et exigent le retour aux vieilles traditions, à ces « temps héroïques » où le parti était, selon eux, un parti marxiste et se maintenait sur des positions de lutte des classes. Répondant à ces critiques, l'*Arbeiterzeitung* les exhorte à « ne pas céder à l'aveuglement des résultats purement matériels, mais à tendre vers la transformation de la vie humaine elle-même, vers le bonheur moral ». Ce sont ces conseils onctueux, dans l'esprit de la morale chrétienne, que les réformistes autrichiens substituent à un programme de lutte pour la transformation révolutionnaire de la société capitaliste.

Le nouveau programme s'efforce de fonder idéologiquement le « socialisme démocratique ». Il considère l'évolution idéologique de la société capitaliste au cours du siècle écoulé comme partagée en trois tendances : le libéralisme, le conservatisme et le socialisme. Prenant la succession du libéralisme et s'appropriant son « idée de la liberté », le « socialisme démocratique » prétend avoir fait de cette idée « le bien commun de l'écrasante majorité de la population ». Tout cela pour en arriver à dire que « le monde occidental offre aux représentants des trois tendances principales une base commune pour résoudre leurs contradictions ».

Les socialistes de droite autrichiens reconnaissent donc eux-mêmes que leur évolution idéologique passe par l'assimilation de l'idéologie bourgeoise, qu'il se produit une fusion progressive des idées purement bourgeoises et des idées opportunistes, fusion qui a trouvé son expression dans le programme. Et il ne faut pas essayer de masquer cela au moyen d'arguments naïfs sur l'adoption par la bourgeoisie des idées du socialisme, car tant que la bourgeoisie gardera la mainmise sur la production, l'idéologie dominante dans la société sera l'idéologie bourgeoise.

32. *Ibidem*, 30, 11 novembre 1957.

Il y a encore quelque douze ans, les socialistes de droite eu mêmes ne reniaient pas cette thèse de Marx. Ainsi, en 1946, da un article intitulé « Conscience de classe et socialisme », Karl Cze netz écrivait : « Les masses prolétariennes ne peuvent éviter l'i fluence intellectuelle et psychique de la réalité bourgeoise... » [3… Cette affirmation peut être parfaitement appliquée aux idéologu actuels du P.S.A.

★

Par quoi s'explique cette brusque évolution à droite du program me du P.S.A. ? Certains faits de l'histoire récente donnent réponse à cette question.

Le rôle décisif de l'Union soviétique dans l'issue de la deuxièm guerre mondiale a entraîné une gigantesque modification des force en présence sur l'arène internationale au profit du socialism L'écrasement de l'Allemagne hitlérienne et, en même temps, l sérieux affaiblissement du capitalisme autrichien ont permis à l classe ouvrière autrichienne d'obtenir un certain nombre de conces sions importantes. Toutefois, les avantages les plus sérieux ont ét gagnés par l'aristocratie ouvrière et particulièrement la bureaucrati ouvrière, qui ont un mode de vie bourgeois, et cela a accentué l'in fluence de ces couches intermédiaires toujours réceptives, on le sait à l'idéologie bourgeoise. Les conquêtes du prolétariat ont attiré dan les rangs du mouvement ouvrier une partie de la petite bourgeoisie C'est ce qu'illustrent les éléments suivants concernant l'effectif d P.S.A. [34] :

Ouvriers	280.802	adhérents,	soit	42,14	[illegible]
Employés et fonctionnaires	148.843	»	»	22,34	[illegible]
Membres des professions libérales	10.148	»	»	1,52	[illegible]
« Indépendants » (dans le commerce, l'artisanat et l'économie rurale)	25.327	»	»	3,80	[illegible]
Retraités	76.232	»	»	11,44	[illegible]
Ménagères	114.961	»	»	17,25	[illegible]
Profession inconnue	10.056	»	»	1,51	[illegible]
Total	666.369	»	»	100	[illegible]

33. *Die Zukunft*, 1946, 3, p. 6.
34. *Oesterreichische Monatshefte*, 1956, 3, p. 10.

Notons que la statistique ci-dessus groupe sous le même article les ouvriers de l'industrie et ceux employés dans l'artisanat et le commerce, où la classe ouvrière est dispersée et se caractérise par une conscience de classe moins évoluée que dans les grandes entreprises. Mais le nombre global des ouvriers adhérents au P.S.A. n'en constitue pas la majorité. Les éléments prédominants sont les employés, les fonctionnaires, les retraités, les ménagères, c'est-à-dire ceux qui sont les plus imprégnés de l'idéologie petite-bourgeoise.

Le processus de vieillissement du P.S.A., qui se déroule en même temps, témoigne indirectement de l'accroissement de l'élément conservateur dans le parti. Si le poids spécifique de la jeunesse (au-dessous de 30 ans) équivaut à un tiers environ des employés des grosses et moyennes entreprises, il ne représente que 18 % de l'ensemble des membres du parti [35]. L'embourgeoisement des cadres du parti est une des causes de son glissement à droite.

La participation des leaders du P.S.A. au gouvernement leur a donné la possibilité d'offrir à leurs partisans des emplois avantageux dans l'appareil d'Etat. Ces socialistes fonctionnaires ont un intérêt vital à la conservation du système social existant. Les leaders du P.S.A. ont placé à la tête des entreprises nationalisées un grand nombre de leurs hommes de confiance. Une nouvelle couche d'administrateurs capitalistes s'est créée, composée de membres du P.S.A. Quatre-vingt-trois dirigeants du parti ont occupé en 1953 les postes suivants [36] :

Membres de conseils de gestion	122
Présidents et vice-présidents de conseils de surveillance	68
Gérants	61
Membres de conseils d'administration	25
Présidents de sociétés	17
Directeurs généraux et directeurs	20
Conseillers généraux de la Banque Nationale, etc...	31
Total	344

De cette façon chacun des hauts fonctionnaires du P.S.A. se voit offrir en moyenne quatre postes très lucratifs. Si l'on considère leur place dans le système de la production et leurs revenus élevés qui proviennent de l'exploitation capitaliste, on peut sans aucun doute

35. *Ibidem*, p. 9.
36. *Die Neue Zeit*, 13 juin 1953.

ranger dans la classe des capitalistes les dirigeants du P.S.A. qui siègent dans les conseils de surveillance et dans les directions de sociétés.

Rappelons, à ce propos, que l'un des quatre membres de la commission de rédaction du programme, Kautsky, est directeur gé-néral adjoint de la plus grosse banque d'Autriche, le *Kreditanstalt*, et un autre, Piperger, membre du conseil d'administration de la deuxième par rang d'importance : la *Länderbank*.

L'hebdomadaire catholique *die Furche* caractérise ainsi, de façon sarcastique, les dirigeants socialistes : « Avec la nationalisation se développe immanquablement l'embourgeoisement des catégories de socialistes qui accèdent aux fonctions de direction... Il apparaît que l'Etat du bien-être est un Etat où cohabitent des bien-être différents. L'élite politique a de tout autres chances de bien-être que les groupes sociaux qui constituent ce que l'on appelle le peuple des travail-leurs » [37].

Ainsi l'équipe dirigeante des socialistes de droite autrichiens est étroitement liée au système capitaliste et mange à la table de la bourgeoisie. On comprend que de semblables socialistes introduisent dans le parti l'idéologie bourgeoise et se fassent les défenseurs de sa politique.



Hostilité à l'égard de l'Union Soviétique et des autres pays socia-listes, anticommunisme militant et hauteur méprisante à l'égard du mouvement de libération nationale des peuples coloniaux et dépen-dants s'expriment largement dans le projet de programme.

Ainsi, par exemple, les auteurs s'efforcent de minimiser de toutes les manières le rôle historique et l'importance de la grande révolution socialiste d'Octobre, de la présenter comme un tournant politique ordinaire, ayant seulement provoqué le renversement du tsarisme. Quarante années après Octobre, alors que son influence sur tout le cours ultérieur de l'Histoire a été reconnue non seulement par les amis du premier pays du socialisme mais aussi par ses ennemis, il n'est pas nécessaire de polémiquer avec les leaders du P.S.A. On se rappellera utilement ce qu'écrivait de la Révolution d'Octobre

37. *Die Furche*, 25 février 1956.

en 1927, l'organe central du P.S.A., l'*Arbeiterzeitung* : « La révolution d'Octobre russe a été un puissant moteur de l'histoire. Nous considérons la révolution russe comme une force motrice d'une énorme importance ». Vingt ans plus tard, le même journal écrivait : « Jamais notre parti n'a accepté de prendre une position hostile à l'égard de l'Etat né de la révolution russe et il ne le fera jamais »[38]. Aujourd'hui, les leaders du P.S.A. prennent les positions qu'ils tenaient pour inacceptables.

Le refus démonstratif de la lutte de classe avec la bourgeoisie de leur pays pousse les socialistes de droite autrichiens à de basses attaques contre le pays où la lutte victorieuse du prolétariat a permis la construction d'une société socialiste.

Osant affirmer que l'économie planifiée de l'Union Soviétique « est dirigée exclusivement vers la préparation à la guerre et vers l'armement », les leaders socialistes de droite autrichiens déforment grossièrement la vérité et reproduisent les élucubrations antisoviétiques de la propagande impérialiste.

Mais l'Union Soviétique n'est pas seule à inspirer de la haine aux partisans du « socialisme démocratique ». Le programme du P.S.A. traite de haut les Etats récemment libérés du joug colonial. Le programme est imprégné d'un colonialisme et d'un impérialisme militant que les idéologues et les politiciens de la bourgeoisie eux-mêmes ne jugent pas toujours avantageux d'afficher.

Ainsi les auteurs du programme du P.S.A. proclament sans l'ombre d'une hésitation : « L'impérialisme et le colonialisme des pays européens est liquidé, à l'exception de quelques vestiges dont la disparition est une question de peu de temps ». Cela alors que les colonialistes français font une guerre sanglante en Algérie, alors que les blessures portées par les agressions impérialistes en Egypte ne sont pas encore cicatrisées, alors qu'une grande partie du continent africain est toujours asservie, précisément par les colonisateurs européens, alors que les impérialistes organisent des complots et des diversions pour restaurer, sous une forme ou sous une autre, leur hégémonie sur les jeunes Etats nationaux de l'Asie.

Le projet de programme ne contient pas un mot de condamnation à l'adresse du colonialisme et de l'impérialisme, de la course aux armements, des blocs militaires agressifs, etc.

On sait que les puissances impérialistes ont entravé artificielle-

38. *Arbeiterzeitung*, 7 novembre 1946.

ment le développement économique des pays coloniaux et dépendant en les réduisant au rôle de réserve de matières premières et d produits agricoles pour les métropoles. On comprend bien que le peuples qui ont conquis leur indépendance politique tendent à l'in dépendance économique. Qu'écrivent à ce sujet les auteurs du pro gramme du P.S.A. ? « L'industrie d'Etat naissante devient un arme dans les mains des intellectuels qui les contrôlent, et qu s'allient presque partout avec les officiers. Le nationalisme port au point d'ébullition par l'injustice de l'hégémonie coloniale trans forme la souveraineté en politique de force, en credo des nouveau Etats et les oblige à mettre leur industrie naissante au service d l'armement ». « La dictature contre son propre peuple, les menace de guerre contre d'autres peuples, voilà le contenu de la politiqu de ces gouvernements », affirme le programme.

Donc, les pays coloniaux ne devaient pas se libérer de l'hégé monie impérialiste et construire leur propre industrie, car ils son tombés dans un asservissement encore pire, celui de leurs propre gouvernements, qui font dans l'arène internationale une « politiqu de force ». Voilà ce que les leaders du P.S.A. veulent inculque à leurs troupes. Le programme donne pour tâche aux partisans d « socialisme démocratique » à l'égard de l'U.R.S.S., des pays d démocratie populaire et des jeunes Etats nationaux de « préparer l terrain sur lequel pourra se déployer la lutte des forces internes et de « contribuer à la libération des peuples opprimés et exploité par le communisme ». Le programme déclare que, pour réaliser cett tâche, « les armes sont une nécessité justifiée ». Qu'est-ce don que cela, sinon une menace de provocations, de troubles et d guerre ?

Après leurs accusations mensongères de militarisme contre camp des pays socialistes et les jeunes Etats nationaux, les leader du P.S.A. lancent eux-mêmes des appels à la guerre ! C'est pou justifier ces appels aux yeux de leurs partisans qu'ils accumulen toutes leurs élucubrations à l'adresse des pays socialistes et d pays qui se sont libérés du joug colonial.

Le projet de programme des socialistes de droite autrichiens, qu contient la quintessence des idées les plus réactionnaires de l'op portunisme international, est la négation de toutes les traditions d mouvement ouvrier. C'est d'ailleurs bien cela que la presse bou geoise y a vu.

« L'abandon du programme de Linz et la nette direction d'hosti lité contre l'Est et les démocraties populaires ont été accueillis dan

de larges cercles bourgeois comme un important progrès », écrit le journal suisse *Neue Zürcher Zeitung*[39]. « Le parti socialiste ne veut plus rien savoir du marxisme », note *die Presse* le 24 novembre 1957. Et l'un des leaders du P.S.A. déclare simplement que les socialistes « mettent des habits bourgeois »[40].

Le journal bourgeois d'Allemagne occidentale, *der Volkswirt*, caractérise curieusement les socialistes de droite autrichiens : « Le fils de Karl Kautsky, Benedikt Kautsky, est, lui aussi, socialiste bien que non marxiste... Le projet de programme, placé sous la devise implicite « indépendance à l'égard de Marx », a été inspiré essentiellement par lui. Les temps changent, et avec eux les hommes... »[41].

★

Ce projet de programme a été soumis à la discussion dans les organisations de base du P.S.A. et, les 13 et 14 mai 1958, celui-ci a tenu à Vienne des assises extraordinaires pour l'adopter.

Les controverses qui se sont déroulées avant et pendant le congrès ont révélé l'existence, au sein du Parti socialiste autrichien, de tendances diverses, que les dirigeants ont tenté de dissimuler et de réprimer, mais qui ont fini par se faire jour et exercer une influence certaine, notamment sur le projet de programme.

En mettant ce projet au point, les leaders socialistes croyaient pouvoir parachever le glissement à droite sur le plan idéologique et politique et lui donner une consécration formelle. Le programme devait en quelque sorte légaliser l'abandon du marxisme, le renoncement à la lutte des classes et implanter l'idée de la paix des classes, de la collaboration avec la bourgeoisie. Le projet était franchement anticommuniste, antisoviétique, il soutenait l'impérialisme et le colonialisme.

Les leaders du parti espéraient le faire adopter au congrès sans modifications de quelque importance. Or ils avaient compté sans l'état d'esprit à la base, sans le mécontentement profond provoqué

39. *Neue Zürcher Zeitung*, 28 novembre 1957.
40. *Ibidem*.
41. *Der Volkswirt*, 14 décembre 1957.

par la politique des dirigeants. Malgré une discipline très rigide, il n'ont pas réussi à faire approuver le projet par les organisations d base, ni à réglementer les discussions. Au cours des réunions, le militants et les responsables de base ont porté de graves accusation contre les leaders, leur reprochant d'avoir renié les idées du socia lisme et de ne pas faire une politique socialiste.

De nombreuses organisations ont rejeté les thèses fondamentale du projet. Une grande partie des amendements (il y en eut plus d'u millier) formulaient une énergique protestation contre le glissemen à droite. Il s'avéra que les idées du marxisme et de la lutte de clas ses ont parmi les travailleurs socialistes des racines beaucoup plu profondes que ne le présumaient les auteurs du programme.

La discussion a cristallisé deux tendances dans le parti : la droit et la gauche. Un grand nombre de militants de base, les travailleurs ont rejoint la gauche, tandis que la droite ralliait principalement le intellectuels petits-bourgeois, les employés bien rémunérés et le fonctionnaires du parti. « Un nombre énorme d'amendements et d critiques reflète la contradiction entre la direction petite-bourgeois du parti et les masses ouvrières organisées au sein du parti socialiste la protestation des ouvriers socialistes », écrivait la *Volksstimme* l 18 mai.

Les leaders du parti voulurent faire croire au congrès que la dis cussion orageuse ne les surprenait pas, qu'ils l'avaient même voulue « Le projet initial comportait un certain risque, déclara Benedikt Kau sky au congrès le 14 mai. Nous y avions inclus délibérément cer taines thèses sujettes à caution pour sonder les réactions du parti e savoir ce qu'il veut ». Très vite, on a pu savoir ce que veulent et c que ne veulent pas les militants de base. « On nous a attaqués d toutes parts », a reconnu Kautsky.

Mais si, comme l'affirme Kautsky, les dirigeants voulaient rée lement une large discussion, pourquoi l'*Arbeiterzeitung*, organ central du parti, n'a-t-il publié aucun compte rendu des discussion dans les organisations de base, pas un article critique, pas un de centaines d'amendements reçus par la commission de programme Ne serait-ce pas que la discussion et la critique du projet n'étaien pas souhaitables ? Un des membres de la commission de programme Piperger, déclara au congrès : « Nous avons été abasourdis par l'am pleur des réactions ».

Il est vrai que la revue théorique *die Zukunft*, contrôlée par la dro te, a publié certains textes de discussion. Mais c'étaient pour la plu part des articles de personnalités connues qui occupent des postes e

vue dans le parti et sont proches de la direction. Néanmoins quelques-uns de ces articles ont reflété l'état d'esprit des masses.

Les critiques les plus violentes ont été formulées contre les chapitres du projet tels que « l'objectif du socialisme démocratique », « le socialisme dans la lutte des courants idéologiques contemporains », « l'Ouest et l'Est », « Les problèmes de la démocratie contemporaine », c'est-à-dire ceux où les auteurs du programme prétendaient construire une théorie du capitalisme et du socialisme modernes, et donner une analyse générale de la situation internationale, de la lutte des deux camps. C'est dans ces chapitres que s'est révélée avec le plus d'évidence l'orientation réactionnaire, antimarxiste, antisoviétique et colonialiste du projet.

Critiquant dans *die Zukunft* l'abandon du marxisme, Josef Hindels, secrétaire du syndicat des employés des établissements privés, militant en vue du parti, écrivait : « Le mouvement ouvrier en Autriche, tout comme en Allemagne, en Pologne, en Russie et en Italie, a été formé idéologiquement par le marxisme ». Le reniement du marxisme, dit Hindels, est une concession caractérisée à la droite. Réfutant la thèse du « capitalisme modifié », Hindels constate que, si le capitalisme a évolué dans une certaine mesure, « il a conservé ses traits barbares ». « Un capitalisme parfait, fonctionnant sans accrocs, totalement exempt de crises n'existe que dans l'imagination », écrit-il.

Un autre participant du débat, Kurt Horak, a blâmé le projet pour l'absence de méthode marxiste, pour l'absence de formulation du but final — la liquidation du capitalisme — pour le renoncement à la lutte des classes, pour la négation du caractère progressiste de la révolution dans les pays coloniaux et dépendants. Horak écrit : « Mon avis, qui n'est pas seulement le mien dans la jeune génération, est que le marxisme, en tant que méthode sociale scientifique applicable à l'actualité, reste notre arme idéologique la plus efficace. »

A l'issue du débat, la commission de programme a été dans l'obligation de retirer certaines formules particulièrement choquantes, comme par exemple une thèse fondamentale des révisionnistes actuels : « La société contemporaine s'est développée d'une tout autre façon que ne l'avait prévu Marx dans le *Manifeste Communiste* ». La thèse sur la transformation de la structure de classe de la société capitaliste a également été bannie.

Une vive discussion s'est déroulée autour de la définition du régime capitaliste en Autriche. On se souvient que le projet initial appelait l'Autriche « Etat de Bien-être », opérant la transition vers

le socialisme. Au cours des réunions, les militants de base exigèrent le retrait de cette formule qui falsifie la réalité. On a fini par introduire dans le texte une définition selon laquelle l'Autriche est un Etat bourgeois où les moyens de production appartiennent aux capitalistes et où les travailleurs sont exploités par le capital. Il n'est plus question d' « Etat de Bien-être ».

Le projet de programme reflétait fidèlement la haine des idéologues socialistes de droite pour l'Union soviétique et les autres pays du camp socialiste, leur inimitié pour les jeunes Etats récemment libérés du joug colonial. La grande Révolution socialiste d'Octobre était qualifiée de simple coup d'Etat politique parachevant le renversement du tsarisme; le programme affirmait calomnieusement que l'économie soviétique est axée sur la préparation de la guerre. Le mouvement de libération nationale des pays coloniaux et dépendants était caractérisé comme une source d'agression et un foyer de guerre mondiale. Kautsky et les siens proclamaient que leur « socialisme démocratique » avait pour mission de renverser par la force les gouvernements des pays du camp socialiste et des jeunes Etats émancipés. Bref, il s'agissait, en pleine conformité avec les doctrines de M. Dulles, de prêcher la croisade contre le communisme.

Mais les socialistes de base et des organisations entières se sont insurgés contre cette orientation. Josef Hindels, déjà mentionné, écrivait :

« Il ne se trouvera guère un expert socialiste ou libéral bourgeois des questions russes qui ait porté, sur le développement de l'Union soviétique, un jugement négatif aussi partial que le fait le projet de notre nouveau programme ».

La plupart des participants du débat ont réclamé le retrait des passages du programme dirigés contre l'Union soviétique et les peuples coloniaux.

L'état d'esprit de la base à l'égard du projet de programme était si évident que les dirigeants n'ont pu faire autrement que d'y introduire des modifications substantielles.

Dans le cours de la discussion, *die Zukunft* a publié un article d'un des idéologues en vue du parti, Karl Czernetz, qui s'efforce de prendre en mains les critiques les plus importantes en les formulant au nom de la direction. Pour localiser le mécontentement des militants de base, on a braqué la critique sur Kautsky, en tant que principal auteur du projet. Pourtant on sait fort bien que le texte avait été concerté à la direction du parti.

A la tribune du congrès, le président du parti, Pittermann, a pris

position pour la détente internationale, contre la course atomique, pour le désarmement et la négociation. Il a déclaré que « le parti socialiste autrichien refusait catégoriquement la croisade militaire » contre l'Europe orientale.

Il convient de souligner que la direction du parti n'avait pas publié le texte définitif du programme. Les délégués ont dû attendre le congrès pour en prendre connaissance. Ce qui, bien entendu, ne pouvait favoriser la discussion.

Sept organisations de base, dont cinq de Vienne, et l'organisation des jeunes ont, pour cette raison, proposé de renvoyer au congrès suivant l'adoption du programme. Les motifs étaient plus que valables, le parti discutant le projet provisoire sans connaître le projet définitif.

Mais les dirigeants parvinrent à faire rejeter cette proposition. Au prix d'un gros effort de l'appareil du parti, le programme a été ratifié. Au congrès la direction a réussi à créer un semblant d'unité entre la droite et la gauche. La violente discussion de la période d'examen du projet se résorba, au congrès, en controverses bénignes. Dans son ensemble, le programme revêt un caractère réformiste et opportuniste, mais ne renferme plus les éléments provocants d'idéologie antimarxiste et révisionniste que voulait lui conférer le groupe Kautsky dans le projet initial. On ne peut cependant pas tenir celui-ci pour nul et non avenu, car il était l'expression même de l'idéologie antimarxiste militante de la direction du P.S.A. Ce n'est pas la faute des leaders de droite si le premier projet fut repoussé.

Quant à la presse occidentale, elle voit dans la modification du texte du programme un succès de l'aile gauche du Parti socialiste autrichien.

Guéorgui ARDAIEV.

« Novaia programma avstriiskikh pravykh sotsialistov », *Mirovaia Ekonomika i Mejdounarodnye Otnochenia,* 1958, 4, 65-77 ; « Recul des révisionnistes autrichiens ». *Temps nouveaux,* 1958, 23, 6-8.

A PROPOS DU PROJET DE PROGRAMME DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE ALLEMAND

Un « programme général »[1] est en discussion dans le Parti Social-démocrate Allemand (S.P.D.) depuis l'été dernier. Le programme antérieur avait été adopté au congrès de Heidelberg en 1925. Officiellement, il était encore en vigueur, mais en réalité la direction du S.P.D. le considérait comme caduc depuis la guerre. Les dirigeants de droite du parti préféraient s'appuyer sur des documents moins explicites du genre du « programme d'action » adopté comme programme électoral par le Congrès de Dortmund en 1952. En cela le S.P.D. suivait l'exemple des autres partis de l'Internationale socialiste : en effet seul le Parti socialiste autrichien possède en ce moment un programme développé. Cependant le glissement à droite de plus en plus marqué du S.P.D. dans nombre de questions de principe, ses trois défaites aux élections au Bundestag ont fait naître un mécontentement sérieux à la base ; c'est ce qui a incité la direction du parti à accélérer l'élaboration d'un programme qui justifierait la politique officielle du S.P.D.

On peut suivre l'évolution de la social-démocratie allemande dans une série de documents : le programme de Gotha (1875), qui révèle la faiblesse idéologique du parti à ce moment, alors qu'il faisait ses premiers pas ; le programme d'Erfurt (1891), qui marque le triomphe du marxisme dans le mouvement ouvrier allemand ; le

1. Le projet de programme a été publié en mai 1958, peu avant le congrès du parti, qui s'est tenu du 18 au 23 mai à Stuttgart. Après un bref débat au congrès, le projet a été transmis aux organisations de base pour discussion. Il doit être adopté lors d'un congrès extraordinaire convoqué pour novembre 1959.

programmes de Goerlitz et de Heidelberg (1921 et 1925), qui reflètent la chute de la social-démocratie allemande dans l'opportunisme. Le programme dont le projet a été discuté au congrès de Stuttgart est lui aussi une étape à sa manière. Marquant un nouveau développement dans l'évolution de l'opportunisme et du réformisme. il se distingue foncièrement des programmes de la période de Weimar : il renonce entièrement au socialisme, même celui des réformistes; il vante la propriété privée en tant que fondement de la « liberté individuelle »; il s'efforce nettement d'adapter les prétendus « principes théoriques » aux seules exigences de la « politique réelle » du moment; enfin il professe le cléricalisme sous le couvert d'un « socialisme éthique ».

Ce projet mérite cependant l'attention pour plusieurs raisons. En premier lieu parce que le S.P.D. est l'un des plus grands partis de l'Internationale socialiste et qu'il prétend y jouer un rôle de guide idéologique. Ce parti prétend agir au nom du « socialisme démocratique », qu'il oppose au capitalisme d'une part et au communisme de l'autre et qu'il présente comme la seule voie que devrait suivre la société. Il est d'autant plus important de dénoncer cette théorie du « socialisme démocratique », arme idéologique de la social-démocratie de droite, qu'elle a de nombreux points communs avec le révisionnisme.

De plus, le S.P.D. est le premier parti politique d'Allemagne de l'Ouest pour le nombre d'adhérents et le deuxième pour l'importance. Pour certaines raisons historiques et politiques, il a de l'influence dans la classe ouvrière, dans les syndicats et dans les autres organisations de masse des travailleurs. La position de la social-démocratie de droite a une importance essentielle pour la solution de problèmes qui inquiètent aujourd'hui des millions d'hommes en Allemagne et dans le monde.

Enfin le S.P.D., du fait de l'édification du socialisme en République démocratique allemande et des aspirations socialistes de la classe ouvrière de la République fédérale, est contraint de cacher son opportunisme plus que certains autres partis social-démocrates. En tout cas les auteurs du projet de programme affirment que la voie qu'ils indiquent permettra de surmonter les « extrémismes » aussi bien opportunistes que révolutionnaires du mouvement socialiste. Ce trait rend encore plus nécessaire une analyse critique du texte.

I. « Socialisme démocratique » ou capitalisme monopoliste d'Etat ?

Le projet de programme ne donne pas d'analyse suivie et pr cise du système économique capitaliste, et d'ailleurs les auteurs s'assignent pas un tel but. Les questions économiques les intére sent seulement dans la mesure où elles sont en rapport avec les « v leurs fondamentales du socialisme démocratique » : « liberté unive selle », « justice universelle », « démocratie véritable », et Cependant les remarques qui émaillent les différentes parties projet permettent de définir l'attitude des idéologues du S.P.D. l'égard du système économique de la bourgeoisie, et aussi d'écla rer et d'analyser la base économique de la notion de « socialism démocratique ».

La production.

Le projet note certains traits caractéristiques du capitalisme m derne : concentration de la production, domination des monopole crises économiques et leurs lourdes conséquences pour les travai leurs. Cependant, non seulement il ne contient pas d'étude réel de la production capitaliste, mais il masque par tous les moyer possibles la nature du capitalisme comme mode de production. L problème du mode de production est remplacé, dans le projet programme, par celui de la diversité des formes économiques.

Outre les grandes entreprises qui dominent l'économie, soulign le projet, existent de multiples entreprises petites et moyennes au quelles « le développement économique offre sans cesse de nou velles possibilités » [2]. Entre les branches où est concentrée la gross production et celles où dominent les entreprises petites et moyenne existent divers chaînons intermédiaires ; une place spécifique leu est réservée dans l'économie capitaliste. Enfin le projet met en valeu une autre forme particulière : les entreprises coopératives, commu nales et nationalisées auxquelles la recherche du profit serait étran gère.

2. Le projet de programme sera cité d'après le texte publié dan *Vorwärts* (2 mai 1958).

A partir de cette « classification », on tire une conclusion d'une pportance primordiale pour la compréhension des conceptions écoomiques du S.P.D. : « Ainsi nous n'avons pas une économie unie à structure unique. Son trait essentiel est la diversité ».

Le capitalisme monopoliste est, bien sûr, loin d'exclure la variété s formes économiques. « Le capitalisme financier, indiquait Léne, ne supprime pas les formes inférieures (moins développées, riérées) du capitalisme, mais se développe à partir d'elles, au-dess d'elles... » [3]. Mais sous cette variété des formes économiques juridiques, la théorie du socialisme scientifique découvre et indique essentiel, la domination des rapports de production capitalistes. a production capitaliste petite et moyenne est soumise aux lois bjectives du capitalisme tout comme la grande. La propriété coopétive, de groupe, d'Etat, des moyens de production a en régime burgeois un caractère capitaliste, comme la propriété individuelle. 'est dans la domination des rapports de production capitalistes que exprime l'unité du système capitaliste en tant que mode de producon, et la variété des formes économiques ne contredit pas cette nité.

Pourquoi donc les auteurs du projet de programme ont-ils éprouvé besoin d'éluder le problème fondamental du mode de production t de le remplacer par la question secondaire des formes éconoiques ? Pour nier la nécessité de transformer le système éconoique existant dans son ensemble. Dans la mesure où l'économie oderne est variée, dit le projet, « elle ne doit pas être édifiée 'après un système unique ». Dans le langage des socialistes de roite, cela signifie qu'on refuse la nécessité objective du remplaement du capitalisme par une production socialiste planifiée fondée ur la propriété sociale des moyens de production. La seule conclusion ue les auteurs du projet tirent de leurs propres réflexions sur le caracère social de la production, sur sa concentration, sur la domination es monopoles, les crises, le chômage, etc., est la suivante : « Il e faut pas livrer l'économie à l'arbitraire du destin ».

Examinons comment les auteurs du projet de programme se eprésentent le régime économique de la société de « socialisme émocratique » dont ils se réclament. Ils se prononcent ouvertement our le maintien de « certaines formes de relations économiques le marché » qui se sont élaborées dans les pays occidentaux. D'après

3. *Recueil Lénine*, XXII, p. 325 (en russe).

les théoriciens du S.P.D., l'économie de marché répond le mi aux exigences de « liberté universelle », car la « liberté universell est avant tout la « liberté économique », c'est-à-dire la liberté l'entreprise privée d'une part et la liberté de la vente de la force travail d'autre part.

Mais « l'économie de marché dans sa forme idéale, qui corr pondrait à l'idéal de liberté, est impossible à atteindre », const le projet Elle n'assure pas un développement économique harr nieux, le plein-emploi, etc. Les grosses entreprises limitent « liberté économique ». Pour garantir dans une certaine mesur tous les entrepreneurs la liberté de l'initiative privée, et à tous salariés la libre disposition de leur force de travail, les auteurs projet affirment que l'intervention de l'Etat, pratiquant une politi économique appropriée, est indispensable.

Ainsi, après avoir masqué le problème du mode de product sous celui de la structure de l'économie, les auteurs du projet programme font un deuxième tour de passe-passe : ils ramènent question du régime économique à celle de la politique économiq

Cependant la direction immédiate de l'économie par l'Etat écartée, parce qu'elle mènerait à une gestion centralisée de l'é nomie et lui conférerait un caractère de contrainte. « ... L'Etat d autant que possible s'en tenir aux méthodes d'influence indirecte l'économie au moyen de la politique financière, de crédit et d'inv tissements ». C'est une politique économique de ce genre que idéologues du S.P.D. qualifient de socialiste, libre, et dont ils con dèrent que son principe fondamental est d'assurer « le libre dé loppement des droits de l'individu ». « C'est pourquoi la liberté choix des moyens de consommation, la liberté de choix de l'emploi la liberté de l'initiative de l'entrepreneur constituent les fondeme essentiels et la libre concurrence un moyen important d'une politiq économique libre ».

Malgré toutes les jongleries avec le mot « liberté », un fait re évident : dans la société de « socialisme démocratique », les soci démocrates allemands veulent conserver le système de la propri privée des moyens de production et de l'exploitation capitaliste o ouvriers. Car sans le maintien de ce système, on ne peut concev ni la « libre entreprise », ni la « libre concurrence », ni toutes autres libertés bourgeoises chères aux idéologues du S.P.D. La pr duction capitaliste est avant tout la production de plus-value, do avant tout une course au profit ; c'est là, et là seulement, que rési

tout le sens de la liberté d'entreprise et de la libre concurrence. Ainsi le moteur principal du développement de l'économie que le S.P.D. veut édifier reste le désir de profit condamné en paroles par le projet de programme.

Dans ce cadre, l'exposé des buts de la politique économique de la social-démocratie peut être seulement considérée comme une vaine déclaration d'intentions. Selon le projet de programme, cette politique doit avoir pour objectifs l'augmentation constante de la production, le plein-emploi, l'élévation du niveau de vie, le développement harmonieux de toute l'économie, la suppression des crises, etc. Mais à quoi bon augmenter la production si, comme le reconnaissent les auteurs du projet de programme, celle-ci « aboutit pour une part considérable, en particulier sous forme d'accroissement de la propriété, dans les mains d'une petite couche privilégiée » ? Comment peut-on obtenir le plein-emploi dans un système de libre entreprise et de libre concurrence, puisque ce système lui-même est source de chômage ? Comment peut-on assurer un développement de l'économie régulier et exempt de crise dans l'anarchie de la production capitaliste engendrée par la propriété privée ? A toutes ces questions, le projet de programme ne donne pas et ne peut pas donner de réponse satisfaisante.

Le deuxième objectif de cette « politique économique socialiste » est d'assurer un « équilibre des forces » dans l'économie. Cette thèse est directement liée à la théorie de « l'économie mixte » Le projet de programme demande que l'Etat favorise une extension de la variété des formes d'entreprise en aidant celles qui « s'opposent » aux monopoles.

« Les petites et moyennes entreprises viables, dit le projet, doivent être renforcées pour pouvoir résister dans leur lutte économique avec les grosses entreprises ». Mais comment les petites entreprises peuvent-elles résister aux grosses dans une libre concurrence telle que le projet de programme lui-même la conçoit? Comment peut-on renforcer les petites et moyennes entreprises si le processus de concentration de la production, comme le note le projet, est le résultat inévitable du développement économique ? A quoi sert enfin d'appeler à renforcer les petites et moyennes entreprises si l'on reconnaît que la « dépendance économique » des ouvriers et des employés n'y est pas moindre que dans la grande industrie? Il serait vain de chercher dans le projet de programme l'explication de ces contradictions. La thèse de base selon laquelle les petites et moyen-

nes entreprises peuvent s'opposer aux monopoles et aux associations d'entrepreneurs est une absurdité, une utopie réactionnaire. Les petites et moyennes entreprises, même lorsqu'elles parviennent à conserver une apparence d'existence indépendante, sont non seulement dans la dépendance économique du capital financier, mais aussi soumises à lui sur le plan de l'organisation par le système des syndicats patronaux. Le joug des monopoles condamne les petites entreprises à disparaître. Ainsi sur 850.000 entreprises artisanales que comptait la République fédérale en 1950, plus de 500.000, c'est-à-dire près de 60 %, avaient cessé d'exister en 1957 ; dans la même période, 360.000 entreprises artisanales nouvelles seulement s'étaient créées [4].

Les auteurs du projet considèrent également comme opposées aux monopoles les entreprises d'Etat. Selon eux, elles « ont pour but d'empêcher des abus de pouvoir là où il n'y a pas assez de forces opposées privées ». Ils passent sous silence les liens étroits, et qu'ils connaissent bien, unissant les entreprises d'Etat de la R.F.A. au capital financier. Les monopoles chargent l'Etat du soin des branches de l'économie qui exigent le plus de capitaux ou qui sont les moins rentables du point de vue capitaliste. Les chemins de fer fédéraux assurent aux firmes importantes des tarifs très bas, les centrales électriques de l'Etat leur vendent de l'énergie bon marché, etc. Ainsi le capital monopoliste « socialise » ses dépenses et multiplie ses propres bénéfices aux dépens des contribuables [5]. Les entreprises d'Etat de la R.F.A. font partie du système de capitalisme monopoliste d'Etat. Cela est accentué par la participation de représentants de l'oligarchie financière aux conseils de surveillance et aux directions des entreprises d'Etat. La tentative de présenter les entreprises d'Etat comme une force opposée aux monopoles ne résiste pas à la critique.

Le projet recommande en outre de développer « toutes les formes libres possibles d'entreprise sociale ». Il s'agit en particulier de groupements coopératifs agricoles et artisanaux. Il convient tout d'abord de réfuter l'assertion selon laquelle ces groupements seraient une application du « principe de l'économie socialisée ». Les asso-

---

4. *Bulletin des Presse und Informationsamtes der Bundesregierung*, 30 avril 1958, p. 797.

5. Ces derniers temps, le gouvernement de la R.F.A. a vendu à des compagnies privées une série d'entreprises rentables qui se trouvaient en sa possession.

ciations coopératives fondées par des entreprises privées ont le même caractère capitaliste que ces entreprises elles-mêmes. C'est toujours le groupe dirigeant capitaliste qui y fait la loi. En même temps, elles sont un instrument d'exploitation des petits producteurs par le capital financier. Si les coopératives capitalistes peuvent dans une certaine mesure opposer leurs intérêts à ceux des monopoles, elles sont en tout cas absolument incapables de « faire reculer », suivant l'expression du projet de programme, les grosses entreprises et les syndicats patronaux.

Le projet de programme du S.P.D. ne laisse aucun doute possible : la théorie économique du « socialisme démocratique » part du maintien du mode de production existant, c'est-à-dire capitaliste L'idée même d'une éventuelle organisation de la production sur des bases véritablement socialistes est repoussée par les idéologues du S.P.D. comme un attentat à la « liberté de l'individu ». Ce n'est pas le mode capitaliste de production qui suscite la critique des dirigeants social-démocrates, mais certaines de ses conséquences. Celles-ci, affirment-ils, peuvent être écartées sans que leurs causes soient supprimées, et cela grâce à une politique économique déterminée. Mais une politique économique fondée sur l'acceptation du mode capitaliste de production ne peut être qu'une politique bourgeoise du genre des théories de Keynes sur le « capitalisme régularisé ».

Les conceptions économiques du S.P.D. diffèrent peu du néolibéralisme promu aujourd'hui au rang de doctrine économique du gouvernement de la R.F.A. Néolibéraux et dirigeants social-démocrates affirment également que la propriété privée des moyens de production, l'initiative de l'entrepreneur et la libre concurrence permettent d'obtenir les meilleurs résultats économiques et sont l'unique garantie de la « liberté de l'individu ». Ce faisant, non seulement ils n'excluent pas l'intervention de l'Etat dans la vie économique, mais encore ils la prônent. Selon les conceptions néolibérales, l'Etat doit veiller sur la « libre concurrence », assurer la stabilité de la monnaie, agir sur la conjoncture économique au moyen des leviers financiers, etc. Le fond du néolibéralisme, et donc des doctrines économiques du S.P.D., c'est l'apologie du système du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le problème de la propriété.

L'apologie du mode capitaliste de production ne peut aller sans une justification et une défense de la propriété privée des moyens de production. Mais les idéologues du Parti Social-démocrate Allemand, parti qui s'est souvent, dans le passé, prononcé en paroles pour la « socialisation » et la nationalisation et qui doit tenir compte des aspirations socialistes de la classe ouvrière, sont obligés de chercher des arguments pour justifier une renonciation si manifeste aux principes socialistes.

L'un de ces arguments est que le problème de la forme de propriété perdrait ou aurait déjà perdu sa signification. La concentration du pouvoir économique, affirment les théoriciens social-démocrates, se déroule maintenant non plus sur la base de la propriété privée des moyens de production, mais sous l'influence d'une « organisation hiérarchique » propre à la grande production moderne, et d'une tendance à la domination d'une « technocratie » engendrée par cette organisation indépendamment du caractère des rapports sociaux et de la forme de propriété. Cette domination ne serait d'aucune manière liée à une forme déterminée de propriété. On en conclut que les problèmes sociaux de la société bourgeoise ne sont pas des problèmes de rapports de propriété, mais des problèmes d'organisation.

Ces prémisses et les conclusions qu'on en tire se retrouvent, bien que sous une forme légèrement voilée, dans le projet de programme du S.P.D. Les auteurs de ce projet voient la racine des problèmes sociaux du capitalisme non dans la propriété privée des moyens de production, mais dans « le caractère organisé croissant » de la société. Celle-ci, note le programme, est de plus en plus pénétrée par un système complexe d'organisations qui ont tendance à « mener une existence indépendante », d'où le danger de bureaucratisation. « Les nouvelles formes de dépendance, qui résultent de l'organisation croissante de la vie sociale, constituent le problème central de notre société », proclame le projet de programme

Cette thèse est opposée à l'enseignement de Marx et d'Engels, que le projet de programme présente comme les tenants d'une autre conception. « Ils voyaient les racines de l'exploitation — est-il indiqué — dans la propriété privée des moyens de production, et exigeaient par conséquent leur socialisation ». Aujourd'hui, laissent entendre les théoriciens social-démocrates, ces conceptions ont perdu leur valeur.

Tout au long du projet de programme revient la thèse de la prééminence de « nouvelles formes de dépendance » sur la dépendance qui découle des rapports économiques. On peut lire par exemple que, dans la grande production, la dépendance des travailleurs à l'égard des patrons « va beaucoup plus loin qu'une dépendance économique », c'est-à-dire que l'exploitation — les auteurs du projet de programme évitent d'employer ce mot — a une importance secondaire. Le malheur serait que les salariés sont si étroitement intégrés à la structure de l'entreprise grâce au système complexe et délicat de son organisation qu'il ne leur reste aucun champ d'action pour... « l'initiative indépendante et la collaboration consciente ».

Ainsi les auteurs du programme étudient le problème artificiel de la structure organisationnelle des entreprises et des associations de production, et laissent de côté le problème fondamental de la propriété des moyens de production; ainsi ils peuvent ensuite prendre ouvertement la défense des rapports de propriété existants. Et ils le font : « La propriété privée des moyens de production a le droit d'être soutenue et défendue ». La réserve qui accompagne cette affirmation — « lorsqu'elle ne fait pas obstacle à l'instauration d'un ordre social juste » — ne change rien au fond.

Le S.P.D. ne se contente pas de défendre la propriété privée des moyens de production; il va jusqu'à justifier l'existence des monopoles et des associations patronales. Si une « organisation hiérarchique » est propre à toute grande production, l'existence de monopoles et d'unions patronales est donc inévitable. C'est pourquoi le projet de programme ne demande plus la suppression des monopoles comme le faisaient les premiers programmes du S.P.D. après la guerre.

L'idée qu'il existe un problème de la hiérarchie de production indépendant, sans lien avec le problème de la propriété privée des moyens de production et celui des rapports de production, ne correspond pas à la réalité : « Entre les mains du capitaliste, écrivait Marx, la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de travail coopératif ou social, mais elle est encore, et éminemment, la fonction d'exploiter le procès de travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite ». La direction de

6. K. Marx : *Le Capital*, Livre premier, ch. XIII, La coopération, pp. 23-24. Editions Sociales. Paris 1948.

la production et la bureaucratisation de cette direction ont, sous capitalisme, un caractère de classe, un caractère d'exploitation. Da le cadre de la production capitaliste, les rapports de dirigeants dirigés sont des rapports d'exploiteurs à exploités. Tel est le se véritable du problème de « l'organisation hiérarchique » de la pr duction capitaliste.

Cela n'est en rien contredit par la tendance à la séparation d fonctions de direction de la production par rapport à la propriété capital, tendance à laquelle se réfèrent souvent les théoriciens soci démocrates. En fait, l'appropriation de plus-value par la classe d capitalistes se fonde toujours sur la séparation des producteurs dire de la propriété des moyens de production. Les formes d'obtenti du profit peuvent être diverses (revenu patronal, pourcentage, di dende, rente, tantième, etc.), tout comme sont diverses les form mêmes de la propriété capitaliste : individuelle, de groupe (action de classe (propriété d'Etat). La nature de l'exploitation ne s' trouve pas modifiée. La propriété capitaliste des moyens de produ tion est la source de toutes les formes de dépendance des travailleu dans la société bourgeoise.

Cependant, du point de vue des théoriciens social-démocrate la thèse des nouvelles formes de dépendance est bonne parce qu'e permet de renoncer à la socialisation des moyens de production, la suppression des monopoles, etc. Deux autres revendications o pris la place de ces exigences abandonnées : la participation à direction et le contrôle social.

La première est la forme la plus récente de la théorie de la dém cratie économique lancée pendant la période de Weimar par l idéologues de la social-démocratie Hilferding et Naphtali[7]. Le pro de programme l'expose et la justifie ainsi : « Dans les organism directeurs des grosses entreprises et des associations d'entreprise le pouvoir est aux mains de petits groupes. Devant le danger d' abus de pouvoir, ces organismes doivent s'ouvrir à des membres voix délibérative qui ne seraient pas liés au patronat, en particul

7. A cette époque, la « démocratie économique » était présentée par S.P.D. comme un « complément » de la démocratie politique et comme degré intermédiaire dans l'évolution progressive du capitalisme en so lisme. Aujourd'hui, la « démocratie économique » est purement et simp ment identifiée au « socialisme démocratique ». Le défenseur le plus z de cette théorie est l'expert en questions économiques du S.P.D. De (voir par exemple H. Deist : « Wirtschaftsdemokratie », dans *Die n Gesellschaft*, mars-avril 1957; H. Deist : « Wirtschaftsdemokratie », dans recueil *Grundfragen moderner Wirtschaftspolitik*, Francfort-sur-le-Main

des représentants du travail salarié et de l'opinion publique. Ainsi avis des organismes disposant du pouvoir tiendrait compte de la articipation d'importantes forces opposées ».

Si ce « partage du pouvoir », accompagné d'une publication us complète des bilans des compagnies, s'avère insuffisant, un ontrôle public, démocratique, organisé par l'Etat, doit intervenir. e projet de programme propose plusieurs formes de contrôle, la us radicale étant la transformation en « propriété générale » opérée ar voie législative.

Il faut se rappeler à ce propos que les mesures de contrôle propo-ées sont déjà appliquées dans de nombreux cas par l'Etat bourgeois. elui-ci peut même, dans une certaine mesure, s'opposer aux pré-ntions de certains monopoles lorsque les intérêts communs du capi-l financier l'exigent. La nationalisation de telle ou telle branche e l'économie, qui effraie tant les dirigeants du S.P.D., n'est pas xclue. Des mesures de ce genre, prises dans le cadre du mode apitaliste de production, et pour le conserver, ne contiennent pas ne miette de socialisme. « Si l'étatisation du tabac était socialiste, crivait Engels, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fon-ateurs du socialisme »[8]. Lors de la discussion du projet de pro-ramme au congrès de Stuttgart, Deist et d'autres orateurs ont tenu souligner que la transformation en « propriété générale » prévue omme forme supérieure du « contrôle social » ne devait pas être onsidérée comme une socialisation ni comme une nationalisation. llenhauer, président du S.P.D., a également déclaré à maintes eprises que le « contrôle social » n'était pas dirigé contre le prin-ipe de la propriété privée. « Notre programme et notre idéal, a-t-il it, c'est l'union de l'entreprise privée, de l'initiative privée et de propriété privée dans l'industrie avec un contrôle social »[9]. « Ce ontrôle, a-t-il souligné ailleurs, n'est pas dirigé contre la propriété, nais contre un pouvoir incontrôlé »[10].

Pour ce qui est de la participation à la direction, le maintien de propriété capitaliste des moyens de production exclut la possibilité 'une participation réelle des travailleurs à la gestion de la produc-on. Le système de participation dont le S.P.D. demande l'exten-ion ne peut exister que dans les limites correspondant aux intérêts u capital. Il ne peut d'aucune manière constituer un contrepoids à

8. F. Engels : *Anti-Dühring*, p. 317, Editions Sociales, Paris 1950.
9. *Daily Express*, 28 juin 1957.
10. *Vorwärts*, 21 juin 1957.

la concentration du pouvoir économique dans les mains des monop listes, et à plus forte raison contribuer à la libération de la clas ouvrière. Au contraire il mène au renforcement de l'oppression ca taliste, il affaiblit la position de la classe ouvrière dans la lutte éc nomique et politique et sape sa solidarité de classe. L'exemple l'Allemagne occidentale elle-même le prouve. Le Bundestag a vo en 1951 et 1952 des lois qui instauraient une représentation limit des ouvriers et des employés des entreprises dans les organism directeurs des grosses compagnies. Ces représentants du trav salarié durent bien sûr se contenter de droits fort étriqués et pu ment formels. En revanche ces lois les chargeaient d'une respons bilité infiniment plus importante à l'égard de la marche des entr prises, de l'amélioration de leurs positions dans la concurrence, l'augmentation de la productivité, de la rationalisation, etc. L « représentants du travail » corrompus par la bourgeoisie — pour plupart dirigeants syndicaux — se firent les exécutants des mesu tendant au renforcement de l'exploitation.

C'est seulement sous le socialisme, après la suppression pouvoir du capital et la socialisation des moyens de productio qu'une véritable participation des travailleurs à la direction de production devient possible.

La répartition.

Les idéologues du « socialisme démocratique » ne cachent p qu'à leur point de vue le socialisme n'est pas une nécessité his rique objective, et ne constitue pas le passage à un mode de pr duction supérieur. Ils considèrent le socialisme comme un ensemb de catégories éthiques abstraites. C'est pourquoi ils accordent u attention particulière au domaine de la répartition où, d'après eu doit triompher d'abord la « justice universelle ».

Le projet de programme reconnaît que la majorité des trava leurs du « monde libre » est encore condamnée au besoin et malheur ; malgré le haut niveau atteint par la productivité du tr vail, et bien qu'existe en puissance la possibilité d'assurer à to les marchandises et les services indispensables, « jusqu'à ce jour une répartition satisfaisante des revenus n'a pas été établie Po quelle raison ? La réponse fournie par le projet de programme fort embrouillée : « Les revenus et les richesses obtenues par ce tains ne sont pas seulement le résultat de l'application et du zè

Le hasard aveugle, la contrainte politique, la destruction massive de richesses qui résulte des crises, des guerres et des inflations, la tutelle, la publicité captieuse, les privilèges sociaux et l'exploitation économique — tout cela influe à un degré beaucoup plus grand sur la répartition des revenus et des richesses ».

Ainsi la répartition des revenus et des biens dépend de l'application et du zèle — que les auteurs du programme voient sans doute et dans le travail des ouvriers et dans l'activité des capitalistes — et aussi d'autres facteurs divers et d'importance inégale. On place sur un même plan les guerres et la tutelle, les crises et la publicité, et la dernière place parmi les facteurs énumérés est réservée à l'exploitation. Il faut se rappeler à ce propos que l'exploitation économique est comprise par les social-démocrates allemands tout autrement que dans le sens scientifique, marxiste. Dans les commentaires officiels du programme d'action de Dortmund dont nous avons parlé, le professeur Weisser, membre de la commission pour l'élaboration du projet de programme qui nous occupe, a « expliqué » que par exploitation il fallait comprendre « l'utilisation de main-d'œuvre salariée sans rémunération afférente »[11]. Ainsi, les théoriciens social-démocrates tiennent pour une exploitation uniquement la tromperie ou le vol, et ne considèrent pas comme telle l'exploitation dans le processus de la production capitaliste.

L'ignorance des catégories scientifiques de l'économie politique, et en particulier la négation de l'exploitation capitaliste, permet aux idéologues social-démocrates d'affirmer qu'une juste répartition des revenus entre le travail et le capital est possible dans le cadre du capitalisme. Les auteurs du programme, il est vrai, ne nient pas que « l'économie de marché n'assure pas d'elle-même une juste répartition des revenus et des richesses »; mais ils déclarent aussitôt que l'intervention d'une « politique libre » salvatrice peut assurer sur la base de cette même économie de marché une autre répartition des biens matériels.

Tout comme les socialistes du siècle passé (tel Dühring), les social-démocrates allemands de droite ignorent totalement que la répartition de la production sociale dans toute société est conditionnée par le mode de production. Une modification radicale du rapport de la part des salaires et de la part du profit capitaliste dans le revenu

---

11. Cité d'après l'ouvrage *Zur ökonomischen Konzeption der S.P.D.*, Berlin 1957, p. 24.

national au profit de la classe ouvrière est impossible parce l'augmentation des salaires (obtenue par la classe ouvrière à la s d'une lutte acharnée, par exemple pendant une phase d'essor cycle) est rapidement compensée pour les monopoles par une a mentation des prix, ainsi que par une redistribution du revenu na nal au moyen de l'Etat. D'après des chiffres de l'institut de rech ches économiques de la Confédération des syndicats allemands valeur nette de la production industrielle en Allemagne occident exprimée d'après les prix des années correspondantes, a été mu pliée par 6,5 de 1936 à 1956 ; pendant la même période, les bé fices ont été multipliés par 8 et le salaire nominal seulement par 5 La diminution de la part des salaires dans le nouveau prix de rev et l'augmentation de la part de la plus-value encaissée par la bo geoisie témoigne clairement d'un accroissement de l'exploitation c taliste dans la R.F.A.

Il est évident que le capital financier, tant que le pouvoir éco mique et politique sera concentré entre ses mains, ne perme aucune « libre politique » qui irait à l'encontre des principes profit capitaliste. Une répartition du produit du travail social vér blement juste, c'est-à-dire répondant aux intérêts de tous les vailleurs, n'est possible qu'après la suppression du mode de p duction capitaliste. Défendre celui-ci, comme le fait le S.P.D., c défendre aussi le mode de répartition capitaliste.

Les classes.

Tout en reconnaissant l'existence en République fédérale et d les autres pays occidentaux d'une division en classes et même « formes capitalistes de domination de classe », le projet de p gramme masque et déforme la nature des classes et des contra tions de classe du capitalisme. A la domination de classe de la bo geoisie, le projet oppose les « nouvelles formes de dépendanc dont la source ne serait plus les capitalistes, mais des « forces a nymes » qui concentrent dans leurs mains le pouvoir économi et politique.

Cette thèse des « nouvelles formes de dépendance » mène seulement à la négation de l'existence de la bourgeoisie en tant classe exploiteuse, mais aussi à l'escamotage de la nature prolé

12. W.WI-Mitteilungen, février 1957, p. 51.

nne de la classe ouvrière. D'un côté on reconnaît que l'ouvrier ians la société une situation défavorable, car « il dépend pour son vail et pour ses revenus de l'utilisation de moyens de production nt d'autres disposent »; de l'autre on affirme que la situation éco-mique et sociale de la classe ouvrière s'est modifiée d'une ma-ère radicale par rapport au passé. Le projet de programme constate ème que la structure sociale de l'Allemagne de l'Ouest se trans-rme : la proportion de salariés dans la population active augmente, petits producteurs indépendants se ruinent, les richesses se con-ntrent de plus en plus dans un cercle restreint d'individus. Et urtant il affirme que « les frontières entre les classes sont en in de s'effacer ». Enfin la contradiction fondamentale est que le t assigné au « socialisme démocratique » est une société sans asse ou tout au moins une société sans privilèges de classe, mais e le rapport entre le capital et le travail salarié est considéré mme éternel et immuable.

Ce qui détermine la position des dirigeants du S.P.D. sur le oblème des classes, c'est avant tout leur attitude négative à l'égard la lutte des classes. Niant la contradiction antagonique qui oppose travail et le capital dans le processus de la production, les social-mocrates adoptent par là même la fameuse théorie du « partner-ip social » : les syndicats ouvriers et les associations patro-les sont des partenaires appelés à coopérer pour le « bien néral ». En fait, toutes les conceptions économiques et sociales S.P.D. sont imprégnées de l'idée de la collaboration des classes : lle-ci, d'après les auteurs du projet de programme, est la voie ute tracée qui doit mener à une société sans classes.

La conception social-démocrate des classes est directement liée x affirmations des sociologues bourgeois sur la disparition des asses dans la société capitaliste. On propage avec une insistance rticulière le mythe de la disparition des capitalistes dans la grande oduction : à leur place apparaissent des « managers », c'est-à-dire s membres des directions, les directeurs, qui formellement sont s employés salariés. Mais ce n'est là qu'une déformation des véri-bles rapports de classe : en réalité les grands « managers » font rtie non des salariés, mais des exploiteurs. Les chiffres officiels ontrent que leurs traitements et tantièmes dépassent en général ute valeur maximum concevable de cette forme de « main-d'œu-e ». De plus le taux de ces traitements n'est pas établi par un arché du travail et ne correspond pas à une échelle; il est fixé par

les conseils d'administration des sociétés par actions. Il s'agit p
conséquent d'une forme déguisée de répartition des bénéfices. P
exemple les huit membres de la direction de la société par actio
allemande *Phœnix-Rheinror*, qui fait partie du konzern Thyssen,
touché en 1956-1957 une somme totale de 4,8 millions de marks
En outre les revenus des grands directeurs comprennent général
ment des profits considérables provenant directement de la possessi
de capital. D'après les listes fiscales de 1950, environ 800 de c
« employés », qui recevaient un traitement moyen de 40.000 mark
avaient en réalité un revenu annuel moyen de plus de 100.0
marks [14].

La séparation entre les fonctions de direction de la producti
et la propriété du capital, qui reflète le processus de socialisation
la production dans le cadre du capitalisme, modifie seulement l
formes de répartition de la plus-value, mais ne suppriment en ri
l'exploitation capitaliste elle-même. Les classes, expliquait Lénine,
distinguent par la place qu'elles tiennent dans un système historiq
ment défini de la production sociale, par leur rapport aux moyens
production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, p
les moyens d'obtention et la grandeur de la part des richesses p
bliques dont ils disposent [15]. C'est pourquoi il est indifférent,
point de vue des rapports de classe, de savoir quel visage pre
le capitaliste : entrepreneur industriel, banquier, rentier ou gra
directeur. Tous vivent de l'exploitation du prolétariat.

Le projet de programme s'efforce également de prouver q
l'ouvrier souffre non pas tant comme prolétaire contraint de venc
sa force de travail que comme consommateur. L'augmentation
salaire nominal, accompagnée d'une augmentation des prix simul
née et généralement supérieure, peut donner l'illusion aux ouvri
qu'ils sont exploités non comme producteurs donnant sans rémur
ration une partie de leur travail au capitaliste, mais seulem
comme consommateurs obligés de payer à un prix exagéré les obj
de consommation. C'est cette illusion que veut entretenir le pro
de programme. En fait, la base des profits des monopoles reste l'e
ploitation des ouvriers dans le processus de production, exploitati
qui approfondit inévitablement les antagonismes de classe sous
capitalisme.

13. *Der Spiegel*, n° 10, 5 mars 1958, p. 36.
14. *Statistik der Bundesrepublik Deutschland*, 1956, volume 125, p.
15. Lénine : « La grande initiative », *Œuvres choisies* en 2 vol., Ei
tions en langues étrangères, Moscou 1948, p. 589.

La position du S.P.D. sur le problème des classes revient au fond à justifier et à perpétuer l'actuelle division en classes de la société capitaliste. Quand les auteurs du projet de programme affirment que « la société sans classes semble aujourd'hui moins utopique que jamais », ils veulent donc uniquement tromper leurs adhérents. C'est une utopie de penser qu'une société sans classes est possible si la propriété privée des moyens de production est maintenue. Une société sans exploitation, et à plus forte raison une société sans classes, n'est possible que sur la base de la propriété sociale des moyens de production. La voie vers la société sans classes ne passe pas par la théorie du « partnership », mais par la lutte des classes et la dictature du prolétariat.

L'Etat.

Repoussant l'enseignement marxiste sur le socialisme comme résultat inévitable de la lutte des classes, les « socialistes démocratiques » considèrent comme principal agent de « volonté d'édification socialiste »... l'Etat lui-même. C'est ici que les auteurs se contredisent le plus et se dénoncent eux-mêmes.

Le système étatique actuel de la R.F.A. est soumis à une critique d'aspect assez sévère dans la bouche de socialistes de droite La République fédérale, note-t-on, n'est ni un Etat libre, ni un Etat social, ni un Etat démocratique, contrairement à ce que proclame sa Constitution. « Ce que l'on présente aujourd'hui comme une « démocratie représentative » est en réalité le contraire de la démocratie ; c'est la domination des groupes les plus forts économiquement... » Et à un autre endroit : « Les dirigeants de la grande production, s'appuyant sur les entreprises et les associations soumises à leur influence, disposent d'une puissance de capital et d'une situation sociale qui leur assure une influence sur toute la politique de l'Etat... Ils usurpent le pouvoir d'Etat ».

Mais après avoir constaté le caractère de classe de la démocratie et de l'Etat bourgeois, les auteurs du projet de programme, manquant à la logique la plus élémentaire, déclarent que l'Etat est une force au-dessus des classes. L'Etat, selon eux, est l'incarnation de « l'Esprit absolu » de Hegel, et ses « défauts » tiennent à l'imperfection du caractère humain. « L'Etat démocratique parlementaire... dit le projet, n'existe pas seulement pour résoudre les tâches qu'il doit exécuter à son idée (!). Il est dirigé par des hommes, lesquels ne se soucient pas forcément des seuls (!) intérêts publics. »

Le projet de programme ramène ainsi la domination politique des monopoles à un simple abus de pouvoir qui doit être supprimé au moyen de la politique juridique et étatique. La contradiction est ici insoluble : comment peut-on donner à l'Etat un caractère démocratique sans supprimer le pouvoir économique du capital si, comme le reconnaît le projet de programme, « le pouvoir économique est un pouvoir politique » ? Comment peut-on établir un contrôle effectif des organisations économiques par des « organismes responsables devant le peuple tout entier » si l'on reconnaît que le pouvoir d'Etat suprême est remplacé par « l'activité de forces anonymes, économiques pour l'essentiel » ? Où prendra-t-on ces organismes si la possession du pouvoir économique est le « moyen de domination qui définit la réalité constitutionnelle » ? Le projet de programme ne répond pas à ces questions, mais change de sujet : il parle des buts éducatifs du « socialisme démocratique ». Il faut, disent les moralistes social-démocrates, arriver à ce que « les hommes, par conviction personnelle, respectent la liberté et la dignité des autres hommes ». « Maintenant, la volonté éducatrice du pédagogue doit être sur le même plan que la pensée organisatrice de l'homme politique... »

La « volonté éducatrice du pédagogue » : telle est l'arme choisie par le « socialisme démocratique » pour abattre la toute-puissance des magnats du capital et ouvrir la voie à une « démocratie véritable ».

Ainsi la peur panique de la dictature du prolétariat amène le S.P.D. à défendre en fait la dictature de la bourgeoisie. La démocratie bourgeoise est une des formes de la dictature de la bourgeoisie, et cette dictature ne peut être supprimée par des procédés de « pédagogie sociale ». Seule la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière peut ouvrir la voie au triomphe du socialisme. Le « socialisme démocratique », quant à lui, a un but tout opposé, comme le montre le projet de programme du S.P.D. : il s'efforce de détourner la classe ouvrière du combat pour le pouvoir politique.

II. Le projet de programme et le parti

Une analyse du projet de programme montre que celui-ci ne répond à l'image que l'on donne de lui ni dans sa partie critique, ni dans sa partie positive. Le S.P.D., en prévoyant le maintien du mode

de production capitaliste, de la propriété privée des moyens de production, du travail salarié, des classes antagonistes, abandonne tout ce qui constitue la nature même du socialisme. Cela apparaît d'ailleurs dans la définition du socialisme non comme une nécessité objective découlant du fait que le mode de production capitaliste est historiquement condamné, non comme le résultat de la lutte des classes, mais comme un ensemble de valeurs morales abstraites comprises à la manière bourgeoise libérale ou petite-bourgeoise.

Quelques particularités de l'opportunisme contemporain.

Les idées réformistes du projet de programme sont l'expression théorique des intérêts opportunistes de la couche supérieure privilégiée de la classe ouvrière — l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie des appareils du parti et des syndicats —, de son désir d'accepter le capitalisme et de coopérer avec la bourgeoisie. Ces idées sont entièrement opposées aux intérêts objectifs de l'écrasante majorité de la classe ouvrière, et par conséquent de la majorité des travailleurs.

Fonder ces théories contraires au cours du développement historique et aux intérêts de la classe porteuse de progrès social à notre époque n'est possible qu'à partir de l'idéalisme. Les auteurs du programme refusent le matérialisme historique, qu'ils considèrent comme un fatalisme. Sur le terrain de l'idéalisme, l'idéologie social-démocrate se confond avec l'idéologie bourgeoise, dont elle emprunte les éléments les plus divers, depuis les idées pseudo-libérales jusqu'aux plus réactionnaires et cléricales.

En même temps l'idéologie socialiste de droite possède certains traits spécifiques déterminés par les fonctions sociales et politiques de la social-démocratie. Expression directe des intérêts des éléments petits-bourgeois de la classe ouvrière, le S.P.D. s'efforce aussi de garder sous son influence la totalité de la classe ouvrière. Mais il ne pourrait compter maintenir cette influence sur une large masse du prolétariat si, tout en laissant de côté les intérêts généraux de ce prolétariat, il ne formulait quelques-unes de ses revendications particulières (tout au moins dans la mesure où cela n'est pas contraire aux intérêts des éléments petits-bourgeois). Par là même les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière reçoivent seulement une expression dénaturée.

Outre ces raisons générales qui déterminent le caractère contra-

dictoire du projet de programme, il faut aussi tenir compte d'une particularité des traditions historiques et de la situation actuelle du S.P.D. La social-démocratie allemande est née et a existé un certain temps sous la forme d'un parti prolétarien marxiste. A la différence de la plupart des autres partis socialistes de la IIe Internationale, ce parti a connu une période de lutte illégale sous la « loi d'exception » de Bismarck, et cela a laissé des traces positives. Par la suite, lorsque le S.P.D. commença à glisser sur des positions centristes et opportunistes, et même lorsqu'il connut la honteuse banqueroute politique de 1914, les social-démocrates de gauche qui militaient en son sein restèrent, malgré de nombreuses erreurs, de véritables révolutionnaires prolétariens.

Maintenant, à la suite de l'interdiction du parti communiste, le S.P.D. est le seul parti politique légal d'Allemagne de l'Ouest qui représente le mouvement ouvrier. Ses dirigeants doivent tenir compte du fait que les vieilles traditions de lutte du mouvement ouvrier allemand sont encore vivantes dans la classe ouvrière d'Allemagne de l'Ouest, que l'influence des idées marxistes est indestructible, que les succès du socialisme en République démocratique allemande agissent sur la conscience de larges couches des masses laborieuses. C'est ce qui explique les attaques assez vives contre le système économique et politique capitaliste. Mais cette vivacité de forme n'a dans le cas présent d'autre but que de masquer le refus du S.P.D. de lutter pour la suppression du régime capitaliste.

La même raison pousse le « socialisme démocratique » à s'opposer en paroles à l'opportunisme. Après avoir condamné au passage les méthodes révolutionnaires comme un des dangers qui, par le passé, ont « menacé » le mouvement ouvrier, les auteurs du projet de programme écrivent : « L'autre danger pour le mouvement ouvrier était de s'adapter aux conditions existantes et de fixer pour objectif de la lutte socialiste l'élévation du niveau de vie des ouvriers dans le cadre du régime existant. De nombreux socialistes pensaient qu'ils réussiraient, sans transformations économiques et sociales radicales, à faire des ouvriers des membres de plein droit de la société. Ayant perdu de vue le but essentiel de la nouvelle société, ils considérèrent en fin de compte le mouvement socialiste comme une représentation des intérêts des petites gens. »

Que les dirigeants de droite du S.P.D. soient aujourd'hui contraints de se déguiser en adversaires de l'adaptation aux conditions existantes et en partisans de transformations économiques et sociales

radicales, c'est là, dans une certaine mesure, une preuve indirecte de la conscience socialiste qui se forme spontanément dans la classe ouvrière d'Allemagne de l'Ouest. Les ouvriers allemands, qui ont fait la triste expérience de la politique opportuniste de la social-démocratie pendant la première guerre mondiale et sous la république de Weimar, sont aujourd'hui consciemment ou inconsciemment opposés à l'opportunisme. C'est ce qui oblige les dirigeants du S.P.D. à se déguiser en adversaires de l'opportunisme, c'est-à-dire à cacher leur opportunisme avec plus de soin que certains autres partis social-démocrates. Le projet de programme s'en ressent. En particulier les théoriciens social-démocrates allemands n'osent pas proclamer trop haut un refus total du marxisme comme le font par exemple de nombreux idéologues travaillistes. Mais en fait les auteurs du projet de programme du S.P.D. se servent des noms de Marx et d'Engels, auxquels ils se réfèrent comme aux fondateurs du mouvement ouvrier moderne, uniquement pour orner du nom de grands révolutionnaires prolétariens des phrases creuses sur « l'amour de la vérité » et sur la « liberté », pour isoler les idées de Marx et d'Engels sur la liberté et la justice de l'enseignement marxiste sur les classes et la lutte de classe.

D'autres particularités du projet de programme s'expliquent par le fait que le S.P.D. est actuellement, en République fédérale, un parti d'opposition et s'efforce, dans la concurrence électorale, d'élargir au maximum le cercle de ses partisans. Le S.P.D., du fait de sa renonciation au socialisme, ne peut prétendre à une influence totale sur la classe ouvrière. Il s'efforce donc avec plus de force d'attirer à lui la petite bourgeoisie en affirmant que celle-ci a autant que la classe ouvrière intérêt à l'instauration d'un « socialisme démocratique ». Pour ce faire, il se sert de l'opposition des petits et moyens patrons à l'égard des monopoles. Mais il critique les monopoles et défend la petite production à partir des positions de cette petite bourgeoisie, et non de celles de la classe ouvrière. La critique du capitalisme monopoliste dans le projet de programme est petite-bourgeoise et non socialiste, et cela en explique dans une grande mesure le caractère contradictoire et hésitant. Même une défense efficace des intérêts de la petite bourgeoisie est impossible à partir de telles positions.

Les courants dans le parti.

Le projet de programme de la social-démocratie allemande témoigne éloquemment de son embourgeoisement sans cesse accru. L'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière représentent aujourd'hui une partie considérable des adhérents du S.P.D. et donnent le ton. On observe un afflux d'éléments petits-bourgeois de toute sorte. Le parti ne publie pas de statistiques sur sa composition sociale, mais certains renseignements fragmentaires peuvent en donner une idée. Ainsi on a publié les chiffres suivants, qui concernent d'une part une organisation de district considérée comme typique du point de vue de sa composition sociale (le nom de l'organisation n'était pas indiqué) et d'autre part l'organisation social-démocrate de Berlin-Ouest [16] :

Groupes sociaux représentés parmi les membres du S.P.D.	Une organisation de district du S.P.D.	Organisation social-démocrate de Berlin-Ouest
	(en pourcentage)	
Ouvriers	45	27,8
Employés	17	29
Fonctionnaires	5	1
« Indépendants » (artisans, petits commerçants)	12	15,4
Exploitants agricoles	2	—
Ménagères	7	11,1
Retraités	12	15,7

Vers 1930 [17], les ouvriers représentaient 59 % des adhérents du S.P.D. et les employés 10 %. Ainsi le poids spécifique des ouvriers dans le parti a considérablement diminué; aujourd'hui, ils ne sont plus la majorité. De plus le pourcentage d'ouvriers au sein du S.P.D. est nettement inférieur à leur poids spécifique dans la population active du pays.

Les liens qui unissent la direction du S.P.D. à l'appareil des

16. *Parteien in der Bundesrepublik*, Stuttgart und Düsseldorf, 1955, p. 204.

17. *Protokoll der Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, 1931*, Berlin, 1931, p. 245.

monopoles témoignent de l'embourgeoisement du parti: 410 responsables du parti occupent 929 postes à forte rétribution dans des grandes compagnies et des banques; 65 social-démocrates sont directeurs dans les konzern Mannesheim, Klökner, Krupp, Flick, etc. Les traitements de ces directeurs atteignent 100.000 et 150.000 marks [18].

Les modifications dans la structure sociale du S.P.D. expliquent beaucoup de choses de la vie intérieure du parti. Ces dernières années, l'activité des éléments de tendance bourgeoise s'est considérablement accentuée. Après l'échec des élections législatives de 1953, l'aile d'extrême-droite dirigée par Schmid, Erler et l'actuel bourgmestre de Berlin-Ouest Brandt a demandé une réorganisation du parti et le rejet de tout ce qui en rappelle l'origine prolétarienne. La majorité des dirigeants du parti s'opposa à cette attaque, car l'acceptation de ces exigences aurait signifié que le parti se démasquait lui-même aux yeux des ouvriers et de tous les travailleurs d'Allemagne occidentale. Mais bien que cette offensive n'ait pas eu le résultat qu'espéraient ses promoteurs, ceux-ci réussirent cependant à faire entrer des idéologues de droite comme Deist et Weisser dans la commission pour l'élaboration du projet de programme.

Après la nouvelle défaite aux élections de 1957, une discussion sur les causes de l'échec s'instaura dans certains cercles du S.P.D. L'aile droite appela une fois de plus à « réorganiser le parti de fond en comble », à « ouvrir en grand les portes vers la droite », à s'orienter vers les électeurs de milieu bourgeois. Mais des cercles dirigeants plus proches du prolétariat craignirent qu'un tournant à droite si brutal n'affaiblît l'influence du parti dans les masses. Ils demandèrent un renforcement du parti et insistèrent pour que fussent réaffirmés les principes socialistes. Ces deux courants furent baptisés « réformateurs », par opposition aux « traditionnalistes » qui représentaient le groupe dominant dans la direction, et qui voulaient maintenir la politique habituelle des socialistes de droite : faire des compromis plus ou moins voilés avec la bourgeoisie, refuser de prendre des décisions claires.

La discussion entre ces différents courants prit de l'extension à l'occasion du congrès de Stuttgart et de l'élaboration du projet de programme. L'aile droite voulait « jeter le marxisme par-dessus bord », et rappelait que le parti « même au temps de la République

18. *Einheit*, octobre 1958.

de Weimar n'avait jamais été un parti de classe combatif »[19]. Elle demandait que soit supprimée dans le programme social-démocrate toute allusion à des mesures qui auraient pu être considérées comme dirigées contre l'existence de la société capitaliste. Un de ses représentants, Wolters, déclara par exemple : « Sans aucun doute, le programme économique... contient des points qui nous affaiblissent fortement... J'ai surtout en vue notre attitude peu claire à l'égard de la socialisation... Il faut dire aux conservateurs du parti que l'idée de socialisation, même considérablement transformée dans le sens d'un « adoucissement », nous a coûté beaucoup de voix »[20]. L'extrême-droite proposait même d'exclure des usages du parti la manière traditionnelle des socialistes de s'appeler « camarade ».

Les réformateurs « de gauche » condamnèrent la position des partisans de Schmid. Un de leur représentants, Endrös, écrivait : « Si Carlo Schmid appelle à ouvrir en grand les portes vers la droite, il doit penser que dans ce cas il perdra autant de voix à gauche qu'il espère en gagner à droite »[21].

A la veille du congrès de Stuttgart, le journal *Die andere Zeitung*, qui regroupe une partie des social-démocrates d'opposition, publia une critique du projet de programme. « Dans le projet de programme, écrivait-il, on a éliminé le problème du renversement du capitalisme, de la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie par la socialisation des moyens de production, de la dictature du prolétariat et de l'édification d'une société sans classes. En revanche les auteurs du programme, s'ils n'ont pas vaincu le capitalisme, ont « vaincu » le marxisme »[22]. Et le même journal déclarait à propos des conceptions économiques du « socialisme démocratique » : « C'est à peu près de la même manière, mais plus sincèrement, qu'Adam Smith, au XVIIIe siècle, décrivait le fonctionnement d'une économie libre et d'une libre concurrence ; mais Smith n'affirmait évidemment pas être socialiste, et il ne pouvait imaginer qu'il serait ainsi « restauré » au XXe siècle ». Le journal se prononçait pour la création d'une nouvelle commission chargée d'élaborer un programme « contenant les véritables principes d'une lutte socialiste pour la suppression de la société capitaliste et l'instauration d'une société socialiste ».

---

19. *Telegraf*, 26 janvier 1958.
20. *Vorwärts*, 1er novembre 1957.
21. *Frankfurter Rundschau*, 8 février 1958.
22. *Die andere Zeitung*, 15 mai 1958.

La politique extérieure.

C'est dans le domaine des relations internationales et de la politique militaire que les dirigeants du S.P.D. subissent la plus forte pression des masses. Les auteurs du projet de programme ont indubitablement tenu compte de l'opinion des travailleurs d'Allemagne de l'Ouest, qui ont appris par leur propre expérience à quoi mène une politique d'agression et de guerre. Ainsi le projet proclame que le S.P.D. est partisan du désarmement, du règlement des problèmes internationaux au moyen de négociations, de la coexistence pacifique des Etats, du respect du droit des peuples à l'autodétermination, de l'égalité des peuples et de l'intangibilité de leurs frontières d'Etat, d'une réunification pacifique de l'Allemagne. Mais la nature bourgeoise de l'idéologie du S.P.D. et l'inconséquence de sa ligne politique générale affaiblissent considérablement la portée de ces idées de bon sens. Une preuve en est la position du parti sur le problème de la réunification de l'Allemagne.

Le S.P.D., tout comme le gouvernement Adenauer, se refuse à reconnaître la légitimité politique et juridique de la République démocratique allemande. Les auteurs du projet veulent convaincre leurs partisans que la réunification de l'Allemagne n'est possible que si le régime social actuel de la R.D.A. est supprimé. Jusqu'à ce jour, les dirigeants de la social-démocratie s'opposent aux propositions de négociations entre les deux Etats existant en Allemagne.

Comment peut être réalisée la réunification pacifique du pays demandée par le programme si l'on repousse la négociation ? Ni le projet de programme, ni la résolution de Stuttgart ne résolvent cette contradiction.

Le projet de programme désigne la R.D.A. par le terme d' « Allemagne moyenne ». Cette dénomination utilisée par les milieux revanchards d'Allemagne de l'Ouest sous-entend que les territoires polonais au delà de l'Oder et de la Neisse constituent « l'Allemagne orientale ». En utilisant cette terminologie, les dirigeants du S.P.D. laissent entendre que leur parti veut une révision des frontières orientales de l'Allemagne. Il est hors de doute qu'une position de ce genre ne sert pas la cause de la paix en Europe et dans le monde. De même que le refus des leaders social-démocrates de soutenir la proposition de statut de ville libre pour Berlin-Ouest.

Les inconséquences et les contradictions de la ligne de politique

extérieure des dirigeants du S.P.D. se sont particulièrement manifestées dans la question primordiale de l'armement atomique de la République fédérale. Au cours de 1958, on le sait, une campagne de masse « contre la mort atomique » se développa dans toute l'Allemagne de l'Ouest. Des milliers et des milliers d'adhérents et de militants du S.P.D. y prirent une part active. Les ouvriers de certaines grandes entreprises et d'importantes organisations syndicales se prononcèrent pour une action résolue contre l'équipement atomique de la Bundeswehr allant jusqu'à la grève générale.

Quelle fut à cet égard la position des dirigeants du S.P.D. ? Au congrès de Stuttgart, Ollenhauer « mit en garde contre les bavardages sur une grève générale » [23]. Les chefs de la social-démocratie se contentent de soutenir l'idée d'un référendum sur l'armement atomique. Mais le gouvernement Adenauer a mis ce projet de référendum hors la loi. Et la direction du parti social-démocrate a accepté cette interdiction, renonçant en même temps à toute autre forme de lutte contre l'équipement atomique de la Bundeswehr.

En fait le projet de programme élude les problèmes de la politique militaire. Il rappelle seulement au passage que l'Allemagne réunifiée doit avoir « tous les droits et les devoirs d'ordre politique et militaire ». On sait que les forces progressistes en Allemagne et à l'étranger reconnaissent à un Etat allemand réunifié et démocratique le droit d'avoir une armée qui, cependant, ne devrait pas être utilisée dans des buts agressifs. En ce qui concerne les dirigeants du S.P.D., ayant mis dans leur projet de programme cette phrase peu compromettante, ils soutiennent dans leur politique et leur propagande de tous les jours l'idée chère aux apôtres de l'O.T.A.N. de la « défense du monde libre occidental » contre un prétendu danger de l'Est. Ce faisant, les chefs social-démocrates se confondent en fait avec les forces qui poussent les peuples et les Etats sur la voie d'aventures militaires.

La lutte entre les diverses tendances du S.P.D. touche également ces problèmes. Les conceptions des « réformateurs » de droite se rapprochent souvent du point de vue du parti gouvernemental, l'Union chrétienne-démocrate. L'extrême-droite du S.P.D., notant le « manque de clarté » de la politique extérieure du parti, affirme que le peuple allemand « attend... de tous les grands partis démocratiques l'établissement de contacts permanents dans le domaine de la politique étran-

23. *Vorwärts*, 23 mai 1958.

gère pour que soit définie une opinion commune dans la mesure où cela est possible »[24]. Comme il n'existe en République fédérale que deux grands partis, le S.P.D. et la C.D.U., il est clair qu'il s'agit là d'un appel à se rallier à la politique de la C.D.U. Cette volonté apparaît clairement dans les nombreuses prises de position d'Erler et de certains autres dirigeants de l'aile droite en faveur de la politique des positions de force à l'égard des pays du camp socialiste.

Les réformateurs de gauche demandent également de la clarté dans les problèmes de politique extérieure, mais dans un sens différent. Endrös a écrit dans la *Frankfurter Rundschau* que « le désir de s'adapter à des points de vue différents avait toujours nui au parti »[25]. Il rappelle à ce propos le vote du groupe social-démocrate au Reichstag, le 3 août 1914, l'appel lancé en 1932 par le S.P.D. en faveur du vote pour Hindenburg, qui par la suite permit à la clique hitlérienne de prendre le pouvoir, le vote des social-démocrates en faveur des amendements à la Constitution de Bonn prévoyant l'établissement du service militaire obligatoire.

★

Les espoirs placés par la droite dans le Congrès de Stuttgart n'ont pas été entièrement satisfaits.

Le congrès a été marqué par une critique de la politique extérieure d'Adenauer. De nombreux délégués se sont opposés avec force à l'armement atomique de la Bundeswehr. Bien des remarques critiques ont été faites aux théories économiques du projet de programme. La pression de la base s'est fait sentir et a obligé l'aile droite du parti à faire moins de bruit. Mais celle-ci n'a pas renoncé à ses projets. Elle a réussi à renforcer sa position dans la direction : un représentant des réformateurs de droite, Knœringen, a obtenu l'une des deux vice-présidences du parti, et Deist est entré au bureau de la direction du parti. Avec Schmid et Erler, la droite pourra donc exercer une influence plus forte sur la direction du S.P.D.

L'évolution du S.P.D. suscite une inquiétude sérieuse parmi

24. *Ibidem*, 3 janvier 1958.
25. *Frankfurter Rundschau*, 8 février 1958.

les forces progressistes et pacifiques. La servilité des chefs de la social-démocratie allemande à l'égard de la réaction impérialiste a déjà eu à plusieurs reprises des conséquences fatales pour la classe ouvrière et le peuple allemand tout entier. Le projet de programme du S.P.D. montre que la social-démocratie d'Allemagne de l'Ouest prend le même chemin. Ce faisant, elle met en cause sa propre existence en tant que force politique indépendante.

A l'heure actuelle, une part considérable de responsabilité quant aux destinées du peuple allemand repose sur le S.P.D., et les dirigeants de la social-démocratie ne peuvent éluder cette responsabilité.

A. VEBER et V. ALEXEIEV.

« O proekte programmy zapadnogermanskoï sotsial-democratii », *Mirovaia ekonomika i mejdounarodnye otnochenia,* 1959, 2, 71-89.

Traduit par André Radiguet.

THEORIES DU SALAIRE SOCIAL-DEMOCRATES EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, des théoriciens de la social-démocratie et des syndicats d'Allemagne occidentale ont exposé, dans divers articles, brochures et ouvrages, leurs points de vue sur les questions de la théorie de la valeur et de la plus-value. Citons notamment les travaux des professeurs Gerhard Weisser, Hans Peter, Walter Theimer ainsi que ceux du Dr. Erich Potthof, du Dr. Karl Kühne et d'Erich Arndt.

Nous trouvons, chez ces théoriciens, les affirmations les plus variées concernant la théorie marxiste de la plus-value, depuis la prétendue « partie la plus faible de l'exposé de Marx » jusqu'à la négation totale de la théorie de la plus-value. Leurs arguments ne sont pas spécialement originaux et nouveaux. Si, par exemple, le Dr. Karl Kühne met en garde contre la surestimation de la théorie de la valeur du travail et prétend que sa signification est de nature « plutôt formelle et méthodologique », Erich Arndt essaie, quant à lui, de « démontrer » que la théorie de la plus-value de Marx est fausse, qu'il s'agisse de ses bases ou de ses conclusions. Arndt affirme d'abord qu'il est impossible de déterminer exactement la part de la production qui est obtenue aux dépens du travail salarié. A propos du « travail » et du « capital », Arndt écrit : « Etant donné que la coordination du travail et du capital s'effectue dans les entreprises, il faudrait également mettre au compte de la direction des entreprises une partie du résultat de la production pour avoir rempli sa tâche de coordination. On ne peut cependant répondre de façon scientifique à la question de savoir quelle est la part à attribuer respectivement au travail, au capital et à l'entreprise. Le pro-

duit est un résultat complexe de l'interaction de tous ces facteurs » [1].

Le même point de vue est défendu par le professeur Dr. Gerhard Weisser, le Dr. Erich Potthoff et bien d'autres. Le document officiel de la direction du Parti Social-démocrate d'Allemagne (S.P.D.), *Handbuch sozialdemokratischer Politik,* soutient la théorie selon laquelle la valeur d'une marchandise se fonde sur les trois facteurs de production : travail, capital et sol. Le produit serait le résultat complexe de tous ces facteurs de production, lesquels auraient droit « à juste titre », du fait de services rendus déterminés, à un revenu sous forme de salaire, de profit et de rente. Ainsi ils s'attaquent à ce qui a fait le mérite scientifique de Marx qui, le premier dans l'histoire de l'économie politique, appliqua la théorie de la valeur du travail à l'analyse des rapports entre le salaire et le capital et démontra que, dans les conditions du capitalisme, seule la force de travail intervenant comme marchandise pouvait produire de la valeur et de la plus-value.

Quelques théoriciens du S.P.D. nient que la force de travail soit une marchandise en régime capitaliste. C'est ainsi qu'Erich Arndt écrit : « La force de travail n'est pas une marchandise, elle occupe sous ce rapport une position tout à fait particulière. La vente d'une marchandise s'allie toujours à un transfert de propriété ; quant au patron, il ne retire du produit du travail que la part qui lui est due pour l'accomplissement de certains services. Et surtout, la force de travail ne peut être reproduite à volonté » [2].

Arndt, dans la première partie de son affirmation, confond la force de travail avec l'ouvrier, support de cette force de travail. Dans les conditions du capitalisme, cette différence entre la force de travail, marchandise, et le salarié, support de la force de travail, s'exprime de la façon suivante : 1° En face du capitaliste (propriétaire des moyens de production) ne se trouve pas immédiatement le travail, mais le travailleur (propriétaire de la force de travail). Deux personnes libres selon le droit formel concluent un contrat de vente et d'achat d'une marchandise spécifique — la force de travail. Dès que le travailleur commence à remplir les engagements contractés, il s'ensuit que 2° la force de travail n'appartient déjà plus au travailleur, c'est-à-dire, en d'autres termes, que la marchandise force

1. E. Arndt : *Die Lohnpolitik in einzel-und gesamtwirtschaftlicher Sicht*, Ring-Verlag, Stuttgart und Düsseldorf, 1955, p. 10.

2. *Ibidem*. p. 18. L'article « Verteilung des Sozialprodukts », publié dans l'organe central du S.P.D., *Vorwärts*, du 11 mars 1955, soutient pour l'essentiel les mêmes opinions.

de travail devient, dans le processus de production, propriété de l'acheteur — le capitaliste. Dans ces conditions, la force de travail a été aliénée par son propriétaire, le salarié; 3° dans les conditions du capitalisme, la marchandise force de travail possède, comme toute autre marchandise, deux qualités : valeur d'usage et valeur. La valeur d'usage de la force de travail réside dans sa capacité à produire de nouvelles valeurs — des marchandises. C'est justement cette capacité de la force de travail que le capitaliste envisage lorsqu'il conclut un contrat avec le travailleur. Le capitaliste n'achète pas le travailleur lui-même, ni le produit fini de son travail, mais seulement la capacité du salarié de travailler. Mais cela ne signifie pas que 4° le salarié ait renoncé à son droit en tant que propriétaire de la force de travail. Car il n'a conclu le contrat avec le capitaliste que pour un laps de temps donné, durant lequel le capitaliste consomme la force de travail achetée, c'est-à-dire utilise la valeur d'usage de la marchandise force de travail.

Lénine faisait observer que les révisionnistes n'avaient rien su ajouter à la théorie de la valeur, à part quelques allusions obscures à Böhm-Bawerk devant lequel ils se pâment. Cela s'applique particulièrement au professeur Walter Theimer qui aboutit à la conclusion qu'il est difficile de discuter des théories de la valeur « car elles reposent toutes sur des hypothèses philosophiques, sur lesquelles une discussion purement économique est impossible ». Theimer, tout en prétendant que seule la fin détermine la théorie de Marx, et non pas l'analyse de la réalité capitaliste objective, n'est pas en mesure de réfuter scientifiquement la théorie marxiste de la plus-value. C'est pourquoi il prétend tout simplement que Marx prend pour point de départ « les mêmes hypothèses morales concernant la justice ou l'injustice dans l'économie... que les utopistes, ce qui revient à une théorie de droit naturel ». Selon lui, le concept « théorie de la plus-value » comporte un « jugement moral ». « Tout le marxisme tourne autour de cette théorie dont le fondement est plus moral qu'économique » [3].

A l'acceptation ou à la négation de la théorie de la plus-value est liée indissolublement l'acceptation ou la négation de l'exploitation dans les conditions de production capitalistes. « Par exploitation, il faut entendre en premier lieu l'utilisation de la force de travail d'autrui sans un juste dédommagement... Aujourd'hui, le niveau de

3. W. Theimer : *Marxismus-Lehre-Wirkung Kritik*, A. Francke A.G. Verlag, Berne, 1950, p. 161.

vie de larges couches économiquement faibles est dans une certaine mesure le résultat d'une exploitation »[4].

De cette définition de l'exploitation il résulte logiquement que, dans les conditions d'un « juste dédommagement », l'exploitation disparaît. Ce qui est en contradiction avec l'affirmation que la part du facteur travail est impossible à calculer scientifiquement. Si ce calcul est impossible, on ne peut donc, selon eux, jamais déterminer s'il y a exploitation ou non. D'ailleurs, le document officiel du S.P.D. omet d'expliquer clairement ce concept de « juste dédommagement ». Le sens en est clair cependant : l'exploitation des salariés n'est pas une caractéristique absolue du capitalisme; elle peut être supprimée par un « juste dédommagement », sans toucher au mode de production capitaliste lui-même. Cela devient encore plus évident lorsque, quelques pages plus loin, le « capitalisme » est défini comme « un cartain « style » de la société dans son ensemble », « caractérisé par certaines formes particulières de l'ordre extérieur de la vie sociale et par la prédominance d'attitudes intellectuelles et morales déterminées ».

Nous arrivons ainsi à la question décisive qui sépare la conception révolutionnaire marxiste-léniniste de celles des réformistes et des opportunistes : faut-il nécessairement détruire les conditions de production capitalistes ou peut-on les transformer progressivement en un nouvel ordre social ? L'étude du problème du salaire en régime capitaliste est fonction de la réponse à cette question fondamentale; car d'elle dépend, théoriquement et pratiquement, toute la politique des salaires dans les conditions du capitalisme.

En régime capitaliste, l'essence du salaire, forme déguisée de la valeur ou du prix de la marchandise force de travail, est évidemment déformée. C'est ainsi que Herbert Ehrenberg exprime l'opinion — largement répandue parmi les théoriciens du S.P.D. et du D.G.B.[4 bis] — que le salaire n'est autre chose que le prix du travail humain, la valeur du travail[5]. Une certaine politique des salaires doit donc permettre d'« assurer la paix politique et sociale dans le pays ».

Atteindre, grâce à une politique des salaires soi-disant efficace,

4. *Handbuch sozialdemokratischer Politik.* Editeur : Vorstand der S.P.D., Bonn, 1953, p. 10.

4 *bis*. Initiales du Deutscher Gewerkschaftsbund qui est la Confédération générale des syndicats d'Allemagne de l'Ouest.

5. H. Ehrenberg : « Die Löhne in der Hochkonjunktur » dans *Gewerkschaftliche Monatshefte*, 1955, 12.

la « paix politique et sociale » avec la bourgeoisie monopoliste — tel est leur désir et leur but, but auquel sont finalement subordonnées toutes les objections « théoriques » contre la théorie marxiste du salaire en régime capitaliste.

De la « juste » répartition du produit social et de ses rapports avec la productivité du travail

La politique des salaires préconisée par les dirigeants social-démocrates en liaison avec la « juste » répartition du produit social (autrement dit le revenu national) et l'augmentation de la productivité du travail a été largement exposée par eux. Le fait qu'une situation économique momentanément favorable peut être observée en Allemagne occidentale depuis 1949-50 exerce naturellement une certaine influence sur l'activité théorique de ces dirigeants.

Après la chute du fascisme en Allemagne, la transformation ou la restauration des rapports de production antérieurs était d'une importance décisive pour l'évolution des rapports de répartition. Une restauration des rapports de production capitalistes signifiait en même temps une restauration des rapports capitalistes de répartition. Sur le territoire de l'actuelle République démocratique allemande a été établie la propriété sociale des moyens de production. Par là même fut créée dans cette partie de l'Allemagne la base pour le développement de rapports socialistes de répartition du revenu national. En Allemagne occidentale, par contre, on a pris le chemin de la restauration des rapports capitalistes et impérialistes aussi bien dans la production que dans la répartition.

Rudolf Pass — actuellement chargé des questions économiques à la Direction du S.P.D. — a décrit, entre autre, « les rapports de répartition du produit » et « le rapport entre la consommation et l'épargne (accumulation du capital) » comme les « objets de l'économie politique de la social-démocratie »[6]. Contrairement à la science marxiste-léniniste, qui considère la production comme l'élément déterminant dans les relations entre les différentes sphères : production, répartition, échange et consommation, Rudolf Pass prétend que « ...répartition et consommation déterminent la production. Cette idée se retrouve dans certaines théories modernes concernant

6. R.A. Pass : « Der Kampf um das Eigentum », dans *Vorwärts* du 5 octobre 1956.

la « répartition des situations de classe » (par exemple « la répartition des conditions de vie » chez Gerhard Weisser) » [7].

Les chefs et théoriciens de droite du S.P.D. et du D.G.B. s'efforcent de remplacer l'étude des problèmes du salaire par « l'étude » des problèmes de répartition ; ils tentent de déformer les rapports de production capitalistes en adoptant les idées bourgeoises selon lesquelles il peut y avoir des conditions de départ égales dans le processus de production capitaliste ; ils détournent en fait les ouvriers des questions vitales et des véritables antagonismes entre capitalistes et salariés.

Dans les premières années d'après guerre prévalait l'opinion que, étant donné les effets de celle-ci, les ouvriers ne devaient pas être très exigeants en matière de salaires. Ce point de vue s'exprimait alors que se rétablissait l'impérialisme allemand en Allemagne occidentale. Au congrès du S.P.D qui eut lieu à Hambourg en mai 1950, Hermann Veit ne parlait encore, dans son rapport, que de la nécessité « ...pour elle [l'économie nationale — *R.S.*] d'être en mesure de supporter toutes les charges qui devaient être supportées, après une juste répartition des poids » [8]. Quant à savoir quelles étaient les « charges » visées et comment se manifesterait la « juste répartition » de ces charges, cela était à vrai dire complètement escamoté par Veit.

La réforme monétaire effectuée en Allemagne occidentale en juin 1948 est à notre avis un exemple éloquent de la façon dont la bourgeoisie réalise la « juste répartition des charges ». Le taux d'échange officiel pour les dépôts d'épargne, compte tenu du « quota individuel », était de 6,5 %, soit une perte de 93,5 % pour les épargnants. Mais il en alla tout autrement pour les actions des 2.241 sociétés d'Allemagne occidentale. Si, le 20 juin 1948, elles atteignaient 12.030 millions de RM (Reichsmarks), le 21 juin 1948 elles correspondaient à 10.119 millions de DM (Deutschmarks). La réforme monétaire occasionna donc une perte de 1.911 millions de DM aux actionnaires, c'est-à-dire 15,9 % [9]. Et si l'on songe qu'un an et demi seulement après cette réforme monétaire, on constatait, face à cette « perte » de 15,9 %, et uniquement du fait de la hausse du cours des actions, un gain d'environ 100 %, on se fait une idée encore plus haute de la « juste répartition des charges ».

7. *Ibidem.*
8. *Protokoll der Verhandlungen des Parteitages der S.P.D. vom 21. bis 25. Mai in Hamburg*, p. 191.
9. Chiffres extraits du *Bericht des Deutschen Wirtschaftsinstituts*, 3e année, n° 1/2, p. 1.

Le même Dr. Hermann Veit, membre du Bundestag et à l'époque vice-président du Conseil et ministre des Affaires économiques de Bade-Wurtemberg, fit, à la session économique du S.P.D. de février 1953, un rapport sur les thèses du Congrès de Dortmund (1952). D'après lui, les objectifs de la politique économique social-démocrate étaient les suivants : « Les buts de l'économie sont extérieurs à l'économie. Nous autres social-démocrates mettons au premier plan trois objectifs essentiels auxquels nous ne pouvons renoncer :

« 1° La plus grande sécurité économique possible pour l'homme ;
« 2° La liberté de l'homme ;
« 3° La plus juste répartition possible du produit social » [10]

Si les buts de l'économie sont extérieurs à l'économie, il s'ensuit que les bases de la « juste répartition du produit social » ne se fondent pas sur la nature économique d'un mode de production donné et ne sont pas déterminées par les rapports de production propre à ce mode de production. Quant à ce qu'il faut entendre par « la plus juste répartition possible du produit social », Veit ne fait pas la moindre allusion à la division en classes de la société capitaliste ni aux intérêts contradictoires des ouvriers et des capitalistes. Après avoir souligné qu'il ne faut en aucun cas entendre par là une « répartition égale », Veit dit : « Il ne peut donc s'agir que de réduire les disparités de revenu et de fortune, du moins aussi longtemps qu'une couche bien trop large de la population est contrainte de végéter, ses conditions d'existence se situant au niveau du minimum vital, ou même ne l'atteignant pas » [11].

Selon les social-démocrates de droite, la « juste répartition du produit social » en régime capitaliste aboutit donc à un nivellement de la fortune et des revenus différenciés. De là à conclure que cette « juste » répartition prend en considération les intérêts des différentes couches de la société et qu'on atteint ainsi à une « satisfaction relative » générale, il n'y a qu'un pas [12].

Selon le Dr. Gerhard Weisser, l'un des théoriciens actuels les plus en vue du S.P.D., la politique de répartition d'une économie de marché dirigée dans l'esprit du socialisme « libéral » devrait avoir

---

10. *Die Wirtschaftspolitik der Sozialdemokratie*, p. 14.
11. *Ibidem*, p. 16.
12. Le *Handbuch sozialdemokratischer Politik* apporte des explications sur le « Programme d'Action du Parti Social-démocrate Allemand » qui fut adopté au congrès de Dortmund le 28 septembre 1952 et fut, plus tard, légèrement modifié, confirmé comme programme d'action lors du congrès de Berlin en 1954.

deux objectifs : « Corriger la répartition injuste léguée par l'histoire et influer régulièrement sur les conditions de production et de vente de telle façon que la répartition du produit social corresponde aux principes de la politique de répartition » [13].

Avant d'établir ces principes, Weisser essaie de déterminer ce qui doit être réparti. Il ne s'agirait pas seulement de répartir des revenus en espèces, mais aussi des « conditions de vie », qui seraient définies par des valeurs et des antivaleurs.

Parmi les valeurs, Weisser énumère : « La joie du travail, la réalisation de valeurs communautaires par le travail, ainsi que de valeurs esthétiques, mais surtout la conscience de soi qui résulte d'une part du sentiment d'être un membre actif de la société et d'autre part de la responsabilité personnelle dans le travail (ou, le cas échéant, de la coresponsabilité) ». Par antivaleurs, « dont il faut s'accommoder lorsqu'on participe à la production sociale économique », Weisser entend « des travaux particulièrement pénibles, les séparations familiales, de longs trajets, un travail dangereux, sale ou comportant des désagréments quelconques, la monotonie du travail, sans compter la subordination à la volonté d'autrui ainsi que le manque de possibilités d'avancement » [14].

Le principal défaut de cette définition est de mêler des notions économiques, philosophiques et sociologiques, qu'il faut étudier, certes, compte tenu de la nature de chaque forme de société donnée, mais non uniquement du point de vue de la répartition. Car enfin il ne s'agit ici d'autre chose que de déterminer la répartition « économique » du produit social ou plutôt du revenu national. La manière dont le Dr. Weisser a conduit sa recherche montre qu'il a envisagé le problème du point de vue de l'éthique, ce qui ne pouvait pas manquer d'aboutir à des conclusions absolument fausses aussi bien dans le domaine philosophique que dans le domaine économique, et cela non seulement sur les questions de principe, mais encore sur beaucoup de questions particulières. C'est ainsi par exemple que Weisser, dans l'institution d'une « juste » répartition, attribue la place prépondérante à la réalisation des principes de la politique de répartition dans l'esprit du « socialisme libéral » sans pouvoir toutefois éviter de noter que cette répartition est aussi tributaire de circonstances historiques données. Cependant, il ne ressort pas de la conception du Dr. Weisser qu'il faut comprendre ces « circonstances historiques » dans le sens marxiste. Il se montre avant tout soucieux d'envisager

13. *Ibidem*, p. 43.
14. *Ibidem*, p. 37.

les « situations économiques qui s'offrent au choix de chacun », et selon lesquels varient, selon lui, les conditions d'existence des différentes couches sociales.

Etudiant huit questions fondamentales où les principes de la politique de répartition sont définies, Weisser masque les problèmes de la répartition du revenu et des richesses sous « l'effort vers le bien-être », tant vanté du socialisme « libéral » qui certes désire bien le progrès social mais sait que le maximum techniquement réalisable de services et de biens ne peut être atteint qu'au prix de graves désavantages culturels et de très grands dangers moraux. Ainsi, il n'est pas resté grand'chose de la production, de la répartition et de la redistribution du revenu national dans ces explications. Ce qui intéresse Weisser, c'est « un niveau optimum de fourniture de biens et services, à un certain niveau de culture », et il ne rappelle même pas les antagonismes entre la production sociale et la répartition. Il formule ainsi le sens de la politique de répartition · « Le combat pour les valeurs de la personnalité, qui sont en fin de compte aussi l'enjeu de la « répartition du revenu », est devenu plus difficile de nos jours. Ici et ici seulement se trouve le point d'application des efforts pour réaliser un meilleur « climat dans l'entreprise » [15] ».

Weisser étudie ensuite ces « efforts en vue d'un meilleur « climat dans l'entreprise ». C'est ainsi que, selon lui, on aurait « raison de parler d'une tension entre les patrons en tant que propriétaires de capital et les ouvriers sans capital. Mais cela n'aurait aucun sens de parler d'une opposition entre capital et travail. Le travail et le capital sont des facteurs de production et non pas des groupes de personnes ».

Il arrive enfin à la conclusion que « les syndicats au moins devraient renoncer au bavardage dépourvu de sens sur l'opposition entre « capital » et « travail » » [16].

Le programme d'action du S.P.D. appelle de ses vœux une élévation du niveau de vie pour le peuple tout entier. Tout marxiste ou démocrate progressiste ne peut qu'applaudir à ce désir. Mais on ne peut être d'accord sur les moyens envisagés dans le programme d'action du S.P.D. pour atteindre cet objectif.

Sous la domination fasciste il fut déjà beaucoup question d'une

15. G. Weisser : « Lohnbildung in der Marktwirschaft. Theoretische Bemerkungen zur Lohnpolitik », dans *Gewerkschaftliche Monatshefte*, 1956, 9, p. 527.
16. *Ibidem*, p. 526.

« communauté du peuple » excluant l'antagonisme entre capital et travail. Le mot d'ordre de la nécessité de créer un meilleur « climat dans l'entreprise » comme base à de « bons » rapports d'associés entre capitalistes et ouvriers n'est pas nouveau non plus; c'est un slogan qu'on emploie volontiers en période de prospérité. Le Dr. Weisser utilise également la théorie des facteurs de production — développée par l'économie politique bourgeoise « vulgaire » du siècle dernier et par les représentants les plus divers de l'école marginaliste — pour justifier l'ordre régnant actuellement en Allemagne occidentale. La position de Weisser est aussi très dangereuse dans la mesure où elle tente d'estomper les rapports de classe dans la société capitaliste moderne, en niant l'antagonisme entre capital et travail.

« Cela [c'est-à-dire l'élévation du niveau de vie pour l'ensemble du peuple — *R.S.*] exige que le produit social ne soit pas seulement augmenté, mais également réparti de façon plus juste... C'est pourquoi le parti social-démocrate allemand appliquera une politique de répartition se fixant pour but la correction des conditions de départ dans la compétition économique, selon le principe « Chances égales pour tous au départ »... Une juste répartition des revenus est impossible sans favoriser considérablement la constitution de propriété chez ceux qui ne possédaient pas de biens jusque-là... Favoriser une politique des salaires qui établisse un rapport adéquat entre les salaires et les revenus provenant de bénéfices ainsi que d'intérêts de capitaux ou de rentes foncières » [17].

L'impossibilité de soutenir théoriquement la « juste » répartition du produit social en régime capitaliste provient de la déformation de la nature des rapports de production capitalistes et du fait que les problèmes de la répartition sont présentés sans lien avec ceux de la production. Deux caractéristiques distinguent le mode de production capitaliste des formations sociales économiques précédentes :

1° La production de marchandises. Ce n'est que dans les conditions de la forme du travail comme travail salarié et de la forme correspondante des moyens de production comme capital, que la production de marchandises devient la forme générale de la production sociale. Les relations du capital avec le travail salarié déterminent le caractère d'ensemble des rapports de production donnés. Ses éléments essentiels — capitaliste et travailleur salarié — sont des produits des rapports de production capitalistes.

17. *Neuer Vorwärts* du 6 août 1954, p. 11.

2° Le but direct et le motif déterminant de la production capitaliste est la production de plus-value.

Salaire et profit sont donc, en régime capitaliste, les principales formes de répartition du revenu national. Il ne peut être question, dans ces conditions, de « partage équitable ».

Voyons maintenant ce que disent les représentants de la social-démocratie allemande et des syndicats au sujet du salaire et de ses rapports avec l'augmentation de la productivité du travail.

Selon eux, le salaire aussi bien que l'économie nationale elle-même sont dynamiques. Expliquant l'augmentation du produit social par la productivité, ils en concluent qu'il faut être attentif à ce facteur, composante économique réelle de la politique des salaires. « Du point de vue des coûts de production, dit Erich Arndt, le salaire est lié au produit de la production et doit — au moins à longue échéance — être en harmonie avec celui-ci » [18].

Le *Handbuch sozialdemokratischer Politik* affirme à son tour : « L'augmentation de la productivité du travail rend possible l'augmentation des salaires et revenus ou la baisse des prix, et ainsi l'élévation du niveau de vie; une des tâches essentielles de la politique économique et sociale consiste à répartir de façon équitable l'augmentation du résultat obtenu par un accroissement de la productivité » [19].

Afin d'atteindre « un niveau de vie plus élevé et la libération économique de la personnalité », le programme d'action du S.P.D demande une « politique économique active, visant à l'augmentation de la productivité et au plein emploi ».

Lors de l'assemblée plénière économique du S.P.D. de février 1953 le président du parti, Erich Ollenhauer, demanda l'augmentation de la productivité par la modernisation et la rationalisation de l'appareil de production. Ces prises de position officielles de la direction du S.P.D. ont une grande importance pour la mise en œuvre de la rationalisation capitaliste, car son influence est grande parmi la classe ouvrière. C'est ce que comprennent très bien certains représentants de la bourgeoisie. Au début de l'année 1954, K.P. Harten, directeur de la Centrale Européenne de Productivité, déclara par exemple que, sans la coopération active et compréhensive des organisations professionnelles et des syndicats à l'établissement de

18. Erich Arndt : *Die Lohnpolitik in einzel-und gesamtwirtschaftlicher Sicht*, p. 21.
19. *Handbuch sozialdemokratischer Politik*, p. 162.

systèmes de salaire tendant à augmenter la productivité, aucun travail utile ne pouvait être fait. Par des conférences et des cours de formation, les patrons espèrent donner aux militants des syndicats les connaissances et les conceptions qui leur permettront de « contribuer pleinement à l'augmentation de la productivité ». Mais qui fournira les moyens financiers d'une telle rationalisation et d'une telle augmentation de la productivité ? Dans les commentaires du programme d'action du S.P.D., il est dit à ce sujet : « Mais si les entreprises ne disposent pas elles-mêmes du capital nécessaire à la rationalisation et à l'accroissement de la productivité, l'Etat peut contribuer pour sa part à l'accroissement général de la productivité, par une orientation appropriée des capitaux » [20].

Ainsi donc, la social-démocratie, en approuvant l'utilisation, en vue du financement de la rationalisation capitaliste, des impôts payés par les travailleurs d'Allemagne occidentale, accepte également le renforcement de l'exploitation.

Quant aux moyens d'accroître la production et la productivité, les chefs de droite de la social-démocratie et des syndicats soutiennent toutes les méthodes élaborées par les instituts les plus divers d'Allemagne occidentale pour la détermination de la productivité du travail et du salaire y correspondant ! Erich Arndt écrit à ce sujet : « Les méthodes utilisées par la science moderne du travail pour les études de poste et de rendement montrent la voie à suivre » [21]. Du point de vue de l'ensemble de l'économie nationale, il serait possible, poursuit Arndt, d'atteindre une politique saine des salaires par l'activité commune et responsable des employeurs, des travailleurs et de l'Etat. Cela nécessiterait essentiellement deux conditions : d'une part la connaissance des rapports et processus, du point de vue de l'entreprise particulière comme de celui de l'ensemble de l'économie nationale, et d'autre part l'appréciation absolument impartiale et entièrement objective des buts et des moyens par les spécialistes de la politique des salaires.

Selon l'opinion de quelques social-démocrates, les capitalistes devraient intéresser les travailleurs à la production. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner de voir les syndicats patronaux d'Allemagne occidentale se servir de ces vues pour la rationalisation capitaliste. Au printemps 1953, la Confédération des capitalistes et monopolistes d'Allemagne occidentale proposa aux patrons de reconnaître et de

20. *Ibidem*, p. 163.
21. Erich Arndt : *Die Lohnpolitik in einzel-und gesamtwirtschaftlicher Sicht*, p. 22.

favoriser l'augmentation de la productivité comme acte personnel au bénéfice des salariés eux-mêmes.

En régime capitaliste l'élévation de la productivité du travail est un processus spontané et en même temps porteur de contradictions, dont le mobile est la lutte pour l'obtention des plus hauts profits. Avec l'augmentation de la productivité du travail, le rapport entre le temps de travail supplémentaire et le temps de travail nécessaire se modifie en faveur du premier. C'est pourquoi, dans les conditions de la production capitaliste, elle profite en premier lieu et presque exclusivement aux capitalistes. Les chefs et théoriciens de droite niant, nous l'avons déjà vu, que le salaire représente la valeur ou le prix de la force de travail et que la force de travail soit une marchandise, en régime capitaliste, ils ne sont évidemment pas en mesure non plus d'expliquer l'interdépendance et l'interaction des différents facteurs qui déterminent le montant de la valeur ou du prix de la force de travail.

C'est ainsi que le concept « productivité » utilisé par les représentants de droite de la social-démocratie et des syndicats ne coïncide pas avec l'explication marxiste de ce concept; différents théoriciens, en effet, y incluent l'intensité du travail, évitant par là une analyse exacte des caractéristiques et résultats, à la fois communs et différents, de la productivité et de l'intensité du travail.

Il n'est donc pas possible de comparer la théorie marxiste avec les points de vue de l'actuelle social-démocratie allemande. Il nous semble cependant nécessaire de montrer en quoi ces explications théoriques sont erronées et comment il convient d'apprécier en gros la rationalisation capitaliste qui se dessine depuis 1949 en Allemagne occidentale. Sans doute serait-il intéressant de procéder à l'examen des facteurs déterminant l'évolution du temps, de l'intensité et de la productivité du travail [22]. Nous nous bornerons ici à l'analyse des chiffres intéressants et révélateurs concernant « Salaires et rendement en Allemagne occidentale » que la Wiso a publiés cette année.

Bien que les chiffres ci-dessous concernant l'augmentation du chiffre d'affaires par salarié de 1950 à 1955 ne reflètent pas entièrement l'élévation de la productivité du travail, ils nous fournissent tout de même une comparaison approximative :

22. On trouve des indications détaillées sur ces questions dans le livre du professeur Jürgen Kuczynski : *Die Geschichte der Lage der Arbeiter in Deutschland, Westdeutschland seit 1945* et dans les rapports du Deutsches Wirtschaftsinstitut.

Chiffre d'affaires par salarié en Allemagne occidentale [23]

Branches d'industrie	Chiffre d'affaires par salarié en D.M. et par mois 1950	1955	1955 par rapport à 1950 (%)	Salaires et traitements (en milliers de D.M. par mois) 1950	1955	1955 par rapport à 1950 (%)
Fer et Acier....	2046	3989	194,9	162	119	73,46
Chimie	2003	2794	139,5	157	141	89,8
Electrotechnique.	1088	1784	163,9	252	212	84,1

Ce tableau montre que si le chiffre d'affaires par employé a considérablement augmenté de 195.. à 1955, la part des salaires et traitements, elle, a diminué pendant la même période. La même tendance apparaît dans les statistiques suivantes :

Part des salaires dans le chiffre d'affaires en Allemagne occidentale [24]

Branches	Chiffre d'affaires en milliards de D.M. 1950	1955	1955 par rapport à 1950 en %	Part des salaires en % 1950	1955
Ind. de matières de base..	22,5	51,3	228	16,9	14,2
Ind. de biens d'investissem'	18,3	49,5	270,5	25,7	21,5
Ind. de biens de consomm.	20,1	32,7	162,7	17,5	19,2
Industrie alimentaire	14,8	24,5	165,5	6,3	6,7
Mines de charbon	3,99	7,0	175,4	50,0	44,7

Ainsi c'est justement dans les branches industrielles dont le chiffre d'affaires effectif a le plus augmenté que la part des salaires a le plus diminué, tandis que celle-ci augmentait légèrement dans les autres branches industrielles. Il faut ajouter cependant que, dans l'industrie des biens de consommation par exemple, à une augmentation de 10 % environ de la part des salaires correspond une augmentation de 63 % du chiffre d'affaires réel. Il en est à peu près de même dans l'industrie alimentaire.

On répand en Allemagne occidentale le slogan du paiement au rendement, et pour cela, la forme déguisée sous laquelle le prix de

23. Tableau extrait de : *Die Andere Zeitung*, n° 11 du 1er novembre 1956, p. 7.
24. *Ibidem.*

la marchandise force de travail se présente comme prix du travail rend de très grands services aux théoriciens et aux spécialistes de la politique des salaires. Cette mystification se fonde sur une apparence de réalité, car la forme du salaire pratiquée efface toute trace de division de la journée de travail en temps de travail nécessaire et temps de travail supplémentaire, en partie payée et partie non payée. Ainsi se trouvent voilés les rapports d'exploitation et il semble que tout le travail de l'ouvrier soit payé. La possibilité d'un paiement correspondant au rendement serait la conséquence logique de cette situation du travailleur. Mais en réalité un véritable paiement au rendement suppose la suppression des causes d'une telle apparence superficielle et déformée, autrement dit : la création de rapports de propriété des moyens de production tels qu'ils excluent l'existence de la force de travail en tant que marchandise. La condition indispensable du paiement correspondant au rendement est l'existence de la propriété sociale des moyens de production, car c'est seulement sur cette base-là que la force de travail perd le caractère de marchandise et qu'il n'y a pas, dans la production, aliénation de sa force de travail par le travailleur. C'est pourquoi un juste paiement au rendement ne devient possible et nécessaire que dans les conditions de production socialistes, ce que démontre l'expérience des pays socialistes.

« Participation aux bénéfices ou au rendement » et « Codirection »

La « participation aux bénéfices ou au rendement » et « la codirection » sont des formes concrètes de la théorie du « partnership social » selon laquelle il n'existerait plus d'exploiteurs ni d'exploités mais seulement des associés qui auraient un intérêt général à l'augmentation de la production. L'examen du caractère véritable de ces théories et de leurs racines dans le mouvement ouvrier nous oblige à nous arrêter brièvement à la théorie de la « démocratisation du capital ».

Un des fondateurs de cette théorie fut Edouard Bernstein, qui, à la fin du siècle dernier, entreprit, au nom de la « liberté de critique », une révision libéralo-bourgeoise des bases du marxisme. Bernstein lança ainsi la première pierre de l'attaque permanente des opportunistes contre les positions du marxisme révolutionnaire. Niant la doctrine marxiste de la concentration et de la centralisation

de la production et du capital, Bernstein affirmait que la concentration de la production, en régime capitaliste, n'entraînait pas la concentration du capital et donc de la propriété, mais permettait au contraire de transférer la propriété des moyens de production à un nombre sans cesse croissant de propriétaires. Dans les sociétés par actions, la répartition des actions ne se ferait pas seulement entre les gros capitalistes, mais également entre les travailleurs et les petits producteurs. Bernstein essayait ainsi de justifier la théorie de la « démocratisation du capital » et de montrer que la propriété capitaliste des moyens de production pourrait se transformer peu à peu en propriété d'un grand nombre et par là en propriété « du peuple ».

Dans les journaux et revues d'organisations patronales et aussi dans ceux des syndicats d'Allemagne occidentale, fleurissent nombre de slogans sur la « codirection » et la « participation aux bénéfices », tels que la « formation du capital par en bas », « l'accession des travailleurs à la propriété », « association à l'intérieur de l'entreprise et non lutte de classe », etc. Les titres de nombreux articles publiés sont caractéristiques : « Sécurité par la propriété », « L'atmosphère de l'entreprise est désintoxiquée », « La propriété du capital signifie la cogestion », « Les différences de classe sont atténuées et supprimées ».

Dans les *Gewerkschaftliche Monatshefte,* par exemple, le professeur Dr. von Nell-Breuning,- représentant connu de la théorie sociale réactionnaire catholique, peut propager l'idée, exprimée par divers théoriciens bourgeois, selon laquelle les fonds provenant de nombreuses petites épargnes individuelles pourraient être employés d'une manière plus profitable pour l'économie nationale que ceux provenant de sources peu nombreuses mais très puissantes. Les capitaux ainsi constitués pourraient être dirigés là où il seraient le plus utiles. Cette conséquence deviendrait d'autant plus évidente que l'intérêt de l'argent ne serait plus en mesure et ne suffirait plus à diriger les capitaux là où ils seraient économiquement nécessaires. C'est précisément cela qui constituerait « ...une raison nouvelle et très importante de parvenir à ce que de larges couches de la classe ouvrière fassent des économies, c'est-à-dire à ce qu'elles soient mises en mesure, du point de vue des salaires, et qu'elles soient amenées par la persuasion à mettre de côté une partie de leurs revenus et à employer ces économies à la formation de capital, sous quelque forme que ce soit » [25].

25. *Gewerkschaftliche Monatshefte,* 1953, 12, pp. 763-764.

Par cette propagande, les syndicats d'Allemagne occidentale aident objectivement les monopoles à obtenir de nouveaux capitaux pour la rationalisation capitaliste. Cela ne fait que renforcer la puissance économique et politique de la bourgeoisie et aggraver l'exploitation des travailleurs ouest-allemands.

Exposant ce qu'il entend par « répartition des richesses selon la théorie du socialisme libéral », Weisser souligne entre autres que seule la propriété de moyens de production conduit à l'indépendance économique. « C'est pourquoi nous demandons que toutes les formes de richesses soient répandues le plus largement possible afin d'éviter que la richesse engendre une puissance privée inadmissible ou assure à des incapables un niveau de vie relativement trop élevé ou même des pouvoirs de direction »[26]. Le Dr. Weisser examine ensuite les soi-disant « procédés de correction de la répartition des richesses », qui seraient au nombre de deux : 1) « Ou bien un repartage de la fortune existante grâce à une intervention politique ou bien... » 2) « des avantages importants accordés à ceux qui sont défavorisés au départ pour la constitution de richesses... » mais, souligne Weisser : « Pratiquement il ne peut être envisagé qu'une combinaison des deux procédés » [27].

Il est accordé moins d'attention au premier procédé, c'est-à-dire à la redistribution des richesses nationales existantes. Nous n'y insisterons pas non plus car il faudrait alors traiter de la socialisation des moyens de production, — ce qui dépasserait le cadre de notre sujet. Plus importants pour notre étude sont les développements de Weisser sur la « répartition des chances dans la nouvelle constitution de richesses » et les moyens « de faciliter la constitution nouvelle de richessses à ceux qui sont défavorisés au départ ». Quelles possibilités existent à cet égard? Weisser répond à cette question en précisant les méthodes à employer et les « nouvelles » formes d'entreprises. Voici les principales :

Premièrement, il faudrait faire davantage d'économies sur les petits revenus. Les travailleurs d'Allemagne occidentale le remercieront de cette suggestion; car si Weisser pense que la formation de capital individuel est en premier lieu un problème d'emploi du revenu et non pas une question de niveau de revenu, il oublie totalement qu'un travailleur ne peut faire d'économies que si le montant de celui-ci le lui permet.

26. *Handbuch sozialdemokratischer Politik*, p. 213.
27. *Ibidem*, p. 213.

En second lieu, la constitution de richesses chez les économiquement faibles devrait être stimulée par de larges avantages. Il est vraiment naïf de penser qu'en régime capitaliste des avantages puissent être accordés pour permettre aux « économiquement faibles », au premier rang desquels viennent les ouvriers, de constituer des richesses.

En troisième lieu, poursuit Weisser, « l'encouragement systématique de toutes les formes d'épargne dans un but déterminé, comme par exemple l'assurance-vie, l'épargne-construction a fait ses preuves ». On peut se demander dans quelle mesure l'acquisition d'un logement au moyen de l'épargne-construction par exemple peut être considérée comme propriété productive, car Weisser lui-même dit que la caractéristique la plus importante de la propriété productive est d'être une source de revenus !

En quatrième lieu, Weisser parle de la constitution de certaines formes de propriété collective par « l'encouragement à des sociétés d'utilité publique de gestion de capitaux » et « d'entreprises collectives à capitaux sociaux ». Ici Weisser pense sans doute aux entreprises coopératives subventionnées par l'Etat déjà vantées par Lassalle; donc à un capitalisme collectif ; car les rapports de production resteraient capitalistes.

Au cours des deux dernières années, on a pu observer en Allemagne une très forte propagande en faveur de l'accession des travailleurs à la propriété de moyens de production. Le programme d'action du S.P.D. indique : « La social-démocratie favorisera la propriété privée petite et moyenne : cette politique d'accession à la propriété rend possible l'existence économique d'une large couche de travailleurs indépendants. En même temps, la social-démocratie entreprendra une politique active d'accession à la propriété en faveur des économiquement dépendants » [28].

En avril 1954, Siegfried Aufhäuser, le chef de droite bien connu des syndicats de Berlin-Ouest, écrivait sous le titre « Monopole des moyens de production ou copropriété » : « Il s'agit... de faire peu à peu participer les ouvriers à la propriété des moyens de production... La copropriété des entreprises, qui équivaudrait à ce qu'une part modeste des profits de l'entreprise revienne aux ouvriers, pourrait avoir en quelque sorte une action régularisatrice sur la répartition et la formation actuelles, malsaine, de la richesse » [29]. Sur le même problème, Willi Eichler, membre du Comité directeur

28. *Neuer Vorwärts*, 6 août 1954, p. 11.
29. *Gewerkschaftliche Monatshefte*, 1954, 4, pp. 208 et 209.

du S.P.D., déclarait, en septembre 1955 : « La discussion de plus en plus active depuis quelque temps concernant des essais d'accession de la classe ouvrière à la propriété nationale, y compris pour ce qui est du capital, exige la poursuite des efforts socialistes » [30].

Cette tendance est, pour une part, le résultat de l'influence de l'impérialisme américain en Allemagne occidentale; ces méthodes, très en vogue aux Etats-Unis, sont importées en même temps que les capitaux. C'est ainsi par exemple que l'Eddy-Rucker-Nickels Company a créé une filiale à Wiesbaden, la « Deutsche Ruckerplan-Gesellschaft », qui s'occupe exclusivement d'élaborer des méthodes destinées à la formation de capitaux parmi les couches ouvrières.

D'autre part, l'Union des patrons catholiques d'Allemagne occidentale a mis sur pied, cette année, un soi-disant programme social. Le mot d'ordre de ces milieux : « Créer un peuple de propriétaires » nous rappelle immédiatement ceux des théoriciens de droite du S.P.D. [31]. Franz Greiss, de Cologne, exposant le point de vue de l'Union des patrons catholiques, affirme que la réalisation de son mot d'ordre apparaît comme « l'arme la plus importante contre le nivellement oriental » et qu'à côté de l'épargne-investissement, le logement « en propriété » constitue la pierre angulaire de la formation de la propriété [32]. A ce propos, il est intéressant de noter la mise en garde contre un danger inflationniste qui résulterait d'une « politique expansive des salaires », c'est-à-dire que la politique des salaires serait la plus menaçante pour la monnaie; pour cette raison les salaires ne pourraient « être au maximum augmentés qu'en fonction de l'augmentation réelle de la productivité ».

« Participation aux bénéfices ou au rendement » et « codirection » sont inséparables. Dans une brochure parue en 1953, le Dr. Walter Huppert a résumé les différentes positions des milieux bourgeois et en partie également celles des milieux syndicaux. « L'apaisement social comme but d'une participation aux résultats, écrit-il, est visée par les milieux les plus divers. Le patron en espère un meilleur « climat dans l'entreprise », une situation psychologique détendue entre la direction et le personnel » [33]. Huppert éclaire ainsi les prin-

---

30. *Vorwärts*, n° 35, du 2 septembre 1955.

31. Même l'antisocialiste le plus virulent, Wilhelm Röpke (un des représentants les plus en vue du néo-libéralisme), soutient dans son livre, *Civitas humana*, l'opinion que sous le mot d'ordre « dépolitisation de la société » un « peuple de propriétaires » pourrait être créé.

32. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 1er octobre 1956.

33. Dr. Walter Huppert, *Erfolgsbeteiligung der Arbeitnehmer*, Duncker & Humblot, Berlin-München, 1953.

cipaux mobiles des patrons d'Allemagne occidentale qui considèrent une participation aux bénéfices ou au rendement comme une « tactique utile dans la lutte politico-sociale ».

En 1951, une discussion pseudo-scientifique fut conduite dans les *Gewerkschaftliche Monatshefte* sur les possibilités et les limites de l'application du système de la participation aux bénéfices dans les entreprises et sur le rapport entre participation aux bénéfices et salaire. Cette discussion ouvrait la porte à l'idéologie bourgeoise réactionnaire. Son point de départ fut le congrès syndical de 1951 à Geldern. Il y fut affirmé qu'à l'avenir on ne pourrait plus parler de capitalistes et de salariés mais qu'il faudrait au contraire souligner leur unité, car la solidarité entre capitalistes et ouvriers était devenue plus importante que la solidarité entre ouvriers.

On avança l'idée que le patron moderne ne défend pas seulement les intérêts du capital mais aussi ceux de l'ouvrier. Le théoricien syndicaliste Dr. Wolff dit : « Le travailleur doit être considéré comme un homme pensant et être intéressé au résultat de son travail. Dans la mesure où la participation aux bénéfices doit servir cette fin économique, l'augmentation de la productivité obtenue est dans l'intérêt des deux parties (du patron comme du personnel). Elle peut aider les ouvriers à améliorer leur condition matérielle et à surmonter par ailleurs l'important problème psychologique de leur isolement humain » [34].

Où est cet « isolement humain » des ouvriers dont parle le Dr Wolff ? Il est évident qu'il ne veut pas reconnaître que les puissantes organisations ouvrières des pays capitalistes sont justement une preuve de la conscience des ouvriers : isolement signifie pour eux faiblesse et incapacité de lutte, tandis qu'union signifie force et possibilité de vaincre la domination de la bourgeoisie monopoliste.

Pour Egon Tuchfeldt « la participation aux bénéfices représente un complément au salaire de base, complément qui est payé sur le bénéfice net et auquel l'ouvrier a un droit juridique lorsque ce bénéfice existe » [35]. « La participation des ouvriers aux bénéfices en tant que forme d'amélioration du salaire agite les consciences depuis des dizaines d'années... Il est à craindre que tous les avantages de ce genre, qui ne vont qu'à un petit nombre de travailleurs privilégiés soient à la charge de la totalité des contribuables et des consommateurs » [36].

---

34. *Gewerkschaftliche Monatshefte*, Jahrgang 2, Heft 12.
35. *Ibidem*, 1950, 6.
36. *Handbuch sozialdemokratischer Politik*, pp. 79-80.

Ici apparaît déjà quelque peu la prise de conscience amère du fait que de telles méthodes de participation aux bénéfices ne conduisent pas à une amélioration de la situation de la classe ouvrière.

Quelque cent entreprises d'Allemagne occidentale — il s'agit principalement d'entreprises moyennes — pratiquent la méthode de la participation aux bénéfices sous les formes les plus diverses. Les deux plus répandues de ces formes consistent, l'une à verser en espèces une partie seulement de la somme provenant de la « participation aux bénéfices » aux travailleurs, le reste étant porté à leur crédit; l'autre à ne rien verser du tout en espèces et à porter la totalité de la « participation aux bénéfices » au crédit d'un compte particulier.

Depuis quelques années, la propagande des idées de « participation au rendement » se développe de plus en plus. Certains patrons et divers théoriciens pensent avoir trouvé là une méthode correspondant à leurs besoins. Mais il ne s'agit pas de quelque chose d'essentiellement nouveau par rapport aux méthodes employées antérieurement. Un grand nombre d'institutions, comme l' « Industrieklub », la « Deutsche Gesellschaft für Betriebswirtschaft », le « Verband deutscher Diplom-Kaufleute e.V. » et l' « Institut für sozialwirtschaftliche Betriebsberatung » de Dusseldorf, s'efforcent de mettre au point et de répandre la prétendue « participation au rendement ». Mais le but de cette « nouvelle » méthode est resté le même.

Certains de ses partisans savent évidemment que l'instauration d'une telle méthode exige quelques concessions sur la soi-disant « cogestion » des ouvriers. Le sentiment, du côté des ouvriers, d'être désavantagé, entraverait considérablement la production. C'est ce contre quoi il faudrait lutter. « Collaboration dans l'entreprise »; « copensée, coorganisation, coresponsabilité économiques » ; « participation matérielle aux résultats de l'entreprise » ; « le patron à la pointe du progrès social », — voilà entre autres les grands mots d'ordre que des organismes comme l' « Industrieklub » d'Allemagne occidentale essaient de populariser dans les milieux patronaux. Ils y ajoutent évidemment aussitôt et sans équivoque que la décision dernière appartient indivisiblement et inconditionnellement à la direction de l'entreprise.

Les slogans sur la « cogestion », la « participation aux bénéfices ou au rendement », s'avèrent être une propagande mensongère, destinée à tromper les travailleurs; car les petites actions, la « participation aux bénéfices ou au rendement » ou autres ne suppriment pas

la propriété privée des moyens de production et la domination du grand capital et des monopoles. Le système de la « cogestion », en développant l'épargne dans les milieux ouvriers, permet aux patrons capitalistes d'aggraver l'exploitation et d'élever leurs profits grâce aux nouveaux investissements. De plus, on tente d'utiliser ce système pour lier les travailleurs à l'entreprise. Le salaire « supplémentaire », dans la « participation aux bénéfices ou au rendement », n'est autre chose qu'une partie du salaire antérieurement non versé. Par l'application de ces méthodes, les capitalistes visent à augmenter la rentabilité de leurs usines.

De tout cela, il ressort deux objectifs principaux assignés à la « cogestion » et à la « participation aux bénéfices ou au rendement »: premièrement, l'affaiblissement de la conscience de classe, de l'union et de la combativité des travailleurs et deuxièmement l'obtention du profit maximum.

La contribution de chefs et de théoriciens de droite du S.P.D et et du D.G.B. à la propagation de telles idées constitue une action nuisible à la classe ouvrière et à tous les travailleurs. Mais il existe déjà au sein du D.G.B. et du S.P.D. des forces nombreuses qui se dressent ouvertement et fermement contre ces machinations. Le Dr. Victor Agartz s'est prononcé dès 1954, lors du III[e] Congrès du D.G.B. à Francfort-sur-le-Main, contre la « participation aux bénéfices ». L'actuel directeur de la « Sozialakademie » de Dortmund, le Prof. Dr. Hans Bayer, a déclaré en janvier de cette année, lors de la conférence régionale du D.G.B. en Bavière, qu'il ne peut y avoir « d'association » ni de « cogestion » entre capitalistes et ouvriers. En ce qui concerne la participation aux bénéfices, le Dr. Bayer a fait remarquer que les capitalistes prendraient d'abord quelque chose aux ouvriers qu'ils leur rendraient ensuite en ayant l'air de se montrer généreux; il serait cependant bien plus souhaitable que les patrons satisfassent les justes revendications des travailleurs. Nous sommes entièrement d'accord avec ces conceptions et nous désirons contribuer à démasquer les rapports d'exploitation entre capitalistes et ouvriers en Allemagne occidentale.

La « politique expansive des salaires »

Dans leur essence, les théories actuelles sur la « politique expansive des salaires » continuent les théories du salaire déjà répandues dans la social-démocratie allemande et dans les syndicats avant 1933.

Ainsi, l'économiste bourgeois Lujo Brentano et les théoriciens social-démocrates Nölting, Tarnow et autres affirmaient que l'augmentation du salaire en régime capitaliste élargirait le marché intérieur, facilitant ainsi aux patrons la vente de leurs marchandises. Ces théoriciens cependant ne considéraient que les phénomènes économiques superficiels du mode de production capitaliste, et non les rapports de production capitalistes. Ils ne voyaient pas que cette augmentation du salaire ne peut se faire qu'aux dépens de la plus-value et que par conséquent l'avantage d'un élargissement du marché sur cette base est très douteux pour les capitalistes. Le capitaliste n'y consent que sous la pression de la lutte ouvrière et il tendra tout naturellement à compenser cette perte de plus-value par l'augmentation de l'intensité du travail, par la rationalisation ou d'autres mesures.

Nous étudierons particulièrement les thèses du Professeur Dr. Theodor Brauer qui était avant 1933 Directeur de l'Ecole des Syndicats Chrétiens à Königswinter. En 1927, il fit une conférence sur la « politique expansive des salaires » pour le compte de la « Gesellschaft für Soziale Reform ». Le sens de ses conceptions ressort du mot d'ordre suivant : « Par l'augmentation des salaires, vers l'augmentation du pouvoir d'achat et la réanimation du marché intérieur, et par là vers la victoire sur la crise économique ! » [37].

Après avoir expliqué la différence entre le pouvoir d'achat matériel — il entend par là la production elle-même — et le pouvoir d'achat formel — il entend par là l'argent et le crédit derrière lesquels ne se trouvent pas de marchandises — il arrive à la conclusion que les augmentations de salaires font partie du pouvoir d'achat matériel, car, dit-il : « Dans tous les cas, les exigences d'augmentation de salaires sont basées sur une production accrue ou devant être accrue... On peut même considérer comme loi économique généralement reconnue le fait que le salaire doit augmenter au fur et à mesure de l'accroissement de la productivité du processus de travail » [38].

Une thèse intéressante est la distinction faite par le Prof. Brauer entre les augmentations de salaire régulatrices et les augmentations spéculatives. Les augmentations régulatrices devraient aboutir à un équilibre entre la productivité accrue et la part du salaire dans le produit. Les augmentations spéculatives seraient l'anticipation d'une augmentation de salaire possible dans l'avenir, ce qui exige-

37. *Gewerkschaftliche Monatshefte*, 1955, 2, p. 79.
38. *Ibidem*, p. 81.

rait cependant deux conditions : d'une part, il devrait exister une certaine garantie pour leur réalisation et d'autre part il faudrait éviter tout ce qui pourrait faire obstacle à cette réalisation. Il résulte de la conception d'ensemble du Prof. Brauer que les augmentations de salaire ne seraient possibles que dans les branches où existe une rationalisation croissante. C'est pourquoi, conclut le Prof. Brauer, il faudrait pratiquer une politique graduelle des salaires. « La Société pour la Réforme Sociale, conclut-il, devrait entreprendre le plus tôt possible les démarches nécessaires en vue de réunir un certain nombre de chefs du patronat et du mouvement ouvrier avec des représentants qualifiés de la science, afin d'examiner, en collaboration le cas échéant avec le ministère du Travail du Reich, les possibilités d'une augmentation spéculative des salaires dans les principales branches de l'économie, et d'entreprendre l'élaboration d'une politique des salaires adaptée aux circonstances actuelles » [39].

Cette dernière proposition du Prof. Brauer montre jusqu'où peut mener, en régime capitaliste, une « justification théorique » de la dépendance du salaire par rapport à la productivité du travail. Lors de l'instauration d'une telle politique des salaires il faudrait que la paix sociale règne et, dit-il, quant aux baisses de prix, les patrons allemands les espèrent. Les économistes bourgeois n'ont pu mieux justifier le soutien de la rationalisation capitaliste par les ouvriers.

C'est ce même but que vise Fritz Tarnow lorsque, dans son ouvrage *Pourquoi être pauvre ?* il soutient l'idée de « l'effet anti-crises de salaires élevés et croissant avec la productivité ». Il écrit : « ... L'on ne conteste guère que l'augmentation des salaires soit le meilleur moyen pour favoriser la rationalisation. Il en résulte évidemment aussi la conséquence pour les ouvriers qu'ils ne peuvent d'un côté pousser à l'augmentation des salaires et de l'autre s'opposer au progrès technique » [40].

Le caractère erroné de ces thèses découle d'une conception fondamentalement fausse du mode de production capitaliste lui-même; car de bons conseils adressés par les économistes bourgeois et socialistes de droite aux capitalistes monopolistes et à l'Etat bourgeois ne peuvent supprimer les causes objectives des crises en régime capitaliste, à savoir la contradiction antagoniste entre la production sociale et l'appropriation capitaliste privée. Cela ne semble-t-il pas évident lorsque l'on songe que, peu d'années après l'affirmation des

39. *Ibidem*, p. 89.
40. F. Tarnow : *Warum arm sein?*, p. 66.

thèses de Fritz Tarnow et du Prof. Dr. Brauer, l'ensemble du système capitaliste fut gravement ébranlé par la crise économique mondiale de 1929 à 1933?

Voyons maintenant comment la théorie de la « politique expansive des salaires » fut reprise en Allemagne occidentale après la seconde guerre mondiale. Le tenant le plus connu de cette théorie dans les milieux du S.P.D. et du D.G.B. est le Dr. Victor Agartz. La « nouvelle » théorie reprend à son compte, d'une part, la « conception de l'échange », et d'autre part la tentative de justifier théoriquement la nécessité du soutien de la rationalisation capitaliste par les travailleurs.

La « politique expansive des salaires », selon le Dr. Victor Agartz, « doit tenter de forcer par elle-même l'expansion économique, afin de provoquer une augmentation de la production par une augmentation consciente du pouvoir d'achat » [41].

Elle « est en même temps le moyen le plus efficace de pousser les entreprises à une rationalisation toujours plus grande, d'augmenter la production et de donner ainsi un fondement à l'expansion des salaires » [42]. Cette définition du rôle de la « politique expansive des salaires » montre bien la liaison qui existe avec les thèses antérieures.

Le Dr. Agartz expose ainsi les bases théoriques de la « politique expansive des salaires » et de quel point de vue les syndicats doivent considérer le salaire : « Ils s'intéressent [les syndicats — *R.S.*] tout d'abord à la connaissance de la relation d'échange qui détermine la quantité de marchandises dans sa répartition entre les consommateurs... Du point de vue de la théorie des prix, le salaire ne peut, pour les syndicats, être un problème de coût de production mais l'élément le plus essentiel de la politique des revenus et donc de la politique économique. Le salaire doit être considéré dans le cadre des buts que se fixe l'économie nationale et est toujours, dans une économie capitaliste, un salaire politique » [43].

Nous relevons dans cette citation du Dr. Agartz, deux erreurs fondamentales :

1° Le salaire, prétend-il, serait toujours, dans l'économie capitaliste, un salaire politique. Déjà, avant 1933, Rudolf Hilferding,

41. *Mitteilungen* — Wirtschaftswissenschaftliches Institut der Gewerkschaften, Cologne, 1953, 12, p. 246.
42. *Ibidem.*
43. *Ibidem.*

théoricien et leader de la social-démocratie allemande de droite, tenta, lors du congrès de Kiel du S.P.D., en 1927, de fonder le salaire, en régime capitaliste, comme salaire politique. Les thèses d'Hilferding, reflet théorique de l'opportunisme de la social-démocratie allemande, étaient de nature programmatique. Le capitalisme moderne traversait une période transitoire du capitalisme au socialisme, affirmait-il, et il allait entrer dans la période de transformation. Il en tirait la conclusion que la classe ouvrière pourrait, dans ces conditions, renforcer son influence au parlement de telle façon qu'il deviendrait possible d'atteindre un niveau plus élevé du salaire, dépassant la valeur de la force de travail. Sur cette base, Hilferding fonda la théorie du salaire politique, c'est-à-dire que le salaire ne serait pas déterminé par la valeur de la marchandise force de travail, mais par le rôle politique et l'action parlementaire.

Il est évident que, selon cette théorie, les bases du salaire et les lois qui le déterminent sous le capitalisme ne résultent pas des rapports de production capitalistes et de ses lois internes. Elle les nie au contraire et ne s'occupe que des processus superficiels de la société capitaliste. Et la lutte parlementaire est elle aussi considérée comme en dehors des lois propres au capitalisme. Il est vrai que le Dr. Victor Agartz, lui, n'explicite pas le concept de « salaire politique » qu'il emploie dans son texte.

2° Le Dr. Agartz affirme que les syndicats seraient essentiellement intéressés à la connaissance des quantités de marchandises destinées aux consommateurs et que, pour cette raison, la politique des salaires devrait être considérée comme une politique des revenus. Cette conception du salaire vue sous l'angle du revenu fut reprise par le Dr. Agartz dans son rapport au IIIe Congrès fédéral à Francfort-sur-le-Main, en 1954. Il y invoqua le facteur travail et la dépendance du salaire vis-à-vis de l'effet de ce facteur.

La confrontation de ces deux thèses en fait apparaître la contradiction ; car d'une part on pourrait déterminer subjectivement le montant du salaire politique et d'autre part le facteur objectif travail ne permettrait pas un tel subjectivisme, quelle que soit la forme sous laquelle il serait conçu et défendu. Cette contradiction dans l'ensemble de la conception fondamentale actuelle de « la politique expansive des salaires » conduit finalement à masquer l'essence des rapports de production capitalistes.

Contrairement à cette conception, l'analyse marxiste du salaire caractérise d'abord les rapports de production capitalistes existants. Puis elle étudie l'essence et l'effet de la loi de la valeur dans l

détermination de la marchandise force de travail. C'est seulement sur cette base qu'il est possible d'exposer correctement les lois régissant le salaire. C'est justement pourquoi Marx ne traite du salaire, dans le premier tome du *Capital,* qu'après son exposé sur la théorie de la valeur, la transformation de l'argent en capital et la plus-value.

Le Dr. Agartz considère la politique des salaires dans le système de l'économie de marché de l'Allemagne occidentale comme l'instrument le plus important aussi bien pour une politique de prospérité active que pour une politique de structure. Nous sommes d'accord avec le Dr. Agartz lorsqu'il dénonce la menace que représente le retard de la demande sur l'offre de marchandises pour le système capitaliste d'économie de marché. Mais ce « danger » a des causes objectives qui découlent immédiatement de la contradiction fondamentale du capitalisme. Pour le Dr. Agartz, la politique de prospérité active tendrait à maintenir l'équilibre économique. Elle devrait être complétée par une active politique de structure, afin de « mettre en action toute la main-d'œuvre disponible et son accroissement ». Ici les mêmes erreurs théoriques se font jour, car il est impossible dans un mode de production reposant sur l'anarchie et la concurrence de considérer la politique des salaires comme l'instrument le plus important de la politique de prospérité et de la politique de structure. Seules les conditions de production socialistes permettent, grâce à une planification économique tenant compte des lois économiques objectives, de pratiquer une politique des salaires qui assure, par exemple, des proportions correctes entre les fonds de salaires et les fonds de biens de consommation.

Notre étude de la « politique expansive des salaires » serait cependant incomplète si nous ne soulignions pas les aspects positifs de certaines analyses et conclusions du Dr. Agartz.

Le Dr. Agartz, directeur du Wirtschaftswissenschaftliches Institut du D.G.B., présenta, lors du premier congrès d'après guerre du S.P.D., en 1946, à Hanovre, le rapport sur la « Politique économique socialiste ». C'est surtout ces trois dernières années qu'il essaya de motiver théoriquement les revendications vitales des ouvriers d'Allemagne occidentale, en particulier celles d'augmentations de salaire. En 1954, devant le IIIe Congrès fédéral du D.G.B., le Dr. Agartz rappela les thèses sur la « politique expansive des salaires » exposées par lui en 1953. Bien que, nous l'avons vu, sa conception théorique fondamentale soit fausse, le Dr. Agartz comprend correctement, du point de vue de la classe ouvrière, certains éléments de la politique des salaires en régime capitaliste. Voici,

par exemple, les raisons qu'il donna des revendications des travailleurs d'Allemagne occidentale pour une augmentation des salaires : « ... Ainsi ces revendications ne résultent nullement d'une outrecuidance des cadres syndicaux, elles sont plutôt une nécessité économique... Les mouvements pour les salaires des temps derniers s'expliquent par la situation sociale des ouvriers » [44].

Si la plupart des chefs et théoriciens de droite de la social-démocratie et des syndicats d'Allemagne occidentale font dépendre l'augmentation du salaire en régime capitaliste de l'accroissement de la productivité du travail, le Dr. Agartz, pour sa part, affirme : « On nous fait la proposition séduisante d'adapter l'évolution des salaires à l'évolution de la productivité. Une telle proposition semble une plaisanterie dans la situation actuelle. Elle suppose que les rapports entre le niveau actuel des salaires et la productivité actuelle soient sains, hypothèses que nous nions catégoriquement » [45].

Dans son rapport au IIIe Congrès du D.G.B., le Dr. Agartz montra fort justement, en conclusion, la nécessité de lutter contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale et de soutenir, précisément en liaison avec cette lutte, les revendications économiques des ouvriers. Dans le cadre général de la lutte actuelle contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, la lutte pour l'augmentation du salaire et pour l'amélioration des conditions de travail est un coup sérieux porté aux impérialistes allemands et étrangers par les travailleurs, car chaque mark d'augmentation signifie une perte pour les militaristes et impérialistes. Une telle lutte renforce la conscience de classe des ouvriers, leur disponibilité pour des luttes politiques ultérieures ; elle unit les travailleurs communistes, social-démocrates, chrétiens et sans-parti.

Dans un article sur le programme d'action du D.G.B. [46], le Dr. Agartz souligne une fois encore qu'une direction syndicale n'a pas le droit de considérer le salaire comme un facteur numérique calculable par entreprise, mais qu'elle doit reconnaître et considérer « la politique des salaires comme étant l'un des instruments les plus importants de la lutte pour l'émancipation » de la classe ouvrière.

Aussi n'est-il pas étonnant que les opinions émises par le Dr. Agartz aient été très peu appréciées aussi bien par les milieux gouvernementaux adenaueriens que par les chefs et théoriciens de

44. *Die Quelle*, Numéro spécial 1954, p. 56.
45. *Ibidem*, p. 58.
46. « Das Aktionsprogramm des D.G.B. Ist es noch zu verwirklichen? » dans *Die Andere Zeitung* du 27 septembre 1956.

droite du S.P.D. et du D.G.B. Et ils n'ont reculé devant aucun moyen pour entraver son activité. En 1955, Agartz fut, à l'instigation des milieux gouvernementaux adenaueriens, relevé de son poste de directeur du Wirtschaftswissenschaftliches Institut du D.G B.; on espérait ainsi obtenir, à l'avenir, le soutien direct de l'Institut syndical aux objectifs du capital monopoliste. Le limogeage d'Agartz ne constitue qu'une partie de la campagne entreprise par les monopolistes et leurs apologistes dans le mouvement ouvrier en vue d'isoler et d'étatiser les syndicats.

Dans l'organe théorique du D.G.B., *Gewerkschaftliche Monatshefte,* Helmut Wickel critiqua les opinions émises par le Dr. Agartz au IIIe Congrès du D.G.B. Il dénonça ces opinions comme « pur radicalisme syndical dans le vrai sens du terme », et, précisant sa critique, insista sur l'idée suivante : « Chaque partenaire a ses propres intérêts à défendre, mais certains intérêts sont communs... Il y a une différence entre dire : tout le système ne vaut rien, ou bien chercher dans le cadre du système les moyens d'en éliminer les inconvénients » [47].

Ulrich Lohmar, rédacteur en chef du périodique *Die neue Gesellschaft,* fit ressortir qu'un homme comme Victor Agartz avait encore pu, au congrès du D.G.B. à Francfort en 1954, soutenir cette thèse sans nuances que le but de la politique syndicale serait en fin de compte le dépassement de l'ordre social capitaliste [48].

Il est bien compréhensible que les milieux bourgeois aient accueilli avidement cette position de théoriciens social-démocrates et syndicalistes de droite dans la lutte contre la classe ouvrière et ses représentants progressistes, et aient essayé de diffamer, dans leurs journaux et revues, Agartz et toutes les autres forces de gauche du S.P.D. et du D.G.B. A ce sujet, les articles de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* concernant le congrès du D.G.B. de Hambourg d'octobre 1956 sont significatifs. Le 1er octobre 1956, ce journal exprimait l'espoir que « avec le théoricien Agartz disparaîtront aussi ses mots d'ordre néfastes ». Le 2 octobre, il était dit dans un article du même journal : «Il faut naturellement craindre qu'après les premiers échanges de politesses [entre le gouvernement Adenauer et la direction du D.G.B. — *R.S.*], de dures paroles de critiques seront à nouveau prononcées à Hambourg, surtout en ce qui concerne la

47. « Die Wirklichkeit ist anders » dans *Gewerkschaftliche Monatshefte,* 1955, 7, p. 412.
48. Numéro de novembre 1956 des *Gewerkschaftliche Monatshefte.*

politique économique. Cela ne serait pas à prendre trop au tragique si le congrès de Hambourg confirmait sans équivoque qu'on s'est séparé intérieurement de meneurs forcenés à la Agartz ».

Le 26 mars 1957, les défenseurs de l'impérialisme ouest-allemand montrèrent, avec une insolente franchise, leur vrai visage, dans la campagne orchestrée depuis octobre 1955 contre le Dr. Agartz; celui-ci fut arrêté sous le prétexte transparent d'avoir, par ses relations avec le F.D.G.B. [49], favorisé le K.P.D. [50] illégal. Il s'agissait de toute évidence de fabriquer de toutes pièces un précédent montrant clairement à tous le « danger » et la « honte » d'une liaison avec les travailleurs de la D.D.R. [51] et leurs organisations syndicales.

La faiblesse des motifs invoqués par le Procureur général fédéral Güde, de Karlsruhe, pour l'arrestation du Dr. Agartz ressort entre autres du fait que même une partie de la presse bourgeoise d'Allemagne occidentale mit en doute ces motifs et que le Dr. Agartz devait finalement, après quarante-quatre jours de détention, être libéré de la prison préventive de Cologne contre dépôt d'une caution, sans que toutefois le mandat d'arrêt contre lui fût annulé.

Mais pendant cette période la presse bourgeoise réactionnaire confirma qu'il s'agissait de rattraper ce que la direction de droite du D.G.B. avait négligé de faire, à savoir l'élimination à l'intérieur du D.G.B. non pas seulement de la personne même du Dr. Agartz, mais aussi et surtout de ses idées progressistes. Il s'agissait avant tout, à la veille des élections qui devaient avoir lieu en Allemagne occidentale en septembre 1957, d'isoler et d'intimider la fraction du S.P.D. et du D.G.B. qui était le défenseur le plus conséquent des travailleurs, d'autant plus qu'on connaissait l'intention de quelques organisations locales du S.P.D. de présenter le Dr. Victor Agartz comme candidat au Bundestag.

Le cas Agartz montre à nouveau que les « motifs » invoqués par les autorités gouvernementales de Bonn et les véritables raisons sont deux choses n'ayant rien de commun. En effet, ces méthodes ne sont pas nouvelles. Qui ne se souvient de l'incident qui eut lieu en 1954, lorsque le Chancelier Adenauer dut, devant le tribunal, retirer des

49. Abréviation de : Freier Deutscher Gewerkschaftsbund, qui est la Confédération syndicale de la République Démocratique Allemande (*N.d.T.*).

50. Abréviation de : Kommunistiche Partei Deutschlands, Parti Communiste Allemand (*N.d.T.*).

51. Abréviation de : Deutsche Demokratische Republik, République Démocratique Allemande (*N.d.T.*).

propos diffamatoires contre deux membres du S.P.D. ou du D.G.B. au sujet d'une prétendue acceptation de fonds électoraux en provenance de la D.D.R. Ces faits ne constituent, en 1957, qu'une partie de l'attaque de la bourgeoisie monopoliste ouest-allemande et de l'appareil d'Etat qui se trouve entre ses mains et lui est subordonné, contre les organisations ouvrières de l'Allemagne occidentale et leurs représentants progressistes.

Mais, en ce qui concerne les dirigeants de droite du S.P.D. et du D.G.B., cette « séparation intérieure », dans le cadre de la lutte contre la remilitarisation, d'avec les opinions de social-démocrates et syndicalistes progressistes ne signifie autre chose que tomber dans l'idéologie bourgeoise et sa propagande mensongère et s'opposer effectivement aux intérêts des larges couches du peuple travailleur, aux intérêts de la classe ouvrière. Les ouvriers d'Allemagne occidentale devraient toujours penser aux paroles d'August Bebel : « Ce ne sont pas les paroles de vos dirigeants qui comptent, mais leurs actes ».

Rolf SIEBER.

« Kritik der gegenwärtigen Lohntheorien der deutschen Sozialdemokratie und der rechten Führer der Gewerkschaften Westdeutschlands » dans *Zur ökonomischen Konzeption der S.P.D.*, travail collectif sous la direction de Herbert Meissner, Verlag die Wirtschaft Berlin 1957, 117-154.

Traduit par Eva Levy.

LE « SOCIALISME DEMOCRATIQUE » EN SUEDE

Le socialisme est devenu, pour une partie du monde qui compte des centaines de millions d'individus, une réalité dont l'attrait et l'influence sur les masses du monde capitaliste ne cessent de croître. Sur un tiers du globe, la société et l'Etat capitalistes ont été renversés, sous la direction de la classe ouvrière et de ses partis marxistes-léninistes, et le pouvoir des travailleurs s'est instauré.

A ce socialisme réel, qui se développe sous nos yeux, on tente d'opposer un « socialisme démocratique », utopique, qui n'existe nulle part et qu'on représente sous les aspects les plus divers. Aussi bien, la tâche s'avère-t-elle malaisée. Car dans les pays où la social-démocratie jouit d'une majorité absolue au Parlement ou bien où des gouvernements social-démocrates eurent en mains les rênes du pouvoir, aussi bien en Angleterre, au Danemark, en France qu'en Belgique ou en Allemagne sous la République de Weimar, le socialisme, but de tous les mouvements ouvriers, n'a jamais été réalisé. Loin de représenter un pas vers le socialisme, les gouvernements social-démocrates de la République de Weimar ne tentèrent même pas de briser sérieusement la puissance de la réaction, ce qui amena en fin de compte le renforcement de la poussée réactionnaire et l'avènement d'une dictature fasciste. Les gouvernements travaillistes anglais d'après guerre furent suivis, eux, de gouvernements conservateurs qui rendirent aux intérêts privés les quelques branches de l'industrie nationalisées, dans un cadre et sur des fondements capitalistes, par les travaillistes, sauf lorsque c'était l'intérêt de la bourgeoisie anglaise de les laisser momentanément administrer par l'Etat capitaliste.

Où trouver, donc, ce « socialisme démocratique » que l'on oppose au socialisme dont les partis marxistes-léninistes ont fait une réalité? Comment répondre aux questions que se posent, à ce sujet

de nombreux travailleurs, y compris des socialistes ? Pour ce faire, des leaders social-démocrates se réfèrent au « socialisme » scandinave et, plus particulièrement, au « socialisme suédois ». Voyons ce qu'il en est réellement.

Depuis 1932, sauf une courte interruption (101 jours) en 1936 et la période de guerre (où il y eut un gouvernement de coalition de tous les partis, communistes exceptés), les social-démocrates dirigent le gouvernement suédois. Le temps ne leur a donc pas manqué pour réaliser leur programme et leurs réformes. La Suède est-elle pour autant parvenue au socialisme ? En 1956, un compte rendu consacré au XXe Congrès de la social-démocratie suédoise, publié dans le *Vorwärts*, organe central du S.P.D. [1], notait que les oppositions de classe, bien que n'ayant évidemment pas disparu, s'étaient peu à peu atténuées, que les tendances démocratiques s'étaient, durant ces vingt dernières années, ancrées dans la vie politique suédoise et que, à peu près pendant la même période, plus précisément durant les quinze dernières années, des bases solides pour un « Etat social » avaient été créées.

« Etat social », « Etat de prospérité », « Suède socialiste », c'est ainsi que les social-démocrates et divers courants bourgeois qualifient habituellement la Suède. Le journal américain *Die neue Zeitung* [2] affirmait, il y a quelques années, que les social-démocrates suédois étaient « en Europe les socialistes qui avaient le mieux réussi », qu'ils « repoussaient en bloc tous les projets de socialisation des industries et des autres entreprises » et qu'ils avaient apporté « la preuve qu'un « Etat de prospérité » était viable ». Le journal les félicitait d'avoir repoussé toute transformation radicale et il offrait cette politique en modèle aux autres partis ouvriers. Selon toute apparence, donc, il s'agit, en Suède, d'un « socialisme » qui ne s'attaque pas aux fondements de la société capitaliste, à la propriété des moyens de production et s'attire ainsi les louanges des capitalistes, des impérialistes même, et est donné en exemple par ceux-ci aux autres partis social-démocrates.

En fait, les principaux moyens de production (usines, sous-sol, terre, etc.) sont restés aux mains de la bourgeoisie suédoise. Sur le total des entreprises, 91 % sont privées, 5 % nationalisées et 4 % dirigées par des coopératives. La proportion du domaine privé

1. 25 mai 1956.
2. 15 juin 1952.

est de 99 % pour les transports par eau, 58 % pour l'électricité, 75 % pour les exploitations forestières, 90 % pour le commerce de gros, 94 % pour la banque; 95 % des ouvriers d'industrie sont employés par des entreprises privées. Un millier de millionnaires détiennent la puissance économique et, partant, politique, du pays.

L'économie suédoise est caractérisée par un haut degré de concentration de la production et une forte centralisation du capital. En 1950, 184 entreprises de plus de 500 ouvriers (soit 1,1 % de l'ensemble des entreprises du pays) employaient plus de 27 % des ouvriers suédois. Quatre banques : la *Stockholms Anschilda Bank,* la *Skandinaviska Banken,* la *Svenska Handels Banken* et la *Göteborgs Banken* se partagent la direction de l'économie du pays. Ces « Quatre Grands » règnent sur 70 % du capital-action de toutes les banques et sur 73 % de leur actif. Elles contrôlent les grandes sociétés par actions. Les grands monopoles accaparent les principales branches industrielles. Un seul exemple : la société *Uddeholms AB* s'occupe à la fois d'extraction de minerai de fer, de métallurgie, d'exploitation forestière, de la production de cellulose et de papier; elle possède des usines chimiques, des centrales électriques et des chemins de fer, employant plus de 100 000 ouvriers.

Mais là où règne le capital monopoliste, là où les principaux moyens de production, le sous-sol, la terre, les usines, les mines, les banques se trouvent aux mains des capitalistes, là règne aussi l'exploitation de l'homme par l'homme; des millions d'individus y travaillent au profit d'une minorité. Aussi constate-t-on aujourd'hui, en Suède comme dans tous les autres pays capitalistes, la contradiction fondamentale du capital et du travail, de l'exploiteur et de l'exploité. Voilà donc ce qu'il en est en réalité de l'atténuation des oppositions de classe ou, comme l'écrit *Die Welt* — organe de la grande bourgeoisie d'Allemagne occidentale — de « la société sans classes ».

Une telle répartition des forces économiques, une telle puissance du capital permettent de deviner qui, dans ce pays, détient également la puissance politique. Quoi qu'il envisage ou fasse, le gouvernement social-démocrate doit tenir compte de ce qu'envisagent ou font ceux qui régissent la vie et l'économie du pays : les monopoles; il doit se laisser guider par eux. Aussi l'entente qui règne entre le gouvernement social-démocrate et les monopoles prouve seulement que celui-là agit essentiellement dans le but de satisfaire ceux-ci. Voilà ce qu'il en est, en fait, de la fameuse « atténuation des oppositions de classe » !

Dans de telles conditions, on ne peut évidemment pas parler d'une économie socialiste, c'est-à-dire d'un développement planifié de l'économie dans l'intérêt de l'ensemble de la société. Là où il y a propriété privée des moyens de production, l'élément décisif reste le profit du propriétaire et non l'intérêt général de la société. Cela ne joue pas moins en Suède qu'ailleurs. Des camarades suédois m'ont expliqué comment les loyers augmentaient à la suite des spéculations foncières des propriétaires qui ont acquis les terrains au début du siècle. Aussi est-il presque impossible d'établir des plans de construction répondant aux nécessités politiques, sociales et économiques et l'Etat se voit contraint, par exemple, de déplacer loin vers l'extérieur de Stockholm les habitations des travailleurs, ce qui amène un engorgement des moyens de transport, le matin et le soir notamment.

Il en va de même dans le domaine de l'économie forestière. Les capitalistes pratiquent la surexploitation des magnifiques forêts suédoises au mépris des intérêts d'avenir de la nation, gaspillant par cupidité les biens du peuple. Dans les pays socialistes, il est tout naturel de prévoir le reboisement planifié aussitôt après l'abattage du bois nécessaire. Ce système d'exploitation forestière est inconnu en Suède où l'on se contente d'abattre le bois pour en faire de l'or, confiant le soin du reboisement au vent, à la pluie et au hasard de l'ensemencement naturel.

Nous voyons donc, à la lumière de ces quelques faits, comment en Suède également le système capitaliste ne cesse de faire obstacle au développement de la société.

Le « budget national » suédois est très souvent présenté par les social-démocrates comme l'exemple à suivre en tant que moyen d'assurer une économie planifiée. Les organes du S.P.D. ont souligné divers aspects de l'exemple suédois et la revendication d'un « budget national » a trouvé place dans le nouveau projet de programme fondamental du S.P.D. Qu'est donc ce « budget national » ? Quel rôle joue-t-il en Suède ? C'est un rapport établi deux fois par an, au printemps et à l'automne, par un institut gouvernemental, et qui indique les prévisions du développement de l'économie mondiale et suédoise. Il s'agit donc tout simplement, en réalité, d'un travail établi par un institut d'étude de la conjoncture comme il en existe dans chaque pays capitaliste. Le gouvernement, nous dit-on, s'efforce d'ordonner sa politique conformément à ce « budget national ». Mais il y a dans tout cela deux « lacunes » essentielles : tout d'abord, les

prévisions et les conjectures se révèlent fort souvent inexactes, provoquant l'échec de toute la « planification »; ensuite, les capitalistes, possesseurs des moyens de production, font néanmoins tout ce qu'*ils* désirent; les *monopoles* règnent; ils agissent contre le gouvernement et le contraignent, par des pressions financières, par le refus ou l'octroi d'aide matérielle, etc., à exécuter leurs volontés.

Il est tout à fait clair que l'ordre économique, social et politique existant en Suède n'a rien à voir avec le socialisme. Il s'agit tout bonnement d'un système capitaliste aussi caractérisé que dans n'importe quel pays capitaliste. Et plus d'un quart de siècle de gouvernement social-démocrate n'y a rien changé.

Sur quoi s'appuient alors ceux qui défendent la thèse du « socialisme suédois » ? Avant tout sur le niveau de vie relativement élevé du travailleur suédois.

Comment s'explique ce niveau de vie relativement élevé dans un pays toujours soumis aux lois du capitalisme ? Le capitalisme suédois jouit de conditions de développement exceptionnellement favorables. La Suède dispose de ressources naturelles plus qu'abondantes. L'économie du pays repose sur de grandes réserves de minerai de fer très riche (la Suède occupe le second rang pour le fer en Europe occidentale) dont la teneur varie entre 50 et 70 %, sur des massifs forestiers couvrant 54 % du pays (premier rang en Europe occidentale) et des sources naturelles d'énergie gigantesques, en sorte que près de 90 % du réseau ferré, de même que l'industrie, l'agriculture et l'économie domestique sont électrifiés. On trouve, en outre, au nord du pays, des gisements minéraux polymétalliques (cuivre, plomb, zinc, or, argent) d'une grande importance industrielle. L'industrie suédoise, qui travaille avant tout pour l'exportation, est très développée et l'agriculture très poussée. L'emploi d'équipements nouveaux et d'une technologie avancée fait de la Suède un concurrent dangereux sur le marché mondial des produits industriels. Parmi les pays capitalistes, la Suède vient au troisième rang pour l'extraction du minerai de fer (après les Etats-Unis et la France). En 1955, elle a exporté 12,9 millions de tonnes de minerai, principalement en Allemagne occidentale et en Angleterre. La flotte commerciale, au neuvième rang dans le monde, joue un rôle tout particulier dans l'économie du pays. On y trouve surtout des bâtiments de fort tonnage, des bateaux à moteurs et des bateaux spécialisés (pétroliers, cargos à bois et à minerai, bateaux frigorifiques). Cette flotte commerciale tient une place de choix dans les

transports commerciaux mondiaux (en 1954, elle transporta 60,5 millions de tonnes de fret entre les ports étrangers et 38,6 millions de tonnes entre les ports suédois), ce qui constitue une source de devises non négligeable. La construction navale suédoise tient le quatrième rang dans le monde : en 1955, la production des navires a atteint 544 000 tonneaux.

De surcroît, le fait que la Suède connaisse, depuis cent cinquante ans, un développement pacifique, sans destruction de villes ou d'usines, sans voir ses champs dévastés par les combats, a favorisé au maximum ce développement. D'autant plus que la première guerre mondiale, la préparation de la seconde et cette seconde guerre mondiale elle-même ont fourni aux capitalistes suédois l'occasion de réaliser des profits fabuleux en fournissant aux différents belligérants du minerai de fer, de l'acier, du bois, des produits cellulosiques, des équipements militaires et bien d'autres produits. L'organe de la haute bourgeoisie allemande, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, caractérisant fort justement la situation économique de la Suède après la guerre, dans l'intention de noircir le prétendu socialisme suédois, écrivait le 31 août 1957 . « En 1945, la Suède, pays épargné par la guerre dans sa totalité, se trouvait dans une situation économique que l'on pouvait considérer comme favorable. D'importantes réserves d'or et de devises avaient été accumulées pendant la guerre. Si l'on considère la pénurie de marchandises qui régnait alors, ainsi que l'absence de concurrence internationale, de brillantes perspectives s'ouvraient non seulement au commerce d'exportation traditionnel de produits forestiers ou à l'industrie du minerai de fer et de l'acier mais également aux nombreuses industries de produits finis ».

Les richesses naturelles du pays, des conditions historiques favorables, cent cinquante années de développement pacifique et de grandes affaires réalisées durant la guerre avec les pays étrangers ont apporté de substantiels profits au capital suédois. Un terrain favorable existait donc pour une politique de louvoiement et de concessions vis-à-vis des travailleurs. Mais jamais les capitalistes, même lorsqu'ils réalisent des profits élevés, n'ont abandonné *volontairement* une part de ces profits pour améliorer le niveau de vie de la classe ouvrière. La bourgeoisie suédoise pas plus que les autres. Ce qui l'a amenée à faire des concessions plus importantes, ce furent *les luttes* de la classe ouvrière.

Le mouvement organisé des travailleurs suédois remonte aux

années 70 du siècle dernier ; il possède une longue tradition de vigoureuses luttes de classe. Que l'on se souvienne seulement de la grève générale de 1902 pour le suffrage universel, des combats de 1905 contre les préparatifs de guerre avec la Norvège, de la grande grève de 300 000 ouvriers en 1909 et de la période de lutte intense entre 1917 et 1921.

La bourgeoisie suédoise s'opposait farouchement à toute réforme sociale ou politique. Mais, sous l'influence de la révolution de février puis de celle d'octobre 1917 en Russie, et du fait de la misère des classes laborieuses, de vastes mouvements de masse se développèrent en Suède. Ils ne se donnaient pas seulement des buts économiques mais soutenaient également des revendications politiques telles que le suffrage universel. En six mois, deux gouvernements se trouvèrent acculés à la démission. Dans un ouvrage sur l'histoire des syndicats suédois, le réformiste Ragnar Kasparsson parle du « règne d'une atmosphère révolutionnaire » et note que « de violentes manifestations et des grèves spontanées démontraient que le mécontentement avait atteint un point critique ». Il ajoute : « C'était là une évolution des plus dangereuses, que personne ne pouvait empêcher et que personne ne pouvait contenir... La révolution frappait à la porte. Beaucoup lui aurait volontiers ouvert ». Et il pose la question : « Quelles mesures politiques et économiques prirent les classes privilégiées pour éviter la révolution ? [3] ».

Menacée de tout perdre, la réaction se résigna à quelques concessions. Mais les travailleurs suédois durent encore livrer maints combats pour obtenir, en 1918, le suffrage universel et, en 1920, après une nouvelle grande grève, la journée de huit heures et une loi augmentant les salaires ouvriers.

Mais, autour de 1930, la bourgeoisie tenta de remettre en cause progressivement les conquêtes ouvrières des années 1918-1920. Et la classe ouvrière dut déclencher à nouveau un puissant mouvement de grèves pour défendre victorieusement ces conquêtes. La situation devint critique au point que la bourgeoisie employa les moyens extrêmes : en mai 1931, une grève déclenchée à Odal fut noyée dans le sang par l'armée. La crise économique mondiale dont la Suède eut, elle aussi, à souffrir, ne fit qu'accentuer les oppositions sociales.

3. Cité par Erik Karlsson : *La révolution d'Octobre et le mouvement révolutionnaire en Suède*, Editions d'Etat de littérature politique, Moscou, 1957, p. 19 (en russe).

provoqua une crise politique qui se termina par la formation d'un uvernement social-démocrate de droite.

Bien que la réaction ait pu, avec l'aide des dirigeants réformistes mouvement ouvrier qui, moyennant quelques concessions, abannnèrent de nombreuses revendications ouvrières, contenir la vague volutionnaire, les luttes de 1917-1921 n'en ont pas moins une ande importance. Dans son ouvrage, *La Révolution d'Octobre et mouvement révolutionnaire en Suède,* le camarade Erik Karlsson, crétaire du Comité central du Parti Communiste Suédois, le soune en ces termes : « Ces réformes, bien que de caractère limité, vêtirent une grande importance pour la population laborieuse car les créèrent, dans une certaine mesure, de nouvelles conditions de meilleures bases pour les luttes futures pour le progrès et le cialisme. Sans cette victoire, la classe ouvrière n'aurait jamais pu tenir l'extension des droits démocratiques et de la liberté, la légistion sociale, l'élévation du niveau de vie, etc., qu'elle a obtenus r la suite; elle n'aurait pu non plus jouer dans la vie politique et ciale un rôle aussi remarquable que celui qu'elle tint dans les uarante dernières années de l'histoire de notre pays... Le mouveent des masses fut aussi l'élément qui décida des succès que le ouvement ouvrier remporta par la suite, après la seconde guerre ondiale notamment... »[4].

Dans l'après-guerre, les travailleurs suédois, faisant leurs pluurs mots d'ordre du Parti Communiste Suédois (par exemple ontre la consigne du gouvernement social-démocrate : « blocage s salaires et modération » ou bien pour le projet de retraite comémentaire) contraignirent le parti social-démocrate à présenter une rtie des mêmes revendications. C'est ainsi que celle concernant s retraites ouvrières obtint, grâce à l'unité d'action de fait de la asse ouvrière contre les partis bourgeois, la majorité lors du refendum d'octobre 1957. Malgré cela, la seconde Chambre du Parment, où les partis bourgeois ont la majorité, repoussa le projet. ussi fut-elle dissoute. Malgré leur victoire lors du referendum, les availleurs doivent donc combattre encore pour cette retraite qui ur tient tant à cœur. L'unité d'action de la classe ouvrière s'en ouve renforcée.

Ainsi donc, si la lutte des ouvriers suédois a contraint la bourgoisie à faire quelques concessions dans le domaine social, celles-ci

4. *Ibidem*, pp. 20 et 21.

semblent bien légères comparées aux énormes profits capitalistes. Elles lui permettent cependant de contrecarrer l'influence des conquêtes sociales obtenues par la classe ouvrière en régime socialiste en « démontrant » qu'il peut exister un « socialisme » sans pouvoir de la classe ouvrière ni transformation des rapports de propriété et en agissant ainsi sur la classe ouvrière des pays capitalistes dans l'intérêt de la bourgeoisie internationale.

Les hauts profits des monopoles ont, en Suède comme dans les autres pays impérialistes, permis à la bourgeoisie de corrompre une partie de la classe ouvrière en créant une aristocratie ouvrière. Celle-ci a introduit l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. C'est ainsi que les dirigeants du Parti Social-démocrate Suédois ont conclu avec la bourgeoisie une véritable Union sacrée. Toute leur action consiste, en se fondant sur le niveau de vie relativement élevé des Suédois, à éloigner les travailleurs de la lutte. Ces dirigeants vantent la puissance de leur parti qui, selon leurs dires, grouperait 750 000 membres. Mais cela ne suffit pas à prouver la puissance du parti social-démocrate car, tout comme dans le Labour Party, on admet à côté des adhésions individuelles, l'adhésion collective d'organisations entières. A Malmö, par exemple, les dirigeants du syndicat ouvrier de la métallurgie décidèrent de faire adhérer le syndicat collectivement au parti social-démocrate ; de cette façon, 10 000 ouvriers environ, parmi lesquels de nombreux communistes, devinrent sans même s'en douter, membres du parti social-démocrate !

★

Comme dans toute société capitaliste, l'évolution du niveau de vie en Suède est inévitablement pleine de contradictions. Si les ouvriers suédois ont conquis certains avantages, ils doivent en revanche supporter des loyers importants et d'énormes impôts. Bien que la construction industrielle à haute productivité soit très développée dans les grandes villes comme Stockholm, Göteborg, Malmö, ce qui rend le coût de cette construction relativement faible, les loyers restent très élevés. Ils atteignent en moyenne 25 % des revenus dans ces trois villes, et 20 % dans le reste du pays. Ei si les loyers représentent environ le double de ceux de la République démocratique allemande, que dire des impôts !

Les tenants du « socialisme suédois » parlent très souvent des grandes réalisations sociales de l'Etat suédois, de la retraite-vieillesse que tout Suédois — qu'il soit ouvrier ou capitaliste — reçoit dès qu'il atteint sa 67e année, de l'aménagement de crèches, de cantines scolaires, etc., mais ils passent volontairement sous silence le fait que le travailleur suédois doit payer tout cela. L'Etat lui prend 25 à 30 % de son revenu sous forme d'impôts directs. De nombreux impôts indirects frappant les produits alimentaires et de luxe viennent s'y ajouter. C'est la moitié environ des revenus de l'ouvrier suédois qui disparaît ainsi dans le loyer et l'impôt.

Un autre phénomène caractéristique de l'ordre social capitaliste est la situation de la femme en Suède. Malgré les dizaines d'années de lutte du mouvement ouvrier suédois, malgré les gouvernements social-démocrates, les femmes n'ont pas encore obtenu l'égalité des droits. Certes, depuis 1918, elles ont le droit de vote mais, dans la production, elles restent défavorisées par rapport aux hommes. Pour le même travail, elles perçoivent 30 % de moins que les hommes. Aussi les employeurs les utilisent-ils souvent de préférence aux hommes, car c'est un moyen d'augmenter le taux de la plus-value, tandis que les hommes sont jetés à la rue. Les progrès rapides de l'automatisation dans l'industrie suédoise renforce cette tendance à introduire de plus en plus d'éléments féminins dans le processus de production et d'exploitation capitaliste. Le gain est entièrement pour le patron, dont le profit s'élève. Il n'y a en Suède aucune protection de la femme, alors que c'est là chose allant de soi dans les pays socialistes. Les femmes sont toujours des êtres humains de seconde classe, sans aucune perspective. Face à cette réalité, il y a une certaine ironie à affirmer, comme le fait démagogiquement le journal bourgeois allemand *Die Welt,* que la Suède a réalisé l'égalité pour tous et qu'il n'existe plus ni maîtres ni serviteurs. Il écrit textuellement : « Une serveuse peut marcher la tête aussi haute que le maître des cérémonies du roi ». C'est là une liberté qui ne coûte rien aux capitalistes suédois ; et les femmes travailleuses n'en sont pas plus riches pour autant. La liberté de marcher fièrement, la tête haute, est une chose que l'on ne peut pas arracher même aux noirs de l'Union Sud-Africaine. La Suède confirme donc également l'enseignement marxiste selon lequel la femme n'est pas libre tant qu'elle n'a pas gagné son indépendance économique, c'est-à-dire tant qu'elle ne peut pas, au sein d'une société libérée des chaînes du capitalisme, égale en droits à son mari, travailler à l'édification d'une vie meilleure dans le socialisme.

Les propagandistes du « socialisme suédois » ne parlent pas de l'intensification de l'exploitation que l'on observe dans ce pays, et que les chiffres suivants montrent assez clairement : de la fin de la guerre à 1953, la productivité a augmenté de 30 % environ dans les grandes entreprises, qui avaient fait leur profit des leçons des monopolistes américains et allemands de l'Ouest. Les mille millionnaires ont pu ainsi réaliser des superprofits sur le dos du peuple suédois. Le bénéfice net pour la seule Skandinaviska Banken a atteint 12,7 millions de couronnes en 1952 et 26,9 millions de couronnes en 1953.

Pour s'affirmer sur le marché mondial, les capitalistes suédois ont, par différentes mesures, accru l'intensité du travail au point que le nombre des accidents et des maladies professionnelles s'est élevé très sensiblement.

Mais cela n'est qu'un aspect de l'exploitation. L'augmentation des prix en est un autre, et non des moindres. D'après les chiffres officiels — c'est-à-dire sollicités par les services de l'Etat capitaliste — de 1951 à 1955, les prix ont augmenté de 136 % pour la viande, de 131 % pour les pommes de terre, de 130 % pour le pain, de 133 % pour le simple boudin, de 136 % pour le veau et de 120 % pour le poisson qui est cependant, grâce à une importante flotte de pêche, l'une des richesses de la Suède.

Depuis, les prix ont encore augmenté. Mais des accords de salaires de longue durée ayant été conclus après la guerre entre les syndicats et les employeurs, ceux-ci restent bloqués tandis que les prix ne cessent de monter.

La vie culturelle fait aussi partie des conditions de vie d'un peuple. Dans ce domaine, on observe en Suède un phénomène des plus inquiétants : l'expansion de l'aculture américaine que les impérialistes des Etats-Unis ont poussée jusqu'à la destruction de la morale, du sentiment national et du mode de vie national de chaque peuple. Le gouvernement ne s'oppose pas à un tel état de choses. Les affiches des westerns, avec revolvers et poignards, dominent les rues de Stockholm. On répand la littérature de gangsters importée d'Amérique. Tout cela agit violemment sur la jeunesse. On a même pu observer à plusieurs reprises des combats de rue opposant des policiers à des bandes de jeunes gens. La dépravation d'une partie de la jeunesse est devenue un problème des plus graves.

★

En fait, la Suède, en tant que membre de l'économie capitaliste mondiale, ne peut se dérober aux lois de développement capitalistes, et cela fixe les limites du prétendu « socialisme suédois ». Certes, le niveau de vie actuel y est encore relativement élevé mais, depuis quelques années, il ne cesse de décroître. L'approche d'une crise économique menaçant les pays capitalistes renforce encore cette tendance. La situation actuelle en Suède se caractérise par une insécurité qui touche tous les domaines, gagnant sans cesse autour d'elle et frappant toutes les classes, industriels, grands entrepreneurs, grands propriétaires, ouvriers, paysans ou artisans. On redoute une telle crise qui réduirait, certes, les profits des grandes entreprises, mais menacerait surtout les moyens d'existence de la majorité de la population suédoise.

Outre les facteurs déjà examinés, de très fortes importations permettaient jusqu'alors de maintenir le niveau de vie relativement élevé de la population suédoise. Mais depuis quelques années, le commerce extérieur suédois enregistre annuellement un déficit considérable et, de 1950 à 1957, il présente un bilan négatif de 6 137 millions de couronnes. Jusque-là, le gouvernement pouvait, grâce aux recettes en dollars que lui procuraient les 2 807 000 tonneaux de la flotte commerciale suédoise, combler le déficit et poursuivre sa propagande publicitaire, mais, par suite des phénomènes de crise apparus dans les pays capitalistes, cette possibilité se restreint de plus en plus. En effet, dans tous les pays capitalistes, une grande partie des navires reste au repos, et la flotte suédoise est, elle aussi, touchée par ce phénomène.

La bourgeoisie suédoise tente par tous les moyens d'améliorer le bilan du commerce extérieur. C'est dans ce but qu'elle a créé une industrie automobile suédoise. Grâce à la protection douanière, à une exploitation intensive et à un système de crédit favorable, elle va conquérir très rapidement le marché intérieur, écrasant la concurrence ouest-allemande (Volkswagen) et américaine (Ford et General Motors), jusqu'alors principaux fournisseurs du marché automobile du pays. Cela ne fera qu'accroître les phénomènes de crise dans les pays capitalistes, en Allemagne occidentale et aux Etats-Unis notamment.

Dans ces conditions, il ne fait aucun doute qu'en Suède comm ailleurs mûrissent de grandes luttes de classe, et que l'influence e la puissance du Parti Communiste Suédois iront croissant.

*

L'agriculture n'échappe pas non plus aux lois de l'économie ca pitaliste. La loi de la jungle, l'anarchie et la concurrence qui carac térisent le régime capitaliste agissent, là aussi, dans le sens de l concentration capitaliste. Sous le couvert d'une politique gouverne mentale dite de « rationalisation », dont le but est le remembremen des exploitations agricoles, c'est la grande exploitation qui écras la petite. Dans un important essai sur « la Politique agricole sué doise sous l'influence social-démocrate », paru le 16 août 1957, l *Vorwärts*, organe central du S.P.D., notait que « au lieu de mor celer encore le terrain, on essaie de réduire le nombre des exploi tations agricoles, mais en élevant le rendement de chacune d'elles » Comment obtient-on cet accroissement du rendement ? Par la mé canisation, dit le *Vorwärts*. Mais pour réaliser cette mécanisation il faut des investissements nouveaux, une technique nouvelle, de installations et un matériel nouveaux ! Cela suppose donc de grand moyens financiers, des investissements de capital, etc. De tel moyens, seule la grande exploitation capitaliste en dispose non le petit paysan. C'est ainsi que disparaissent environ 8000 fer mes chaque année et qu'à l'heure actuelle, 20 % seulement de l population suédoise sont occupés dans l'agriculture alors que ce pour centage atteignait 30 % il y a quinze ans. Le *Vorwärts* souligne l fait que ce sont les petites exploitations qui font les frais de cett politique : « La plupart des petites unités de culture disparaissent soit qu'elles aient été totalement supprimées, soit qu'elles aient ét fondues dans des unités plus importantes ».

D'après les données officielles suédoises elles-mêmes, le nombr des exploitations agricoles a diminué, de la fin des années 30 1957, de 100 000 unités. Les petites et très petites exploitations dis paraissent de plus en plus, dévorées par les grandes. Leurs proprié taires sont contraints de passer à l'industrie, où ils pèsent sur le salaires ouvriers. De 1944 à 1951 ont disparu 34 167 exploitation agricoles de moins de cinq hectares, 4 389 de moins de dix hectares tandis que le nombre des exploitations de 30 à 50 hectares augmen

ait de 524 unités et celui des exploitations de 50 à 100 hectares le 354. Pendant la même période, la surface cultivée a régressé de 5 000 hectares, bien que la Suède doive importer certains produits gricoles.

Cette régression de l'agriculture suédoise s'est encore accentuée epuis 1951. De 1948 à 1954, le nombre des vaches a diminué de 0 000, par exemple. Comme le note le *Vorwärts,* cette évolution nène au « dépeuplement des campagnes ». Cela rend les conditions e vie de ceux qui sont restés à la campagne plus pénibles car, dans n village dépeuplé, il est difficile « de mettre sur pied l'organisa-ion sociale indispensable : services réguliers d'autobus, écoles, ma-asins, salles de réunion, service de sage-femme, installations sani-aires, téléphoniques, etc. ». Voilà donc l'avenir que la paysannerie suédoise se voit offrir sous le beau titre de « socialisme suédois » !

Quelle différence avec le développement de la campagne dans es pays socialistes ! Là, pas de dépeuplement, mais des conditions de vie sociale et culturelle s'améliorant constamment, la possibilité, par l'adhésion libre aux coopératives de production et avec l'aide de l'Etat ouvrier et paysan, d'utiliser la technique nouvelle afin de dé-velopper l'économie générale et les bénéfices de chacun.



Le Parti Communiste Suédois montre aux travailleurs que l'or-dre social capitaliste règne en fait dans le pays et que les réformes et les conquêtes sociales acquises dans le cadre de ce régime ont un caractère limité. Il n'y a pas actuellement de socialisme en Suède, mais la transformation socialiste radicale de la société suédoise se fera et elle doit être un objectif des luttes de la classe ouvrière, ex-plique ce parti. Au terme de son Congrès de 1957, l'accent fut mis sur la révolution comme moyen de renverser l'ordre capitaliste et sur la nécessité du rôle dirigeant de la classe ouvrière. On salua, à cette occasion, la « Déclaration des représentants des partis com-munistes et ouvriers des pays socialistes » et le « Manifeste pour la paix » [5].

5. Textes adoptés lors de rencontres organisées à l'occasion du 40e an-niversaire de la Révolution russe d'octobre 1917 par les partis communistes des différents pays, à Moscou.

Tout en soulignant le caractère limité des réformes sociales, le parti communiste les défend car elles sont d'importantes conquêtes de la classe ouvrière. Avant tout, il soutient la politique extérieure du gouvernement suédois, qui se donne pour but de conserver la traditionnelle neutralité de la Suède. Il soutient également toutes les mesures du gouvernement social-démocrate qui apportent un avantage quelconque, même minime, à la classe ouvrière. Il propose lui-même des revendications qui peuvent être satisfaites dans le cadre du régime capitaliste. Comme ce fut le cas pour la retraite des travailleurs, le gouvernement social-démocrate dut plusieurs fois déjà, sous la pression des masses, faire siennes de telles revendications, qui aboutirent par la suite grâce à l'unité d'action de la classe ouvrière. C'est avec ce souci de l'unité d'action de la classe ouvrière que le dernier Congrès du parti communiste affirma sa décision de soutenir le gouvernement social-démocrate contre toute attaque concertée des forces réactionnaires, tout en menant, cependant, une politique qui lui soit propre. Le parti communiste critiquera le gouvernement quand cela se justifiera, mais de telle façon que cette critique exprime la pensée des masses travailleuses elles-mêmes et que celles-ci comprennent qu'elle va dans le sens de leurs intérêts.

Ces derniers temps se sont produits, en politique intérieure, des heurts qui mettent en cause la politique d'entente avec la bourgeoisie menée jusqu'ici par le parti social-démocrate. Le 28 avril, la seconde Chambre du Parlement (à majorité bourgeoise) a été dissoute, comme nous l'avons vu plus haut, pour avoir repoussé le projet de retraite présenté par le gouvernement, alors que la majorité de la population, consultée au mois d'octobre précédent, y avait été favorable. Mais là n'est pas le nœud de la question Les partis bourgeois voudraient un « changement de régime », c'est-à-dire le renversement du gouvernement social-démocrate. Ils voudraient faire payer aux masses les frais de la crise qui s'annonce. Ils voudraient, en fait, un changement de la politique intérieure et extérieure suédoise. Ils voudraient un rapprochement avec l'O.T.A.N., c'est-à-dire sacrifier la neutralité de la Suède. Les généraux réclament un renforcement de l'armement et même l'armement atomique de l'armée suédoise. Le gouvernement social-démocrate a, lors de négociations avec les partis bourgeois, accordé, en fait, satisfaction aux généraux et aux partis bourgeois pour ce qui est de l'armement mais il n'a pas cédé sur la question de l'armement atomique. En tout cas, les dépenses supplémentaires prévues pour la première année du plan d'armement s'élèvent à 400 millions de

couronnes. Le financement en sera assuré par de nouveaux impôts indirects sur le sucre, l'essence, les boissons, le vin, le tabac, l'électricité, etc.

Cet accord du gouvernement et des partis bourgeois a provoqué un puissant mouvement de protestation, en particulier dans les syndicats mais aussi dans les rangs du parti social-démocrate. Ce mouvement des masses exprime non seulement leur mécontentement des nouveaux impôts mais aussi et surtout leur volonté de défendre la neutralité de la Suède qui est, parmi les couches les plus vastes du peuple et jusque dans les milieux de la moyenne bourgeoisie, une idée bien vivante, une réalité intangible. Tous ces faits témoignent d'une accentuation des antagonismes de classe et annoncent de nouvelles luttes de classe.

Ces événements et l'attitude conséquente du parti communiste préparent le terrain à l'unité d'action. Lors de l'élection de la seconde Chambre du Parlement suédois, le 1er juin dernier, l'ensemble des partis ouvriers obtint la majorité absolue. Les manifestations du 1er Mai se sont déroulées sous le signe de l'unité; il n'y eut pas, pendant la campagne électorale, d'attaques mutuelles des deux partis ouvriers; pour la première fois, les syndicats social-démocrates soutinrent dans une grande mesure le programme électoral du parti communiste. Dans certaines circonscriptions, le parti communiste retira son candidat, dans l'intérêt du renforcement de la gauche, devant le candidat social-démocrate. Les social-démocrates gagnèrent ainsi des sièges. Cette attitude du parti communiste a fait grande impression sur les ouvriers social-démocrates. Elle a rapproché communistes et social-démocrates et renforcé l'idée de l'unité d'action de la classe ouvrière. Le rapport des forces à la Chambre est actuellement tel que les députés social-démocrates et communistes *unis* peuvent battre les partis de la bourgeoisie. C'est une circonstance favorable au développement de l'unité d'action de la classe ouvrière.

Il faut saluer le fait que le gouvernement suédois ait repoussé l'adhésion à l'O.T.A.N. en justifiant sa décision par le désir de rester fidèle à la politique de neutralité. Une politique conséquente de neutralité sert aussi bien les intérêts du peuple suédois que la cause du maintien de la paix et de la sécurité, avant tout en Europe du Nord et dans la mer Baltique. Ce fait intéresse tout particulièrement la République Démocratique Allemande en tant que pays riverain de la mer Baltique et premier Etat pacifique allemand. Le souhait profond du peuple suédois de rester neutre nous est parfaitement compréhensible et rencontre toute notre sympathie. Il existe entre

nos deux pays des relations économiques positives, profitables aux deux parties. Aussi peut-on regretter que la Suède n'ait reconnu, jusqu'à présent, des deux Etats allemands, que celui qui est lié à l'O.T.A.N., l'Allemagne occidentale[6]. Si la Suède établissait des relations diplomatiques avec la République Démocratique Allemande, elle agirait ainsi conformément aux principes de neutralité, servirait la coopération entre nos deux pays, et par là même rendrait service aux Etats baltiques. L'extension d'une telle coopération entre la Suède et les pays socialistes, la République Démocratique Allemande comprise, contribuerait efficacement au maintien de la paix en Europe, elle favoriserait le développement de l'industrie suédoise et aurait des répercussions sur la vie du peuple suédois tout entier.

Bernhard QUANDT.

« Die schwedische Praxis des « démokratischen Sozialismus », *Einheit,* 1958, 7, 1053-1065.

Traduit par Michel BATAILLON.

6. Il est significatif de constater l'attitude menaçante de cet Etat impérialiste envers l'indépendance de la Suède, pour faire entrer de force ce pays dans la zone de libre-échange des forces impérialistes européennes. C'est ainsi que le ministre du Commerce de Bonn, Ehrard, lors d'une interview accordée au journal suédois *Expressen*, pouvait dire récemment : « La Suède doit entrer dans la zone de libre-échange européenne, sinon ce pays sera isolé... »

UR LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DEMOCRATE DE SUEDE

Le Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède (Sveriges Social-mokratiska Arbetareparti — S.A.P.) constitue le plus puissant tous les partis social-démocrates. Il compte plus de 780.000 adhénts, soit plus de 10 % de la population suédoise (7.200.000 en 955).

Le S.A.P. a dirigé le gouvernement pratiquement sans interption depuis l'automne 1932, sauf une courte période en 1936. vec les autres partis ouvriers, il posséda, dès 1936, la majorité ux deux chambres du Parlement. Il la détint seul de 1940 à 1952.

Solidement ancré dans les assemblées communales, il possède, eul ou avec les communistes, la majorité dans les conseils municiaux de la plupart des villes de quelque importance, sauf Göteborg.

Le S.A.P. exerce également une influence prépondérante dans direction de la Landsorganisation (L.O. — c'est-à-dire la Conféération syndicale) et joue un grand rôle dans celle de la Tjänsteännens Centralorganisation (T.C.O. — c'est-à-dire la Confédération générale des fonctionnaires). La L.O. compte 1.500.000 dhérents; la T.C.O. 350.000.

Grâce à sa force énorme d'organisation et à sa grande influence u Parlement, le S.A.P. constitue un facteur puissant de la politique uédoise. Il détient également une position avancée au sein de la ocial-démocratie internationale et de l'Internationale socialiste. epuis la dernière guerre en particulier une campagne tenace été menée en Europe occidentale pour ce qu'on appelle le « soialisme nordique », campagne au cours de laquelle on s'est souent référé aux conditions de vie suédoises, la politique de la socialémocratie suédoise étant présentée comme la meilleure expression

de ce « socialisme ». Parmi les partis social-démocrates des p nordiques, le parti suédois joue sans aucun doute un rôle dirige (un comité de coordination existe entre les partis social-démocra des pays scandinaves).

Le parti social-démocrate suédois s'est développé dans un p qui, sauf quelques exceptions de peu d'importance au commen ment des XVIIIe et XIXe siècles, n'a pas connu d'invasions étr gères depuis que ses frontières actuelles ont été fixées (au mil du XVIIe siècle) et qui n'a été directement impliqué dans aucu guerre depuis 1813. Le développement rapide de la social-démocr suédoise à la fin du XIXe siècle et au commencement du XXe s' effectué parallèlement à une industrialisation accélérée, industriali tion basée sur les richesses naturelles du pays. N'ayant été ent vée ni par des guerres ni par une occupation étrangère, la lig d'évolution de la démocratie suédoise a été érigée en prototype la social-démocratie.

C'est pourquoi nous pensons que l'étude du S.A.P. présente certain intérêt. Voici donc un bref aperçu de l'historique du pa et de son développement idéologique, un résumé de sa politique tuelle ainsi qu'un examen de sa structure et de son fonction ment.

I

Le Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède a été fondé l d'un congrès tenu en 1889, à Stockholm. A ce congrès constitu participaient des représentants d'organisations social-démocra locales et de syndicats, organisations formées pour la plupart da les années 1880 en diverses régions du pays. Le pionnier de l'org nisation sur une base socialiste des ouvriers suédois, tant du poi de vue syndical que politique, fut August Palm (1849-1922). Trava lant comme compagnon tailleur en Allemagne et au Danemark s'était trouvé en relations avec le mouvement socialiste. De reto en Suède, il se consacra au travail d'agitation et d'organisation vue de former, en Suède également, un parti socialiste. Il tint première conférence socialiste à Malmö, le 6 novembre 1881.

Palm et les organisations politiques ouvrières qu'il forma ado tèrent comme base idéologique le programme allemand de Gotha. (

ogramme fut, peu de temps après, sévèrement critiqué par un une étudiant qui avait rejoint le mouvement socialiste, Axel Da-elsson (1864-1899). Sa critique suivait les mêmes lignes de prin-pe que la critique de Marx au sujet de ce programme. Cependant n n'a tenu compte, ni de la critique de Marx, ni de celle de Da-elsson. Ce qui n'a pas empêché le congrès constitutif de proclamer n adhésion au socialisme scientifique de Marx et Engels. Le ngrès n'a pas adopté de programme propre; il a décidé que le rti travaillerait sur la base du programme de Gotha. A propos de tactique, une résolution fut adoptée contre un courant anarchiste sez fort existant au sein du parti. Les mots d'ordre principaux du ngrès furent le suffrage universel et la journée de travail de heures. Axel Danielsson n'avait pu participer au congrès; il se trou-it en prison. Il a écrit, de sa prison, que le congrès avait évité de rler clairement, qu'en réalité il avait simplement « baissé le dra-au rouge ».

Un trait particulier des principes d'organisation du parti était galité établie entre les organisations politiques social-démocrates les syndicats. Non seulement des organisations locales politiques hérèrent au parti mais également des syndicats locaux. Cette rme de collaboration entre les organisations du parti et les organi-tions syndicales a survécu dans ce que l'on appelle l'adhésion col-ctive des syndicats au parti.

Dès le début, les organisations politiques et syndicales créées r une base socialiste eurent à lutter contre un rassemblement vrier déjà existant sous une direction bourgeoise-libérale, rassem-ement constitué par des organisations dites associations ouvrières. ais les organisations socialistes gagnèrent rapidement la partie, enant certains éléments bourgeois du mouvement ouvrier libéral mouvement ouvrier socialiste. Parmi eux se trouvait Hjalmar anting (1860-1925). Durant les années 1880, les organisations cialistes étaient totalement distinctes des associations dirigées par libéraux. Le libéralisme avait cependant une certaine influence r les syndicats. Ainsi, le journal fondé par les libéraux, *Tiden* *e Temps*), était surtout le porte-parole des syndicats, tandis que les ganisations du parti social-démocrate fondaient leur propre journal, *cialdemokraten*. La lutte entre ces deux courants occupa la deu-me moitié des années 1880. Elle prit fin lorsque Branting quitta *Tiden* pour le *Socialdemokraten* après que l'on eut écarté Axel nielsson en l'envoyant diriger le mouvement ouvrier dans le Sud la Suède.

Le congrès de 1891 fit le procès de l'anarchisme, mais c'e seulement au congrès de 1897 que le parti adopta son propre pro gramme. A la fin du siècle, le revisionnisme de Bernstein commen çait à gagner les cadres dirigeants. On négligea les principes qu furent relégués à l'arrière-plan tandis que l'on mettait en avant le objectifs tactiques. L'activité parlementaire fut considérée comm l'unique moyen de salut, et la collaboration avec les libéraux bou geois devint le thème de l'activité pratique du parti. Ainsi, les pos tions de principe socialistes furent sacrifiées à des victoires tactique

Le parti, cependant, n'abandonna pas les moyens de lutte extra parlementaires; une forte activité au sein de la classe ouvrière s manifesta dans les années qui suivirent. De grandes grèves se dé roulèrent pour des revendications syndicales, pour la liberté de s'or ganiser et pour le suffrage universel. De puissantes manifestation appuyèrent les revendications concernant le suffrage universel et diminution de la durée du travail. Grâce à cette activité, la représen tation parlementaire du parti social-démocrate grandissait à chaqu élection ainsi que sa capacité d'organisation.

En 1898, les syndicats se confédérèrent au sein de la Landsorga nisationen. En 1907, le parti social-démocrate comptait officielleme 133.000 membres et la confédération syndicale 190.000.

En 1909, le capitalisme suédois déclencha une action d'enve gure contre le mouvement ouvrier sans cesse grandissant. Cet été-l un lockout général fut proclamé dans tout le pays. Les ouvriers répondirent par la grève générale. Ainsi, pendant cinq semaine n'ont paru d'autres journaux que celui édité par le comité centr de grève, *La Réponse*. Cependant, les dirigeants syndicaux réfo mistes divisèrent le front des grévistes; et les ouvriers perdire cette bataille. Le résultat fut l'abandon massif des syndicats et persécution de milliers d'ouvriers qui furent inscrits sur des list noires et exclus des chantiers. Une grande partie des meilleurs cadr ouvriers émigrèrent, la plupart aux Etats-Unis.

Les éléments anarcho-syndicalistes profitèrent du méconten ment pour former leur propre confédération syndicale, la S.A.C (Sveriges Arbetares Centralorganisation, c'est-à-dire Confédérati générale des ouvriers suédois).

La défaite des ouvriers lors de la grève générale de 1909 acce tua les contradictions idéologiques au sein du parti. Une oppositi se forma dont la jeunesse social-démocrate constituait la force esse tielle. L'ancien journal de la jeunesse, *Fram,* fut abandonné et

ouveau journal fondé, *Stormklockan* (*Le Tocsin*). Ce dernier devint galement le porte-parole de l'opposition de gauche. Les contradicons s'aggravèrent encore lorsque la direction du parti et le groupe arlementaire abandonnèrent leur précédente position antimilitaiste pour soutenir, dès 1911, la politique d'armement. Lorsque la uerre éclata en 1914, la direction social-démocrate fit la paix civile vec le gouvernement conservateur. En ce qui concerne la politique trangère, cependant, la direction du parti soutint la ligne de neualité, s'alliant ainsi au courant anglophile de la bourgeoisie suéoise. Grâce au soutien social-démocrate, ce courant devint suffiamment fort pour contrebalancer avec succès les efforts des milieux e la cour, de hauts fonctionnaires et du corps d'officiers tendant entraîner la Suède dans la guerre au côté de l'impérialisme allenand.

La guerre entraîna de dures privations pour les ouvriers. Le gouernement avait autorisé l'exportation illimitée vers l'Allemagne des narchandises vitales. Des mesures sévères de rationnement durent ètre prises. Inspirés par la révolution russe, les ouvriers se rassemblèrent en de puissantes manifestations, exigeant un nouveau gouvernement et une nouvelle politique. Effrayés par l'action des ravailleurs, la bourgeoisie, la cour et les éléments réactionnaires s'apprêtèrent à faire des concessions. La direction du parti socialdémocrate, sous la présidence de Branting, posa comme condition de sa collaboration en vue de donner un coup d'arrêt à la lutte des ouvriers que soient accordés le suffrage universel et la journée de 8 heures.

En 1915, l'aile gauche du parti avait été réduite au silence; en 1917, elle se sépara de lui et forma le Parti Social-démocrate de gauche. De celui-ci est issu le Parti Communiste Suédois qui prit ce nom en 1921.

En 1917, le parti social-démocrate entra dans la coalition gouvernementale du libéral Edén. Quatre social-démocrates firent partie du gouvernement : Branting, Rydén, Palmstierna et Osten Undén, ce dernier ministre actuel des Affaires étrangères.

Lors des premières élections qui se firent au suffrage universel, e parti social-démocrate remporta de grands succès, devenant le plus grand parti du Parlement. Ainsi, en 1921, furent jetées les bases du premier gouvernement homogène social-démocrate. A cette occasion, les grandes masses demandèrent que le programme du parti soit réalisé également en ce qui concernait les principes. Cependant, la direction du parti et le groupe parlementaire étaient d'un

autre avis. Le professeur Herbert Tingsten, que la direction du parti chargea, vers 1930, de rédiger un travail historique sur le développement idéologique du parti, formule ainsi la réponse donnée à cette revendication des masses : « L'idée d'une prise de pouvoir totale, de la contradiction absolue entre une classe dominante et une classe dominée, de la victoire du système socialiste sur le capitalisme, fut définitivement abandonnée lorsque les dirigeants social-démocrates devinrent les gouvernants du pays sans que fût posée la question d'une activité de caractère véritablement socialiste ».

Afin d'annihiler les efforts déployés par les masses pour obtenir la réalisation du socialisme, on adopta la méthode consistant à désigner une commission chargée d'émettre des avis et d'élaborer des propositions concernant la socialisation.

« D'année en année, on affirma que le parti ne pouvait raisonnablement présenter quelque proposition de socialisation avant que la commission n'eût terminé son travail qui devait être forcément très complexe et très long. L'existence de l'idée du principe socialiste s'en trouvait assurée en même temps que sa réalisation était écartée » [1].

La commission de socialisation émit une foule de rapports. Elle fut dissoute en 1933. Les résultats des travaux furent versés aux archives.

Le socialisme étant de cette manière enterré, grâce à la commission de socialisation, la direction du parti modifia également sa tactique.

Pendant la campagne pour le suffrage universel, la journée de 8 heures ainsi que d'autres réformes, le parti avait : 1) coopéré avec les libéraux, 2) mobilisé les masses.

Hjalmar Branting est, nous l'avons vu, passé des milieux libéraux bourgeois au mouvement ouvrier. Il n'abandonna jamais l'idéologie libérale. L'un des points d'appui de sa politique était la collaboration avec le libéralisme bourgeois. La différence entre lui et une série d'autres hommes politiques libéraux était qu'il ne craignait pas de mobiliser les masses pour faire aboutir les réformes soutenues également par les libéraux. Durant les années 1890 et jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la politique suédoise fut caractérisée par de larges actions ouvrières : grève générale de trois jours en 1902 pour le suffrage universel, campagne pour les

1. Herbert Tingsten : *Le développement idéologique de la social-démocratie*, Editions Tiden, Stockholm 1941, tome II, p. 413.

droit de la Norvège à rompre l'union avec la Suède en 1905, grèves importantes et lutte contre les briseurs de grève en 1908, grande grève de 1909, manifestations pour la paix et contre la guerre en 1914 et les puissantes manifestations de la faim de 1917-18.

La tactique changea lorsque le parti commença à participer au gouvernement puis fut en mesure de le former seul. La direction du parti social-démocrate ne considérait pas le suffrage universel et la journée de 8 heures, réalisés en 1918-19, comme des victoires partielles dans la lutte pour le socialisme, mais comme un but en soi. Il ne restait plus, le suffrage universel aidant, qu'à éliminer les « imperfections » de la société, principalement améliorer la politique sociale et mieux assurer « la sécurité des citoyens ».

Tandis que les actions de masse étaient considérées auparavant comme un moyen essentiel pour exprimer et affirmer les revendications ouvrières et pour amener la gauche bourgeoise à accepter des compromis, elles apparurent embarrassantes et irrationnelles aux yeux de la direction du parti social-démocrate, après la réalisation du suffrage universel. Elles pouvaient gêner les possibilités de compromis parlementaire. La direction du parti essaya donc de décourager les actions de masse. Bien entendu, la direction du parti ne pouvait empêcher les ouvriers d'agir pour leurs intérêts immédiats; dans les années 20 pour les salaires et dans les années 30 contre les diminutions de salaires, les ouvriers suédois ont mené une série de grands et importants combats. Mais l'attitude de la direction soicial-démocrate envers ces actions s'exprima par le soutien et la réalisation de mesures — dont plusieurs lois — limitant les libertés ouvrières et syndicales, telles la loi sur l'arbitrage obligatoire, la loi sur les conventions collectives et la loi exigeant un préavis avant chaque grève. Ces lois ont été complétées vers la fin des années 30 et dans les années 40 par un certain nombre de « conventions volontaires » entre la direction de la centrale syndicale L.O. et celle de l'organisme central du patronat. Selon ces conventions, les principes généraux concernant les salaires et les autres conditions de travail se règlent par des pourparlers entre les organisations centrales.

La mort de Hjalmar Branting, en février 1925, n'a fait qu'accentuer la tendance de la direction du parti social-démocrate à mettre l'accent sur le compromis parlementaire plutôt que sur l'action de masse. Dans ce domaine, le nouveau dirigeant du parti, Per Albin Hansson (1885-1946), élu président du parti en 1928, montra une habileté considérable. Aux élections générales de 1932, le S.A.P.

renforça encore sa position. Les partis bourgeois étaient affaiblis (le président du Conseil, dirigeant du parti libéral, C. G. Ekman, convaincu d'avoir reçu de fortes sommes d'argent du gros capitaliste et escroc Ivar Kreuger, avait été obligé de démissionner quelques semaines avant les élections). Le parti social-démocrate se trouva, après les élections, en mesure de former un gouvernement. Des pourparlers furent immédiatement engagés avec l'Union paysanne [2] concernant une collaboration parlementaire. Sous la pression de la grande crise économique, des dizaines de milliers de petits et moyens paysans se trouvaient menacés de ruine. Les directions du parti social-démocrate et de l'union paysanne élaborèrent ensemble un vaste projet en vue d'aider les paysans les plus durement frappés à sortir de la crise. Cet accord est un exemple typique de l'art de la tactique parlementaire. Il eut pour résultat de neutraliser l'union paysanne en tant qu'allié de la droite et du parti populaire, les deux autres partis bourgeois. Vingt-cinq années après cette convention, la droite et le parti populaire n'ont pas encore reconquis leur ancien allié. Et il ne semble guère possible pour l'union paysanne de changer de front sans provoquer une scission dans ses propres rangs.

Le parti social-démocrate renforça sa position parmi les ouvriers en opposant à la prétention de la bourgeoisie de diminuer les salaires afin de parer la crise, le mot d'ordre : Du travail pour tous. L'évolution politique extérieure favorisa cette manœuvre du parti. L'arrivée au pouvoir du nazisme en Allemagne créa les conditions d'un intense développement de l'industrie d'armement. L'industrie suédoise d'exportation en profita. Le nombre des chômeurs diminua; les prix des produits agricoles commencèrent à s'élever. La social-démocratie se loua de cette évolution. Après les élections de 1936, la coopération entre l'union paysanne et le parti social-démocrate fut confirmée par la formation d'un gouvernement de coalition avec la participation des deux partis.

Immédiatement après le déclenchement de la guerre, en 1939, le gouvernement fut remanié de manière à y faire participer également la droite et le parti populaire. Le chef du parti social-démocrate resta cependant président du Conseil. La tactique du parti social-démocrate consistait à lier tous les partis bourgeois au gouvernement afin de manifester ainsi la solidité de la neutralité proclamée. Le

2. L'Union paysanne est actuellement le Parti du Centre.

social-démocrate Richard Sandler, jusqu'alors ministre des Affaires étrangères, et partisan d'une politique antisoviétique, fut éliminé. L'Allemagne d'Hitler menaça fortement l'indépendance nationale suédoise. Cette menace a été repoussée en grande partie grâce à l'attitude de l'Union soviétique et à sa défense de la neutralité suédoise. La ligne de conduite du parti social-démocrate consista à céder aux exigences allemandes jusqu'à une certaine limite : le stationnement de troupes allemandes en Suède. Une telle exigence aurait été repoussée. C'est ainsi que le transit par la Suède de troupes allemandes partant pour la Norvège ou en revenant fut autorisé ainsi que celui de troupes allemandes pour le front de Finlande.

A l'intérieur, les concessions faites à la haute finance et à la réaction du pays firent pendants aux concessions faites au nazisme à l'extérieur. Les ouvriers durent supporter de lourdes charges tandis que les riches purent accroître leur richesse. Le mécontentement croissant parmi les ouvriers qui exigeaient des mesures rendant impossible à l'avenir le pillage capitaliste des masses a amené le parti social-démocrate à présenter, en 1944, un vaste programme politique pour l'après-guerre. Un mois seulement environ après la fin de la guerre en Europe, le gouvernement de coalition fut dissous et un gouvernement social-démocrate homogène fut formé. Du fait de l'opposition montante et de la volonté de lutte croissante des ouvriers qui se manifestèrent notamment par une grève de cinq mois de 130.000 métallurgistes (février à juin 1945), le chef du parti d'alors, Per Albin Hansson, envisagea un changement de tactique: rechercher le soutien du parti communiste qui avait fortement progressé pendant la guerre et tout de suite après l'armistice. Il est difficile de dire s'il fallait prendre au sérieux cette idée ou si elle ne constituait qu'une menace à l'égard des partis bourgeois. Quoi qu'il en soit, cette idée ne survécut pas à la mort de Per Albin Hansson en 1946 et ne fut pas reprise par le nouveau chef du parti, Tage Erlander (actuel président du Conseil).

Aussitôt que l'esprit de combativité faiblit parmi les ouvriers, on déclara que le programme de 1944 était réalisé ; la coalition gouvernementale avec l'Union paysanne fut ressuscitée en 1950 et l'on vira de nouveau à droite.

★

Il est intéressant d'étudier l'attitude de parti social-démocrate à l'égard du mouvement communiste.

Après la scission du parti, en 1917, on put encore maintenir quelques années la coopération des ouvriers et celle des deux partis ouvriers. Aux élections générales, notamment, les deux partis constituaient un cartel; ils obtenaient ainsi un plus grand nombre de mandats, l'ensemble de leurs voix s'opposant à celles des partis bourgeois. Mais, en 1935, la social-démocratie réduisit à néant les possibilités d'une telle collaboration par une loi l'interdisant. Durant les années 1920, la brèche s'élargit, dans les syndicats, entre les ouvriers communistes et social-démocrates. L'attitude de la direction du parti communiste d'alors, qui se laissait facilement provoquer à prendre des mesures irréfléchies, y contribua également. La lutte contre les communistes continua de s'envenimer aux environs de 1930; des syndicats à majorité communiste furent liquidés, des communistes furent exclus des syndicats sans aucune justification.

L'unité syndicale fut toutefois assez rapidement rétablie. Le mérite n'en revient nullement à la direction du parti social-démocrate, mais aux efforts sincères déployés par les communistes afin d'empêcher une division du mouvement syndical.

Si le parti social-démocrate fait entrer tous les partis bourgeois avec la social-démocratie dans ce qu'il appelle « la communauté démocratique », il en exclut les communistes. Il est vrai qu'il n'exige pas l'interdiction du parti communiste, mais certaines mesures ont été prises en vue d'empêcher les communistes d'obtenir certains emplois, des ouvriers communistes ne sont pas embauchés par certaines entreprises, etc. L'un des mots d'ordre principaux du chef actuel du parti social-démocrate est de livrer bataille contre les communistes dans les syndicats.

Des tendances communisantes sont considérées comme « déviations » et ne sont pas tolérées dans le parti social-démocrate. Même l'adhésion à une organisation telle que la Svenska Kvinnors Vänsterförbund (l'Union de Gauche des Femmes Suédoises), affiliée à la F.D.I.F., est interdite à tout membre du parti social-démocrate. L'organisation de la jeunesse social-démocrate défend à ses membres de participer aux festivals de la jeunesse. Un social-démocrate dont

e travail ou la position dépend du bon vouloir de la direction de son parti peut payer cher le fait de participer au Mouvement mondial de la paix.

Au sein du mouvement syndical, de hautes barrières sont dressées contre le communisme. L'accès aux postes dirigeants est interdit aux communistes. Même le plus qualifié, s'il est membre du parti communiste, n'a aucune possibilité. Une forte pression est exercée sur les militants syndicaux sans parti pour les faire adhérer au parti social-démocrate.

L'attitude de la presse social-démocrate à l'égard du communisme ne diffère pas de celle de la presse bourgeoise.

On peut résumer ainsi l'évolution de l'idéologie et de la tactique du parti social-démocrate : si, au début, le parti déclarait prendre pour base le marxisme, au tournant du siècle, cependant, on commença à négliger les principes essentiels et les buts du socialisme; les réformes furent mises en avant et d'objectifs tactiques devinrent objectifs fondamentaux. Par la suite, le parti abandonna complètement les objectifs socialistes même dans sa propagande, faisant de la démocratie bourgeoise le contenu essentiel de sa politique. La direction du Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède ne se donne pas pour tâche de détruire les bases de la société capitaliste. Bien au contraire, le compromis parlementaire, d'abord instrument au service des aspirations socialistes de la classe ouvrière, est devenue le but et le sens même de la politique social-démocrate. Le front que le parti social-démocrate oppose au communisme est plus offensif que celui qu'il oppose au capitalisme.

Cela ressort de la position du parti social-démocrate sur certaines questions actuelles essentielles.

II

Dans le programme du Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède il est dit entre autres : « La démocratie légale et politique ne constitue pas seulement, pour la social-démocratie, une arme dans la lutte pour une transformation économique de la société, mais elle est un but en soi, car elle constitue une partie indispensable de l'ordre démocratique, de la communauté de citoyens libres et égaux, qui est le but auquel aspire la social-démocratie ». Toute l'activité et toute la politique du parti social-démocrate montrent que la forme

bourgeoise de « démocratie légale et politique » existant en Suède leur convient parfaitement. En laissant ainsi se confondre dans la « démocratie légale et politique » « un but en soi » avec « la lutte pour une transformation économique de la société » les rédacteurs du programme tendent à estomper « la transformation économique de la société » pour laisser dominer « la démocratie légale et politique ».

Cette manière nébuleuse de s'exprimer ne peut guère avoir d'autre but que d'enterrer plus profondément encore les principes socialistes.

Pour juger du parti social-démocrate, il faut donc considérer les positions de ce parti sur certaines questions concrètes, qui constituent des aspects essentiels de sa ligne politique. Nous examinerons ainsi : 1. L'attitude du parti social-démocrate dans les questions de la guerre et de la paix; 2. Son attitude à l'égard de l'U.R.S.S. et du pouvoir soviétique; 3. Sa politique économique à l'intérieur; 4. Sa position sur les droits et libertés démocratiques.

En ce qui concerne la politique extérieure, le parti formule ainsi ses principes d'action : « La politique extérieure vise à sauvegarder la paix et l'indépendance du pays. Elle est soutenue par une politique de défense positive. La Suède collabore à une politique internationale ayant pour but principal de créer un système international de droit exercé par une association des peuples démocratiquement organisée, dotée d'une force d'ordre internationale.

« Coopération nordique.

« Contrôle populaire de la politique extérieure ».

Si la politique appliquée sur les deux premiers points de ce programme concordent avec les principes indiqués, il n'en est pas de même en ce qui concerne le troisième point.

Le contrôle populaire, en effet, n'existe que sur le papier. L'essentiel du corps diplomatique et du personnel du ministère des Affaires étrangères se recrute dans les mêmes milieux qu'avant l'arrivée de la social-démocratie au pouvoir. Un pourcentage important des hauts fonctionnaires du ministère est issu de la noblesse, alors que celui des fonctionnaires sortant de la classe ouvrière est insignifiant.

Les questions de politique extérieure sont soumises au Parlement selon les modalités fixées par la Constitution. C'est ainsi qu'il ratifie certains traités et accords conclus par la Suède avec d'autres Etats.

Outre le gouvernement et le ministère des Affaires étrangères,

il existe deux organismes qui traitent de ces questions. Ce sont le Conseil pour les Affaires étrangères et la Commission parlementaire des Affaires étrangères. Cette dernière est élue par le Parlement comme les autres commissions parlementaires. Elle met au point les motions qui lui sont remises et les soumet à l'examen et à la décision des Chambres.

Le Conseil pour les Affaires étrangères joue le rôle de conseiller auprès du gouvernement pour les questions de politique extérieure. Ses membres sont exactement les mêmes que ceux de la commission parlementaire, à une exception près, toutefois : son président est le roi de Suède qui, par contre, ne fait pas partie de la Commission parlementaire. (Selon la Constitution le roi n'a le droit d'assister ni aux séances du Parlement ni aux réunions des commissions parlementaires quelles qu'elles soient.) Cet arrangement donne au roi la possibilité d'orienter la discussion et la mise au point des questions traitées par la Commission parlementaire. Ce n'est pas là une mesure propre à renforcer ni même à aboutir à un « contrôle populaire » de la politique étrangère, mais plutôt le moyen de sauvegarder le contrôle royal de cette politique.

Mais, dira-t-on, la presse a la liberté de discuter de ces questions. A vrai dire, cette liberté s'est avérée très limitée en certaines occasions. Pendant la deuxième guerre mondiale, notamment, une forte pression du gouvernement s'exerça contre certains journaux; un grand nombre de journaux antifascistes ne purent circuler librement.

Les vingt-cinq années de gouvernement social-démocrate n'ont donc pas étendu le moins du monde le « contrôle populaire » de la politique extérieure.

Par contre, la politique social-démocrate vise sans aucun doute à sauvegarder la paix en Suède. Il s'appuie d'ailleurs, en cela, sur l'opinion nettement affirmée de l'énorme majorité du peuple suédois. Le principe fondamental du parti social-démocrate à ce sujet peut s'exprimer ainsi : Ne conclure aucune alliance en temps de paix afin de pouvoir rester neutre en temps de guerre. Cependant, il faut constater que les milieux dirigeants du parti social-démocrate appliquent d'une manière très élastique aussi bien la notion de non-participation aux alliances que celle de neutralité. Ainsi des déclarations idéologiques partiales, des traités commerciaux ou — par exemple — l'adhésion au plan Marshall, ne violent pas, selon eux, la non-participation aux alliances. Pendant la guerre 1939-1945, pratiquement seule la guerre ouverte était exclue de la notion de neutra-

lité. Ce faisant, elle pouvait s'accommoder de la levée de volontaires et de leur participation à la guerre contre une puissance amie aussi bien que du transit de troupes étrangères sur son territoire.

Cependant, la Suède, par rapport aux grandes puissances, est un petit pays aux ressources économiques et militaires restreintes. Son histoire lui a enseigné les terribles méfaits de la guerre et elle connaît les bienfaits d'une longue paix. Le peuple suédois est donc plus sensible aux paroles de paix que de guerre. C'est cela qui détermine pour l'essentiel la position du parti social-démocrate sur cette question vitale.

Depuis la Révolution d'Octobre, le Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède reste hostile à l'Union Soviétique et au pouvoir soviétique. Bien que les ouvriers suédois aient salué avec enthousiasme la prise du pouvoir par les ouvriers russes, de nombreux dirigeants social-démocrates ont considéré la Révolution d'Octobre comme un crime. Certains, Hjalmar Branting par exemple, adoptèrent une position attentiste, d'autres, comme Werner Rydén et Palmstierna, se rangèrent entièrement du côté de la contre-révolution. Le parti social-démocrate n'a jamais cessé de témoigner à l'U.R.S.S. cette froide hostilité. Le degré d'animosité a varié selon les conjonctures, mais celle-ci demeure. Dans les années qui suivirent la Révolution d'Octobre, l'attitude des social-démocrates envers l'Union Soviétique reposait sur l'idée que le pouvoir soviétique s'écroulerait rapidement ou serait écrasé et remplacé par un régime de démocratie bourgeoise. Le pouvoir soviétique se montrant plus durable qu'il ne le supposait d'abord, le parti social-démocrate suédois se prononça finalement pour la reconnaissance diplomatique de l'U.R.S.S. Cependant, l'attitude du parti social-démocrate ne fut pas influencée par cette mesure. On présenta la dictature du prolétariat comme l'oppression des larges masses, comme une nouvelle autocratie, comme un régime inadmissible dont on espérait que le peuple de l'Union Soviétique se débarrasserait ou serait débarrassé rapidement.

A propos du pouvoir soviétique et du régime socialiste en général, la presse social-démocrate ne se distingue pas sensiblement de la presse bourgeoise. Elle l'a quelquefois même surpassée en matière de falsifications et de calomnies.

Naturellement, la social-démocratie adopte une attitude également hostile à l'égard des régimes de démocratie populaire d'Europe et d'Asie. En 1948, lorsque le peuple tchécoslovaque repoussa avec

succès la tentative de restauration bourgeoise, le parti social-démocrate suédois qualifia d'attentat contre la démocratie la défense du régime socialiste. Cependant, lorsque les milieux dirigeants de Yougoslavie nouèrent des relations avec les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes, le parti social-démocrate, modifiant avec une rapidité remarquable son attitude envers ce pays, établit une coopération avec les cercles proches du maréchal Tito. Il va de soi que le Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède qualifia la tentative de contre-révolution en Hongrie, en 1956, de « lutte de libération » et regretta vivement son échec.

La direction du S.A.P. témoigne de la même hostilité à l'égard des manifestations d'amitié envers l'Union Soviétique dans les propres rangs du parti ou dans sa sphère d'influence. Vers 1925 déjà, furent exclus du parti et de l'organisation de la jeunesse des adhérents qui, rapportant leurs impressions d'un voyage d'étude en Union Soviétique, « omettaient » d'attaquer le pouvoir soviétique. Ce n'est qu'après 1950 que le véritable boycottage des voyages d'étude en Union Soviétique fut temporairement levé. Au début des années 1940, des dirigeants social-démocrates utilisèrent leurs positions dans les syndicats pour soumettre à la signature des adhérents de ces syndicats des déclarations réprouvant la politique extérieure de l'Union Soviétique ; les adhérents qui refusaient de signer étaient menacés d'exclusion, être exclu des syndicats signifiant souvent perdre son travail.

La position du parti social-démocrate à l'égard du pouvoir soviétique est donc tout à fait claire. Le parti admet que la Suède doit entretenir des relations diplomatiques correctes avec l'U.R.S.S. comme avec tout autre Etat, mais déplore l'existence du régime socialiste en Union Soviétique, nourrissant l'espoir que ce régime pourra être aboli et remplacé par un régime démocrate bourgeois de type « suédois ». A quelques exceptions près, tous les cadres dirigeants du parti, ses journaux et périodiques affirment que n'importe quel régime imaginable ou presque est préférable à celui qui règne sur le monde socialiste.

Dans l'exposé des pricipes fondamentaux du parti social-démocrate, il est dit : « L'influence de la société sur les forces productives, la planification, l'accession des travailleurs à la propriété, et l'égalité des citoyens sont des lignes conductrices des aspirations de la social-démocratie. Ce sont des lignes conductrices pour un système de société socialiste ».

Le programme d'action, adopté par le congrès de 1956, concrétise ainsi cette déclaration de principe : « Une politique économique planifiée visant à : *utiliser* de manière complète et efficace les ressources productives de la société; *garantir* des emplois stables à toute la population capable de travailler; et *assurer* un niveau de vie correspondant aux fruits du travail commun à tous les citoyens.

« Dans toute la mesure nécessaire à la réalisation d'une telle économie *seront coordonnées* et dirigées par la société les différentes formes d'activités économiques, et *sera transférée* à la société la propriété des richesses naturelles; des entreprises industrielles; des institutions de crédit ; des moyens de transport et des voies de communications ».

La mise en pratique de ces déclarations de programme se traduit pour la social-démocratie suédoise dans le schéma suivant :

Occupant la majorité des bancs du Parlement et, de ce fait, dirigeant également le gouvernement, la social-démocratie a des possibilités réelles d'agir comme régulatrice de la vie économique et d'assurer ainsi le plein emploi. Grâce à ce plein emploi, existent les garanties d'une augmentation constante de la production. L'augmentation de la production amène une élévation du niveau de vie pour tous, les salaires des ouvriers et des employés dépendant directement de cette augmentation. Du fait que le Parlement et le gouvernement décident du montant des impôts et sous quelles formes ils doivent être perçus, la social-démocratie a la possibilité d'effectuer un nivellement social, les contradictions de classe s'atténueront et peu à peu disparaîtront. Une harmonie sociale s'instaurera. Du fait que le gouvernement et le Parlement dominent directement aussi la politique sociale (assurance-vieillesse, sécurité sociale, logements, allocations familiales, etc.), tout le monde peut avoir la garantie de sa sécurité, y compris ceux qui, à cause de la vieillesse ou par suite de maladie ou d'infirmité, ne peuvent pas participer à la production. Une déclaration du chef du parti social-démocrate sur un relèvement de la retraite des vieux travailleurs est typique de la façon dont les milieux dirigeants social-démocrates envisagent la portée des réformes sociales. Celui-ci estime qu'en assurant une telle retraite, « l'on élimine de la société *la barrière de classe* la plus grande existant actuellement » [3].

3. *Morgontidningen*, organe central du parti social-démocrate, 5 juin 1957.

Le Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède n'attribue qu'une importance secondaire à la question de savoir qui possède les moyens de production et qui en dispose, l'essentiel étant la façon dont les moyens de production sont exploités et fonctionnent. Si les ressources productives d'un secteur privé sont exploitées de manière rationnelle, il n'y a pas lieu pour l'Etat — le vocabulaire de la social-démocratie suédoise remplace volontiers Etat par société — de s'en mêler. Une modeste partie seulement des profits capitalistes, prétend-il, va à la consommation de luxe, la plus grande partie étant investie dans la production. Du point de vue des répercussions sociales, le fait que la production dépende du capital privé ou de l'Etat (ou société) ne ferait que peu de différence. Ainsi, il n'y a pas lieu — toujours selon les dirigeants social-démocrates — d'intervenir contre le capital privé aussi longtemps que les capitalistes entretiennent les forces productives.

Ce raisonnement très sommaire constitue la base de la politique réelle appliquée par la social-démocratie. Aussi n'a-t-on rien entrepris en matière de propriété et d'exploitation des ressources productives du pays qui puisse de quelque manière gêner sensiblement la haute finance suédoise. Des rapports parlementaires ont été élaborés ces dix dernières années concernant une nationalisation du commerce du pétrole, des sociétés d'assurance et de la production du matériel de construction. Ces rapports n'ont abouti à aucune proposition de la part du gouvernement. Le droit de propriété de l'Etat sur la plupart des chemins de fer et les P.T.T. fut établi longtemps avant que la social-démocratie n'ait obtenu une influence parlementaire d'une importance décisive. La transformation des mines de fer du Nord, d'entreprise mixte en entreprise d'Etat, s'est faite en 1957 conformément à l'accord conclu en 1907. Les actionnaires privés — les banquiers Wallenberg — ont reçu près d'un milliard de couronnes d'indemnité. Deux autres industries importantes sont nationalisées : les Industries forestières d'Etat (industrie chimique à base de bois) et les Fonderies de Norrbotten [4]. La première fut créée avant 1932, date de la formation du gouvernement social-démocrate ; la deuxième sous un gouvernement social-démocrate mais sur initiative communiste.

Le secteur d'Etat, communal et coopératif de la production suédoise est relativement restreint.

4. Norrbotten est un département du nord de la Suède.

Quels moyens les social-démocrates dirigeant le gouvernement considèrent-ils avoir en leur possession pour établir une « économie planifiée » avec un appareil de production et de distribution entre les mains, pour la plus grosse part, du capital privé ? Les principaux sont : 1) le contrôle des dépenses publiques y compris les investissements; 2) le contrôle de la construction; 3) la politique fiscale; 4) la politique financière de la banque nationale; 5) certaines mesures concernant le commerce; 6) les tarifs garantis des prix agricoles; 7) une influence décisive sur la politique des salaires de la centrale syndicale L.O.

Deux organismes ont été créés pour suivre le développement économique et indiquer régulièrement les perspectives de ce développement. Ce sont « l'Institut d'étude de la conjoncture » et la « Commission du Budget ». Les rapports de ces organismes guident la politique économique du gouvernement lors des pourparlers avec les représentants de la haute finance. Quelques faits montrent bien la capacité de la social-démocratie de « diriger » le développement économique :

D'après les dernières statistiques publiées (1951-1954), la fortune imposable par habitant étant de 80.000 couronnes et au-dessus, le total de ces fortunes est ainsi divisé : 3 % de la population en possèdent la moitié et 27 % l'autre moitié; 70 % de la population ne sont pas imposables. Il y a quarante ans, la répartition des fortunes était à peu près la même.

Onze mille personnes possèdent les deux tiers de toutes les actions des sociétés suédoises. Pour les plus importantes de celles-ci — celles cotées en Bourse — 91,5 % des actions appartiennent à des personnes ayant plus de 50.000 couronnes de *reveu annuel*). Dans 163 des 200 entreprises de plus de 500 ouvriers 10 personnes environ ont participé aux assemblées d'actionnaires. Dans 152 de ces assemblées, 3 personnes ou moins encore possédaient la majorité des actions donnant droit au vote.

La concentration des capitaux était loin d'avoir la même ampleur il y a quarante ans.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les principes fondamentaux du parti social-démocrate suédois affirment que « la démocratie légale et politique » n'est pas, pour la social-démocratie, seulement un moyen mais « un but en soi ». Le chef actuel du parti l'a exprimé ainsi : « La démocratie possède une valeur en soi ». Afin d'aider à comprendre ce langage, il semble utile d'expliquer brièvement ce

qui se cache, dans le programme de la social-démocratie et dans la politique qu'elle applique, derrière la notion de « démocratie légale et politique ».

Lorsque les dirigeants social-démocrates emploient le mot démocratie, ils entendent la démocratie qui peut exister dans une société capitaliste. Un éminent théoricien social-démocrate danois, le professeur Alf Ross, a défini la notion de démocratie en expliquant qu'il ne s'agit que de la *forme* appliquée pour aboutir aux décisions dans le cadre du Parlement et du gouvernement. La démocratie n'a rien à faire avec le *contenu* ou la *signification* des décisions. Une décision du gouvernement ou du Parlement peut être très défavorable aux masses et avantager les capitalistes, elle sera tout de même démocratique si elle a été prise dans les formes exigées par la démocratie ! On attribue donc aux formes de gouverner l'Etat l'importance décisive. Et quelles doivent être les caractéristiques formelles d'une démocratie ayant « une valeur en soi » ?

Le Parlement doit être composé de personnes élues au suffrage universel, égal et secret. Le suffrage universel n'est cependant pas indispensable, la Suisse est considérée comme une démocratie bien que la moitié de la population adulte (les femmes) n'ait pas le droit de vote. On ne peut priver quelqu'un du droit de vote parce qu'il n'a pas beaucoup d'argent, ou parce qu'il en a beaucoup.

Il doit exister plus d'un parti politique. N'importe qui doit avoir le droit de former un parti et de concourir pour la majorité des voix. L'on peut faire des exceptions à cette règle mais une interdiction ne saurait frapper qu'un parti représentant les aspirations révolutionnaires. Ainsi, la Finlande entre les deux guerres et l'Allemagne fédérale aujourd'hui sont considérées comme des démocraties bien que le parti communiste y ait été ou y soit interdit.

La démocratie exige aussi la liberté de presse. Chacun doit avoir le droit de publier et de diffuser des écrits imprimés. On ne doit pas censurer. Par contre, le gouvernement doit avoir le droit de confisquer des écrits imprimés. Ainsi, pendant la guerre 1939-45, la diffusion de plusieurs journaux antifascistes fut interdite en Suède

On doit avoir la liberté de se réunir. Des exceptions peuvent cependant être autorisées au cas où le gouvernement ou des organes locaux du pouvoir décideraient une telle restriction. Les propriétaires de locaux n'ont aucune obligation de louer ceux-ci.

Le système judiciaire doit être indépendant du gouvernement et du Parlement. Les juges doivent avoir une formation juridique et ils doivent être inamovibles ; on ne doit pas pouvoir les destituer à

moins qu'ils n'aient commis des fautes très graves dans l'exercice de leur fonction. Toute personne soupçonnée d'un crime et qui a été arrêtée doit avoir le droit d'être jugée devant un tribunal et d'être défendues par un avocat. Le tribunal peut décider du huis-clos. Personne ne peut être condamné à une peine d'emprisonnement par voie administrative. Des suspects peuvent par contre être gardés pour interrogatoire pendant un délai plus ou moins indéfini. A moins que l'on ne soupçonne un crime des perquisitions ne doivent pas être autorisées. On peut cependant faire des exceptions à cette règle. Pendant la guerre mondiale la police a amplement perquisitionné dans les locaux du parti communiste et chez des centaines de militants communistes sans la moindre preuve d'une action criminelle quelconque.

La propriété privée est sacrée.

Voici donc quelques-uns des principaux aspects de la « démocratie légale et politique » considérée par le Parti Ouvrier Social-démocrate de Suède comme un but en soi. La tolérance de la social-démocratie à l'égard des déviations et des violations de ces règles nous amène à la conclusion qu'en réalité n'importe quelle société bourgeoise peut compter parmi les démocraties pourvu qu'elle remplisse deux conditions : 1) qu'il y existe ou en tout cas qu'il puisse y exister un parti social-démocrate approuvé par la social-démocratie suédoise, et 2) que le pouvoir d'Etat ne soit pas soutenu par le parti communiste ou que celui-ci ne soit pas le parti dirigeant de la nation.

Comme nous l'avons vu, les vingt-cinq années de gouvernement social-démocrate en Suède n'ont pas modifié la répartition des fortunes ni empêché l'énorme concentration des capitaux privés. A propos de l'attitude social-démocrate envers la démocratie il est intéressant d'examiner si, et dans quelle mesure, les rapports de classe se sont modifiés au sein de l'appareil d'Etat et dans l'enseignement supérieur sous le gouvernement social-démocrate [5].

Parmi les étudiants qui préparent le baccalauréat, 51 % viennent du groupe social I, 37 % du groupe II et 12 % du groupe III. Durant les quarante dernières années, ces chiffres n'ont subi que des modifications minimes. Des étudiants inscrits à l'Université et aux

---

5. En ce qui concerne la position sociale et économique, la statistique officielle suédoise divise la population en trois groupes : le Groupe I, appelé la classe « supérieure », constitue 6 % de la population ; le Groupe II, la classe moyenne, y compris les paysans propriétaires de leur terre, 37 % ; le Groupe III, les ouvriers et simples fonctionnaires, 57 % de la population.

coles supérieures pour la période de 1936 à 1945, 58 % venaient u groupe I, 36 % du groupe II et 6 % du groupe III. En 1956, chiffre correspondant était, pour le groupe III, de 14 %, c'est-dire en augmentation. Mais 86 % continuent d'être recrutés dans s couches supérieures et les classes moyennes.

A son tour, la composition sociale des étudiants a des répercusions sur la composition de l'appareil d'Etat. Exception faite de uelques postes spécifiquement politiques (préfets, secrétaires d'Etat, irecteurs généraux), les qualifications requises pour accéder aux chelons supérieurs de la fonction publique exigent au moins le baccalauréat et souvent une formation universitaire.

Une enquête faite, il y a quelques années sur l'origine sociale es fonctionnaires de l'administration a donné les résultats suivants :

	1927	*1947*
	—	—
Groupe I	76,9 %	79,9 %
Groupe II	20,4 %	19 %
Groupe III	2,7 %	1,1 %

Sten-Sture Landström, qui dirigeait l'enquête, en tire cette conlusion : « La société suédoise de l'époque de 1940 et d'après uerre présente, en ce qui concerne l'origine des fonctionnaires adainistratifs, une structure sociale qui reste pour beaucoup semblable celle existant à l'époque aussi bien de la démocratie que du parèmentarisme dans notre pays » [6].

L'examen de certains secteurs de l'appareil d'Etat particulièreent importants du point de vue politique, montre de façon frapante le peu d'influence de la classe ouvrière. Des officiers issus du roupe social III ne sont que les exceptions confirmant la règle. e cas est le même, nous l'avons vu, en ce qui concerne les hauts onctionnaires du ministère des Affaires étrangères.

Ainsi la « démocratie légale et politique » des dirigeants socialémocrates n'implique aucune nécessité de modifier la base sociale u recrutement des fonctionnaires et employés de l'Etat.

6. Stén-Sture Landström, *L'Origine sociale des fonctionnaires suédois.*

III

Du point de vue de l'organisation, le Parti Ouvrier Social-dém crate de Suède a une structure assez complexe [7]. Il existe des org nisations régionales, sur la base des communes, appelées « commun ouvrières ». Elles peuvent se subdiviser en associations locales secteur, en « clubs syndicaux » (sur le lieu de travail ou au se des syndicats) ou en associations de gens ayant une situation soci ou des intérêts apparentés. Les « communes ouvrières » sont gro pées en « districts » correspondant en général aux limites des c conscriptions électorales législatives. Des « sections » groupant pl sieurs « communes ouvrières » selon les limites des circonscriptio électorales départementales s'occupent plus particulièrement de préparation et du déroulement de ces élections.

Le Parti social-démocrate admet également l'affiliation collecti de syndicats. Ainsi, sur 784.155 membres recensés au Congrès mai 1956, 400.000 environ sont affiliés collectivement par les sy dicats. L'adhésion est décidée à la majorité simple d'une assembl des syndiqués. En principe, tout syndiqué a le droit de refuser s adhésion au parti social-démocrate mais, dans la pratique, ce dr se révèle assez illusoire. De plus, du fait de l'affiliation collecti de leurs syndicats, une grande partie des cadres et un nombre con dérable de membres individuels sont adhérents deux fois.

Les adhérents des organisations social-démocrates des femm et de la jeunesse sont également compris dans le chiffre officiel c membres du parti.

Le Congrès constitue l'instance suprême du parti. Il se réu tous les quatre ans. Chaque district élit des délégués (leur nomb total est limité à 350). Y participent, en outre, la direction du pa les permanents de l'appareil central et, à raison de un sur dix, membres du groupe parlementaire. Le Congrès élit le président le secrétaire du parti, le bureau politique et le comité central. comité central compte 28 membres titulaires et le bureau politiq 7 membres titulaires (tous membres du comité central) dont le p sident et le secrétaire du parti. On élit un nombre égal de suppléa pour ces deux organismes.

---

7. Nous avons dû, faute de place, réduire à l'essentiel cette troisiè partie de l'étude de F. Lager (*N.d.l.R.*).

Le comité central dirige le parti entre les congrès et doit se unir au moins une fois par an, — le bureau politique se réunisnt, lui, une fois par mois. Les présidents de l'union de la jeunesse de l'union des femmes participent également aux réunions de la rection du parti.

Le groupe parlementaire joue évidemment un rôle dominant au ein du parti social-démocrate suédois. Bien que, selon les statuts, incombe au comité central et au bureau politique de diriger le parti ntre les congrès, le groupe parlementaire n'est responsable de son tivité que devant le congrès. La direction du parti est entièrement ominée par le groupe parlementaire. Le comité central élu au ngrès de 1956 comprend 26 députés sur 28 membres; 4 des membres du bureau politique appartiennent au gouvernement.

Le groupe parlementaire est dirigé par un « conseil de confiance » u chaque année, composé de 17 membres et présidé par le chef parti-président du Conseil. C'est lui, et non le comité central, qui erce de fait la direction du parti. Ainsi, en 1946, lorsque le parti cial-démocrate, après la mort du chef du parti, Per Albin Hansn, dut élire rapidement un nouveau président, le comité central le « conseil de confiance » se trouvèrent en désaccord, et la décion finale fut prise par le groupe parlementaire. Cela ressort égament du fait que le groupe parlementaire se réunit beaucoup plus uvent que les organismes élus du parti. Les procès-verbaux de s réunions prouvent que c'est bien là que s'élabore la ligne polique, le comité central et son exécutif s'occupant plutôt des quesons d'organisation intérieure du parti.

Voici un tableau de la composition sociale du groupe parlemenire social-démocrate actuel :

Professions	Chambre	Sénat	Total
Ouvriers	29	12	41
Employés et fonctionnaires	27	35	62
Entrepreneurs indépendants et paysans	16	10	26
Militants du parti et des syndicats	23	20	43
Diverses (surtout des femmes)	11	2	13
	106	79	185

Parmi les employés il y en a évidemment un certain nombre q du point de vue social sont du même groupe que les ouvriers. C tableau montre néanmoins clairement que le nombre d'ouvriers r constitue qu'une petite partie de la représentation parlementaire d parti social-démocrate. On peut dire, il est vrai, que certains « em ployés » ou « fonctionnaires » sont d'anciens ouvriers qui, par le activité politique, ont changé de catégorie. Mais, en revanche, pl sieurs députés inscrits comme « ouvriers » sont en réalité des pol ticiens de carrière.

Il existe, en outre, au sein du parti social-démocrate, une com mission dite « commission du programme », composée de cinq tit laires et cinq suppléants, élue par le congrès. Elle examine les que tions de principe qui lui sont soumises par le congrès ou qu'el pose de sa propre initiative. Sa tâche consiste, en somme, à « d barrasser » le congrès des discussions de principe.

Quelles sont les bases de masse du Parti Ouvrier Social-dém crate de Suède ?

La principale se trouve dans les syndicats. Nous avons vu q 400.000 syndiqués sont affiliés collectivement au parti par leur sy dicat sur 1.500.000 adhérents que compte la centrale syndicale L.O L'énorme majorité des électeurs du parti (1.800.000 en 1956) so des ouvriers organisés et leurs femmes. Un comité permanent c coopération existe entre les deux organisations. La plupart des cadr syndicaux sont membres du S.A.P. et dépendent de lui, mêm pour leur fonction syndicale. Et si les déviations de droite sont pe mises, celles de gauche sont sévèrement sanctionnées par les diri geants social-démocrates.

La forte position du S.A.P. dans les organismes municipau constitue un deuxième moyen important d'influencer les masses. détient seul la majorité dans 68 des 133 villes du pays, et, av les communistes, dans 8 autres villes.

Il exerce également son influence sur de larges couches de population par l'intermédiaire d'organisations de masse telles qu l'Union Social-démocrate des Femmes (70.000 adhérentes), l'Uni Social-démocrate de la Jeunesse (77.000 adhérents) et le Mouv ment de la Fraternité (créé spécialement pour les croyants et com tant 9.000 adhérents).

L'organisation centrale des coopératives, qui groupe plus d'u million d'adhérents (un adhérent étant, le plus souvent, une famill et constitue l'une des plus grandes entreprises commerciales c pays sur les marchés intérieur et extérieur, est, elle aussi, sou

nfluence déterminante du parti social-démocrate; il en est de ème de l'importante société d'assurance Folksam.

Il en est ainsi également des organisations de loisirs et d'en-ignement populaires, des organisations de locataires, etc.

Enfin, le S.A.P. dirige l'organisation pour les enfants, « Jeunes gles ».

L'ensemble de ces organisations, sauf la confédération coopéra-e et ses annexes, est inclus dans le rapport d'activité présenté au ngrès du parti social-démocrate. C'est dire à quel point elles en pendent !

En ce qui concerne la presse, le parti social-démocrate et les ndicats sont étroitement associés. Trente-six quotidiens, tirant 600.000 exemplaires, soit 16 % du total de la presse quotidienne, primcnt officiellement la politique du S.A.P. Ils sont, pour l'es-ntiel, financés par les syndicats grâce à une cotisation spéciale obli-toire. La centrale syndicale L.O. publie elle-même deux quoti-ens. Il existe également des hebdomadaires, bi-mensuels et men-els du parti ou des syndicats, ceux du syndicat étant aussi rédigés r des social-démocrates. Le tirage total des journaux syndicaux eint environ 1.500.000 exemplaires, adressés gratuitement à tous adhérents. Le parti et la L.O. possèdent chacun leur maison éditions.

Les statuts du parti social-démocrate présentent certains aspects mocratiques, mais, dans la réalité, le fait que l'activité essen-lle s'exerce sur le plan parlementaire conduit à l'hégémonie poli-ue du groupe parlementaire qui assure effectivement la direc-n du parti sans rencontrer d'opposition véritable (les opposants entuels étant d'ailleurs éliminés fort peu démocratiquement). La pendance économique de nombreux cadres et membres du parti -à-vis de la direction du parti n'encourage pas non plus l'oppo-ion.

Ainsi, en apparence, le S.A.P. semble un instrument politique ide et imposant par rapport aux dimensions du pays : de nom-eux adhérents, une base de masse puissante par les syndicats et diverses organisations qu'il influence. Tel quel, cet instrument urrait donner à la classe ouvrière suédoise de grandes possibilités diriger le destin de son pays s'il était bien utilisé. Cependant, le t que les dirigeants réformistes du parti social-démocrate fondent ite la politique du parti sur l'activité parlementaire engendre des énomènes malsains qui peuvent amener son écroulement rapide. s dirigeants, renonçant aux principes socialistes et adoptant une

idéologie petite-bourgeoise, ont prétendu supprimer la lutte d classes. La vie, pendant une certaine période favorable, a paru le donner raison, mais ce n'était là qu'une apparence. Et la directi du parti, basant sa politique sur cette apparence, le conflit appar maintenant entre les cadres social-démocrates des syndicats et ce du domaine parlementaire ou municipal, les intérêts immédiats d ouvriers entrant en contradiction avec la politique social-démocra de maintien d'un prétendu équilibre économique du pays. C contradictions ne peuvent manquer d'avoir des répercussio concrètes.

D'autres faiblesses du S.A.P. le rendent également vulnérabl l'absence d'unité idéologique, le manque de fermeté à l'égard la bourgeoisie qui permettent à l'ennemi de classe d'influencer de corrompre les cadres du parti, l'afflux d'arrivistes de tout sortes briguant des fonctions dans l'appareil d'Etat et les organism municipaux.

Il serait cependant erroné de sous-estimer la force qui rési dans le soutien traditionnel des larges masses ouvrières au pa social-démocrate. Ce soutien se fonde sur l'idée, profondément a crée, qu'un gouvernement dirigé par la social-démocratie constit une certaine garantie d'une politique plus large et plus humai dans des questions essentielles — surtout de politique sociale — qu'il ouvre aux masses des possibilités plus grandes d'influenc les décisions gouvernementales. En outre, la social-démocratie gouvernement apparaît à de larges masses comme le moyen de sa vegarder la neutralité suédoise et comme une garantie contre l aventures.

Fritjof LAGER.

« Om Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti ». Ecrit po *Voprossi istorii,* 1958, 6, 59-67.

Traduit par Maï Vuillaume

L'UNITE D'ACTION COMMUNISTE-SOCIALISTE APRES LE CONGRES DE NAPLES DU P.S.I.

Un observateur socialiste étranger, qui a suivi attentivement les avaux du Congrès de Naples du P.S.I.[1], s'est plaint à la fin de devoir partir sans avoir appris aucun fait concret qui lui permît de mieux nnaître la situation politique et économique actuelle de l'Italie On a beaucoup parlé de conséquences du Marché Commun, mais n'a pas indiqué ni illustré quelles sont ces conséquences ; on a rlé de contradictions de la Démocratie chrétienne mais sans en diquer les termes, et ainsi de suite... ». Un autre observateur ranger autorisé est sorti du théâtre où se déroulait la discussion, invoquant comme excuse la nécessité de se documenter pour en- yer à son journal un article sur les conditions de vie de la classe vrière. « Puisque celle-ci est absente du congrès, je vais aller chercher dans les quartiers populaires de Naples ».

Ces jugements sévères d'observateurs étrangers à la vie politi- ie italienne sont corroborés par les critiques, souvent mordantes, ressées de divers côtés, soit par des délégués socialistes, soit par s communistes ou des adversaires. Et le camarade Nenni a dû en mettre le bien-fondé, puisqu'il a reconnu dans son discours de ôture que le congrès n'avait pu, comme il aurait été utile de le ire, s'occuper de nombreux problèmes. Des observations analogues aient été faites également, dans leurs conclusions, par les cama- des Basso et Vecchietti. Selon l'*Avanti!* [2] du 20 janvier, qui répon- it justement à l'une de ces critiques, les problèmes concrets posés r la condition ouvrière en Italie, même s'ils n'ont pas été traités façon explicite, se trouvaient toutefois à la « base de tout le débat

1. P.S.I. : Parti Socialiste Italien (*N.d.T.*).
2. Quotidien du P.S.I. (*N.d.T.*).

centré sur la nécessité et sur l'urgence d'établir les prémisses leur solution ».

Mais pourquoi le débat s'est-il arrêté à la recherche des « pr misses » et n'est-il pas parti, selon la méthode marxiste, de l'ex men des faits eux-mêmes, d'une analyse sérieuse et approfondie la situation économique, de la situation politique internationale aus bien que de la situation intérieure? Et pourquoi n'a-t-on pas che ché à tracer les lignes d'un programme qui donne à la fameuse alte native démocratique [3], si souvent évoquée, un contenu social politique précis ? Si le camarade Foa, dans sa substantielle interve tion, a abordé les problèmes politiques et économiques posés p les transformations en cours et par les tentatives des forces l plus aguerries du capitalisme des monopoles pour parvenir à nouvelles dispositions qui lui assurent en dehors de toute allian une prise directe sur toute l'économie italienne, le thème n'a été développé comme il convenait de le faire, ni même repris. Ainsi n'y a pas eu d'essai de définition de la phase actuelle de la conjon ture économique, après l'éclatement des conflits provoqués par convertibilité des monnaies et les conséquences retardées pour l'It lie de la récession américaine; on n'a pas tenté non plus d'examin les problèmes soulevés par la mise en marche du Marché Commu dans les conditions politiques et économiques de l'heure, c'est-à-dir d'examiner comment le Marché Commun se réalise dans les fait sous une direction déterminée, celle des groupes les plus agress du grand capital des monopoles allemands, et non pas, au contrair de discuter du Marché Commun tel qu'il aurait pu être s'il av été dirigé par d'autres forces politiques. L'affirmation que le P.S. n'est disponible que pour les réformes de structure, pour les « gra des choses », n'a pas été accompagnée de l'indication, qui se pouvait lui donner une signification politique, des objectifs struct rels considérés comme réalisables dans la période actuelle. Quell sont, aujourd'hui, les « grandes choses » pour lesquelles le P.S est disponible? Il n'a pas été apporté à cette question la réponse q s'imposait. Tout le problème des rapports du P.S.I. avec les autr forces politiques, avec la démocratie chrétienne en particulier, a é posé en termes abstraits d' « alternative » et d' « ouverture », sa

3. Terme habituel de la phraséologie politique actuelle et désigna dans le contexte électoral italien la possibilité pour le P.S.I. et le cor électoral de choisir une voie « démocratique » et à gauche (*N.d.T.*).

cune référence précise aux conditions programmatiques concrètes une éventuelle collaboration avec les forces démocratiques du onde catholique ; or il est évident que cette collaboration revêt une gnification opportuniste dans certains cas, et qu'elle peut devenir le et constructive dans d'autres.

Et l'on pourrait continuer ainsi, s'il n'importait pas de rechercher utôt les raisons de ces lacunes et de certains silences — tel que lui, vraiment singulier, sur la situation politique internationale tuelle et sur la politique menée par l'Union soviétique en ce moent —, afin de remonter à la source d'un débat qui, sacrifiant en parence au goût de l'abstraction, a correspondu en fait à des objecs politiques déterminés, obéissant par là à la logique d'une cerne dialectique de la lutte qui s'était déroulée avant le congrès au in du P.S.I. En réalité ces lacunes et ces silences ne sont pas rtuits : et l'absence de liaison avec les problèmes concrets de la alité italienne et internationale ne saurait être imputée à un défaut ntérêt ou de préparation, car la compétence nécessaire ne mane assurément pas dans les groupes qui ont dirigé la discussion.

La raison en est politique, incontestablement. La responsabilité plus grande, ou l'habileté, si l'on préfère, en revient au courant i a recueilli la majorité des voix lors de la préparation du congrès que nous appellerons, par souci de brièveté, le courant Nenni, nom du camarade qui l'a dirigé et qui, au congrès, l'a conduit la victoire. La responsabilité politique des autres courants tient à qu'ils n'ont pas compris qu'il fallait opposer à l'optique du count Nenni une autre perspective, qui aurait dû partir d'une analyse la situation économique et politique bien à jour, et donc se rattaer étroitement aux problèmes actuels de lutte politique et d'action s masses, afin de pouvoir déboucher sur des conclusions politiement valables en vue d'élaborer une politique unitaire de la sse ouvrière.

Nenni avait pour ce congrès un objectif parfaitement clair, à la s *intérieur* et *extérieur* au parti, et qui visait, entre autres, à voriser la réabsorption par le P.S.I. de groupes social-démocrates : envisageait de rompre l'unanimité du Congrès de Venise (fin 1956) n de gagner la direction du parti à sa cause au nom de l'*autonoe*, en donnant à ce mot le sens précis d'un détachement plus net s socialistes à l'égard des communistes. C'est dire qu'il s'agissait faire accomplir au P.S.I. un nouveau pas en avant dans le sens l'on s'était engagé à Venise avec la rupture du pacte de consul-

tation. Ce détachement était, à l'époque, psychologiquement possi dans le climat suscité par les faits de 1956, et il fut même soute idéologiquement par les positions critiques adoptées face aux p blèmes soulevés par le XX[e] Congrès du P.C.U.S.; toutefois, il aussi motivé politiquement, et sur la base précisément de jugeme portés sur la situation internationale et intérieure; or, ces jugeme se distinguaient profondément de ceux qu'exprimaient les comm nistes et déterminaient donc des orientations d'action politique imm diate également distinctes. Les points de divergence concernai essentiellement : 1) le jugement qu'il faut donner sur le XX[e] Cong du P.C.U.S., qui aurait ouvert un processus de dissolution du mon socialiste; 2) le jugement sur la situation économique mondiale, aurait été caractérisée par un développement de l'économie capi liste, par l'effet de ce que l'on nomme la deuxième révolution ind trielle, l'introduction des nouvelles techniques et l'utilisation nouveaux instruments de stabilisation de la conjoncture; 3) le ju ment sur les nouvelles possibilités de développement de l'écono capitaliste en Italie, en particulier dans les secteurs dominés par groupes techniquement les plus avancés et les plus modernes, et l'existence de marges pour une politique réformiste et démocr que; 4) par suite, le jugement sur les possibilités de réaliser « u rencontre à mi-chemin » avec la démocratie chrétienne, condu par Fanfani et transformée en parti moderne, pour réaliser u politique de réformes; 5) la possibilité, en conséquence, de « dé ler » la situation sans compter sur l'action des masses, jug « fatiguées »; 6) le jugement sur la nécessité et la possibilité « réapprécier » le parti communiste que l'on présentait comme f sur des positions dépassées, prophète de malheur dans ses éval tions, privé de possibilités concrètes de manœuvre et d'interv tion.

Ces positions, naturellement, ne furent pas toujours clairem exprimées; elles n'en étaient pas moins sous-entendues dans to la conception politique du Congrès de Venise. L'ambiguïté de congrès tint à ce qu'elles finirent par être également imposées à partie du P.S.I. qui ne partageait pas les positions exprimées le p conséquemment dans le rapport initial de Nenni et dans l'ntervent de Lombardi. Les développements des débats au Congrès de Ven limitèrent la proclamation ouverte de ces positions mais n'em chèrent pas que l'action du P.S.I. ne s'engageât dans cette direct après le congrès. Ce n'est que lentement et péniblement que

jorité du Comité central élu à Venise réussit à en mitiger la
rtée et à en donner une interprétation moins sévère. Et c'est cette
istance de la majorité du Comité central élu au Congrès de Venise
i poussa le courant Nenni à poser en termes de rupture la prépa-
ion du Congrès de Naples, pour reprendre et faire avancer, contre
te opposition, l'opération de relâchement et de rupture des rap-
rts unitaires entre P.S.I. et P.C.I. commencée à Venise.

Toutefois, les deux dernières années n'ont pas passé en vain;
es ont servi à démontrer la fausseté de ces positions. Mais faire
Congrès de Naples l'autocritique des positions et des jugements
itenus au Congrès de Venise, cela serait revenu non seulement à
connaître les erreurs commises alors, mais à ne plus trouver aucun
tif valable pour justifier l'absence de rapports unitaires avec le
C.I. En effet, personne ne peut nier aujourd'hui, et personne à
i dire n'a sérieusement tenté de le faire au Congrès de Naples,
que le XX[e] Congrès du P.C.U.S. a marqué le début d'une nou-
le période de développement du monde socialiste; 2) que l'éco-
nie capitaliste, en raison même des nouveaux développements
hniques, est de plus en plus dominée par des contradictions pro-
ndes et insurmontables, qui exaspèrent les dissensions entre Etats
groupes d'Etats; 3) que le processus de concentration des mono-
es s'effectue en Italie de façon brutale et forcée, aux dépens
masses laborieuses et des classes moyennes des villes et des cam-
gnes; 4) que ce processus s'est doublé d'une offensive politique
ctionnaire qui a tenté, tant que cela restait possible, de conserver
ec Fanfani une certaine façade sociale, mais sans vouloir y mettre
prix nécessaire; 5) et partant qu'il est impossible d'espérer réali-
avec la démocratie chrétienne, telle qu'elle se présente aujour-
hui, avec les groupes dirigeants qui sont les siens actuellement,
ine rencontre à mi-chemin » à des conditions politiquement hono-
les, acceptables par la base socialiste, et utiles pour le progrès
nocratique du pays; 6) que les masses, touchées par la nouvelle
ensive des monopoles, réagissent avec vigueur et combativité et
'un vaste mouvement de lutte unitaire est en train de se dessiner;
que le P.C.I., rénové et renforcé par son VIII[e] Congrès, a main-
u et accru ses positions, augmenté sa capacité d'initiative poli-
ue, et qu'il apparaît de plus en plus comme une force sans laquelle
n'est point possible de faire une quelconque politique de progrès
nocratique.

On ne pouvait donc pas rechercher sur ce terrain une rai-

son de se différencier des communistes. Bien plus, toute tenta d'approfondir l'analyse de la situation économique et politique pouvait pas conduire à des positions essentiellement différentes celles des communistes ; elle devait au contraire amener à accep les positions soutenues par eux depuis longtemps, avec ce dou résultat de rendre obligatoire une révision ouvertement autocriti des positions du Congrès de Venise, et de renforcer, au lieu de affaiblir, les rapports unitaires avec les communistes.

De même, tout approfondissement du programme de renouve ment structurel ne pouvait parvenir à des conclusions radicalem distinctes des conclusions communistes. Dans la mesure en effet les problèmes de renouvellement structurel ne sont plus considé sous l'angle de la propagande, mais lorsqu'ils deviennent des obj tifs concrets d'action politique, lorsqu'ils reçoivent en conséque un contenu délimité — et qu'ils s'intitulent, par exemple, plan q driennal de l'I.R.I. [4], plans de développement de l'E.N.I. [5] et na nalisation des sources d'énergie ; nationalisation de l'industrie mique ; fonction du C.I.P. [6] dans le cadre d'une lutte contre monopoles, pour le contrôle des prix ; politique de crédit et d'inv tissements dans un programme de lutte contre le chômage ; pl régionaux de redressement ; industrialisation du Sud ; attribution lots de bonification, transformations foncières et expropriation propriétaires qui n'accomplissent pas leurs obligations de bonifi tion ; propriété des secteurs bonifiés et réforme des contrats a coles — c'est-à-dire, quand le programme de renouvellement struc rel se définit précisément en un certain nombre d'objectifs concr correspondant aux exigences les plus urgentes aussi bien qu' forces actuellement mobilisables, l'on doit dès lors reconna qu'il y a bien là un programme commun de renouvellement str turel, élaboré par le mouvement ouvrier démocratique, par C.G.I.L [7] et par l'Alliance paysanne [8], ainsi que par le Comité

4. Istituto Ricostruzione Industriale : secteur étatisé de la product industrielle (*N.d.T.*).

5. Ente Nazionale Idrocarburi : Groupe Mattei, néocapitaliste dé crate-chrétien, travaillant dans le sens de l'expansion économique italie (*N.d.T.*).

6. Comitato Interministeriale Prezzi : organisme de contrôle gouve mental pour la réglementation des tarifs (*N.d.T.*).

7. Confederazione Generale Italiana del Lavoro, qui correspond à C.G.T. française (*N.d.T.*).

8. Alleanza contadina : union de petits propriétaires et de métay de caractère démocratique (*N.d.T.*).

nal pour le redressement du Sud; et l'on doit également convenir e les positions des deux partis sur nombre de questions impor-ntes sont profondément semblables. Même à l'égard du Marché mmun, maintenant qu'il est devenu une lourde réalité, les posi-ns de lutte des deux partis contre ses conséquences immédiates ne nt pratiquement pas très différentes.

On peut même dire qu'il s'est très souvent élaboré, sur chaque blème concret, une position commune d'un groupe de camarades mmunistes et socialistes qui l'ont étudié et qui s'efforcent de l'abor-r politiquement; tandis que d'autres camarades, socialistes et com-nistes, parce que moins préparés à traiter ce problème, ne com-ennent pas encore et ne partagent pas ces positions. Mais un ogramme de renouvellement structurel n'est pas uniquement un ogramme de développement économique; c'est aussi un programme progrès démocratique, d'application de la Constitution, de trans-mation démocratique des structures de l'Etat, d'extension des ganismes de gouvernement locaux (région) [9] et de contrôle. Sur ces blèmes non plus, les positions des communistes et des socialistes se différencient guère les unes des autres. En ce qui concerne les blèmes de politique étrangère eux-mêmes, lorsque l'on aborde xamen des thèmes concrets d'une politique nationale de paix et ndépendance (rampes de lancement, création d'une zone démili-isée en Europe, politique de solidarité avec les peuples arabes, connaissance de la Chine, échanges avec le monde socialiste), il existe pas de questions qui divisent considérablement deux partis i ont lutté ensemble contre le Pacte atlantique.

Une discussion qui serait partie de l'analyse de la situation pour ercher à élaborer un programme de renouvellement structurel onomique et politique, pour tenter de rechercher les moyens de te et les forces mobilisables nécessaires à la réalisation d'objec-s précis, n'aurait pas permis d'opérer un éloignement nouveau plus sensible entre P.C.I. et P.S.I. Pas plus qu'elle n'aurait pu pas tenir compte du fait qu'en revanche, ces deux dernières nées, l'unité du mouvement populaire italien a résisté à toutes attaques et qu'elle a peut-être, grâce, entre autres, au débat s'est institué au sein du mouvement ouvrier, acquis une plus nde clarté, qu'elle a précisé ses limites et qu'elle est donc deve-e en même temps moins générale et plus concrète.

9. La Constitution prévoit en effet des conseils régionaux (dans toutes régions), qui n'ont jamais été élus (*N.d.T.*).

Il fallait donc, pour atteindre l'objectif extérieur et intérieur vou par le courant autonomiste, et qui était d'accentuer la séparati entre le P.S.I. et le P.C.I., donner au débat un caractère idéol gique. C'est pourquoi le thème des rapports entre P.S.I. et P.C.I tout comme celui des rapports du P.S.I. avec la démocratie chr tienne ont été abordés sans une référence concrète aux temps pr sents, aux échéances, aux perspectives d'action politique que l' peut envisager dans les circonstances actuelles, et sans une plei conscience de l'aspect dramatique de la situation, des dangers q menacent aujourd'hui la démocratie italienne, des problèmes éc nomiques et sociaux qui se posent maintenant et qui réclament d solutions immédiates. Un simple rappel de la gravité de la situati actuelle eût imposé la recherche des forces avec lesquelles il e aujourd'hui, possible de lutter en commun. De là une conclusi politiquement immobiliste, le renoncement à toute initiative politiq immédiate et le renvoi des perspectives d'action jusqu'au moment le P.S.I., grâce à son « autonomie », c'est-à-dire à l'absence rapports unitaires avec le P.C.I., se posant en tant que troisiè force entre le P.C.I et la démocratie chrétienne, aura su recueil les quelques millions de nouveaux suffrages qui lui permettront alo dans un nouveau rapport de force, d'entamer des pourparlers av la démocratie chrétienne ou d'éviter le recours à elle. Mais quan C'est là une perspective lointaine, sans relation avec la réalité po tique actuelle, et essentiellement liée à des contingences électoral Alors que le Congrès de Naples avait été précédé d'une campag d'invites à l'intention du P.S.I., celui-ci, en affirmant la major autonomiste, a répondu par la négative dans toutes les directions, renfermant ainsi dans ce que l'on a pu définir de façon critique Congrès comme une position d'isolement maximaliste à des fins propagande. La critique de cette ligne politique, velléitaire et verb liste, a déjà été développée au Congrès lui-même avec assez d'e cacité pour qu'il ne soit besoin de la reprendre dans cet article.

On a pu remarquer que l'anticommunisme au Congrès de Nap a été moins apparent, moins passionnel, moins turbulent qu Congrès de Venise, mais d'une nature plus ferme, même si la for en était plus modérée. Quand Nenni affirme en effet « que les con tions d'une alliance politique n'existent plus, car celle-ci supp une position commune, non seulement sur des luttes définies travailleurs, mais aussi en ce qui concerne les problèmes fondam taux du pouvoir », il semble exclure de façon définitive toute pos

té d'alliance : car si l'on n'a pas trouvé en trente-huit ans cette position commune sur les problèmes du pouvoir », on ne voit comment on pourrait la trouver dans un futur rapproché, autrement dit en un temps politiquement utile aux fins d'une perspective ction valable. Faire de l'unité idéologique la condition de l'unité ction, cela revient à refuser toute possibilité d'action unitaire, à poser a priori à toute exigence d'unité un veto idéologique, c'est-ire à réaliser dans le mouvement ouvrier la discrimination anti-nmuniste à laquelle les social-démocrates et la démocratie chréнne se livrent dans leur activité parlementaire et dans la lutte itique en général

Il peut sembler banal d'observer que si l'unité idéologique entre tis se réclamant de la classe ouvrière était chose faite il n'y aurait s alors ni deux ou même plusieurs partis ni de problèmes d'unité ction, mais que se poserait la question de la création d'un parti que de la classe ouvrière. L'exigence d'unité d'action naît jusnent à partir de l'existence de deux ou de plusieurs partis idéoiquement distincts et qui, se réclamant de la classe ouvrière et masses laborieuses, sentent qu'ils défendent des intérêts comns et cherchent donc une ligne d'action commune.

Lorsque fut signé en 1934 le pacte d'unité d'action entre le C.I. et le P.S.I., il n'y avait pas du tout de position commune sur « problèmes du pouvoir », à tel point que les diverses positions ologiques furent expressément définies dans des déclarations inclu-. Cette communauté de position n'existait pas davantage en 1945. 1951 non plus, malgré les protestations de foi marxistes-lénites hâtives et superficielles faites par des représentants du P.S I., lgré même des déclarations de « marxisme-léninisme-stalinisme », n'y avait pas de « position commune » sur les « problèmes du ivoir ». Et toutefois les divergences, exprimées ou implicites, les problèmes du monde socialiste et de l'internationalisme prorien, et sur la conception léniniste de l'Etat et de la révolution, mpêchèrent pas que se développe efficacement une action unie ant des objectifs politiques déterminés, mesurables dans le temps, par conséquent variables.

Une telle attitude de repliement idéologique et de refus a priori l'unité d'action avec les communistes, est propre aux partis socialnocrates qui ont toujours tenté de justifier ce refus de l'unité ction, même aux moments les plus graves — en Allemagne en 32, en Autriche en 1934, en France en 1958, — en prétendant

que les partis communistes n'étaient pas des « partis nationaux ou qu'ils ne donnaient pas de « garanties démocratiques », et qu étaient, pour tenir le langage de Saragat, des partis « totalitaire avec lesquels on ne pouvait avoir des rapports d'alliance politiqu

Les communistes n'ont jamais sous-estimé la gravité des div gences idéologiques qui les séparaient des socialistes et des soc démocrates. Fidèles à l'enseignement marxiste selon lequel, si l ne peut transiger sur les principes, il faut cependant chercher s'entendre sur les questions concrètes de lutte politique et éco mique de la classe ouvrière, ils ont toujours affirmé que la cla idéologique, nécessaire, et que la discussion sur les points de div gence, utile, ne doivent pas empêcher la recherche des points lesquels il est possible de réaliser un accord.

Des questions idéologiques extrêmement importantes sépar les communistes des socialistes. Il serait hypocrite et vain de le ni Et le camarade Nenni a raison lorsqu'il constate que, trente-h ans après la fondation du P.C.I., « nous nous retrouvons aux pri avec des problèmes de méthode, de doctrine, de politique analog à ceux d'autrefois ». Mais ses raisons ne sont pas aussi bonnes lo qu'il prétend que ce « n'est la faute de personne », mais que c est imputable à « l'implacable logique des choses ». « La long pratique de l'unité d'action — poursuit Nenni — aurait pu résor les caractères distinctifs des deux partis et réaliser l'unité organiq Elle ne l'a pas fait, et nous étions, à la fin de 1956, comme nous sommes maintenant, aux prises avec les mêmes problèmes sur l quels, voici une quarantaine d'années, les communistes se séparai des socialistes et vice-versa ». Mais la longue pratique de l'un d'action ne pouvait pas, à elle seule, et même à la longue, perme de résorber les caractères distinctifs des deux partis, parce qu' masquait, sans les éliminer, les divergences idéologiques de fo Nous avons donc notre part de responsabilité, parce que nous ne n sommes livrés ni au travail nécessaire de clarification, ni à la néc saire polémique idéologique qui, loin d'être incompatible avec l'un d'action, doit en constituer le complément indispensable. Mais la r ponsabilité en revient aussi assurément à qui n'a pas su compren la leçon des choses, à qui est retombé, après avoir paru vou s'acheminer sur la voie de cette compréhension, dans de viei ornières, explicables peut-être en 1921, mais beaucoup moins 1958. Parce que trente-huit années ne devraient pas avoir passé vain !

En trente-huit ans le monde a changé, et certainement pas grâce x partis socialistes ou aux social-démocrates : en aucune partie monde ils ne sont parvenus à amorcer un début de transformation système capitaliste, et ils n'ont su, dans le meilleur des cas, qu'ar-cher pour la classe ouvrière des concessions partielles ou provi-res; si le monde a changé c'est grâce aux partis révolutionnaires i ont avancé sur la route ouverte par la Révolution d'Octobre et i ont réussi, par leurs luttes, leurs sacrifices, et avec des erreurs ssi, car il s'en attache toujours aux combats et aux victoires, à érer un tiers de l'humanité de l'esclavage et de l'exploitation pitaliste.

De nombreuses questions, encore pendantes en 1921, sont au-urd'hui résolues par la marche même de l'histoire. Et il reste ce-ndant de graves divergences idéologiques, à propos desquelles se veloppe dans le mouvement ouvrier une discussion que l'on ne urait éluder. Mais il s'agit de bien préciser les limites et la signi-ation des divergences réelles, afin de clarifier les termes du débat de le conduire en conséquence à d'utiles résultats.

La nécessité, par exemple, pour notre pays d'avancer vers le cialisme par une voie qui corresponde à ses conditions nationales rticulières ne saurait être un motif de divergence. C'est ce que us autres communistes avons appelé à notre VIIIe Congrès la voie italienne au socialisme », et sur laquelle nous nous sommes gagés depuis longtemps, sans attendre le XXe Congrès, éclairés r les leçons d'Antonio Gramsci. Ce n'est pas critiquer les commu-stes, ni engager un débat idéologique, ni ouvrir une discussion ile et féconde, mais bien donner dans la calomnie et faire preuve si d'un anticommunisme préconçu que de prétendre que « la ten-nce des communistes à faire coïncider le socialisme avec l'expan-on du bloc soviétique, tendance qui crée l'attente absurde et my-ique de solutions venant de l'extérieur aux problèmes que les availleurs de chaque pays doivent résoudre avec leurs propres oyens et sur la base de leurs expériences et de leurs traditions tionales », de prétendre donc que cette tendance constitue un otif de divergence.

La divergence ne tient pas, en réalité, à la nécessité de recher-er une voie italienne vers le socialisme — et les communistes ita-ens, non contents de s'en faire les champions, l'ont effectivement nstruite, par la contribution de leur pensée et de leur action, — ais elle tient au refus socialiste d'estimer le lien objectif existant

entre notre lutte nationale et la progression du socialisme dans le monde ; à leur refus aussi de considérer l'action de la classe ouvrière italienne non pas isolément, mais en liaison objective avec les développements du mouvement ouvrier international et avec les vicissitudes de la grande compétition mondiale entre socialisme et capitalisme. Ce qui se trouve, à vrai dire, au départ de cette divergence ce n'est pas le prétendu fait que les communistes soient « étrangers » à la réalité nationale, c'est plutôt l'incapacité des socialistes à apprécier les termes nouveaux et originaux dans lesquels l'internationalisme prolétarien se concrétise aujourd'hui, alors qu'un tiers du monde est organisé en un système mondial d'Etats socialistes, dont la force croissante est l'élément essentiel de la lutte mondiale pour la paix et pour le socialisme. La position la plus grave bien que la moins apparente adoptée par le courant majoritaire du Congrès de Naples c'est le silence qu'il a gardé obstinément, malgré les critiques explicites que lui adressèrent les représentants des autres courants, sur la signification mondiale de l'œuvre accomplie par les communistes soviétiques ; c'est aussi le refus, après les critiques violentes de Venise, de reconsidérer le jugement porté sur le XX[e] Congrès, et d'estimer la signification positive de ce processus de développement du monde socialiste découlant du XX[e] Congrès.

Ainsi, il ne saurait y avoir de motif de divergence à propos de la reconnaissance de la nécessité d'avancer vers le socialisme par une voie démocratique. On ne peut évidemment pas considérer celle-ci comme une voie exclusivement électorale et parlementaire, à cause des barrières de classe qu'oppose le capitalisme à l'affirmation électorale de la volonté de la majorité travailleuse ; ce peut être une voie pacifique, à certaines conditions qui, bien entendu, ne dépendent pas uniquement de la classe ouvrière, mais surtout du fait que la bourgeoisie ait, ou non, la possibilité de recourir à la violence ouverte pour endiguer le mouvement d'émancipation des classes travailleuses. Il importe donc de concevoir la voie démocratique essentiellement comme une voie de grandes luttes de masse unitaires, destinées à entraîner la majorité du peuple à la lutte pour le socialisme. Le motif réel de dissension ne peut résider dans le fait que les communistes ne seraient soi-disant pas en mesure d'offrir des « garanties démocratiques » ; il tient plutôt au refus des socialistes de comprendre ce qu'enseignent le marxisme et les dures leçons de l'expérience : le contenu de classe des concepts de liberté et de démocratie ; à leur refus de comprendre que le passage au socialisme

signifie la fin de l'Etat bourgeois centralisé selon des modalités que les particularités nationales et l'époque donnée déterminent historiquement et le passage à un Etat qui exprime la volonté de la majorité du peuple et réalise cette volonté (dictature du prolétariat) malgré les résistances de la minorité exploiteuse. La recherche des formes d'application de cette volonté révolutionnaire n'est pas facile, mais la voie ouverte par le XXe Congrès prouve qu'il est possible de réaliser, dans certaines conditions, une démocratie socialiste capable d'empêcher le retour des vieilles classes dépossédées assurant l'épanouissement total des énergies créatrices et la participation populaire la plus large à la direction de la vie publique et de la production, avec de nouvelles institutions de démocratie directe et de contrôle ouvrier et populaire.

Ce sont donc toujours les mêmes problèmes d'internationalisme prolétarien et d'Etat révolutionnaire qui, trente-huit ans après, et malgré tant de leçons apportées par l'histoire, constituent des causes de divergence idéologique entre communistes et socialistes. Ce sont de graves problèmes, et dont il faut discuter ouvertement, mais correctement, dans le respect de la vérité. C'est dire qu'il ne s'agit pas de fabriquer un adversaire opportun pour le plaisir de se livrer à une polémique facile, et pour présenter un parti communiste sectaire, antinational et antidémocratique, qui n'existe au surplus que dans la propagande mensongère des comités civiques [10]. Il n'y a plus, sinon, de discussion possible, et l'on finit par alimenter en munitions les ennemis de classe qui s'acharnent à désigner le parti communiste comme « l'esclave de Moscou », à le qualifier d' « étranger » à la réalité nationale, en vue de l'isoler, et donc d'affaiblir la résistance de la classe ouvrière.

Ces divergences idéologiques ne peuvent cependant pas empêcher le développement d'une action unitaire des communistes et des socialistes en vue de la réalisation des objectifs qui se présentent aujourd'hui à la classe ouvrière italienne. Le fait est là. Et il faut dire que malgré sa position idéologique a priori négative, le Congrès de Naples n'a pu nier cette exigence. L'expérience de ces deux dernières années, l'existence dans le pays d'un fort mouvement de lutte unitaire, la volonté unitaire de la base, l'action poursuivie au congrès par les représentants des courants qui ont recueilli 40 % environ

10. Organisations électorales de l'Action catholique de Gedda, donc constituées par l'aile droite des forces catholiques (*N.d.T.*).

des suffrages exprimés, ont conduit à reconnaître l'impérieuse nécessité d'une action unitaire, non seulement sur le plan syndical, coopératif et municipal, mais également en ce qui concerne certains problèmes politiques. Personne n'a mis en discussion la présence des socialistes au sein de la C.G.I.L. C'est ainsi que l'ordre du jour, présenté par divers représentants des trois courants, et prônant une attention particulière du P.S.I. aux questions du Sud, ainsi qu'une participation socialiste au mouvement unitaire pour le redressement du Sud, acquiert une valeur spécifique : car il s'agit là d'un problème qui n'est pas seulement d'ordre économique ou syndical, mais qui est essentiellement politique.

Même si la motion victorieuse parle en termes évasifs des rapports avec les communistes, qui ne doivent être ni des rapports « d'alliance » ni d' « antagonisme préconçu », ouvertement toutefois la dissension s'est limitée au problème de savoir s'il devait y avoir une alliance générale, et « préconstituée », ou bien seulement des « convergences » à l'occasion de problèmes particuliers, politiques au besoin. Cette question est importante, mas elle ne peut être débattue dans l'abstrait. Elle doit être abordée en termes concrets, en se référant directement aux problèmes pour lesquels la nécessité d'une « convergence » ne peut être niée par personne.

La question se résoudra pratiquement au cours du développement même de la lutte. Les exigences de l'action unie se feront sentir irrésistiblement. La longue discussion, qui a constitué le fil conducteur du congrès, entre les orateurs du courant majoritaire et ceux des autres courants, discussion qui portait sur le contenu de la politique « d'alternative démocratique », a conduit à un résultat d'une portée non négligeable. Le P.S.I. refuse en effet de prêter à la démocratie chrétienne un concours de type social-démocrate, et s'oppose, sur ce point de manière absolument unanime, à une capitulation que l'on sollicitait de divers côtés. Mais personne n'a pu prouver au Congrès de Naples qu'une option démocratique, quelle que soit la façon dont on la considère, puisse se réaliser sans la contribution des communistes.

Si le soin de réaliser cette « alternative » démocratique était uniquement confié aux vicissitudes électorales, comme cela ressort surtout de quelques interventions du courant de Nenni, le sujet de la différenciation d'avec les communistes ainsi que des polémiques qui s'ensuivent, sujet qui constitue le thème conducteur du courant autonomiste, acquerrait une importance et pourrait également jouer

en faveur, non pas du P.S.I., mais en faveur de la D.C. elle-même, qui bénéficierait en dernière analyse d'une propagande anticommuniste. Mais la lutte contre la D.C. se déroule, sous la pression de nécessités urgentes et dramatiques, en tant que lutte de masse. Et la distinction entre luttes électorales et parlementaires d'une part et luttes de masse d'autre part a été dépassée par les développements consécutifs aux débats du congrès. Les échéances, ignorées au Congrès de Naples, se sont présentées immédiatement après celui-ci. Le congrès lui-même, par ses décisions, représente un fait politique, et ce fait a déterminé d'importantes répercussions, en accélérant la crise du fanfanisme et de la collaboration entre le P.S.D.I. [11] et la Démocratie chrétienne.

C'est pourquoi, au lendemain d'un congrès qui a voulu marquer un nouveau relâchement des rapports unitaires entre communistes et socialistes, on assiste, en fait, dans tout le pays à un développement impétueux du mouvement unitaire des masses travailleuses, mouvement qui s'étend à des fractions importantes des milieux catholiques et qui va jusqu'à entraîner dans la lutte des couches de la population influencées politiquement par les partis de droite; or, on trouve au cœur de ce mouvement, comme élément essentiel de cohésion, l'unité d'action des communistes et des socialistes. Ce mouvement n'aurait-il pas été beaucoup plus efficace s'il avait reçu une poussée du Congrès de Naples et si l'on y avait fait appel à la lutte immédiate des masses?

Les graves problèmes politiques que posent la résistance du mouvement populaire et l'écroulement de la politique de Fanfani, ainsi que les efforts accomplis par d'autres forces réactionnaires pour combler le vide laissé par la crise du fanfanisme, exigent une action unitaire plus efficace des forces ouvrières et populaires. Les grandes luttes en cours, dans les villes et dans les campagnes, pour empêcher la réorganisation de la vie économique et politique italienne selon les vues des grands groupes monopolistes, expriment une volonté d'unité croissante de la part des masses. Les événements progressent rapidement. La classe ouvrière et la majorité de la population ne se résolvent pas à supporter le poids croissant des difficultés économiques. Une crise économique et politique se développe qui ne souffre pas de solutions dilatoires, qui ne tolère plus le vieil

11. Partito Social Democratico Italiano.

immobilisme et qui impose des options fondamentales, pour ou contre les masses populaires.

Dans cette situation, d'une gravité politique indéniable, les motifs de dissension idéologique volontairement exaspérés par le Congrès de Naples constituent un obstacle évident, mais ne peuvent empêcher une intensification des efforts unitaires. Et l'unité d'action entre deux partis qui rassemblent 11 millions d'électeurs ne saurait être laissée au hasard ou à l'improvisation. Face à la division de la démocratie chrétienne en groupes rivaux et qui se combattent ouvertement, face à la crise qui déchire tous les partis de l'ancienne majorité centriste, le mouvement ouvrier a conservé pour l'essentiel, malgré la rupture du pacte d'unité d'action en 1956 et les polémiques qui en résultèrent, sa cohésion. De nombreux motifs de dissension politique sont désormais dépassés par les événements. Il est donc indispensable de tenir compte des nécessités du moment et de procéder à des confrontations et à des accords qui, s'ils ne présupposent pas une « identité d'orientation » inexistante, peuvent être circonscrits à quelques objectifs correspondant aux besoins les plus urgents. Le premier et le plus urgent c'est l'élimination des discriminations antidémocratiques qui prétendent maintenir en dehors du jeu démocratique non seulement les millions d'électeurs communistes, mais aussi les millions d'électeurs socialistes. L'illusion que la discrimination ne puisse jouer que contre les communistes ne devrait plus dorénavant abuser quiconque. Les prétendues « garanties démocratiques » que donnerait le P.S.I. ne lui valent pas un sort meilleur que celui qui est réservé au P.C.I. Les groupes dirigeants de la bourgeoisie italienne ne veulent en réalité tenir aucun compte de la volonté de 11 millions d'électeurs, et c'est ce refus délibéré et antidémocratique qui fait durer et s'aggraver la crise politique italienne en empêchant la formation d'une nouvelle majorité.

Les confrontations et les accords partiels entre communistes et socialistes ne sont pas incompatibles avec les divergences idéologiques, pas plus qu'elles ne le sont avec la volonté exprimée par le Congrès de Naples de conserver une politique distincte du parti communiste. Mais, dans la situation actuelle, la lutte de la classe ouvrière exige que les partis qui la représentent et sur lesquelles, étant donné les forces immenses qu'ils rassemblent, retombent de nombreuses et lourdes responsabilités, aient des contacts autres qu'occasionnels et permettant, quelle que soit leur forme, de confron-

ter les points de vue et de coordonner les efforts. Et cela dans l'intérêt de la classe ouvrière comme dans celui des deux partis.

La question des rapports d'unité entre le P.S.I. et le P.C.I., et celle plus générale de l'unité politique et de l'unité d'action de la classe ouvrière, ne peuvent se résoudre simplement par des négociations au sommet, fondées sur la confiance individuelle en tel ou tel groupe de camarades. Ce n'est pas un problème qui met en jeu la morale ou la confiance — qui ne sont pas mises en doute —, mais des questions d'évaluation politique, exposées au grand jour, et non pas en jouant à cache-cache et en cherchant à couvrir par une ligne politique officielle les positions politiques réelles. Il faut, au contraire, que les termes de l'opposition soient exposés ouvertement, afin que puissent en juger tous les travailleurs, les militants des deux partis et même les sans-parti, car il s'agit de problèmes qui les intéressent tous; et, selon que l'on y apportera telle ou telle solution, on conditionnera le progrès de la lutte des classes et l'amélioration du niveau de vie du peuple.

Ce besoin de clarté est avant tout un besoin d'unité. Il provient de la prise de conscience de l'importance déterminante de l'unité d'action de la classe ouvrière pour mener à bien la lutte engagée contre les forces conservatrices et cléricales.

Il y a eu et il peut y avoir différentes formes particulières de l'unité de la classe ouvrière, des formes les plus simples et les plus limitées aux formes supérieures d'unité organique et de parti unique. Il y a eu à diverses époques des rapports de force différents entre les partis de la classe ouvrière; donc des apports différents à l'élaboration et à la réalisation d'une politique commune; donc une lutte pour la direction politique de la classe ouvrière selon une dialectique interne du mouvement ouvrier, faite d'oppositions et de polémiques, avec une concorde permanente faite de désaccords

Toute l'histoire des rapports unitaires entre socialistes et communistes, dès la signature du premier pacte d'unité d'action en 1934, et même avant, prouve que chacun des deux partis, dans la mesure de ses moyens, a toujours apporté sa participation originale à la lutte commune. C'est ainsi que s'explique l'existence des deux partis, et l'échec de leur fusion en 1945 : c'est que précisément chacun des deux partis, déterminé historiquement, avec sa tradition, son idéologie, son organisation, ses hommes, était conscient d'avoir son propre rôle à jouer et n'entendait pas y renoncer.

En réalité, l'histoire des rapports unitaires entre communistes

et socialistes a montré que l'unité n'a jamais constitué une donnée fixée a priori, une réalité immuable, acceptée ou refusée une fois pour toutes, un mythe, comme on l'a dit; mais bien le fruit d'une lutte constante, en vue de réaliser une politique unique de la classe ouvrière et de donner à cette politique un contenu déterminé. L'histoire de l'unité d'action entre socialistes et communistes a toujours été une histoire très mouvementée, au cours de laquelle se sont toujours exprimés, non seulement les orientations politiques des deux partis, en particulier l'histoire agitée et contrastée du parti socialiste, mais surtout les vicissitudes de la lutte politique italienne.

Personne ne songe à contester le droit du P.S.I. de vouloir « influencer » tout le mouvement ouvrier et de vouloir modifier en sa faveur le rapport des forces actuel. Tout parti qui se respecte et qui croit en sa mission aspire légitimement à étendre le champ de son influence et à modifier en sa faveur les rapports de force avec les autres partis politiques. Les communistes n'ont jamais prétendu, comme on l'a affirmé calomnieusement, que leur soit reconnue une fonction particulière de guide par d'autres forces politiques qui, pour être réelles, dovent être autonomes, et plus spécialement par le P.S.I., qui représente un élément essentiel, ineffaçable, de la réalité politique italienne actuelle. Les communistes se sont bornés à chercher, avec le plus grand sérieux intellectuel et moral, à apporter à la lutte démocratique du peuple italien la plus grande contribution possible par la pensée et par l'action, et à exercer ainsi la plus grande influence possible sur tout le mouvement ouvrier italien.

Il est naturel que deux grands partis, comme le P.C.I et le P.S.I., tous deux fiers et orgueilleux de leur rôle propre, essaient, animés d'une émulation fraternelle, d'exercer la plus forte influence possible sur tout le mouvement ouvrier, de donner la plus grande contribution idéologique et pratique aux luttes ouvrières et populaires, d'exercer, en un mot, une fonction dirigeante. Qui a le plus de fil tissera le plus de toile.

Le problème c'est qu'une émulation fraternelle, une concurrence légitime ne se transforment pas en un antagonisme préconçu, en une rivalité, en une division cristallisée, au bénéfice exclusif de la démocratie chrétienne et de la bourgeoisie italienne. Ce n'est ni le P.S.I., ni le P.C.I., qui en ce cas sortirait vainqueur de la compétition, mais l'ennemi de classe. Cet état d'antagonisme permanent crée des facteurs de confusion et d'incertitude croissantes dans le mouvement populaire, freine l'élan des masses, refroidit